TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 104 DERNIÈRE ÉDITION DIMANCHE 12 - LUNDI 13 OCTOBRE 198

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, $ 1,10; Côte-d'Ivoire, 255 CFA; Danemark, 5 kr.; Espagne, 50 pes.; G.-B., 35 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ris.; Irlande, 55 p.; Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 fr.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 40 esc.; Sénégal, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La guerre « humanisée » ?

Les négociations sur les armements se suivent sans se ressembler. Tandis que les Deux Grands monopolisent l'attention par leurs entretiens SALT et se préparent à engager, le 15 octobre à Genève, un nouvel exercice encore plus ardu à propos des euromissiles, des forums plus vastes et moins spectaculaires réunis dans la même ville, sous l'égide de l'ONU, parviennent parfois à des résultats.

Il en est ainsi du projet de convention, auquel soixante-seize délégations ont mis la dernière main ce samedi, sur *« l'interdiction ou la limitation d'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination »*. Dans un traité et trois protocoles qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale de l'ONU, puis proposés à la signature de tous les gouvernements (l'accord entrera en vigueur lorsque vingt Etats au moins l'auront ratifié), *les participants se sont engagés* à limiter ou interdire l'emploi des pièges et mines antipersonnel, de bombes incendiaires et d'autres engins inutilement ou « excessivement » cruels.

Mais cette tentative d'« humanisation » de la guerre a vite trouvé ses limites. Les seuls armements dont l'usage est interdit *« en toutes circonstances » semblent ne pas figurer* dans les arsenaux connus : il s'agit des bombes laissant dans les corps des blessés des fragments non détectables aux rayons X, des pièges disposés dans des produits alimentaires ou des jouets d'enfant (la délégation française avait fait allusion à cet égard à la situation en Afghanistan), sur des cadavres, voire sur des emblèmes nationaux des objets religieux et des monuments historiques... Mais l'on pourra tout de même miner sans vergogne les abords des objectifs militaires, voire piéger les ustensiles de cuisine des casernes...

Les participants ont en effet renoncé à protéger le combattant, qui se voit promis à toutes les morts possibles, même les plus perfides. Tout au plus veut-on bien lui éviter *« les blessures inutiles et les souffrances superflues »*, encore que les engins nucléaires — non couverts par ce traité — aient déjà *bien fait* reculer les vieilles lois de la chevalerie. En revanche, les législateurs internationaux ont tenté de protéger dans une certaine mesure la population civile de la nouvelle barbarie technologique. Outre les pièges et les mines, les armes incendiaires, dont le trop célèbre napalm, ne devront pas être utilisées contre les civils et sans discrimination ; *les objectifs* militaires devront être les seuls visés, et l'on évitera ceux qui se *trouveraient* dans les zones à forte population. De même, l'on s'interdira d'incendier *les forêts* ou les *récoltes*... sauf si de nombreux combattants ennemis y ont trouvé refuge.

Au total, cet accord innove peu par rapport aux conventions humanitaires signées en 1949 à Genève, à cette nuance près qu'il étend son champ d'action, par divers biais juridiques, aux guerres coloniales et de libération. Il ne traite pas des armements chimiques, en plein *essor* actuellement dans les arsenaux des Super-Grands et d'autres puissances, et dont *les gaz* incapacitants sont les principaux éléments.

L'effort qui vient de trouver sa conclusion à Genève est méritoire, mais il serait tout à fait hasardeux d'en conclure que les conflits actuels, de l'Iran au Cambodge en passant par l'Afghanistan, vont s'en trouver « humanisés ».

LA FÉDÉRATION DU NIGÉRIA VINGT ANS APRÈS L'INDÉPENDANCE

(Lire pages 5 à 12 notre supplément.)

Le tremblement de terre en Algérie a fait de très nombreuses victimes

• *Des dégâts considérables dans la région d'El Asnam*
• *Un vaste mouvement international de solidarité*

De cinq mille à vingt mille morts, deux cent cinquante mille personnes sinistrées *ou chassées de chez elles* : telles étaient, samedi 11 octobre en début d'après-midi, les seules estimations possibles des conséquences du très violent tremblement de terre qui a détruit en grande partie, le 10 octobre à 13 h. 25, la ville algérienne d'El Asnam (anciennement Orléansville), déjà anéantie une première fois par une catastrophe sismique en 1954.

Devant l'ampleur du désastre, le Croissant-Rouge algérien a demandé l'aide de la Ligue des sociétés de Croix-Rouge, dont le siège est à Genève. Un vaste mouvement de solidarité internationale s'est déjà amorcé. Ainsi, des organisations de *secours — nationales ou privées —* de Tunisie, de Suisse, de France, d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas, notamment, ont-elles déjà envoyé en Algérie des équipes de spécialistes et du matériel.

En Algérie même, les secours mobilisent l'ensemble du pays. L'armée en particulier participe, depuis les toutes premières heures qui ont suivi la catastrophe, aux *secours avec ses hommes, ses hélicoptères,* ses camions.

La ville d'El Asnam est située à environ 170 kilomètres au sud-ouest d'Alger. Selon les premiers *témoignages, rapportés par les* agences, 80 % de la ville, qui compte quelque 120 000 habitants, seraient détruits. Le chaos est tel qu'il était impossible de savoir ce 11 octobre combien la secousse a fait de victimes. Il est malheureusement probable, étant donné l'ampleur des dégâts, que le tremblement de terre a tué plusieurs milliers de personnes (entre 5 000 et 25 000 selon l'agence algérienne A.P.S.) et en a blessé encore plus.

La secousse a été ressentie, sans faire de dégâts, à Blida, Mostaganem, *Alger, Médéa, Sidi Bel* Abbès, Laghouat, Tiaret.

Dès que la nouvelle de la catastrophe a été connue à Alger, le président Chadli Bendjedid *« a donné les instructions nécessaires pour mobiliser toutes les énergies nationales, y compris l'armée nationale populaire, pour limiter les dégâts et secourir les blessés et les sinistrés »*. Dès vendredi après-midi, les ministres de l'intérieur, de la santé et de l'habitat sont allés à El Asnam de façon à y organiser les premiers secours. De nombreux *camions* et ambulances ont été envoyés vers la ville ravagée, rapportent encore les agences, transportant couvertures, tentes, produits alimentaires et pharmaceutiques, gros engins, et les hôpitaux des autres villes algériennes (Alger, Oran notamment) *se sont préparés à recevoir les* blessés. Un deuil de sept jours a été décrété sur l'ensemble du territoire *algérien. La radio et la* télévision ont lancé des appels aux donneurs de sang, et ont demandé aux personnels de la police, des hôpitaux et du ministère de l'intérieur de rejoindre leurs postes de travail sur tout le territoire.

Tous les survivants, fuyant les maisons détruites ou craignant d'être surpris dans leur sommeil par un nouveau séisme, ont passé la nuit dans les jardins publics *ou dans leur voiture*.

(Lire la suite page 13.)

Une zone active fort complexe

Selon le centre sismologique euro-*péo-méditerranéen de Strasbourg, la* magnitude de la secousse était de 7,5 (7,3 selon les calculs des sismologues américains) et les coordonnées de l'épicentre étaient 36,16° Nord et 1,25° Est. Celui-ci était donc à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest d'El Asnam dont les coordonnées sont 36,18° Nord et 1,35° Est. L'épicentre du séisme de 1954, dont les coordonnées étaient 36,26° Nord et 1,45° Est, était situé *à une douzaine de kilomètres au* nord-est de la ville. Rappelons aussi que la magnitude du tremblement de terre de 1954 était de 6,7, et que le nombre des tués avait été alors de mille deux cent quarante-trois et celui des blessés d'une quinzaine de milliers.

La *répétition de deux séismes* importants dans la même zone prouve, s'il en était besoin, que la vallée *du Chéliff est une zone active. Mais* il s'agit de structures extrêmement complexes que l'on ne comprend pas encore. La vallée est, certes, un fossé d'effondrement, mais son sous-sol est haché de failles de directions très variées qui rejouent sans plan d'ensemble apparent.

On sait que la plaque *africaine* monte vers le nord au rythme moyen de 1,5 centimètre par an. Elle sem-*blerait glisser sur le fond de la* Méditerranée. Pourtant, les séismes se produisent rarement au nord de la côte, mais en général à une cinquantaine de kilomètres au sud. En fait, la limite des plaques Afrique et Europe est plus ou moins diffuse.

Y. R.

(Lire la suite page 13.)

LA GUERRE IRANO-IRAKIENNE

Bagdad rompt ses relations avec Damas, Tripoli et Pyongyang

Bagdad a rompu vendredi 10 octobre ses relations diplomatiques *avec la Syrie, la Libye et la Corée du Nord, accusées* d'acheminer des armements vers l'Iran. Tripoli a *estimé* « regrettable » cette décision « motivée par des informations tendancieuses diffusées par la radio de l'ennemi *sioniste* ». *Le président Bani Sadr* a, pour sa part, démenti que la Syrie et la Libye aient livré ou livrent des armes à l'Iran. En revanche, il a confirmé que la Corée du Nord avait livré des munitions à Téhéran « aux termes d'un contrat conclu bien avant la guerre actuelle ».

(Lire page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Fils à papa

Le président Kim Il-sung aurait donc choisi son fils pour lui succéder à la tête du parti communiste de Corée du Nord. Nous avions déjà relevé dans la Roumanie de M. Ceausescu ce surgissement de grandes dynasties en pays socialiste, mais la Corée du Nord va plus loin en instituant le principe de la transmission du pouvoir par primogéniture et par les mâles.

Pour l'instant, les choses en sont là : on ne nous a pas encore communiqué la biographie du petit-fils de M. Kim Il-sung.

BERNARD CHAPUIS.

LES PROLÉTAIRES OCCIDENTAUX ET LA RÉVOLUTION

Un débat audacieux en Chine

De notre correspondant
ALAIN JACOB

Pékin. — Des questions d'ordre idéologique d'une audace inhabituelle sont actuellement soulevées *dans la presse chinoise*. Plusieurs articles révèlent l'existence d'un débat touchant à des principes hier *encore jugés aussi fondamentaux* qu'intangibles.

L'observation de l'évolution interne du monde capitaliste conduit certains auteurs à s'interroger sur les voies que peut y prendre la révolution. L'amélioration des conditions de vie des ouvriers dans les pays industriellement développés, où ils possèdent désormais voitures, frigidaires, télévisions, etc., n'en*tame-t-elle pas la force révolu*tionnaire du prolétariat ? La concentration progressive des moyens technologiques et scientifiques de production, le développement des sociétés multinationales ne donnent-ils pas au capitalisme des capacités nouvelles de survie ? La tendance des pays capitalistes actuels à une fusion entre villes et campagnes ne met-elle pas en *cause les thèses de Marx sur l'an*tagonisme entre paysans et travailleurs de l'industrie ? Le dévé*loppement technologique* ne conduit-il pas à considérer d'un œil nouveau les relations entre travailleurs manuels et intellectuels ? Est-il possible enfin de préjuger des conséquences de la révolution technique et scientifique sur les *mœurs* ? La morale et la théorie *marxiste* sur l'appauvrissement du prolétariat ne doivent-elles pas être révisées ?

Une évolution idéologique marquée

Le Quotidien du Peuple admet que *le développement technologique* conduit à une amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière mais non à une disparition du prolétariat. Celui-ci, au contraire, s'élargit, estime l'organe du P.C.C., par l'intégration de *« travailleurs à col blanc »* dont les intérêts de classe sont les mêmes que ceux de leurs *collègues* à « col bleu », puisqu'ils sont exploités par le capitalisme. La force révolutionnaire de ce nouveau prolétariat *n'est pas affectée par le niveau de vie des travailleurs : « La volonté de faire la révolution ne résulte pas seulement de conditions de vie misérables. » Exemple : la bour*geoisie n'était pas plongée dans la misère quand elle a fait sa révolution contre le féodalisme.

Cette tentative d'analogie entre *révolutions* bourgeoise et *proléta*rienne révèle déjà une évolution idéologique marquée. Mais le *Wenhuibao*, journal de Shanghai, *du 23 septembre, va beaucoup plus* loin dans ses conclusions : « *Certes,* écrit-il, *le développement des forces productives capitalistes fait mûrir la révolution communiste... Quant à savoir quand aura lieu cette révolution et dans quelles conditions, quel sera son caractère et quelle voie elle prendra, on ne peut répondre à ces questions sans étudier le développement interne des pays capitalistes.* » Surtout, ajoute le journal, *« nous devons éviter d'imposer à l'Occident des formules révolutionnaires qui ont réussi en Orient. Est-il nécessaire, dans les conditions contemporaines, que la révolution s'accomplisse par la violence comme l'affirme Marx ? »*

(Lire la suite page 13.)

— POINT —

Du dialogue à la récupération

Que MM. Giscard d'Estaing et Pierre Mauroy soient obligés de rappeler qu'ils n'ont pas les mêmes orientations politiques, chaque fois qu'ils se serrent la main en public, voilà qui illustre, jusqu'à la caricature, les blocages et les anachronismes de la société politique française.

Pour en finir, une bonne fois pour toutes, il faudrait que chacun y mette du sien et que changent certaines pratiques, celles, par exemple, du procès d'intention et de la récupération abusive.

Commentaire de l'Humanité *sur le voyage présidentiel dans le Nord-Pas-de-Calais :* « Il s'agit, ni plus ni moins, d'un pas de plus effectué et par M. Giscard d'Estaing et par le parti socialiste dans la recherche obstinée d'un système où l'alternance politique, comme en R.F.A., exclurait tout changement important, et naturellement les communistes qui en sont les acteurs principaux. » *On n'en est quand même pas là malgré les sollicitations dont le P.S. est l'objet.*

Certes, la rupture de l'union de la gauche peut conduire un jour certains socialistes, par dépit ou avec soulagement, à rechercher une autre majorité de gouvernement. Les gaullistes ne s'y refuseraient peut-être pas : ils se plaisent déjà à souligner les convergences. Mais il reste bien des divergences.

Chez les giscardiens, l'espoir d'une social-démocratie accommodante est toujours latent. Le président de la République vient de la relancer en se référant à une grande figure du socialisme du nord de la France et aux convergences du passé. L'hommage appuyé à Guy Mollet, et à ses options politiques de la IVe République, s'il peut troubler les vieux camarades de l'ancien secrétaire général de la S.F.I.O., n'est pas forcément la meilleure façon de séduire le parti socialiste d'aujourd'hui.

Cette tentative de récupération serait de l'ordre de l'anecdote si elle n'était pas relayée, avec le maximum d'éclat, par la télévision ; si les banalités du dialogue républicain n'étaient pas exaltées comme autant de succès pour le septennat, estompant les échecs et les désaccords économiques ; si, enfin, l'art de choisir les images qui conviennent n'occupait pas tout l'écran à l'heure des journaux télévisés. A terme, l'expérience l'a montré, ces subterfuges se retournent contre leurs auteurs et, dans l'immédiat, ils discréditent l'apparente recherche de la décrispation.

(Lire page 14.)

UNE EXPOSITION AU GRAND PALAIS

Les mystères des chefs-d'œuvre

Pierre, bois, peinture, céramique, métal, papier, textile, verre : les chefs-d'œuvre d'artistes célèbres ou *anonymes ne sont pas faits* que d'inspiration.

L'exposition sur « La vie mystérieuse des chefs-d'œuvre, la science au service de l'art », qui *vient de s'ouvrir au Grand Palais* à Paris et qui est l'une des grandes manifestations de l'année du patrimoine, en porte précisément témoignage, en présentant les supports matériels et les méthodes d'études et de sauvegarde des œuvres d'art. Nombre d'organismes et de laboratoires ont apporté leur contribution à cette exposition : les progrès considérables de la physique, de la chi*mie, de l'informatique, ont ouvert, en* effet, de nouvelles voies de recherches très fructueuses.

L'une des illustrations de ces pro*grès est la reconstitution de la salle* des Taureaux de la grotte de Lascaux.

Tout y est : le volume, les couleurs, les peintures, la pénombre et même la température de l'original. En outre, sont expliquées les maladies qui menaçaient de faire disparaître les peintures et les remèdes énergiques qui ont permis de sauver ces chefs-d'œuvre préhistoriques.

Certaines méthodes, la radiographie notamment, *s'apparentent à de véritables « sortilèges »* qui justifient pleinement le titre de l'exposition.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 19.)

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Au lendemain de la signature du traité d'amitié entre l'Union soviétique et la Syrie, le communiqué publié le vendredi 10 octobre à l'issue du voyage du président Assad évite de mentionner le conflit irano-irakien, ce qui traduit, comme le rapporte ci-dessous notre correspondant à Moscou, la difficulté croissante qu'éprouvent les Soviétiques à maintenir leur position de neutralité. Le même jour, l'U.R.S.S. qualifiait d'« inventions » les informations selon lesquelles elle fournirait des armes à l'Irak via le port jordanien d'Akaba.

Le problème de l'armement des belligérants au dix-neuvième jour du conflit a entraîné vendredi des conséquences diplomatiques. En effet, l'Irak a décidé de rompre ses relations avec la Syrie, la Libye et la Corée du Nord pour protester contre les « livraisons d'armes » de ces trois pays à Téhéran.

L'annonce de l'acheminement de matériel de guerre en Iran par des avions libyens et syriens avait été faite vendredi par un radio-amateur israélien, M. Gurdus, qui s'était rendu célèbre pour avoir été l'un des premiers à annoncer l'opération américaine manquée de sauvetage des otages en Iran, en avril. Les livraisons d'armes auraient commencé jeudi par des appareils libyens et syriens qui survolaient la Bulgarie, la Grèce et l'U.R.S.S. avant d'atterrir « quelque part en Iran ». D'après le radio-amateur israélien, le pont aérien mis en place par la Libye comporterait une dizaine de rotations par jour. Tripoli dément ce samedi l'information.

Les services de renseignement américains ne disposent d'« aucune indication pouvant confirmer que la Libye a entrepris de livrer des équipements militaires à l'Iran », a déclaré vendredi le porte-parole du département d'Etat. Il a toutefois ajouté que les Etats-Unis avaient « pris note » des récentes prises de position libyennes en faveur de Téhéran. Le colonel Kadhafi avait en effet apporté, mercredi, son soutien à l'Iran en affirmant qu'il était du « devoir islamique » des Arabes d'aider les musulmans d'Iran « au lieu de les combattre au profit des Etats-Unis ». Le chef de l'Etat libyen avait également menacé indirectement l'Arabie Saoudite de représailles si elle ne renvoyait pas les avions-radars AWACS que les Etats-Unis lui ont offerts. La présence de ces avions, a-t-il déclaré, représente « un renforcement de la présence militaire dans la région du Golfe, dans le but de coloniser le monde arabe ».

A Vienne, le chargé d'affaires nord-coréen en Autriche a affirmé, vendredi, que son pays n'a pas livré et ne livre pas d'armes à l'Iran. Il répondait ainsi au secrétaire américain aux finances, M. Miller, qui avait déclaré, mercredi, que des avions iraniens allaient chercher des armes et des médicaments en Corée du Nord.

Sur le terrain, les troupes de Bagdad poursuivent l'« encerclement » de Khorramchahr, mais l'agence irakienne d'informations a indiqué que l'armée iranienne avait échoué dans son offensive dans cette région. Elle a également annoncé la destruction d'une station iranienne de télécommunications à Assadabad (à 460 kilomètres au sud-ouest de Téhéran)

A Téhéran, l'état-major interarmes iranien a annoncé que l'île de Kharg, terminal de chargement pétrolier sur le Golfe, a été attaquée par dix Mig irakiens, dont quatre, a-t-il affirmé, ont été abattus par la chasse iranienne.

D'autre part, l'agence iranienne Pars a indiqué que le nombre des victimes civiles au Khouzistan, jeudi, s'est élevé à au moins deux cent trente-six morts, dont cent dix tués à Desfoul par les missiles irakiens. De son côté, Radio-Bagdad a déclaré que treize personnes avaient été tuées au cours de raids de l'aviation iranienne contre les villes de Mossoul et de Souleiymanieh. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

Ahwaz et Desfoul sont soumis à un très violent pilonnage de l'artillerie irakienne

De notre envoyé spécial

El Amara. — Ville à la fois industrielle et agricole, El Amara, située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière iranienne, à égale distance de Desfoul et d'Ahwaz, a été transformée depuis le début de la guerre en un centre stratégique de première importance : c'est là qu'aboutissent et sont concentrées les forces armées du secteur sud avant d'être réparties sur les fronts de Khorramchahr, via Bassora, et d'Ahwaz et de Desfoul.

Nous y avons fait halte vendredi 10 octobre, pour voir une partie du matériel pris à l'adversaire dans ces zones : une quinzaine de chars Chieftain, quatre Scorpion, trois BTR 50, un M 113, divers autres véhicules blindés, des jeeps, des canons de différents calibres et une grande quantité de munitions. La veille, d'autres journalistes avaient visité à Baakouka, près de Khanakin, les armes prises à Qasr-e-Chirin et dans les autres villes du secteur : du matériel plus léger mais en plus grande quantité.

Les officiers que nous avons rencontrés ont confirmé que la ville industrielle d'Ahwaz et surtout la base aérienne de Desfoul, verrou du Khouzistan, sont soumises à un pilonnage intensif. Est-ce l'offensive qu'on laissait prévoir il y a quelques jours ? En tout cas, alors que, au début de la semaine, on voyait descendre vers le Sud surtout des convois de matériel, maintenant, ce sont des camions remplis de militaires que l'on croise. Et une partie du matériel concentré autour d'El Amara a pris le chemin du front.

Importante sur le plan militaire, cette ville l'est aussi sur le plan sociologique : elle est au centre d'une région où de vieilles tribus arabes fortement structurées et ayant conservé leurs coutumes ancestrales sont à cheval sur les deux frontières. Les autorités irakiennes peuvent donc espérer que celles qui se trouvent en Iran dans les régions d'Ahwaz et de Desfoul leur seront plus favorables — ou du moins se montreront plus fidèles à l'arabité — que les populations plus mélangées et plus prolétarisées d'Abadan et de Khorramchahr. Bien qu'à dominante chiite comme en Iran, cette région, comme tout le Sud, où se trouvent les villes saintes de Nadjef et de Karbala, est profondément arabe. C'est à Nadjaf qu'avait pris naissance en 1920 la révolte contre l'occupation britannique. Les frictions qui se sont produites avec Bagdad au cours des dernières années viennent de ce que les chiites réclament une plus grande participation au pouvoir. Les déceptions qu'ils ont pu éprouver ne les empêchent pas pour autant de demeurer très nationalistes.

La rupture avec Damas et Tripoli

El Amara, comme les autres villes que nous avons traversées, est couverte d'affiches et d'inscriptions. A côté du principal slogan du Baas — « *Unité, liberté, socialisme* », — les mots d'ordre proclament : « *Tout le peuple est avec toi, ô Saddam* », « *Avec toi, ô Saddam, nous libérerons la Palestine* », ou encore : « *Avec notre âme, avec notre sang, nous libérerons les terres arabes* », ou enfin : « *Le Chatt-el-Arab est arabe.* » Sur les ondes, la chanson de Qaddissieh revient continuellement.

En province comme à Bagdad, tout est mis en œuvre pour galvaniser le peuple et maintenir haut le moral des troupes. Les armes capturées vont être transportées à Bagdad et réunies dans un musée. Des poèmes célébrant la « bataille de Khanakin » et le président Saddam Hussein, nouveau héros de la cause arabe, sont lus à la radio. Le 20 octobre, est prévu un festival consacré à ce fait d'armes avec, sans doute, la projection en première mondiale d'un film du célèbre cinéaste égyptien Abou Seif, reconstituant l'affrontement qui opposa l'Irak à la Perse il y a environ treize siècles.

On s'explique dans ce contexte que Bagdad ait rompu avec Damas et Tripoli. La rupture avec la Syrie était prévisible à la suite des attaques lancées contre la politique de Damas depuis plusieurs jours. Un éditorialiste d'*Al Saouara*, organe du Baas, dressait un réquisitoire contre le président Assad, « *qui a envoyé ses troupes au Liban il y a quatre ans pour liquider la résistance palestinienne et le mouvement national libanais avec la protection des Américains et l'aval du sionisme* ». Les dirigeants syriens ayant reproché à l'Irak d'avoir détourné l'effort arabe du « combat central » — celui de la lutte contre Israël, — le journal rappelle que, lors de la guerre de 1973, c'est « *Hafez El Assad qui a demandé un cessez-le-feu et a livré le Golan à l'ennemi avant qu'il ne tombe effectivement* ». Et d'ajouter : « *Où sont aujourd'hui les forces syriennes ?*

» *La réponse est à Alep, Homs, Hama et Deir-Ezzor, villes qui n'ont rien à voir avec le front* (israélien). *Ces forces détruisent des villes syriennes et tuent des citoyens syriens. Alors comment un tel boucher peut-il donner des leçons aux autres quant à une mobilisation de toute leur potentialité pour une bataille centrale ?* »

La Libye — qui aurait envoyé comme la Syrie des armes à l'Iran — se voit surtout reprocher son attitude contradictoire. « *La Libye du colonel Kadhafi,* nous a dit un officier, *avait violemment critiqué l'accord d'Alger de 1975 en nous reprochant de livrer des territoires arabes à l'Iran. A l'époque nous avions tant de problèmes, notamment avec les Kurdes, que nous n'avions pas le choix. Aujourd'hui que nous luttons pour restaurer notre souveraineté sur nos terres et permettre aux Arabes de récupérer les îlots du détroit d'Ormuz, nous aurions pu légitimement penser que Tripoli se rangerait à nos côtés. Or nous constatons que paradoxalement Kadhafi soutient l'Iran.* »

PAUL BALTA.

M. Waldheim lance un appel à Bagdad et à Téhéran pour que la libre circulation reste assurée dans le détroit d'Ormuz

De notre correspondante

New-York. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim, a lancé, vendredi 10 octobre, un nouvel appel aux gouvernements iranien et irakien, mais cette fois, non dans l'espoir d'arrêter les combats, mais de faire respecter la libre circulation des bateaux dans le détroit d'Ormuz.

Le message, adressé à MM. Bani Sadr et Saddam Hussein, fait allusion aux « *pertes et dommages subis par la navigation internationale* » et demande que, pour première mesure, les navires immobilisés dans la zone des combats soient autorisés à quitter la région en toute sécurité. M. Waldheim demande à ses interlocuteurs de lui faire connaître au plus tôt les mesures qu'ils entendent prendre dans ce but et ajoute qu'« *une telle décision impliquerait au minimum un cessez-le-feu localisé* ».

De nouvelles consultations du Conseil de sécurité ont eu lieu dans l'après-midi de vendredi, et une réunion formelle du Conseil pourrait avoir lieu lundi 13 octobre.

La présence d'un représentant du gouvernement iranien, M. Ali Shams Ardakani, envoyé spécial de M. Bani Sadr, fait penser que Téhéran pourrait, pour la première fois depuis la prise des otages américains, il y aura un an le 4 novembre, faire sa rentrée au Conseil de sécurité.

M. Ardakani n'en a pas moins prononcé vendredi un discours aussi violemment anti-américain qu'anti-irakien, accusant Washington d'avoir choisi le président Saddam Hussein pour remplacer le chah dans le rôle de « *gendarme de l'impérialisme* ». « *Cette guerre n'est pas une guerre des Arabes contre les Persans,* a dit M. Ardakani, *ni entre l'Irak et l'Iran. C'est une lutte entre l'impérialisme et son agent et gendarme, Saddam Hussein, d'un côté, et les peuples iraniens et irakiens, persan et arabe, de l'autre. Saddam Hussein et sa clique sont les ennemis de l'islam, de la nation arabe, de l'OPEP et du non-alignement.* »

M. Ardakani a demandé : « *Si Saddam Hussein se vante de son soutien aux intérêts arabes, pourquoi n'a-t-il pas agi contre Israël ? Mais au lieu de cela, il a lancé les forces irakiennes contre un pays qui soutient la lutte du peuple palestinien... Saddam Hussein n'est pas un Arabe ou un musulman, mais l'ami d'Israël et des super-puissances.* »

NICOLE BERNHEIM.

LA PLUPART DES JOURNALISTES « INVITÉS » A COUVRIR LA GUERRE SONT PRIÉS DE QUITTER L'IRAK.

Bagdad (A.P.). — Le gouvernement irakien a ordonné, vendredi 10 octobre, à la plupart des journalistes étrangers invités à couvrir la guerre irano-irakienne de quitter le pays samedi pour la Jordanie. La nouvelle a été annoncée par le ministère de l'information à l'hôtel Mansour-Mella de Bagdad, où tous les journalistes étrangers avaient été convoqués.

Auparavant, les autorités avaient refoulé tous les journalistes étrangers se trouvant sur le front sud, près de Bassorah, d'où ils avaient dû rejoindre Bagdad, 480 kilomètres plus au nord. Quelques journalistes qui avaient réussi à rester à Bassorah ont dû suivre le mouvement quelques heures plus tard.

Seuls les agences et les grands quotidiens internationaux et quelques réseaux de radio et de télévision sont désormais autorisés à maintenir un représentant. Une bonne partie des journalistes présents en Irak — estimés à plusieurs centaines — avaient été invités dans le pays par les ambassades irakiennes au début des hostilités.

● *Accord des pays du Golfe* pour atténuer les effet pétroliers du conflit entre l'Irak et l'Iran. Les ministres du pétrole de quatre pays (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats et Qatar) se sont concertés, le 10 octobre, dans la ville saoudienne de Taïf et ont décidé de « *prendre les mesures nécessaires afin de réduire l'effet des arrets de production, en particulier sur les pays en développement* », indiquent les agences du Qatar et des Emirats.

A Paris, les responsables de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) font savoir que les pays les plus affectés par l'irrégularité des livraisons sont le Brésil, l'Inde et la Yougoslavie. — (*Reuter.*)

● *Les négociations américano-israélo-égyptiennes* sur l'autonomie palestinienne reprendront les 14 et 15 octobre à Washington au niveau des chefs de délégation, a annoncé vendredi 10 octobre le département d'Etat. Elles avaient été interrompues en août à la demande de l'Egypte. — (*A.F.P.*)

● *L'U.N.R.W.A. (Office de secours de l'O.N.U. pour les réfugiés palestiniens) manque d'argent.* Son budget 1981 (231 millions de dollars) présente un « trou » de 70 millions de dollars (300 millions de francs), a annoncé mercredi 8 octobre son commissaire général, M. Rydbeck. Il affirme dans un « *avertissement* » publié à Vienne, que l'U.N.R.W.A. sera contraint de mettre un terme à une partie de ses activités en faveur des 1.844.318 réfugiés palestiniens si un « *financement adéquat* » ne lui est pas fourni. Au cas où ce déficit, qui s'élève déjà à 27 millions de dollars (100 millions de francs pour 1980) pour 1980, ne serait pas comblé, l'U.N.R.W.A. ne maintiendrait ses services scolaires qu'en Cisjordanie et à Gaza où il « n'existe pas d'administration arabe susceptible de les prendre en charge ». — (*A.F.P.*)

L'absence de mention du conflit dans le communiqué syro-soviétique traduit l'embarras de Moscou

De notre correspondant

Moscou. — La politique de neutralité et de non-ingérance proclamée par l'U.R.S.S. dans le conflit irano-irakien est de plus en plus difficile à mener. En cas de guerre-éclair, c'était la position la plus confortable, celle susceptible de placer le Kremlin dans la meilleure situation pour apparaître soit comme un médiateur, soit comme le protecteur de tous les Etats de la région. Au fur et à mesure que la guerre se prolonge, Moscou a de plus en plus de mal à rester en bons termes avec les deux belligérants. En effet, son objectif principal est, dans l'immédiat, de préserver ses positions en Irak et ses chances en Iran.

Le premier indice de ces difficultés est le report — « *conformément à un arrangement réciproque* » — de la visite que le roi Hussein de Jordanie devait faire à la mi-octobre en U.R.S.S. Prévue depuis longtemps, la venue du roi n'était pas directement liée au conflit entre l'Iran et l'Irak, pour lequel la Jordanie a pris fait et cause, mais le report qui intervient, moins de six jours après l'annonce de la visite, paraît bien être la conséquence de la guerre.

Second indice de l'équilibre instable dans lequel l'U.R.S.S. voudrait se cantonner : le communiqué publié, vendredi 10 octobre, à l'issue de la visite du président Assad à Moscou. Avec un interlocuteur dont la sympathie penche plutôt vers Téhéran, les Soviétiques devaient se garder de toute déclaration pouvant être interprétée comme une prise de position unilatérale. Aussi le communiqué ne mentionne-t-il jamais le conflit irano-irakien, même s'il « *tourne autour* » à deux reprises : d'abord, il condamne « *les tentatives répétées des Etats-Unis d'intervenir dans les affaires intérieures des pays de la région du golfe Persique et de la mer Rouge, de l'obliger à renoncer à leur droit inaliénable à disposer de leurs ressources nationales* » ; il se prononce pour le respect de la liberté de navigation dans le Golfe, et il s'oppose « *à la création de blocs politiques et militaires et de bases militaires dans la région* » (ce qui ne manque pas de piquant pour deux pays qui viennent justement de signer un traité contenant une clause militaire et qui s'engagent à renforcer leur potentiel militaire par des « *accords appropriés* »).

Ensuite, le texte rend hommage au « *rôle historique de la révolution iranienne, qui a renversé le régime du chah et a liquidé la mainmise de l'impérialisme américain sur ce pays* ». L'U.R.S.S. et la Syrie « *soutiennent le droit inaliénable de l'Iran à décider en pleine indépendance de son sort, sans aucune ingérence extérieure. Elles condamnent résolument les provocations militaires, la pression politique et économique des Etats-Unis* ».

Rejeter la responsabilité sur les Etats-Unis constitue, en effet, un bon moyen pour prendre position contre les actes de guerre dirigés contre l'Iran sans pour autant condamner l'Irak. Les Soviétiques l'emploient depuis le début du conflit, ajoutant aux Américains un nouveau bouc émissaire, la « *presse internationale* » qui serait coupable d'inventer des faux afin de discréditer la politique de l'U.R.S.S. auprès de l'un ou l'autre des belligérants. Ce procédé classique a permis à l'agence Tass de démentir l'envoi soviétique d'armes à l'Irak sans mettre en cause l'agence de presse iranienne qui l'avait annoncée en précisant qu'elle passait par l'intermédiaire de la Jordanie. Ces « *inventions* » n'ont qu'un but, écrit Tass : « *Jeter le doute sur la position réelle de l'U.R.S.S., mais cette position est claire et intransigeante; la guerre entre l'Iran et l'Irak doit cesser, et les problèmes litigieux entre les deux Etats doivent être réglés pacifiquement par des moyens politiques* ».

Le Kremlin cherche à ménager, autant que faire se peut, les Iraniens comme pour faire oublier que l'armement de leurs adversaires est essentiellement d'origine soviétique. Il reste impassible face aux critiques et aux attaques que les dirigeants de Téhéran lui adressent et essaie de détourner sur les Etats-Unis le mécontentement ou la fureur de l'Iran et des pays arabes.

C'est ce que fait encore le communiqué soviéto-syrien, à propos du Proche-Orient. Le texte condamne les accords de Camp David, la « *politique militariste* » des Etats-Unis dans la région, l'annexion de Jérusalem, les « *marchés séparés* » entre Israël et l'Egypte, les pourparlers sur l'autonomie palestinienne. D'autre part, l'Union soviétique approuve la volonté de la Syrie et de la Libye de s'unir « *dans le but de renforcer la cohésion des pays arabes contre l'agresseur israélien, contre le complot anti-arabe de Camp David et la politique capitularde* (de l'Egypte) ».

DANIEL VERNET.

SELON LE CAIRE

Le traité d'amitié entre Damas et Moscou est une nouvelle étape de l'« encerclement méthodique » de l'Égypte

De notre correspondant

Le Caire. — L'Egypte du président Sadate, qui signa en mai 1971, deux mois avant de renvoyer les conseillers militaires soviétiques, un traité de coopération et d'amitié avec Moscou, et laissa ce texte en vigueur durant les cinq années qui virent disparaître complètement l'influence russe dans la vallée du Nil, est bien placée pour savoir que les documents de ce type peuvent n'être qu'éphémères ou n'avoir qu'une valeur symbolique.

Selon Le Caire, le régime de Damas, de plus en plus contesté à l'intérieur et confronté à plusieurs « impasses » à l'extérieur (occupation d'une partie du Liban, tension avec l'Irak, stagnation du problème proche-oriental), cherche à se donner le maximum d'appuis. « *Il n'y a qu'à attendre* », disait-on dans les milieux gouvernementaux égyptiens avant même que ne soit signé le traité syro-soviétique ; « *ou bien Assad tombera et le revirement anti-russe se fera automatiquement, ou bien Assad se lassera lui-même des Soviétiques et prendra ses distances avec le Kremlin, avec ou sans traité.* »

Maintenant qu'un document solennel unit Damas et Moscou, l'Egypte se doit de réagir, ne serait-ce que pour donner une justification de plus à l'appel à la protection américaine. Cela dit, les responsables voient leurs craintes augmenter à chaque étape nouvelle de ce qu'ils considèrent comme « *l'encerclement méthodique* » de leur pays par l'Union soviétique, « *qui veut tirer vengeance de son expulsion d'Egypte par le président Sadate* ».

Ce dernier, qui, l'été dernier, n'avait eu que sarcasmes à l'égard du projet d'union syro-libyenne s'inquiète du « *grave danger* » pour Le Caire qui pourrait représenter ce plan « *à la lumière du traité syro-soviétique* ».

Le Caire s'inquiète aussi périodiquement de l'« *avance soviétique* » en Ethiopie, près des sources du Nil bleu. — J.-P. P.-H.

EUROPE

Portugal

M. Sa Carneiro a convaincu les électeurs que l'Alliance démocratique offrait la seule perspective de majorité cohérente au Parlement

De notre correspondant

Lisbonne. — *« Si je n'obtiens pas 35 % des voix, c'est que je ne comprends rien à la politique »*, disait M. Soares, s'adressant à ses amis du P.S. le 4 octobre, veille des élections législatives. Visiblement optimiste, il évoquait le succès des meetings du Front républicain et socialiste (F.R.S.), en particulier dans le nord du pays. Même en 1975, lors de sa croisade contre les communistes, il n'avait pas été aussi chaleureusement accueilli à Braga, Guimaraes ou Porto. Dans cette dernière ville, capitale du Nord, le F.R.S. avait réuni plus de cent mille personnes. En outre, d'après le dirigeant socialiste, l'Eglise catholique semblait prendre des distances à l'égard de l'Alliance démocratique (A.D.). Contrairement au mois de décembre dernier, les évêques s'étaient abstenus de prendre position. La vie privée de M. Sa Carneiro, qui s'est séparé de son épouse pour vivre publiquement avec une jeune Scandinave, expliquerait, en partie, une telle discrétion, pensait M. Soares. Et puis, le général Eanes n'avait-il pas indirectement pris position en faveur des socialistes ?

Le lendemain, entouré par les deux autres leaders du Front, MM. Lopes Cardoso (U.E.D.S., gauche socialiste) et Sousa Franco (social-démocrate indépendant) M. Soarès était effondré. Les statistiques préparées par les techniciens de son parti étaient inexorables : le F.R.S. gardait ses positions dans la plupart des villes, les bonifiant même dans plusieurs centres urbains comme Lisbonne, mais il reculait à la campagne. Et les gains du F.R.S. étaient obtenus aux dépens des communistes. En revanche, l'Alliance démocratique était partout en progression.

Pour l'ensemble de la gauche portugaise, dont l'écart par rapport à la majorité conservatrice passe de six à dix-huit députés, l'heure est à l'autocritique. Le comité central du P.C. doit se réunir très prochainement, et la réunion de la commission nationale du P.S. a été fixée au 18 octobre. Il est fort probable que le secrétariat national du parti socialiste donne collectivement sa démission afin, explique-t-on, de *« faciliter d'éventuels remaniements »*.

Un facteur important peut, néanmoins, apaiser les tensions au sein du parti de M. Soarès. Le P.S. a récupéré une partie de son électorat de gauche — notamment dans les centres industriels — qui avait, en décembre de l'année dernière, par exemple, voté communiste en signe de protestation contre la politique suivie par les gouvernements socialistes de juillet 1976 à juillet 1978 : le rapprochement entre le P.S. et l'U.E.D.S. en est la raison essentielle.

Significatif est, par exemple, le comportement de l'électorat portugais dans le district de Santarem. A moins de 100 kilomètres au nord de Lisbonne, cette région est caractérisée par la coexistence de zones industrielles et agricoles. Elle est le point de tangence de la grande propriété du sud et de la petite propriété du nord du pays. Aussi est-elle considérée comme une région témoin. Or l'Alliance du peuple uni (APU, dont le noyau est le P.C.) et l'organisation d'extrême gauche U.D.P. ont perdu ici presque dix mille voix, qui se sont partagées entre le F.R.S. (sept mille) et l'A.D. (deux mille trois cents).

Avec sa politique de distribution de terres aux petits et moyens agriculteurs et métayers, le gouvernement de M. Sa Carneiro a réussi à élargir sa base d'appui, non seulement en captant les voix des quelques centaines de paysans bénéficiaires de cette politique mais surtout en accélérant, dans l'Alentejo, le démembrement des unités collectives de production (U.C.P.) et des coopératives agricoles dominées par le P.C. Eloignés physiquement et psychologiquement de Lisbonne, les ouvriers agricoles avaient tendance à considérer le P.C. comme le véritable pouvoir. Voter pour lui était en quelque sorte un réflexe de conservation. Ce monolithisme est en train de disparaître. Des U.C.P. déposent leur bilan, d'autres semblent condamnées : le rôle sécurisant du P.C. en pâtit.

Comment expliquer le recul de la gauche ? Quelques mesures populaires prises en temps opportun par le gouvernement ne pouvaient certes pas ne pas avoir un effet électoral favorable. Hanté par le déficit de la balance des paiements, qui se montait alors à 6 milliards de francs, le Portugal avait été obligé de signer, en mai 1978, un accord avec le Fonds monétaire international à l'issue duquel Lisbonne a bénéficié de prêts importants. En échange, les autorités portugaises ont dû accepter les « recettes » traditionnelles du Fonds : élévation du taux d'escompte, restriction de crédits, limitation de la croissance et dévaluation de la monnaie.

A la fin de l'année 1978, le déficit de la balance des transactions courantes avait diminué d'environ 25 % grâce notamment aux envois des immigrés, aux recettes du tourisme et à l'expansion des exportations. On aurait pu alors desserrer un peu la ceinture. Mais ceci n'a pas été fait. A la suite de la réévaluation de l'or, les réserves de la Banque du Portugal avaient atteint, au début de 1980, 45 milliards de francs — dépassant de plus de 8 milliards de francs le total de la dette extérieure. En revanche, les salaires n'avaient cessé de se détériorer. Comparativement à l'Espagne et la Grèce, la part des salaires dans les coûts de production avait diminué de 40 %.

Tirant profit de cette situation générale favorable, M. Sa Carneiro, arrivé au pouvoir à la fin de 1979, a pu adopter une politique de détente, stabilisant les salaires réels, élevant les allocations familiales et les pensions de retraite, diminuant les impôts, modérant la dévaluation de la monnaie et réduisant le taux d'inflation.

Une autre raison explique surtout le succès de l'Alliance démocratique. Face aux discordes qui règnent à gauche, M. Sa Carneiro a évidemment convaincu un nombre considérable de Portugais qu'un gouvernement de l'A.D. était le seul à pouvoir réunir une majorité cohérente au Parlement. Durant la campagne, les dirigeants de l'A.D. ont poussé le leader du P.S. à définir sa politique d'alliance — question que M. Soares a systématiquement éludée. *« Nous faisons la majorité absolue »*, répondit-il. Argument peu convaincant : la majorité absolue, le P.S. ne l'avait jamais eue, même en 1975 lorsqu'il était au plus haut de son prestige.

Il n'y a pas que l'A.D. qui soit contente des résultats de dimanche : les trotskistes le sont aussi. En huit mois, le parti ouvrier de l'unité socialiste (POUS) et le parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.) sont passés de 48 000 à 142 000 voix, ce qui représente désormais 2,4 % du total des électeurs.

Selon le P.S., la progression des trotskistes est essentiellement due à une confusion des symboles électoraux, le POUS ayant comme insigne un poing levé presque identique à celui du P.S. L'explication est sans doute insuffisante : aussi bien le POUS que le P.S.R. ont présenté à l'électorat un message original, qui a sans doute trouvé un écho. Ils ont défendu la constitution d'un gouvernement P.S. - P.C. et la présentation à l'élection présidentielle de décembre prochain d'un candidat civil soutenu par la gauche unie.

En ce qui concerne l'extrême droite, celle qui se réclame de Salazar et condamne les *« traîtres »* qui ont *« vendu les provinces d'outre-mer aux Russes et aux Cubains »*, elle a presque disparu. En 1979, le P.D.C. (démocratie chrétienne) avait obtenu plus de soixante-cinq mille suffrages. En 1980, la coalition constituée par le P.D.C., le Front national et le MIRN du général Kaulza de Arriaga n'en a recueilli que vingt mille. De toute évidence, le 5 octobre dernier, l'extrême droite portugaise a choisi de voter utile — c'est-à-dire Alliance démocratique.

JOSÉ REBELO.

Pologne

Les autorités laissent les moyens d'information rendre hommage au lauréat du prix Nobel de littérature

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Après le pape, les inondations du printemps, le naufrage de l'économie et les syndicats libres, le prix Nobel maintenant à un opposant de presque toujours... Le sort semble s'acharner contre les autorités polonaises, mais elles ont choisi à nouveau, comme lors de l'élection de Jean-Paul II, de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Dans le climat de fronde grandissante qui agite contre la censure les milieux intellectuels et journalistiques, la moindre restriction apportée à la couverture de l'information aurait ligué toute l'intelligentsia contre le pouvoir. Sitôt la nouvelle connue, jeudi 9 octobre en début d'après-midi, le ministre de la culture, M. Tejchma, et le secrétaire à la propagande, M. Waszczuk, se sont retrouvés au comité central pour distribuer les consignes et éviter les ratés. Le soir, au journal télévisé, les Polonais, étonnés et fiers, qui ignoraient, à un petit milieu près, l'existence de Czeslaw Milosz, ont appris qu'ils avaient en sa personne un grand écrivain dont la Pologne pouvait s'enorgueillir. Ils ont même pu le voir, beau et torturé, réciter ses vers sur un film d'archives, et entendre ensuite M. Lisowski, rédacteur en chef de la revue *Tworczosc*, exprimer l'espoir que ce prix rende Milosz à *« son public naturel »*. De bien jolis mots pour dire qu'il était temps qu'on puisse le lire en Pologne autrement que sous le manteau.

Ce départ pris, il ne restait plus qu'à mettre l'événement à la « une » des quotidiens de vendredi — ce qui fut fait — et à trouver les mots justes pour évoquer cet *« ennemi du socialisme »* qu'était Milosz avant de devenir prix Nobel. L'organe du comité central, *Trybuna Ludu*, est prudemment allusif (*« Une œuvre marquée d'une manière générale par la réflexion sur la destinée de l'individu aussi bien que de la communauté. »*). Le journal de Pax, le groupe catholique proche du pouvoir, s'est montré plus audacieux (*« Milosz est un champion constant de la dignité, du courage et de la liberté de l'homme qui a été tant humilié dans ce siècle. »*). Mais la vraie surprise est venue de *Zycie Warszawy*, bastion jusqu'il y a quelques semaines de l'agressivité conservatrice, et qui a donné la parole à Jerzy Andrzejewski, dont on n'avait pas vu imprimer le nom depuis très longtemps. Dérision ou joie trop bien arrosée : l'auteur de *Cendres et Diamants*, après avoir exprimé sa satisfaction, y a mis une restriction qui avait indiscutablement le mérite de la sincérité : *« Je pense que le prix aurait dû être partagé entre Milosz et moi. »*

Membre du comité central, mais connu pour appartenir aux courants les plus libéraux du parti, Jerzy Putrament, vice-président de l'Union des écrivains, a pour sa part rappelé dans le même journal que la *« hiérarchie de la propagande »* avait repoussé en 1975 une résolution du congrès de l'Union des écrivains demandant la publication des œuvres de Milosz. Loin des sourires triomphants affichés par les intellectuels oppositionnels, c'était la manière de revenir aux batailles politiques du jour, de critiquer encore l'ère Gierek, et de réaffirmer le changement, puisque ces *« propagandistes »* étant partis, les obstacles le sont avec eux, selon M. Putrament.

Une bataille au sein du parti

Cela est probable pour ce qui est de la publication de Milosz, mais encore loin d'être certain pour ce qui est du maintien de l'esprit des accords de Gdansk. La bataille — cela est clair et l'on n'en fait plus mystère dans les conversations officieuses — fait rage à l'intérieur du parti, entre réalistes et partisans de la reprise en main. Les premiers, qui tiennent bien fragilement en main les rênes du pouvoir, sont pris entre leurs propres craintes de trop lâcher la bride, la pression ouvrière et l'opposition sourdement bruyante des seconds, qui semblent, dans les voïvodies de l'est, surtout près de la frontière soviétique, s'opposer de plus en plus ouvertement à Varsovie.

Vendredi soir, à l'heure où des restrictions étaient provisoirement apportées pour des raisons indéfinies, à la circulation aérienne en Pologne, les principaux dirigeants du parti, — notamment M. Kania à Szczecin — ont présidé dans plusieurs villes ouvrières des réunions de militants du parti. Elles ressemblaient si fort à des démonstrations de la nécessité et de la popularité du compromis que l'agence PAP a indiqué peu après que la majorité des ouvriers de Szczecin, y compris parmi les membres du parti ouvrier unifié, avaient rejoint les nouveaux syndicats. La direction se serait décidée à débloquer rapidement le problème de l'enregistrement officiel des statuts de Solidarité, la Fédération regroupée autour de Gdansk.

Elle serait même décidée, tout en refusant les temps d'antenne réclamés par les nouveaux syndicats, à leur accorder un quotidien en partageant le nombre de pages attribuées actuellement au *journal* des anciens syndicats. Mais le conditionnel est encore de mise.

BERNARD GUETTA.

Pays-Bas

Les trois partis confessionnels fusionnent dans un parti démocrate-chrétien

De notre correspondant

Amsterdam. — Un nouveau parti, l'Appel chrétien-démocrate (C.D.A.) voit le jour, ce samedi 11 octobre à La Haye. Il regroupera les catholiques du parti populaire catholique (K.V.P.) et les protestants du parti anti-révolutionnaire (A.R.P.) et de l'Union chrétienne historique (C.H.U.). Il a fallu douze ans pour réaliser cette unité des partis confessionnels, après une longue histoire de rivalités et dans un pays où catholiques et protestants veillent jalousement sur leurs chaînes de radio et de télévision, sur leurs syndicats ouvriers et patronaux, sur leurs associations sportives, etc.

Le calcul politique plus que l'esprit œcuménique avait décidé, en 1968, les présidents des trois formations conservatrices à s'engager sur la voie de l'union. Les partisans de ce qui allait devenir le C.D.A. tiraient alors argument de la déconfessionnalisation de la vie politique, phénomène qui s'est en fait révélé moins tenace qu'ils ne le pensaient à l'époque. Si l'on a mis douze ans pour arriver à la dissolution des trois partis concernés, une certaine unité avait en fait pris forme depuis plusieurs années. Ainsi députés, sénateurs, conseillers municipaux et provinciaux des trois partis coopèrent parfois depuis longtemps déjà sous la bannière du C.D.A.

On dit volontiers que dans la nouvelle formation, les catholiques du K.V.P. (qui dispose de vingt-six sièges à la Chambre des députés) représentent le nombre, les protestants du A.R.P. (treize sièges), l'esprit évangélique, et ceux du C.H.U. (dix sièges), la docilité. Le courant progressiste qui s'est affirmé au cours des dernières années au sein du parti antirévolutionnaire craint que le C.D.A. ne devienne rien d'autre qu'un grand parti du centre, plutôt gris, vaguement inspiré par l'évangile et dont aucun autre parti ne pourrait se passer pour s'assurer une majorité au Parlement.

Cet esprit n'est pas du tout partagé par la « base » du C.D.A., qui semble considérer le futur tête de liste aux législatives de l'année prochaine, le premier ministre (catholique), M. Andries Van Agt, comme un homme providentiel. N'est-ce pas lui qui, par son charisme, a enrayé l'effritement tant redouté des partis confessionnels ?

Il est fort probable que, sous l'égide de M. Van Agt, le C.D.A. deviendra le plus grand parti des Pays-Bas aux élections de 1981, dépassant le parti socialiste en nombre de sièges à la Chambre des députés.

RENÉ TER STEEGE.

Grande-Bretagne

LA FIN DU CONGRÈS DE BRIGHTON

Les conservateurs ont resserré leurs rangs et fait preuve de modération

De notre envoyé spécial

Brighton. — Le congrès des conservateurs a pris fin vendredi 10 octobre, sur l'apothéose de *« Margaret la bienheureuse »*, selon l'expression d'un des fidèles qui lui firent une ovation de près de six minutes, avant d'entonner l'inévitable chant patriotique *Land of hope and glory*. Mais, dans la rue, quelques milliers de manifestants, contenus par la police, témoignaient du mécontentement de tous ceux que sa politique a réduits au chômage.

Mme Thatcher a joué sur le frisson de peur qui a saisi un certain nombre de Britanniques devant la perspective de voir un jour arriver au pouvoir M. Benn et ses amis de la gauche travailliste. Le premier ministre a évoqué *« la sinistre utopie »*, le *« cauchemar orwellien »* de la gauche, pour justifier sa politique.

Les débats de ce congrès ont été particulièrement ternes. Les critiques et les mécontents au sein du parti et même du cabinet se sont tus. A un moment où l'opposition travailliste bascule vers la gauche, les conservateurs se doivent d'afficher leur modération, par contraste avec une opposition *« irresponsable »*. Ainsi, le parti espère recueillir les voix du centre et celles de l'électorat flottant qui fait pencher la balance aux élections générales. Bien entendu, ce calcul repose essentiellement sur le succès escompté de la politique économique du gouvernement.

A cet égard, Mme Thatcher n'a pu que répéter ce qu'elle a déjà dit partout : nous maintiendrons jusqu'à sa conclusion heureuse cette politique.

Le premier ministre s'est cependant efforcé de présenter l'image d'un *« conservatisme à visage humain »*. Les sondages défavorables imposent aux dirigeants conservateurs des efforts particuliers pour corriger l'image d'un parti doctrinaire, préoccupé par les statistiques mais indifférent aux malheurs du pays.

Mais *« l'automne de la compréhension »* débouchera-t-il sur *« l'hiver du bon sens »*, pour reprendre l'expression de Mme Thatcher? En fait, les adversaires du premier ministre ne se recrutent pas seulement dans l'armée des chômeurs, ni même dans les syndicats auxquels la gauche impose une relative modération. Après comme avant Brighton, Mme Thatcher doit faire face aux doutes et au désenchantement des milieux de l'industrie, des petites entreprises, des commerçants et même de certains de ses ministres, qui, en privé, cachent mal leur scepticisme sur les chances de réussite de sa politique.

HENRI PIERRE.

Selon le gouvernement de Bonn

Les nouvelles conditions d'entrée en R.D.A. compromettent la détente

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement de Bonn a demandé vendredi 10 octobre l'annulation des mesures restreignant la circulation entre les deux Allemagnes annoncées par la R.D.A. (*le Monde* du 11 octobre) qui remettent en cause, selon lui, non seulement les rapports entre les deux pays, mais l'ensemble de la politique de détente en Europe. On rejette l'argument selon lequel le fait d'imposer à tout Occidental se rendant en R.D.A. l'achat de 25 marks-Est par jour n'aurait pour but que de compenser la dépréciation des monnaies occidentales. La diminution du nombre de visites consécutive à cette mesure entraînera, en réalité, selon Bonn, une perte en devises étrangères pour le régime est-allemand.

Plus sérieuses encore sont les conséquences inévitables de cette mesure sur les négociations prévues entre les deux Allemagnes. Il devient impossible à la R.F.A. d'envisager une contribution au développement des ressources de lignite en R.D.A. De même, il ne saurait plus être question d'accroître le montant des crédits commerciaux permanents que Bonn accorde à Berlin-Est. Ces deux projets devaient figurer, parmi d'autres, à l'ordre du jour de la rencontre, déjà deux fois ajournée, entre MM. Schmidt et Honecker. Le voyage du chancelier en R.D.A. n'a plus guère de chance de se réaliser dans un avenir prévisible.

La conclusion s'impose à Bonn qu'à la suite des événements polonais l'autre Etat allemand entend limiter de façon systématique la présence de citoyens occidentaux sur son territoire. Le principe de l'*« Abgrenzung »*, c'est-à-dire de l'isolement contre les influences étrangères, paraît avoir repris le dessus, ce qui pourrait amorcer un tournant majeur dans la politique de Berlin-Est. On se demande si un tel revirement n'est pas dû à une modification sérieuse de l'équilibre des forces au sein du parti d'unité socialiste. D'autre part, on estime que les dirigeants est-allemands ont agi sous la pression de Moscou.

M. Strauss, dans une interview publiée ce samedi par l'hebdomadaire *Bild Zeitung*, affirme avoir reçu des informations selon lesquelles, ce mois-ci, une rencontre des chefs du bloc socialiste serait convoquée à Berlin-Est, afin de préparer la remise au pas du peuple et du gouvernement polonais. De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a profité, vendredi, d'une rencontre avec l'ambassadeur soviétique à Bonn, pour lui faire savoir que les décisions est-allemandes compromettraient la politique de rapprochement en Europe, proclamée en maintes occasions par M. Brejnev, et consacrée par les accords d'Helsinki.

JEAN WETZ.

Le Monde

publiera dans son prochain numéro

- **BRÉSIL** : Le Nordeste revisité, par Thierry Maliniak.
- **IDÉES** : Guerre et paix.
- **ILE-DE-FRANCE** : Retour de l'archéologie.

« LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

L'édition française. — L'inflation aux Etats-Unis.

AFRIQUE

Le Tchad du Sud, sans guerre ni paix

II. – Quand la France louvoie...

De notre envoyé spécial PATRICE CLAUDE

Les massacres de « sudistes » qui ont ensanglanté le nord du pays en février 1979 ont décidé bon nombre de cadres d'origine méridionale, prédominants dans l'administration, à tenter de structurer leur région d'origine. Un « comité permanent », mis en place pour gérer la vie quotidienne de deux millions et demi de « sudistes », a été très vite entièrement contrôlé par le lieutenant-colonel Kamougué, « l'homme fort » du Sud. Toutefois, l'armée est indisciplinée, l'administration corrompue, le « gouvernement » inefficace, et l'absence de guerre n'a pas permis, dans ces conditions, d'instaurer une véritable paix. (« Le Monde » du 11 octobre.)

Moundou. — *« Où allez-vous ? » — A N'Djamena... enfin... Kousseri. — Bon, montez. »* Les trois « sudistes » du GUNT s'engouffrent dans le véhicule du journaliste, avec leurs bagages et un sac de riz. Furieux. Le colonel Coualant, attaché militaire de l'ambassade de France à N'Djamena, replié au Novotel de Maroua (Cameroun), venait de leur refuser le transport par hélicoptère jusqu'à Kousseri, à 300 kilomètres au nord. *« Pour ne pas fâcher Hissène Habré »*, maugrée un ministre. *« Parce que j'ai des ordres très stricts et que la France n'est pas là pour transporter les personnalités tchadiennes, quel que soit leur camp »*, assure le colonel.

L'ambiguïté de la politique française au Tchad est en partie illustrée par ce petit fait divers. Longtemps accusé, non sans raison, d'aider Hissène Habré, l'Elysée semble avoir désormais choisi une neutralité si oscillante qu'elle peut apparaître, à maints égards, discrètement bienveillante pour le Sud, le « pays utile », comme on dit au ministère de la coopération. Comme s'il existait un Tchad « inutile... »

En quelques mois, le lieutenant-colonel Kamougué, qui entretient d'excellentes relations personnelles avec M. Robert Galley, parrain d'un de ses enfants, dit-on, a obtenu de la France un certain nombre d'appuis dont les plus discrets se sont révélés les plus efficaces.

Un Etat dans l'Etat

Sur le plan financier d'abord. Les deux milliards de francs C.F.A. (1) officiellement réquisitionnés à la Banque centrale de Moundou l'an dernier par le lieutenant-colonel Kamougué pour payer les fonctionnaires (qui n'en ont vu que le dixième — *« Il faut bien régler les factures d'armes »*) on fait long feu. Les impôts prélevés sur les cinq principales entreprises du pays peuvent d'autant moins suffire que ces sociétés font peu, ou pas, de bénéfices. La Sonasut, à 80 % tchadienne, mais encadrée par trois dizaines de Français d'une filiale des Grands Moulins de Paris, a perdu 1,4 milliard de francs C.F.A. lors de son deuxième exercice (octobre 1979 à mai 1980).

La M.C.T. (Manufacture des tabacs), société française à 83 % (Job, Bastos, Sofical) ne tourne qu'à 50 % de sa capacité, et les réquisitions arbitraires de cigarettes finissent par entamer sérieusement les marges. L'essentiel de la clientèle de la Société tchadienne des textiles (S.T.T.) est restée au Nord. Inaccessible. La Cyclo-Tchad (filiale à 75 % de la C.F.A.O.) a également perdu beaucoup d'acheteurs nordistes, et ses pertes se montaient fin juillet à 60 millions de francs C.F.A. Une seule entreprise réalise encore quelques profits d'exploitation : la Brasserie du Logone, qui fabrique la fameuse bière « Gala, le goût du bonheur ». Mais, d'une part, cette firme appartient à 80 % au groupe néerlandais Unilever et, d'autre part, l'amortissement des investissements réalisés l'an dernier à N'Djamena pour la construction d'une usine (pillée depuis) dévore tous les gains : la perte nette prévue pour 1980 est d'environ 300 millions de francs C.F.A.

En fait, on peut se demander comment toutes ces entreprises parviennent encore à tourner. La question vaudrait aussi pour la société reine du pays, ce véritable Etat dans l'Etat qu'est la Coton-Tchad, si son importance politique n'apparaissait pas aussi évidente. Il est difficile de cerner les multiples activités de ce groupe, et son directeur français ne reçoit pas les journalistes. La Coton-Tchad, dans le Sud, c'est Renault au Mans ou Michelin à Clermont-Ferrand. C'est à elle que les centaines de milliers de petits planteurs vendent leur coton. C'est dans ses locaux que se déroulent les plus secrètes réunions entre officiels français et « sudistes ». C'est elle qui distribue le rare courrier aux expatriés. C'est chez elle, dans sa coopérative, « réservée aux cadres », que l'on peut acheter du beurre et autres denrées européennes introuvables ailleurs. C'est elle qui loge, dans sa concession, les personnalités de passage, ou à demeure pour certains membres du comité permanent. Bref, pour le lieutenant-colonel Kamougué, qui aurait échappé à un attentat fin juillet, la Coton-Tchad, c'est le trésor de guerre. Mais le filon n'est pas inépuisable.

On peut lui réquisitionner ses camions, son fuel, son petit avion même, mais on ne peut puiser dans ses coffres indéfiniment. En avril dernier, la société est en état de cessation de paiements. Il n'y a plus un sou en caisse. Qu'à cela ne tienne, le président de la société, M. Madjadoum Kolingar, proche du lieutenant-colonel Kamougué, s'adresse à Paris. L'actionnaire minoritaire du groupe se trouve être la mystérieuse Compagnie française pour le développement des fibres textiles (C.F.D.T., qui détient 17 % du capital ; Etat tchadien : 83 %). Ici, cela ne fait aucun doute, c'est *« l'Elysée qui fait débloquer les fonds »* (2), et certains de rappeler que M. Marcel Beaux, ancien ambassadeur à N'Djamena, était précisément à Moundou avec M. Kamougué mi-avril. Bref, 1 500 millions de francs C.F.A. exactement seraient remis un peu plus tard par l'intermédiaire de la C.F.D.T. Malheureusement pour les paysans, ce n'était qu'un ballon d'oxygène.

Aujourd'hui, le problème se pose de nouveau avec encore plus d'acuité : la Coton-Tchad n'a pas le premier sou pour acheter les récoltes de coton des prochaines semaines. Il lui manque, au bas mot, 3 milliards de francs C.F.A. Aucune banque privée n'est prête à fournir cette somme à une société très endettée et, au surplus, *« otage d'une tendance »* au Tchad. La solution passe encore par la C.F.D.T., ou la Banque centrale, dont le lieutenant-colonel Kamougué a demandé *« avec l'accord de Goukouni »*, précise-t-on au comité permanent, la réouverture officielle à Moundou. Inutile de dire à quel point tout le monde au Sud souhaite la remise en fonctionnement de cet établissement. Les Tchadiens, bien sûr, qui observent avec effroi la fuite quotidienne de leur monnaie vers les pays voisins. Mais également les cent cinquante Français qui sont restés dans la région et font tourner les entreprises. Pour eux, c'est d'abord une question de sécurité. *« Les menaces dont nous sommes presque quotidiennement l'objet sont à peine voilées »*, se plaint l'un d'entre eux.

Le souvenir des articles de *Mula* ou d'*Unité-Hebdo* (publié à Moundou avant sa suspension et son remplacement par le *Bouclier*) évoquant, il y a quelques mois, une *« Saint-Barthélemy des Français »* ou rappelant *« Français, souvenez-vous de ce que nous avons fait aux Arabes »*, est encore tout brûlant dans les mémoires. Aujourd'hui, ces journaux ont disparu, mais l'atmosphère est loin d'être détendue. *« Si Paris ne permet pas l'ouverture de la banque, il sera plus difficile de garantir votre sécurité »*, nous dit-on quasi officiellement. *« Moi, j'ai compris, je rentre à Paris. »*

« Avec l'accord du président Goukouni »

Se pourrait-il que la France s'oppose à la demande tchadienne ? Ce serait difficilement compréhensible. En effet, son action au Sud prend aussi parfois un caractère tout à fait officiel. L'unique consulat de France au Tchad a été ouvert, en juillet dernier, à Moundou. De même, les quatre trésoriers-payeurs, sommairement installés deux mois plus tôt dans une petite villa blanche au bord du Logone, à Moundou, sont-ils, avec leurs cantines bourrées de billets de banque, très utiles à la zone. Depuis avril dernier, le Trésor français aurait ainsi versé plus de 2 milliards de francs C.F.A. au titre des pensions d'anciens combattants. Autrefois, la paierie était à N'Djamena. Aujourd'hui, le millier d'anciens combattants résidant dans le Nord n'ont d'autre choix que de descendre à Moundou, avec tous les risques que cela implique, pour faire valoir leurs droits, ou abandonner purement et simplement leurs retraites.

« Ne tirez pas trop de conclusions définitives de ces actes, toujours susceptibles d'être remis en cause », nous conseille pourtant un diplomate, grand connaisseur du Tchad. *« En fait, on distribue surtout de l'illusion. A Paris, nul ne sait qui, finalement, l'emportera dans ce conflit. Alors, en attendant, on louvoie, on joue à la légalité, sans trop se mouiller. Vous remarquerez que presque tout ce que nous avons fait au Sud, consulat, paierie, l'a été avec l'accord écrit du président Goukouni, chef légal du GUNT. »* Même la demande « sudiste » de reprendre la coopération, médicale et enseignante, porte le contreseing de M. Goukouni. *« Voilà un bon exemple de notre absence de politique au Tchad. Kamougué a déposé chez Robert Galley des demandes de coopération portant sur 7 milliards de francs C.F.A. Sur instruction de l'Elysée, on enverra peut-être deux médecins et trois ou quatre professeurs. Si on trouve des volontaires... »*

Mais le Nord, lui, ne reçoit ni les retraites de ses combattants ni aucune aide officielle ?... *« Nous avons discrètement proposé à M. Hissène Habré de refaire un peu de coopération (médecine et enseignement) avec lui. Il a accepté à condition qu'on lui envoie une lettre officielle adressée à « M. Hissène Habré, ministre de la défense ». Ce n'est pas possible. »* La France n'agit donc qu'au Sud, au risque de favoriser la sécession. *« Nous ne pouvons tout de même pas laisser tous ces gens sans aide. Et je répète que toutes les demandes du Sud sont contresignées par un nordiste, le président Goukouni lui-même ! S'il ne se rend pas compte du risque qu'il prend, qu'y pouvons-nous ? »*

Le président du GUNT est en effet persuadé, il nous l'a confié (*le Monde* du 17 septembre), que le lieutenant-colonel Kamougué n'a pas de visées sécessionnistes. Commet-il une erreur ? La résolution numéro un de la charte du « comité permanent » réaffirme la *« sauvegarde de l'indépendance, de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Tchad »*. Elle se propose aussi de *« combattre toute forme de régionalisme excessif... et tous les maux dont souffre le Tchad, tribalisme, fanatisme religieux et racisme »*. La charte recommande aussi *« l'homogénéité, la cohérence et l'intégration du système de défense et de sécurité de la zone méridionale »* et, plus loin, se prononce pour un *« Etat unitaire décentralisé et laïc »*. Mais il faut noter que ce document n'a jamais été soumis à la population. *« La sécession ? Tout le monde, au Sud, y songe comme à un rêve inaccessible »*, assure ce ministre sudiste, qui, comme ses sept confrères, n'a d'autre tâche à N'Djamena que de se trouver auprès du président Goukouni, tout en tâchant d'éviter les obus.

Officiellement, tous les hommes politiques représentant les tendances en lutte au Tchad sont opposés à la mise en place d'une fédération. Sauf le lieutenant-colonel Kamougué, qui n'a jamais dit formellement « non ». Nombreux sont ceux qui, dans le Sud notamment, soutiennent cette idée reprise par M. Giscard d'Estaing en février 1979. *« Le Sud en a assez de faire les frais de cette monstruosité appelée Tchad »*, écrivait l'auteur d'un article publié dans le numéro du 3 mars de *Mula*, et de se prononcer carrément pour *« une séparation temporaire des nationalités »*. *« Ne voyez-vous pas que cette idée, lancée par les impérialistes français, aboutira à une partition de fait du pays et donnera plus d'ampleur au régionalisme et aux luttes tribales ? »*, lui répondait un lecteur.

Fédération ou non ? Déchiré par la guerre, le Tchad n'en est pas encore là. Il faudrait d'abord faire la paix. Mais, en toute hypothèse, on peut se poser la question de savoir si une fédération inévitablement dominée par un Sud plus peuplé, plus riche, plus avancé technologiquement, n'aboutirait pas rapidement à la naissance d'un nouveau Frolinat. Et tout recommencerait...

FIN.

(1) Un franc C.F.A. = 0,02 franc.

(2) Créée en 1949, la C.F.D.T. est une filiale à 64,2 % de la Caisse centrale de coopération économique. Son conseil d'administration comprend des représentants des ministres de la coopération, des affaires étrangères et du budget. Son président est M. Dominique Ponchardier, qui fut successivement chef de mission à la direction générale des études et renseignements, membre du conseil de direction du R.P.F., ambassadeur en Bolivie, puis haut commissaire de la République dans les territoires français des Afars et des Issas. M. Ponchardier est également l'auteur de nombreux romans d'espionnage, dont la célèbre série du « Gorille ».

● *Contre-offensive des FAP.* — Les Forces armées populaires (FAP) du président Goukouni Oueddeï auraient contre-attaqué à N'Djamena, a-t-on annoncé de bonne source vendredi 10 octobre à Yaoundé. Les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré auraient été délogées de la base aérienne qu'elles avaient partiellement investie mardi (*le Monde* du 11 septembre). Les FAP ont même annoncé, de leur côté, la reprise du camp de gendarmerie, à la limite nord du quartier européen, qui avait été le premier objectif atteint par les FAN lundi, lors du déclenchement de leur « attaque généralisée ». Les tirs seraient devenus moins intenses depuis vendredi. — *(A.F.P.)*

Zimbabwe

Révélations sur la façon dont Salisbury sut tourner les sanctions internationales...

Des statistiques officielles, publiées jeudi 9 octobre à Salisbury, montrent à quel point ont été tournées les sanctions économiques prises contre l'ancienne Rhodésie. Les importations de pétrole et d'électricité sont passées de 27 millions de dollars en 1965 (première année après la proclamation unilatérale de l'indépendance de la colonie britannique) à 147 millions de dollars en 1978 (dernière année de l'embargo international). L'électricité était importée de Zambie et le pétrole d'Afrique du Sud (après la fermeture, en mars 1976, de l'oléoduc qui traversait le Mozambique). Les exportations de produits alimentaires (viande de bœuf, maïs et sucre), qui avaient rapporté 45 millions de dollars au pays en 1966, sont passées à 157 millions de dollars en 1978. Les exportations de produits manufacturés et de minerais, principalement de cuivre, ont quadruplé pendant la même période.

Une fois seulement (en 1968), la balance du commerce extérieur de la colonie rebelle a été déficitaire. Notamment dans les dernières années, le surplus a permis de financer, pour une large part, une guerre qui coûtait, à la fin, environ 1,7 million de dollars par jour. Les statistiques ne précisent pas quels ont été les partenaires commerciaux de la Rhodésie, mais le principal a, sans aucun doute, été la République Sud-Africaine. Plusieurs Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine, notamment le Gabon et le Zaïre, importaient de la viande rhodésienne. La colonie rebelle a également réussi à diversifier suffisamment sa production pour faire face à la demande interne de produits de consommation et écouler, sur le marché sud-africain, une partie importante de ses produits manufacturés.

Bien qu'incomplètes, ces statistiques démontrent, s'il en était besoin, que le régime de M. Smith a dû capituler beaucoup plus devant les succès de l'insurrection armée dirigée alors par le Front patriotique de MM. Mugabe et Nkomo qu'en raison d'un effondrement de l'économie. — (Times, *Reuter.*)

Maroc

DANS LE DISCOURS DE RENTRÉE DU PARLEMENT

Hassan II lance à Alger un appel à la coopération

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II a prononcé lors de la séance de rentrée du Parlement le vendredi 10 octobre, un discours qui, au-delà du peuple marocain, s'adressait aussi à l'Algérie.

Le souverain, après avoir rappelé aux parlementaires qu'ils étaient *« l'élite de la nation »* et se devaient d'être à la hauteur des épreuves traversées par le Maroc, en est venu plus particulièrement à parler de la guerre du Sahara. Citant la petite localité de M'Hamid dans la province de Ouarzazate, à la latitude d'Agadir, c'est-à-dire très au nord des champs de bataille récents de l'Ouakziz ou d'Abatteh que les guérilleros du Polisario ont attaqué jeudi en nombre et où, selon le communiqué publié à Rabat, ils auraient été repoussés (*le Monde* du 10 octobre), le roi a déclaré : *« Il nous était revenu que les mercenaires allaient concentrer leurs attaques sur les frontières incontestées du Maroc. C'est ainsi que nous avons pu prendre les précautions nécessaires en nommant un caïd et en dépêchant des forces auxiliaires. Nous sommes maintenant sur le point d'armer les populations le long des frontières de l'Algérie afin de n'être pas pris de court, ni sur le plan militaire, ni sur le plan politique. »* *« L'attaque des mercenaires contre M'hamid a été le résultat d'un complot contre le Maroc et l'Algérie*, a ajouté le souverain, *si bien que nous espérons que les responsables algériens retiendront la leçon. »*

« Sachant que ni le Maroc ni l'Algérie ne peuvent changer de position géographique, a poursuivi Hassan II, *nous rappelons aux dirigeants algériens la période où Rabat et Alger constituaient un axe dont le poids était considérable à l'échelle internationale, africaine et arabe. A cette époque, aucune décision ne pouvait être prise sans l'avis de ces deux capitales. »*

La petite localité de M'Hamid est le lieu d'où le père du souverain, le roi Mohamed V, avait, quelques mois après l'indépendance, prononcé un discours dans lequel il avait rappelé les prétentions du Maroc sur le Sud saharien. Aussi, l'attaque du Polisario contre M'Hamid ne pouvait, dans l'esprit du roi Hassan II, avoir été vraiment conçue par les Algériens. Habilement, le souverain a voulu dissocier ainsi l'Algérie du Polisario. Toutefois, le roi a assorti cet appel de l'affirmation que le peuple marocain *« était prêt à tous les sacrifices pour affronter cette guerre qu'il n'avait ni voulue ni préparée. Nous y ferons face jusqu'à la mort ou la victoire »*.

Sans doute la situation économique et sociale difficile que traverse le Maroc a-t-elle joué un rôle dans l'appel lancé en direction de l'Algérie. Aussi bien a-t-il insisté dans la suite de son discours sur la nécessité de réduire les inégalités sociales et annoncé qu'il avait donné des instructions en ce sens au gouvernement et aux organismes privés. Un projet sera présenté par le gouvernement à la Chambre au cours de cette session ou au printemps prochain au plus tard. Le roi a également mentionné, parmi les grands projets dont le Parlement sera saisi, celui d'un programme global d'enseignement, résultat du colloque d'Ifrane tenu en septembre dernier sous sa présidence. Il a annoncé une révision du code des investissements pour rendre le Maroc plus attratif pour le capital étranger. La seule condition serait le *« maintien de l'indépendance du pays »*.

ROLAND DELCOUR.

Ouganda

DES REBELLES ONT PRIS LE CONTROLE D'UNE CAPITALE PROVINCIALE

(De notre correspondant en Afrique Orientale.)

Nairobi. — M. Otema Alimadi, ministre ougandais des affaires étrangères, a annoncé le vendredi 10 octobre, à Kampala, que des « envahisseurs avaient pris, la veille, le contrôle de la ville d'Arua, capitale de la province du North West Nile. La chute d'Arua ne semble pas faire de doute. La compagnie nationale Uganda Air Lines a annulé vendredi, et sans explication, son vol quotidien à destination de cette ville, que l'on ne peut plus joindre par téléphone. Des voyageurs venus du nord ont rapporté que de nombreux barrages routiers avaient été mis en place par l'armée.

Tout a commencé, selon M. Alimadi, lundi 6 octobre, lorsque des groupes d'anciens soldats d'Amin Dada, venant du Soudan et du Zaïre, ont pris le poste de Koboko, à 3 kilomètres de la frontière zaïroise. Koboko est la ville natale de l'ancien président.

Plusieurs milliers d'anciens partisans du dictateur déchu avaient fui l'Ouganda en avril 1979, après la défaite de leur chef, et trouvé refuge au Soudan et au Zaïre. Certains se livraient à des actes de banditisme dans cette région d'Ouganda, très mal contrôlée par l'armée gouvernementale. — J.-P. L.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME LIBERE. — Le père Julio Tumiri, président de la commission bolivienne des droits de l'homme, a été libéré, le 7 octobre, a-t-on appris, le vendredi 10 octobre, de sources ecclésiastiques. Le père Tumiri avait été arrêté à La Paz après le coup d'Etat militaire du 17 juillet. — *(A.P.)*

● UN COMITE DE SOUTIEN A LA DEMOCRATIE bolivienne vient d'être créé à Nantes, 10, rue de l'Héronnière.

Brésil

● DESORDRES PROVOQUES PAR DES PENURIES ALIMENTAIRES. — La police est intervenue à plusieurs reprises ces derniers jours pour rétablir l'ordre devant des supermarchés de Rio de Janeiro où des milliers de personnes font la queue pour acheter des haricots noirs, légume de base de l'alimentation populaire. Cette pénurie menace de devenir un problème politique : un débat a déjà eu lieu le 8 octobre au Sénat à Brasilia. — *(A.F.P.)*

Cambodge

● UN APPEL DU PRINCE SIHANOUK. — Le prince Norodom Sihanouk, ancien chef de l'Etat cambodgien, a condamné dans un communiqué diffusé à Pékin le vendredi 10 octobre les élections prévues par le régime de Phnom-Penh et lancé un appel aux Nations unies pour qu'elles s'élèvent contre ce qu'il appelle une *« farce grotesque »*.

Chili

● ACCORD NUCLEAIRE AVEC LE BRESIL. — Un accord sur le transfert de technologie nucléaire brésilienne au Chili a été signé le 10 octobre à Santiago, à l'occasion de la visite officielle du général Figueiredo. — *(A.F.P.)*.

Espagne

● ARRESTATIONS DE MEMBRES DU GRAPO. — Deux membres — présumés importants — du Groupe de résistance antifasciste du premier octobre (GRAPO) viennent d'être arrêtés à Vigo, a-t-on appris, le vendredi 10 octobre, de source policière. De nombreux sympathisants du mouvement, dont Mlle Isabel Llaquet, sa secrétaire générale présumée, ont été récemment appréhendés dans le cadre d'opérations antiterroristes.

Libye

● TRIPOLI ET LA CROIX-ROUGE. — Le gouvernement libyen a remis vendredi 10 octobre au président du Comité international de la Croix-Rouge un chèque de 1 million de dollars à titre de contribution exceptionnelle de la Libye au budget du C.I.C.R. Tripoli a versé en outre une somme de 200 000 dollars qui représentera désormais la contribution annuelle libyenne au budget ordinaire du C.I.C.R. et une autre contribution de 300 000 dollars destinée à créer un fonds spécial pour le financement des activités humanitaire du Comité. — *(Corr.)*

Nouvelle-Zélande

● LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES EN VISITE A PARIS. — M. Brian Talboys, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères de Nouvelle-Zélande, fera une visite de travail à Paris les lundi 13 et mardi 14 octobre. Il sera reçu par MM. François-Poncet, et Stirn.

Venezuela

● PETITION DE PERSONNALITES APRES LE VERDICT RELATIF A L'ATTENTAT CONTRE UN AVION CUBAIN. — Une cinquantaine d'artistes, écrivains et journalistes vénézuéliens et latino-américains ont signé une pétition protestant contre le récent jugement d'un tribunal militaire vénézuélien absolvant les auteurs présumés d'un attentat contre un appareil de la Cubana Aviacion qui, en 1976, avait provoqué la mort de soixante-treize personnes au-dessus des Caraïbes (*le Monde* du 30 septembre). Parmi les signataires figurent l'écrivain Gabriel Garcia Marquez, les peintres Roberto Matta et Julio le Parc, et les chanteurs Isabel et Angel Parra.

Vietnam

● MOINS DE « REFUGIES DE LA MER ». — Le nombre des arrivées de *« réfugiés de la mer »* vietnamiens dans les pays d'Asie a continué de diminuer en septembre, pour le quatrième mois consécutif, a annoncé, le vendredi 10 septembre, à Bankok, un porte-parole du H.C.-R. Cette baisse du nombre des départs du Vietnam — deux mille cinq cinq cent cinquante-sept en septembre — serait principalement due, selon les observateurs, aux mauvaises conditions atmosphériques, en raison de la mousson.



La Fédération du Nigéria vingt ans après l'indépendance

Un pôle d'attraction économique pour tout l'Ouest africain

De même que la démocratie nigériane constitue un espoir et un modèle pour le continent noir (voir « le Monde » daté 28-29 septembre), l'importance des ressources du Nigéria fait de cette fédération un pôle d'attraction économique pour tout l'Ouest africain.

Première puissance pétrolière d'Afrique, deuxième fournisseur d' « or noir » des Etats-Unis, après l'Arabie Saoudite, le Nigéria a un produit intérieur brut supérieur à la somme de ceux de tous les pays africains noirs francophones. Ses dirigeants, résolus à relancer une agriculture que le « boom » pétrolier a fait négliger depuis quelques années, veulent réaliser au cours des prochaines années une véritable « révolution verte ». Hier méconnu des milieux industriels et financiers français, le marché nigérian retient aujourd'hui de plus en plus l'attention de ces derniers. Les banques françaises, notamment, se révèlent de plus en plus actives dans un pays qui est devenu le deuxième partenaire africain de la France, comme l'indique notre envoyé spécial à Lagos, Jean-Pierre Langellier.

Pour mener à son terme la décentralisation administrative et politique, qui a abouti à la création de dix-neuf Etats fédérés, le gouvernement de M. Shehu Shagari s'emploie à hâter le transfert de la capitale fédérale de Lagos à Abuja, nouvelle métropole créée de toutes pièces. Le nouveau président de la République fédérale cherche, par ailleurs, à rompre avec les mœurs politiques héritées d'un passé récent, troublé par de sanglants règlements de comptes entre prétoriens et civils ou entre militaires eux-mêmes.

Coincés entre deux systèmes de valeurs, partagés entre le cynisme et l'utopie, les romanciers nigérians rendent compte de manière très fidèle de l'évolution récente de leur pays, comme nous le précise Jacques Chevrier dans un article qu'il leur consacre. De son côté, Robert Cornevin, dans une longue étude qui traite de l'histoire du Nigéria, des origines à la veille de la proclamation de l'indépendance, en octobre 1960, incite à une réflexion sur la permanence des éléments centrifuges qui dominent la vie de la plus grande des nations d'Afrique noire.

DOSSIER RÉALISÉ PAR PHILIPPE DECRAENE

La première puissance pétrolière du continent

par JEAN-PIERRE LANGELLIER

ON a coutume, pour qualifier l'économie nigériane, de manier les adjectifs ronflants — *« richesse colossale », « potentialités gigantesques »* — avant d'asséner quelques chiffres ou l'« argent du pétrole » sonne et trébuche à *coups de milliards de dollars*. Il est *difficile d'échapper à la règle*. Mais pour toiser le « géant de l'Afrique », mieux vaut d'abord une ou deux comparaisons dans le cadre continental. Le produit intérieur brut *du Nigéria est supérieur à la somme* de tous les PIB des pays d'Afrique noire francophone. Il égale sept fois celui de la Côte-d'Ivoire, douze fois celui du Zaïre. Vingt jours de rentrées pétrolières *suffiraient* à financer le budget de la Tanzanie.

Le *pétrole* est le levain de la puissance nigériane. Sur les plates-formes offshore et les barges flottantes disséminées dans les bras du fleuve Niger jaillissent chaque jour *quelque 2,1 millions de barils de* « brut », soit 105 millions de tonnes annuelles (environ 3,5 % de la production mondiale). Le Nigéria est la septième puissance pétrolière du *monde, la première d'Afrique* — devant la Libye — le sixième exportateur. L'« argent du pétrole » rapporte 90 % des devises et 80 % des recettes du gouvernement fédéral. *Parmi les bruts disponibles sur* le marché, le nigérian, « léger » et peu sulfureux, est l'un des plus chers.

Au rythme actuel, les réserves récupérables laissent espérer vingt-cinq ans d'exploitation. Mais les huit compagnies productrices étrangères — Shell, Gulf, Mobil, Agip, Phillips, Elf, Texaco et Pan-Océan — et la Nigerian *National* Oil Company (N.N.O.C.) — société d'Etat *découvrent* sans cesse de nouveaux champs. Le Nigéria est — après l'Arabie Saoudite — le second fournisseur des Etats-Unis, qui lui achètent près de la moitié de sa *production*.

De spectaculaires ressources en gaz naturel

Au-delà des activités d'extraction, le Nigéria poursuit un ambitieux programme pétrolier : ouverture d'une troisième raffinerie à Kaduna — après celles de Port-Harcourt et de Warri, — construction de plusieurs milliers d'oléoducs reliant port et raffineries, mise en place à travers le pays d'une vingtaine d'entrepôts. *La capacité de stockage* — quatre-vingt-dix jours de consommation — permettra d'éviter les pénuries provoquées naguère par les erreurs de distribution. Les trois raffineries *devraient être à même* de satisfaire la demande domestique. En pratique pourtant, le carburant consommé au Nigéria demeure, pour une *bonne* part, raffiné à l'étranger. Tout en *profitant évidemment* des hausses régulières de tarifs, le Nigéria ne passe pas, au sein de l'OPEP, pour un « faucon ». En 1977, il accrut maladroitement le prix de son « *brut* » au moment où la demande fléchissait. Refusant de faire machine arrière malgré les difficultés d'écoulement, il dut *réduire un an* plus tard sa production d'un quart. Le gouvernement de Lagos semble avoir tiré les leçons de son imprudence et modère désormais ses prétentions.

Le Nigéria ne peut s'offrir le luxe de diminuer sa production, même si certains responsables prétendent parfois le contraire, non sans quelque légèreté. *D'ici à l'an 2000, les* besoins de sa population seront immenses. Les tâches de développement pressantes — notamment dans les secteurs définis comme prioritaires : agriculture, *éducation*, logement, transports, santé — et l'« argent du pétrole » nécessaire. La réalisation des objectifs du quatrième plan de développement (1981-1985) exige que le gouvernement souscrive entièrement à ses engagements *financiers*. Avec ses quatre-vingts millions d'habitants, le *Nigéria n'a pas* la liberté de manœuvre du Koweït ou des Emirats. Il lui faut suivre une politique des prix *pragmatique* et éviter les erreurs de prévision du passé.

Le Nigéria a la *chance* de posséder un second trésor : le gaz naturel. Ses *réserves* devraient permettre une exploitation couvrant plusieurs décennies. Depuis les années 1960, *les gouvernements successifs ont* projeté de construire une usine de liquéfaction *du gaz naturel*. Celle-ci devrait, selon les plus récentes prévisions, commencer à produire autour *de 1985. Elle sera construite* à Bonny, près de Port-Harcourt, au cœur des champs pétrolifères. Son financement sera assuré par un consortium international. Entreprise *formidable — l'épithète, cette fois*, n'est pas usurpée — dont le coût, selon les experts, n'a été dépassé que par un seul projet du même type, l'oléoduc d'Alaska.

Entre le gouvernement nigérian, actionnaire majoritaire à Bonny et les grandes compagnies étrangères, les négociations ont duré de longs mois. Huit d'entre elles, dont Gaz *de France*, se sont engagées à acheter 8 milliards de mètres cubes par an, soit la moitié de la production. Après avoir marqué un intérêt prononcé pour cette *affaire, les sociétés américaines* viennent de changer d'avis, en arguant du fait qu'elles pourraient se procurer du gaz à meilleur compte au Canada et dans le golfe *du Mexique. Le Nigéria, il est* vrai, avait entre-temps augmenté ses prix. Il sera en tout cas dans dix ans l'un des tout premiers fournisseurs mondiaux de gaz naturel. *En attendant, cette richesse* flambe dans les torchères géantes sans rapporter le moindre dollar. Chaque jour, une quantité de gaz représentant cinq fois les besoins domestiques nigérians est ainsi gaspillée.

Grâce à la rente pétrolière, la situation financière du Nigéria est saine. Ses réserves en devises *dépassent 4 milliards de dollars*. Sa balance commerciale est largement excédentaire. La Grande-Bretagne demeure le premier fournisseur du Nigéria, devant les *Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale*, la France et l'Italie. L'endettement public est dérisoire. Si l'on tient compte des créances à court terme, il équivaut à moins de *deux mois d'exportations. D'une* année sur l'autre, le budget du gouvernement fédéral gonfle de façon spectaculaire. En 1980, les dépenses publiques ont pratiquement *doublé. Chose rare en Afrique* : les dépenses d'investissement sont deux fois plus importantes que celles de fonctionnement. Pour la première fois, l'éducation reçoit plus que la défense.

(Lire la suite page 6.)

Des origines à l'entrée dans le concert des nations

par ROBERT CORNEVIN (*)

LES tenants d'une histoire européocentrique font commencer *l'histoire du Nigéria en 1472*, année où les Portugais s'établirent dans un village du golfe de Bénin qu'ils baptisèrent Lagos. En réalité, le puissant royaume de Bé*nin (1) avec lequel ils devaient* entretenir des relations commerciales et diplomatiques durant plusieurs décennies avait été fondé trois siècles auparavant. Il était lui-*même en relations culturelles et* commerciales avec Ile-Ife, la ville sainte des Yorubas. C'est à Ile-Ife qu'ont été mis au jour les magnifiques bronzes et terres cuites, *maintenant connus et appréciés* du monde entier, dont les plus anciens remontent au onzième siècle.

Ces datations établies par le carbone 14 portent un coup fatal aux théories aussi nombreuses que fantaisistes, selon lesquelles le si remarquable style naturaliste des œuvres d'art d'Ife serait dû à des maîtres égyptiens, phéniciens, étrusques... ou même à des gens venus de la fabuleuse Atlantide, comme le prétendait le célèbre ethnologue allemand Leo Frobenius (2), premier découvreur de l'art d'Ife au début du siècle. De même on avait soutenu, lors de leur découverte en 1897, *que les fameux « bronzes du* Bénin » — dont la majorité figure dans les collections du British Museum — étaient tous dus à des influences portugaises.

En fait, le style naturaliste de l'art ancien d'Ife — lui-même à l'origine des bronzes du Bénin, — qui diffère si nettement de l'abstraction habituelle à l'art nègre, doit *être rattaché, comme l'a démontré* l'archéologue anglais Frank Willett (3), à celui des figurines en terre cuite de la civilisation de Nok (Nok Culture) datées approximativement *entre 500 avant Jésus-Christ* et 200 après Jésus-Christ, qui constituent le plus ancien témoignage *de l'art africain au sud du Sahara*. Dans ce sens, les historiens nigérians ont raison de faire commencer l'histoire du Nigéria, non pas au quinzième siècle mais deux mille ans plus tôt.

Quoi qu'il en soit de l'origine des techniques de la Nok Culture, il est certain qu'elles ont donné à leurs premiers utilisateurs une supériorité écrasante *sur les populations* préexistantes. On attribue généralement à cette suprématie l'extraordinaire rapidité des migrations des locuteurs d'une langue appelée proto-bantou qui, à partir d'une zone correspondant approximativement à celle où s'est développée la civilisation de Nok, devaient occuper en l'espace de quelques siècles seulement la quasi-totalité de l'Afrique au sud de l'équateur, dite aujourd'hui Afrique bantoue.

En dehors du fait qu'ils étaient des agriculteurs connaissant la métallurgie, nous savons peu de chose sur les gens de la Nok Culture. Leurs ancêtres provenaient du Sahara méridional, qui s'est desséché entre 2400 et 400 avant Jésus-Christ, mais nous ignorons ce que sont devenus leurs descendants. Il *faut arriver au dixième siècle après* Jésus-Christ pour avoir, à travers les manuscrits arabes, quelques informations sur les Etats anciens du nord de l'actuel Nigéria : le *royaume du Kanem-Bornou et les* Etats haoussa. Pour ces derniers, on doit déplorer la destruction par Mohammed Bello, au début du siècle dernier, de tous les documents *haoussa expliquant leurs origines*, à l'exception de *la Chronique de Kano* qui nous renseigne sur l'introduction de l'islam, par des lettrés venus du Mali au quatorzième *siècle, et sa rapide expansion*.

Le quinzième, « siècle d'or »...

Le quinzième siècle semble de*voir être qualifié de siècle d'or* pour le développement du commerce à longue distance. Kano et Katsina étaient les points de départ de la piste transsaharienne qui menait à *Ghat (Libye) et* à Tunis *en* passant par le massif de l'Aïr (Niger) et les célèbres mines de cuivre de Takedda, correspondant à l'actuel Azelik. Le cuivre était un des élé*ments essentiels du trafic* vers le *royaume de Noupé*, où existait un artisanat très développé organisé suivant une formule coopérative assez proche de celle de l'Europe *médiévale* (4).

Au royaume de Noupé, situé à l'ouest sur le Moyen-Niger, correspondait à *l'est le royaume kwarorofa* sur la Moyenne-Bénoué. Tous deux servaient de charnière entre la « *bande soudanaise* » (bled es Sudan = le pays des Noirs) et la « *bande guinéenne* » de l'Afrique de l'Ouest, entre les gens de la savane et ceux de la forêt, les producteurs de coton et de cuir et les fournisseurs de kola, de poivre et *de sel. Plus* tard *au seizième* siècle ils allaient servir de relais entre les « *ports* » situés au sud de la grande mer saharienne et ceux de l'Atlantique.

*L'importance du commerce pré*colonial à l'intérieur des frontières actuelles du Nigéria a été complètement oblitérée par la coupure administrative instituée par les Britanniques entre le Nord musulman et le Sud païen. Due essentiellement à l'existence d'un réseau fluvial navigable exceptionnel en Afrique (900 kilomètres pour le Niger et 1 200 *kilomètres pour* la Bénoué), elle a eu des conséquences culturelles considérables, qui ont été soulignées en revanche par quelques historiens nigérians soucieux *de mettre en valeur l'unité histo*rique de leur pays. Unité qu'il ne *faut toutefois pas exagérer. Sur* environ deux cent cinquante groupes linguistiques dénombrés au Nigéria, les « trois grands » : haoussa-foulani, yoruba, ibo, qui constituent *ensemble les deux tiers de la population totale*, présentent, du seul fait de leur nombre, une histoire qui leur est propre, doublée d'une cohésion géographique indiscutable.

L'histoire des Etats haoussa, particulièrement troublée et complexe au cours des dix-septième et dix-huitième siècles, se clarifie brusquement *dans les premières années du dix-neuvième siècle* avec la conquête foudroyante d'Ousman dan Fodio. Peul (Fulani dans la graphie anglaise), *né en 1754*, à Degel, dans l'Etat haoussa le plus septentrional du Gobir, dans une famille de lettrés venue trois siècles auparavant du Fouta-Toro sénégalais, Ousman dan Fodio est un prédicateur ambulant ayant déjà, à cinquante ans, une grande réputation de mystique. Menacé d'être appréhendé, il s'enfuit à Goudou, le 21 février 1804, dont l'anniversaire est célébré depuis au Nigéria comme le jour de l'hégire. C'est là qu'il se fait nommer Sarkin Musulmi (commandeur des croyants) et appelle ses parti*sans à la guerre sainte, à la fois* contre les païens et contre les musulmans haoussa considérés comme tièdes.

(Lire la suite page 10.)

(*) Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer.

(1) Le royaume historique de Bénin, dans l'actuel Nigéria, à l'Est du pays yoruba, ne doit pas être confondu avec l'ancien Dahomey, devenu République populaire du Bénin en 1975.

(2) L'activité de Frobenius explique la richesse en œuvres d'art nigérianes du Museum für Völkerkunde de Berlin.

(3) F. Willett, *Ife in the History of West African Sculptures*.

(4) S. F. Nadel, *Black Byzantium*, 1942, traduction, *Byzance noire*, Maspero, 1971.



Le deuxième partenaire commercial de la France en Afrique

ENTRE la France et le Nigéria, le volume des échanges commerciaux et les perspectives offertes par la coopération culturelle, scientifique et technique sont à la dimension du premier pays d'Afrique noire. Après un essoufflement dû aux mesures de restriction des importations prises, en 1978, par le gouvernement de Lagos, le commerce franco-nigérian est de nouveau en plein essor. Onzième fournisseur de la France, le Nigéria est son treizième client. Il est devenu — après l'Algérie — son deuxième partenaire commercial en Afrique. Cette remarquable performance tient à une raison essentielle : le pétrole. Après l'Arabie Saoudite et l'Irak, le Nigéria est le troisième fournisseur de brut de la France (9,7 millions de tonnes en 1979, soit environ 10 % de ses achats). Le pétrole représente, en valeur, 96 % des ventes nigérianes.

L'escalade continuelle du prix du brut alimente le déficit commercial de la France. L'an dernier, le taux de couverture des importations par les exportations avoisinait 52 % ; le secteur automobile représente 44 % des ventes françaises au Nigéria. Dans son usine de Kaduna, Peugeot a monté 35 000 modèles 504 en 1979 et envisage d'en construire 45 000 cette année (soit 40 % du marché local). Au chapitre des exportations viennent ensuite le sucre (10,8 % des ventes), les matériels et appareils mécaniques (8,8 %), les produits pétroliers et les huiles combustibles (6,6 %) ; la firme Total est le premier distributeur de produits raffinés.

Les investissements français au Nigéria sont en expansion rapide. Outre les grandes sociétés de distribution établies de longue date (SCOA, C.F.A.O., Brossette), un nombre croissant d'intérêts se sont implantés dans les secteurs-clés de l'économie. Une douzaine d'entreprises de travaux publics (Dumez, Fougerolle, SPIE-Batignolles) participent au développement des infrastructures. Associée à la B.N.P., l'United Bank of Africa est devenue la première banque du pays. L'usine Michelin de Port-Harcourt produit sur place 30 % des pneus consommés au Nigéria. On pourrait multiplier les exemples. Les entreprises françaises sont présentes — souvent en très bonne place — dans la mise en œuvre des grands projets : construction de la future capitale, aciérie d'Abeokuta, amélioration du réseau ferré. La libéralisation des importations et le gonflement du budget fédéral laissent prévoir un accroissement très sensible, à court terme, des échanges franco-nigérians et du rôle des sociétés françaises.

La coopération franco-nigériane s'efforce de surmonter ses deux handicaps initiaux : la faiblesse des liens historiques et l'obstacle linguistique. En théorie, l'enseignement du français occupe une place importante. Obligatoire dans le Sud, mais devancé dans le Nord par l'arabe, le français est la deuxième langue étrangère. A l'école, son enseignement est obligatoire dès la première année du secondaire.

Une action pédagogique massive et élitiste

Dans le domaine linguistique, la coopération française met l'accent sur la « formation des formateurs » et utilise au maximum les relais locaux : mise en place de l'Association des professeurs de français du Nigéria, recours systématique à la radio-télévision, diffusion de films dans les établissements scolaires et universitaires, création des centres de langue française. Ces centres, financés par le Nigéria à plus de 90 %, s'adressent à un public très motivé. Cette action pédagogique à la fois massive et élitiste, porte ses fruits.

En matière de coopération scientifique et technique, les autorités de Lagos préfèrent privilégier la formation sur place. Quelque sept cent cinquante jeunes terminent actuellement leurs études en France. Chaque année, la France organise, à l'intention des cadres nigérians de haut niveau, une série de sessions consacrées à la gestion des entreprises. Ces stages, en anglais, durent cinq ou six semaines. Des dirigeants de sociétés publiques et parapubliques ont ainsi l'occasion de découvrir les méthodes de gestion françaises et, de manière plus générale, d'approfondir leur connaissance de notre pays.

Une coopération agricole a débuté en 1978. Le ministère de l'agriculture a formé cette année une douzaine de spécialistes nigérians. Dans ce domaine, la France cherche aussi à favoriser des échanges entre le Nigéria et les pays d'Afrique francophone, notamment la Côte-d'Ivoire. Des actions de coopération s'exercent dans plusieurs autres secteurs : médecine, physique nucléaire, hôtellerie. La France tente d'associer à son action le secteur privé installé au Nigéria, dans le cadre d'une « coopération triangulaire ». Des coopérants, volontaires du service national et dotés le plus souvent d'une formation d'ingénieur seront mis à la disposition d'une société française. Mais ils seront tenus en même temps d'intervenir comme instructeurs dans un établissement technique nigérian. Ce double « parrainage » des coopérants français ne pourra qu'améliorer leur statut aux yeux des autorités de Lagos. Celles-ci ont accueilli favorablement un tel projet.

Compte tenu de l'étendue des besoins du Nigéria, les moyens en personnel dont dispose la France peuvent paraître modestes : à peine une cinquantaine de coopérants au total, dont la moitié sont des enseignants. Mais tout porte à croire que, dans ce domaine aussi, la présence française au Nigéria s'affirmera au cours des prochaines années. — J.-P. L.

La première puissance pétrolière du continent

(Suite de la page 5.)

Selon les prévisions raisonnables, la croissance globale de l'économie devrait avoisiner 9 % par an (pour une progression démographique de 2,5 %). Dans le secteur du bâtiment, elle a atteint 15 % cette année. Il existe pourtant des déficiences structurelles. L'inflation, par exemple, approche 20 %. Pour certains produits alimentaires, la hausse est nettement plus sensible. Afin de ne pas aggraver la poussée inflationniste, le gouvernement souhaite que les hausses de salaires correspondent, le plus souvent, à des progrès de la productivité. Le salaire mensuel minimum est actuellement fixé à 100 nairas (760 FF). Le syndicat unique (Nigerian Labour Congress) revendique trois fois plus... Soucieux d'attirer les capitaux étrangers indispensables au développement, le gouvernement a libéralisé le code des investissements (exemptions fiscales, suppression des dépôts préalables).

L'injection de capitaux étrangers est particulièrement souhaitée dans le secteur agricole. Là réside en effet le plus grave échec du Nigéria. Les multiples causes de ce désastre ont souvent été décrites. Outre les caprices climatiques, la « *nigérianisation* » des circuits de commercialisation — entre les mains naguère de petits intermédiaires libanais ou d'intérêts européens — s'est mal accomplie faute de relève. Les mécanismes d'autofinancement des récoltes et d'encadrement du crédit ont été perturbés. Les paysans ont peu à peu désappris les techniques culturales. Surtout, la politique des prix, pratiquée par les offices para-étatiques a découragé les producteurs et les a détournés des cultures industrielles. Fascinés par la ville, les jeunes ruraux ont émigré vers les banlieues surpeuplées.

Dans le même temps, le développement rapide du marché intérieur et la transformation des habitudes alimentaires ont amplifié la crise agricole. En accédant à l'indépendance, le Nigéria pouvait se vanter d'un brillant palmarès hérité de l'économie coloniale : *premier producteur mondial d'arachide, deuxième de cacao, « numéro un » en Afrique pour le caoutchouc.* Il y a seulement douze ans, les seules cultures industrielles rapportaient plus de 60 % des devises. Elles en procurent moins de 6 % aujourd'hui.

Les gouvernements successifs ont tenté de relancer la production. L'opération « *nourrir la nation* », conduite par les militaires n'a pas eu le succès espéré, en raison notamment du manque de personnel qualifié. La facture des importations alimentaires n'a cessé de s'alourdir. Cette année, elle atteindra près de 8 milliards de francs. Le Nigéria achète à l'étranger du maïs, du blé, du riz (400 000 tonnes). A cela s'ajoutent les manipulations auxquelles se livrent les importateurs et les intermédiaires. D'où un doublement du prix du riz par exemple en quelques mois.

La « révolution verte »

L'agriculture est la « *priorité des priorités* » du prochain plan de développement (1981-1985). Plus de 30 milliards de francs lui seront consacrés en cinq ans.

« *Le gouvernement poursuit un double objectif,* nous dit le ministre de l'agriculture, M. Ibrahim Gusau : *l'autosuffisance alimentaire avant cinq ans, l'autosuffisance en matière de cultures industrielles avant sept ans.* » Ce calendrier semble un peu présomptueux, mais la volonté politique de redresser la situation ne fait pas de doute. Le programme du président Shagari a été baptisé « *révolution verte* », comme en Inde ou aux Philippines. Il s'agit à la fois d'étendre les superficies cultivables, d'améliorer les rendements, d'intensifier la mécanisation, d'améliorer la distribution céréalière et surtout d'encourager les paysans par un meilleur accès au crédit bancaire et une politique des prix plus « stimulante ». Sur ce point, de nets progrès ont déjà été accomplis. Le Nigéria verse à ses producteurs de cacao les meilleurs prix de toute l'Afrique de l'Ouest.

Mais la « *révolution verte* » ne réussira qu'à deux conditions. D'une part, il faut motiver le petit paysan, producteur de base des cultures de rente. Ainsi, le plan de réhabilitation des plantations de cacao concernera 300 000 fermiers. De leur mobilisation dépend principalement le succès des efforts gouvernementaux. Même chose pour la relance de la production alimentaire, qui, à plus de 90 %, est l'affaire de villageois pauvres exploitant le champ familial, le plus souvent à la houe.

Deuxième clé du succès : la mise en œuvre d'un programme de formation des techniciens agricoles. Pendant les cinq années à venir, le Nigéria a besoin d'en entraîner plus de cent mille. La relance de l'agriculture est une nécessité vitale pour un pays dont 58 % de la population active est encore employée dans le secteur rural. Les dirigeants nigérians en sont les premiers conscients qui affirment volontiers qu'« *un pays n'est vraiment grand que s'il est capable de nourrir son propre peuple* ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LE SYSTÈME BANCAIRE

Une forte croissance et une « nigérianisation » rapide

Créé à l'origine sur le modèle britannique, le système bancaire nigérian a pris une très grande importance, en liaison avec l'expansion de l'économie, et s'inscrit au premier rang de l'Afrique : c'est là sa première caractéristique. La seconde est sa « nigérianisation » très rapide depuis sept ans, tant au niveau du capital des établissements, qui est passé désormais entre des mains locales, étatiques ou privées, qu'à celui de l'encadrement et du personnel, de plus en plus national. Ajoutons encore un élément assez remarquable dans une ancienne colonie britannique : l'influence française y est assez sensible, puisque l'une des plus grandes banques du pays, si ce n'est la plus grande, a été créée par la Banque nationale de Paris, sans oublier celle fondée par la B.I.A.O.

LE Nigéria compte actuellement environ trente-cinq banques : une banque centrale, la Central Bank of Nigeria, une caisse d'épargne, la Federal Savings Bank, une banque de crédit hypothécaire, la Federal Mortgage Bank, une banque de crédit agricole, l'Agricultural Credit Bank, six banques *de développement*, six banques d'affaires et vingt banques commerciales.

La banque centrale a été créée en 1958 sur le modèle de la Banque d'Angleterre, et dispose d'un pouvoir de tutelle très étendu sur l'ensemble du système bancaire, qu'elle exerce au moyen de « directives », jugées parfois très pesantes par les établissements. C'est ainsi que la progression maximale de la distribution des crédits est plafonnée à 30 % *par an (40 %* pour les banques d'affaires) — cela serait le paradis pour les banques européennes ! — et que le taux de base minimal pour les prêts est fixé à 7,5 %, avec un plafond à 11,5 %.

Un terrain rêvé

Population forte et industrieuse, ressources naturelles, pétrole abondant, le Nigéria est un terrain rêvé pour l'expansion des banques, et ces dernières ne s'en sont pas privées : en dix ans, le total de leurs bilans a été pratiquement multiplié par dix à 11,2 milliards de nairas (*88 milliards* de francs), et leurs *activités* ont fait un véritable *bond. Les vingt* banques commerciales actuellement en fonctionnement *disposent* de plus de sept cents guichets (mille à la *fin de 1980), répartis sur tout* le territoire, y compris dans les régions rurales où le gouvernement et la banque centrale les ont incitées à s'installer.

Dans le cadre de la deuxième phase de développement des banques commerciales en milieu rural (Rural Banking Scheme), qui a commencé en août 1980 et qui doit se poursuivre pendant plus de trois ans, deux cent soixante agences doivent être créées dans l'ensemble de la Fédération : la première phase, qui s'est terminée en juin dernier, a entraîné la création de deux cents agences.

D'origine étrangère au départ, essentiellement britanniques, les banques *ont* dû, en 1973, céder 40 % de leur capital à l'Etat ou à des intérêts nigérians privés, puis 60 % en 1976, pour changer de nom par la suite.

C'est ainsi que, dans les trois plus grands établissements du pays, la filiale de la B.N.P. est devenue la United Bank for West *Africa (UBA), celle* de la Barclays Bank s'appelle maintenant *Union Bank of Nigeria*, celle de la Standard and Chartered porte *désormais le nom* de First Bank of Nigeria, tandis que l'émanation de la B.I.A.O. s'est transformée en International Bank of West Africa.

Ont été également « nigérianisées » une série d'établissements étrangers, la Bank of India, l'Arab Bank, la Wema Bank, sans oublier la Savannah Bank of Nigeria, émanation de la Bank of America, qui a accepté le processus, à l'inverse de la First National City Bank of New-York : cette dernière a fermé sa succursale en 1976 plutôt que de s'y soumettre (c'est le seul cas de son espèce).

En outre, le gouvernement vient d'accélérer brutalement la « nigérianisation » du personnel bancaire en décidant, en janvier *1980, que les directions* devaient, le plus rapidement possible, être confiées à des nationaux à hauteur de 50 % au minimum. Il a même agi, parfois, de façon autoritaire en faisant nommer à la tête de certains établissements, des hommes provenant d'autres établissements, ce qui est contraire aux traditions de la banque, ou, pour des raisons de concurrence commerciale, chacun fait carrière dans sa propre maison et passe rarement à « l'ennemi ». Mais, pour les *pouvoirs* publics, *il s'agit* d'aller vite.

De plus, comme le déclarait récemment M. Andrew Obeya, *président de la First Bank of* Nigeria (ex Standard) à notre confrère le *Financial Times : « Nous sommes en train de montrer que le métier de banquier n'est pas réservé à une classe spéciale (d'expatriés européens). »*

Des intérêts locaux déjà puissants

Autre caractéristique du système bancaire nigérian, l'importance prise par les intérêts locaux, non seulement dans les établissements ex-européens, mais dans ceux créés sur place. Citons, en tête, l'African Continental Bank et la National Bank of Nigeria, dont le capital est détenu respectivement par les Etats de l'Est et ceux de l'Ouest, et, le plus gros d'entre eux, la Bank of the North à Kano.

Citons encore le secteur coopératif, très actif, avec la Cooperative Bank, celle de l'Eastern Nigeria, de Kaduna et de Kano.

Il convient également de relever la présence de six « banques d'affaires » très actives, qui sont, en fait, des banques commerciales « écrémant » quelque peu la clientèle, et consacrant une part appréciable de leurs activités à des prêts à moyen et à long terme : International Merchant Bank, Icon, Nigerian Merchant Bank, Nigerian Acceptances, Chase Merchant Bank (participation de la Chase Manhattan) et la Nigerian American Merchant Bank.

Instrument indispensable dans ces pays, plusieurs banques de développement et institutions financières spécialisées, à caractère et à capital publics, octroient des prêts à long terme. Il s'agit surtout de la Nigerian Industrial Development Bank (N.I.D.B.) créée en 1964.

Quant à l'influence française, elle se manifeste d'abord au travers de l'U.B.A., filiale, au départ, de la B.N.P., qui détient encore près de 31 % de son capital, emploie quatre mille personnes avec soixante-trois guichets et un bilan, au 31 mars 1980, de 2 425 millions de nairas (près de 20 milliards de francs), est l'une des trois plus grandes banques du pays, sinon la plus grande, *et s'est toujours montrée* très active: tout dernièrement, l'un de *ses principaux animateurs*, M. Michel Larrouilh, a cédé sa place de directeur général à M. Alhaji Metallar, sous la présidence de M. Michael Buba, venu de la First Bank of Nigeria (ex-Standard).

Au premier rang des banques plus petites, citons l'International Bank of West Africa, ex-filiale de la B.I.A.O., avec ses trente agences, également fort dynamique. La Société Générale, enfin, arrivée tardivement (1976) se développe assez rapidement et envisage de porter à sept le nombre de ses agences.

Ainsi se dessine la physionomie du système bancaire le plus important d'Afrique noire, ac*compagnant une expansion qui* connaît certes des à-coups mais qui *s'effectue* à une cadence inconnue ailleurs, grâce, en partie, aux revenus d'un pétrole abondant. Certes, la « nigérianisation » accélérée de ce système crée actuellement quelques difficultés : les milieux d'affaires se plaignent de la dégradation des services bancaires. Mais c'est la contrepartie inévitable et, sans doute, temporaire d'un processus irréversible.

FRANÇOIS RENARD.

BIBLIOGRAPHIE

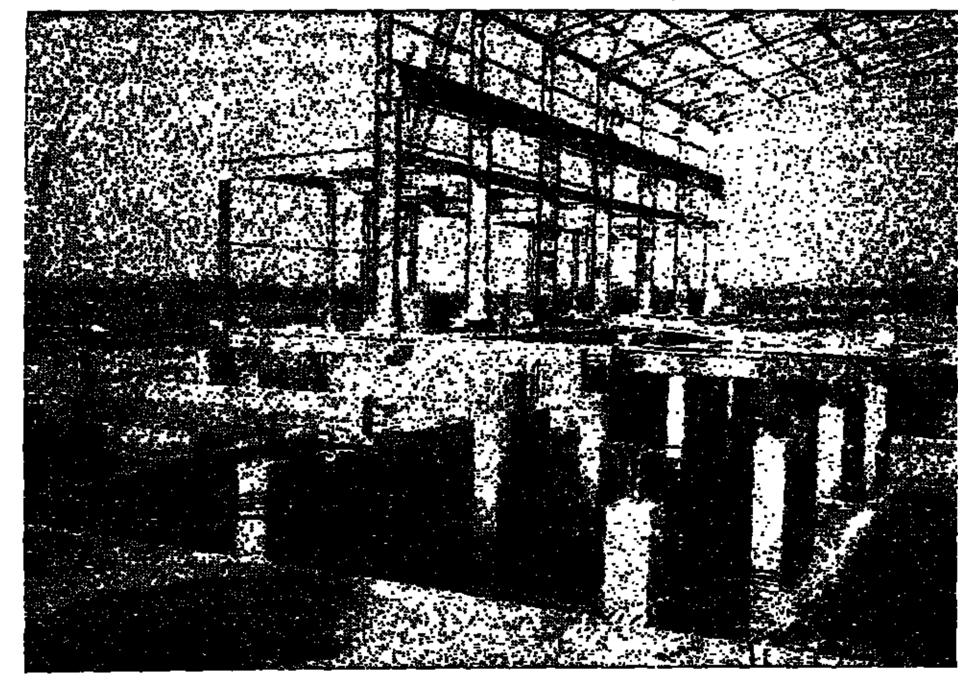
Le Nigéria, de Jean-François Nodinot

MAL connu en France, où *le grand public* s'intéresse encore relativement peu aux territoires africains qui n'ont pas appartenu à l'ancien empire colonial français, le Nigéria n'avait jamais fait l'objet d'une étude en langue *française aussi complète.*

L'auteur a rédigé une précieuse monographie qui, abstraction faite d'à peu près tout jugement de valeur sur l'évolution de la plus grande République africaine, permet en revanche d'en connaître avec précision d'abord l'histoire et la géographie.

Après une présentation très à jour des nouvelles institutions fédérales, puis de chacun des dix-neuf Etats fédérés (dont *certains sont plus vastes que* certaines Républiques africaines francophones), Jean-François Nodinot donne un bref aperçu des contre-pouvoirs (forces religieuses, presse, syndicats). Après avoir brossé un tableau de *l'économie nigériane*, il conclut sur un large tour d'horizon de la politique extérieure des dirigeants nigérians. Ainsi conçu, cet ouvrage constitue pour le lecteur français la meilleure introduction à la connaissance d'un pays dont le destin conditionne à l'évidence l'équilibre politique de l'Ouest africain tout entier. — Ph. D.

(*) Editions du Sorbier, 51, rue Barrault, 75013 Paris, 172 pages.



Paper mill at Oku-Iboku (Cross River State)





La grande aventure de la nouvelle capitale

ABUJA : ce nom, pratiquement inconnu hors du Nigéria, ne le sera plus bien longtemps. Dans quelques années, chacun aura entendu parler de la nouvelle capitale fédérale du plus peuplé des pays d'Afrique. L'aventure d'Abuja est née d'un constat qui avait la force de l'évidence. Lagos ne serait bientôt plus à même de concilier son rôle de capitale nationale avec toutes ses autres fonctions : capitale d'Etat, principal port et centre industriel, premier marché de l'emploi. Grouillante, excentrée, insalubre et surpeuplée : Lagos avait décidément trop de défauts pour prétendre être la métropole politique nigériane de l'an 2000.

En octobre 1975, le gouvernement militaire créa l'« Autorité pour le développement de la capitale fédérale » (F.C.D.A.). Une commission rédigea un rapport où apparaissaient nettement les motivations politiques ayant plaidé en faveur d'Abuja. Lagos, concluait le rapport, a été trop longtemps identifiée à un groupe ethnique prédominant dans la région côtière (sous-entendu les Yoruba). Le Nigéria a besoin d'une capitale salubre, confortable, sûre et disposant de suffisamment de terres environnantes pour devenir un grand centre urbain. Mais il lui faut surtout une métropole ethniquement neutre et également accessible à tous les groupes culturels. Abuja serait le symbole des aspirations du Nigéria *« à l'unité et à la grandeur »*.

En 1976, un décret délimita le territoire de la capitale fédérale : 8 000 kilomètres carrés de savane arborescente et de collines en plein centre géographique du pays. Le site choisi répondait parfaitement à toutes les conditions techniques et politiques recherchées par les partisans du transfert. Au confluent de quatre Etats — Niger, Kaduna, Plateau, Kwara, — le territoire d'Abuja constitue une zone d'équilibre entre, d'une part, les régions chaudes et humides du Sud, d'autre part, le Nord plus aride. Quatre grandes rivières assez proches permettront un bon approvisionnement en eau. L'altitude du territoire fédéral varie entre 100 mètres au sud-ouest et 700 mètres au nord-est. La capitale elle-même s'étalera à quelque 400 mètres d'altitude. Les plaines voisines du Gwagwa pourront accueillir de vastes exploitations agricoles. En outre, la région est très peu peuplée. 15 000 personnes vont être déplacées vers l'ancien village d'Abuja rebaptisé Suleija. Comme se plait à le répéter M. John Kadiya, ministre en charge d'Abuja, celle-ci sera *« la première capitale d'Afrique construite sur un terrain vierge »*.

Une construction qui s'étalera sur vingt ans

Le projet d'Abuja fut l'un des principaux héritages légués par le gouvernement militaire au président Shagari. Celui-ci ne s'est pas contenté de l'assumer. Homme du Nord, le transfert de la capitale lui convenait parfaitement. Dès le premier mois de son arrivée au pouvoir, il réserva au site d'Abuja sa première visite officielle en dehors de Lagos, marquant ainsi le prix qu'il attachait à la réalisation du projet. Il rehaussa la F.C.D.A. au rang de ministère. Puis il décida d'accélérer les travaux. Selon le calendrier initial, l'installation des premiers ministères était programmée pour 1986. Désormais, la vie administrative doit naître à Abuja avant octobre 1983, quatrième anniversaire du régime civil. La construction de la ville s'étalera sur une vingtaine d'années. Le complexe présidentiel, l'Assemblée nationale, un hôtel, les services de la radio et six ministères (F. C. D. A., défense, justice, affaires intérieures, plan et finances) seront achevés et occupés en 1983. La population d'Abuja suivra une croissance régulière : 70 000 habitants en 1983 (pour l'essentiel des fonctionnaires et leurs familles), cent cinquante mille en 1987 et un million six cent mille en l'an 2000. Abuja ne devra pas dépasser 3 millions d'habitants, mais elle sera entourée d'une ceinture de villes-satellites. On l'inaugurera officiellement en 1986. Les ministères auront alors quitté Lagos, du moins si le calendrier est respecté. Les ambassades ont d'ores et déjà été priées de faire connaître leurs besoins en terrains et leurs intentions quant à l'installation des chancelleries. Il leur fut même demandé de fournir une réponse dans les deux semaines...

La forme d'un boomerang

En attendant, une armée de bulldozers a pris possession du terrain. La première phase des travaux d'infrastructure a commencé : terrassement, adduction d'eau et d'électricité, percement des routes, construction de l'aéroport. Pour les entreprises étrangères spécialisées dans le génie civil — dont plusieurs françaises fort bien placées, — d'alléchants contrats sont à la clé. Tous ces travaux seront terminés en 1982. Plusieurs barrages alimenteront la capitale en hydro-électricité. Abuja se trouvera au cœur du réseau autoroutier national. Une voie ferrée le reliera aux lignes existantes. La « zone centrale » regroupant les principaux bâtiments administratifs sera construite sous la direction d'un célèbre architecte japonais, M. Kansa Tange

Le « plan directeur » d'Abuja est le fruit d'un long travail de conception. Un consortium international de planificateurs et d'architectes assistés d'experts nigérians ont visité pendant trois ans les grandes capitales

Pour aller plus loin

Il existe de nouveaux ouvrages, la plupart de caractère scientifique, sur le Nigéria, notamment en langue anglaise. Cette bibliographie ne donne qu'un très bref aperçu sur la documentation de base à consulter. Un ouvrage bibliographique particulièrement complet est celui de Nduntuel O. Ita, « Bibliography of Nigeria », édité chez Cass à Londres, en 1972.

— Arikpo (O.), « The Development of modern Nigeria », Penguin Books, 1967.

— Arnold (G.), « Modern Nigeria », Longman, Londres 1977.

— Awolowo (O.), « My early Life », John West Publications, Lagos 1968.

— Azikiwe (N.), « My Odyssey, an Autobiography », Hurst and Company, 1970.

— Balogun (Ola), « Nigéria, du réel à l'imaginaire », collection « les Grands Livres », éditions Jeune Afrique, Paris 1978.

— Baumann (H.) et Westermann (D.), « les Peuples et les civilisations de l'Afrique », Payot, Paris 1957.

— Bello (A.), « My Life », CUP, Lagos 1962.

— Burns (Sir Alen), « History of Nigeria », Alen and Umvin, Londres 1969.

— Cervenka (Z.), « The Nigerian War 1969-1970 », Frankfurt-am-Main, Bernard et Graefe, 1972.

— Coleman (James), « Nigeria, Background to Nationalism », University of California Press, 1960.

— Cronje (S.), « The World and Nigeria », Sidgwick et Jackso..., Londres 1972.

— Crowder (M.), « The Story of Nigeria », Faber and Faber.

— Documentation française (la), « le Nigéria, du statut colonial à l'indépendance », n° 2 662 des Etudes documentaires.

— Hodgkin (T.), « Nigerian Perspectives, a historical Anthology », Londres 1960.

— Laroche (H.), « le Nigéria », PUF, « Que sais-je ? », n° 1 015.

— Mackintosh (J.), « Nigerian Government and Politics », Londres 1966.

— Niven (Sir Rex), « The War of Nigerian Unity », Evans Brothers, Lagos 1970.

— Okpaku (J.), « Nigeria, Dilemma of Nationhood and African Analysis of the Biafran Conflict », Greenwood, New-York 1972.

— Nodinot (Jean-François), « le Nigéria », éditions du Sorbier, Paris 1980.

— « Nigeria Yearbook 1978 », Daily Times Publications, Lagos 1978.

— Panther-Brick (S.), « Nigerian Politics and military Rule », Athone Press, 1970.

— Quinn-Young (C.T.) et White (J.E.H.), « A History of Nigerian Schools », Evan Brothers, Londres 1964.

— Renard (A.), « Biafra, naissance d'une nation », Aubier, Paris 1969.

— Saint-Jorre (J. de), « The Nigerian Civil War », Hodder et Stoughton, 1973.

— Sklar (R.), « Nigerian Political Parties », Princeton University Press, 1963.

— Urvoy (Y.), « Histoire de l'empire du Bornou », Larose, 1949.

— « Who's Who in Nigeria », Daily Times Publications, Lagos, s.d.



fédérale

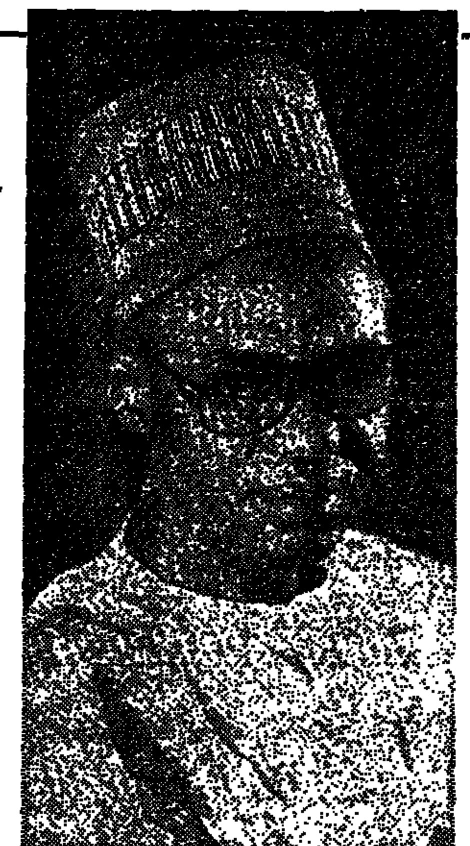
mondiales pour mettre au point ce document qui décrit, par le menu, ce que seront le visage d'Abuja et la vie quotidienne de ses habitants. Abuja aura la forme d'un boomerang. Ce sera une cité linéaire dont la partie administrative regroupera une série de modules pouvant accueillir chacun entre cent mille et deux cent cinquante mille personnes. Les quartiers résidentiels seront moins denses (entre quatre mille et soixante mille habitants par unité). La ville sera ceinturée d'autoroutes. Le système de transports en commun se répartira en deux couloirs parallèles et semi-circulaires qui formeront une sorte de double colonne vertébrale d'une extrémité à l'autre d'Abuja. La zone centrale fera face à une chaine de collines.

Pour des raisons de rentabilité, la ville sera dotée dans un premier temps d'un réseau d'autobus. Plus tard, des trains rapides relieront le centre aux quartiers résidentiels. Abuja devrait jouir d'un environnement idéal. Les citadins disposeront de plusieurs grands parcs à l'intérieur même de la ville. Ils pourront, en outre, profiter d'une réserve naturelle de 80 000 hectares qui sera aménagée dans la plaine de Bobo, non loin d'Abuja. Les autorités fédérales s'efforcent dès maintenant d'attirer les investisseurs dans cette région. Ceux-ci ne s'intéresseront vraiment à Abuja que le jour où elle sera devenue la métropole administrative du Nigéria. Lagos restera très longtemps encore la capitale économique de la fédération. Selon les prévisions gouvernementales la construction d'Abuja coûtera au budget national, pendant les vingt prochaines années, environ 75 milliards de francs. Toutefois, nombre de spécialistes prédisent que la facture sera beaucoup plus lourde. Qu'importe ! Abuja est une nécessité. Pour s'offrir leur capitale de l'an 2000, les Nigérians sont prêts à payer le prix qu'il faut.

J.-P. L.

PORTRAIT

Le président Shehu Shagari



Un homme tranquille

DANS l'édition du *Who's who in Nigéria publiée* voici quelques années par le quotidien de Lagos, *Daily Times*, la notice biographique consacrée à M. Shehu Shagari passe presque inaperçue. L'actuel chef de l'Etat n'avait même *pas droit* à l'époque à la traditionnelle photo d'identité, contrairement à ses futurs rivaux, MM. Nnamdi Azikiwe et Obafemi Awolowo, vieux acteurs de la *scène politique nigériane*, devenus aujourd'hui des caciques *septuagénaires. Qui* aurait pu croire, tandis que l'armée préparait *déjà* son retrait, aux chances de cet ancien instituteur, aux manières courtoises et à la voix douce, auteur *estimé* de poèmes en haoussa, sa *langue maternelle ?*

Et pourtant, après un an de régime civil, un nombre accru de Nigérians sont persuadés que M. Shehu Shagari était *le « meilleur choix ». Certes, cet* homme, presque timide, ne possède ni le charisme ni les dons de tribun d'un Awolowo par exemple. Mais à une époque placée sous le signe du renouveau, sa relative virginité poli*tique est son meilleur atout.* Plus qu'une « bête de pouvoir », un homme brillant mais impulsif, la fragile démocratie nigériane avait besoin, à sa tête, d'un *personnage ferme mais patient* sachant calmer un jeu politique *souvent trop passionné et en*caisser sans broncher les coups décochés par des adversaires facilement arrogants. Dans ce pays turbulent, où l'on s'enflamme pour un *rien*, M. Shehu Shagari, avec sa sagesse et sa pondération, *était* l'homme de la situation.

Il est né en mai 1925 à Shagari, petit village dont son père était le chef, dans l'Etat de Sokoto. *Il appartient à l'ethnie des Fulani* (Peuls), celle des anciens pasteurs conquérants qui soumirent naguère l'empire haoussa. L'autorité de l'émirat de Sokoto, *quoique déclinante, se fait en*core sentir aujourd'hui dans toute cette région islamisée de longue date. Le petit Shehu n'a *que cinq ans, mais fréquente* déjà l'école coranique lorsque son père meurt. Il poursuit ses études à Sokoto, à Kaduna, puis au collège de Zaria, siège *actuel de la plus prestigieuse université* du Nord. Là, il reçoit un enseignement scientifique avant de devenir en 1951 directeur d'une école primaire à Argungu, près de Sokoto. En 1953, il suit un cours de perfectionnement péda*gogique en Grande-Bretagne. On* remarque déjà son goût du dialogue et de la consultation.

Dès cette époque, M. Shehu Shagari s'intéresse à la politique. En 1949, il a *rencontré* M. Aminu Kano, un de ses futurs rivaux *à l'élection présidentielle*, trente ans plus tard. Celui-ci *l'a convaincu de rejoindre le* Congrès des peuples du Nord (N.P.C.). Le futur premier ministre, M. Abubakar Tafawa Balewa, adhérera plus tard au N.P.C. et *en prendra la tête. Pour M. Sha*gari, la percée de politiciens sans *doute plus ambitieux* que lui fut une chance car ces dirigeants nordistes — notamment Tafawa Balewa et Ahmadu Bello, le « *Sardauna* » de So*koto — seront sauvagement* assassinés lors du premier coup d'Etat de janvier 1966.

En 1954, il entre à la Chambre fédérale des représentants. Il par*ticipe à toutes les conférences* constitutionnelles précédant l'accession à l'indépendance. En 1958, il est nommé secrétaire parle*mentaire du premier ministre.* On raconte qu'il abandonna cette fonction et retourna enseigner à Sokoto parce qu'il ne pouvait supporter l'oisiveté. La même *année, il est ministre fédéral* du commerce et de l'indus*trie puis titulaire* du premier ministère du développement économique. Commence alors pour M. Shehu Shagari une carrière gouvernementale au *service du gouvernement civil*, au cours de laquelle il détiendra *des portefeuilles* très *divers :* pensions, affaires intérieures, communications, travaux publics, santé.

Après le putsch de 1966, il choisit de se retirer sur ses *terres. Là, il accomplit un re*marquable travail éducatif, présidant en deux ans à la création d'une centaine d'écoles primaires dans la région de Sokoto. En 1968, le général Gowon fait appel à lui. Il jouera un rôle-clé dans *l'entreprise de réhabilitation des* zones dévastées par la guerre civile. En 1971, il remplace M. Awolowo comme commissaire (ministre) des finances. C'est l'époque où il devient l'un des gouverneurs de la Banque mon*diale et du F.M.I. et fait notam*ment la connaissance de M. Giscard d'Estaing.

Peu avant le coup d'Etat de 1975, il quitte le gouvernement et déclinera les offres de service du *général Murtala Mohammed, nou*veau et éphémère maître du Nigéria.

Préférant pantoufler, il devient président de « Peugeot-Nigéria », poste dont il *démissionnera* en 1979. Elu à l'Assemblée consti*tuante en 1976, il participe acti*vement à la genèse de la nouvelle Loi suprême. Il est ensuite l'un des membres fondateurs du Mouvement national, le futur *parti national du Nigéria (N.P.N.).*

Lorsque le N.P.N. dut désigner un candidat à la présidence, M. Shehu Shagari n'était pas *sur les rangs. Plusieurs consi*dérations ont alors dicté le choix des dirigeants du N.P.N. en sa faveur. C'était un homme au passé irréprochable, dépourvu *d'ambition personnelle* et à qui l'on ne connaissait guère d'ennemis. Bref, un candidat de compromis par excellence. Le futur président confiera plus tard qu'il *accepta cet honneur pour ne* pas jeter son parti dans le *désarroi.*

Chacun lui reconnaît de grandes qualités morales. Homme intègre et austère, mal à l'aise dans les fastes du protocole, il a tenu à résider dans une villa de « Dodden Barracks », là où *vivaient les anciens chefs d'Etat* militaires, plutôt que d'habiter l'ancien palais du gouverneur, réservé aux hôtes de marque. Il est l'un des plus vifs pourfendeurs de la *corruption* : « *Nous devons,* assure-t-il, *apprendre au peuple à détester tout ce qui est immoral. Au Nigéria, nous ne haïssons pas assez la corruption.* » Musulman dévot, il est le contraire d'un démagogue : « *N'attendez pas de moi des miracles* », lança-t-il un jour à *ses compatriotes.* Mais il a prouvé aussi qu'il ne manquait *ni de volonté ni* d'intuition politique.

Il ne goûte pas plus les déclarations *fracassantes* que les actions précipitées. Il sait bien *que, malgré les importants pou*voirs qui lui sont dévolus dans le cadre du régime *présidentiel*, sa *marge* de manœuvre est étroite. Par tempérament autant que par *nécessité*, il *recherche* le consensus avant toute déci*sion majeure. Sa longue fami*liarité avec les problèmes du Nigéria et son excellente connaissance des rouages du nouveau système politique sont *deux atouts de taille. Autre* avantage : il est difficile à « *étiqueter* ». Homme du Nord. il n'est pas un aristocrate et ne peut pas être identifié avec l'« *establishment* » conservateur. Politicien solitaire, aucun clan *de lui doit allégeance. Pour la* première fois de son histoire, le Nigéria fait confiance à un « *homme tranquille* ». — J.-P. L.

Des origines à l'entrée dans le concert

(Suite de la page 5.)

En cinq années, entre 1804 et 1809, les Fulani et leurs alliés conquièrent Kano, Katsina et Zaria, les plus riches des Etats haoussa. Partout, jusqu'au Noupé et jusqu'à Ilorin, dans le nord du pays Yoruba, des émirs peuls remplacent les sarkin haoussa. Certains ont voulu faire de cette conquête ou « révolution » peuhl un mouvement populaire au cours duquel cultivateurs haoussa et pasteurs peul auraient voulu se libérer du pouvoir absolu de la noblesse. Mais cette théorie ne paraît pas recevable, car elle ne tient pas compte du caractère foncièrement inégalitaire de la société islamique, où chaque homme doit tenir la place qui lui a été assignée par la naissance. Repris à leur profit exclusif par les Fulani au début du dix-neuvième siècle, le système politique haoussa fait intervenir à tous les niveaux des relations de clientèle. De nos jours encore, malgré les modifications intervenues à la suite de la suppression de l'esclavage, les perspectives d'accession à un niveau social supérieur ouvertes aux *talakawa* de la base restent des plus limitées.

Dès 1809, Ousmane dan Fodio se consacre à la retraite et à la méditation et laisse la conduite des opérations militaires à son fils Mohammed Bello, qui prendra, en 1817, année de la mort de son père, les titres d'Amir al Mouminin ou de Sarkin Musulmi. Au milieu du dix-neuvième siècle, lors du passage de l'explorateur allemand Heinrich Barth, l'empire peuhl de Sokoto s'étendait sur 1 500 kilomètres d'est en ouest et sur 600 kilomètres du nord au sud. Cinquante ans plus tard, lord Lugard allait être enthousiasmé par son organisation politique et fiscale hautement élaborée, directement inspirée des modèles haoussa mis au point depuis le quatorzième siècle environ.

Les royaumes païens du Sud et la traite des esclaves

Aucune comparaison n'est possible entre les royaumes haoussa des savanes du Nord, musulmans, policés et hiérarchisés, et le système politique des Ibo, peuple forestier du Sud (1 % de la population totale) vivant à l'étroit sur des terres peu fertiles, chez lesquels la notion de chefferie héréditaire est inconnue. Les Ibo constituent, au dix-septième siècle et surtout au dix-huitième siècle, les grandes victimes de la traite négrière. D'après une estimation du capitaine Adams, trois cent soixante-dix mille esclaves Ibo, soit une moyenne de mille cinq cents par mois, ont été vendus entre 1780 et 1800 sur les marchés de Calabar et de Bonny à des négriers en grande majorité britanniques.

A l'ouest du delta du Niger, le royaume forestier de Bénin, qui avait connu son apogée au quinzième siècle, enregistre une nouvelle période de prospérité dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle. C'est l'époque où il est visité par le corsaire français Landolphe, qui fait par ailleurs deux longs séjours dans le royaume Itsekiri de Warri, dans l'ouest du delta. Remerciant le souverain de son accueil, Landolphe se voit répondre : « *Je suis noir et tu es blanc : quand tu arriveras en France, tu diras à tes armateurs que, par toute la terre, les hommes se ressemblent malgré leur couleur ; que le noir et le blanc n'apportent aucune différence dans les sentiments d'humanité et que les secours mutuels sont une loi de la nature.* »

Landolphe emmène en France le prince héritier Boudakan et lui fait donner des leçons de danse, de musique, de français, d'écriture. Le 9 décembre 1784, Moreau de Saint-Méry, un des grands spécialistes des problèmes coloniaux, présente Landolphe et Boudakan lors d'une communication officielle lue à l'assemblée publique du Musée de Paris, le 9 décembre 1784, sous le titre : *Observations sur le royaume de Ouaire à la Côte de l'Or* (sic) *en Afrique*.

Landolphe va faire alors un séjour de six ans (1786-1792). Il emmène le naturaliste Palissot de Beauvoix (6) qui, à trente ans, vient d'être nommé membre correspondant de l'Institut. D'un séjour de deux ans (1786-1788) il rapportera un riche herbier qui aboutira à la publication du premier inventaire botanique de cette région, *la Flore d'Oware et Bénin en Afrique*, publiée entre 1810 et 1821.

Le 12 juin 1825, à la veille de sa mort, Landolphe lit dans le *Journal des Débats* que « *deux voyageurs anglais, Durham et Clapperton, avaient découvert le cours du Nil des nègres qui, après un long parcours, venait se jeter dans la rivière Formose ou du Bénin* ». Il écrit au ministre de la marine pour rappeler les traités passés et la cession à perpétuité faite à la France en 1788 de l'île de Borodo à l'embouchure de la rivière du Bénin... Un mois plus tard, Landolphe était mort, et il n'y eut aucune réponse.

Les Mémoires de Landolphe constituent une source précieuse d'informations sur le pays et les hommes du delta du Niger (7). Au début du dix-neuvième siècle, la traite des esclaves a permis dans les villes côtières de Calabar, Brass, Bonny et Lagos la constitution d'une bourgeoisie noire et métisse de commerçants (négriers) qui va jouer un rôle important dans l'implantation coloniale anglaise.

L'interdiction du trafic des esclaves, décidée par le gouvernement britannique en 1807, puis par l'ensemble des puissances en 1815, entraîne la fréquentation de cette zone par les bâtiments surtout anglais et français.

Les marins français sont très actifs, et des traités sont signés par Fleuriot de Langle, commandant *la Malouine* (8), avec le roi Pepel de Bonny (4 octobre 1841), avec le roi Eyamba d'Old Calabar, par Laps, commandant le brick *la Vigie* (30 août 1842).

Un consul anglais particulièrement dynamique, John Beecroft, installé à Fernando-Poo, persuade le gouvernement britannique d'intervenir à Lagos où l'*Oba* (chef), Kosoko, favorise le trafic des esclaves.

Akitoye, l'oncle du souverain, qui a été évincé en 1845, remonte sur le trône, grâce à l'aide anglaise (1851). Le consul de Sa Majesté installé à Lagos fait décider l'occupation définitive (1861). Le commerce légitime de l'huile de palme a remplacé le trafic des esclaves. Plusieurs dizaines de comptoirs britanniques sont installés sur cette côte et exportent sur Liverpool. En 1856, le chiffre des exportations atteint 20 000 tonnes pour Lagos et 25 000 tonnes pour Bonny, Calabar et Brass.

L'exploration : Clapperton et les frères Lander

L'expansion commerciale va de pair avec l'effort missionnaire et l'exploration scientifique. Clapperton qui, avec Oudney et Denham, a exploré le nord de l'actuel Nigéria (9), de 1821 à 1825, à partir de Tripoli, parvient à Sokoto par la côte : Abeokuta, Old Oyo, Boussa, Zaria, Kano, Sokoto. Clapperton, qui meurt à Sokoto, est le premier Européen qui soit parvenu au même point de l'Afrique intérieure en partant successivement de la Méditerranée et du golfe de Bénin. Son domestique, Richard Lander, rapporte ses notes (10) à Badagry (1828), puis, accompagné de son frère, remonte jusqu'à Boussa et descend le Niger jusqu'à Brass (1830).

McGregor Laird, qui dirige l'African Inland Commercial Company, vient installer un comptoir au confluent Niger-Bénoué en 1832-1833, après une désastreuse expédition.

En 1841, la Société pour l'extinction de la traite des esclaves et la civilisation de l'Afrique organise une expédition qui remonte le Niger avec trois bateaux sous la conduite des missionnaires Schön et Samuel Crowther, qui est d'origine yoruba. La baisse des eaux ne leur permet pas d'atteindre le Noupé. Mais l'expédition s'achève en hécatombe. Au retour à Fernando-Poo, on compte quarante et un morts.

Plusieurs centaines d'esclaves libérés ont quitté Freetown, où ils avaient été christianisés, et sont revenus en pays Yoruba. Ils vont aider l'effort d'évangélisation, notamment les méthodistes grâce à Thomas Birch Freeman, un mulâtre qui a planté les premiers jalons missionnaires en Gold-Coast, au Dahomey et au Nigéria.

La C.M.S. (Church Missionary Society) fonde avec Townsend et Crowther la première mission anglicane à Abeokuta (1846). C'est à cause de la mortalité chez les pasteurs européens que Crowther est nommé évêque (1864). Il réalise un travail considérable au point de vue de la formation des premiers catéchistes. En 1859, à Abeokuta, sort le premier journal en langue yoruba *Iwé Irohin*.

En 1862, les Pères français des Missions africaines de Lyon viennent en reconnaissance du Dahomey voisin, et en 1868 les RR. PP. Bouche et Courdioux installent la première mission catholique à Lagos. C'est du Gabon, par contre, que viennent les spiritains français qui évangélisent les Ibo. En 1895, le père Joseph Lutz, premier préfet apostolique, puis Mgr Lejeune (surnommé Gaboun par les Ibo), lancent une vigoureuse action scolaire qui, faute de grammaire ibo, s'effectue directement en anglais. Après sa mort (1905), l'action est poursuivie par un Irlandais, Mgr Shanahan. En quelques décennies, les Ibo rattraperont leur retard scolaire sur les Yoruba.

Le développement du commerce de l'huile de palme, à la suite de l'invention en 1840 du procédé de fabrication du savon à partir des graisses végétales, entraîne souvent des litiges, d'où la mise en place de *Courts of Equity* à Calabar, Bonny, Brass, Degema. Ces juridictions, composées des plus notables commerçants, sont presque toutes à majorité britannique.

Des commerçants français, Edouard Viard et le comte de Semallé, sont très actifs dans cette région où ils installent trente et une factoreries face aux trente-deux de la Royal Niger Company. Mais la mort du comte de Semallé (1884) permet à Goldie d'acquérir l'ensemble des installations commerciales françaises.

A la suite de la Conférence de Berlin (1884-1885), qui exige dans tout territoire occupé « *une autorité suffisante pour y faire respecter les droits acquis et éventuellement la liberté du commerce et du transit* », le gouvernement anglais institue, le 5 juin 1885, le protectorat des Oil Rivers comprenant le protectorat de Lagos, les territoires des deux rives du Niger, « *de son confluent avec le Benoué jusqu'à la mer* ».

En 1887, une charte royale fait de Goldie un véritable proconsul à la tête de la Royal Niger Company, dont le siège est à Araba sur le Niger. Le pays Yoruba devenu protectorat britannique (1888), la frontière est tracée du côté du Dahomey. Six ans plus tard, la fin des deux campagnes du général Dodds contre Béhanzin (1892 et 1894) permet aux éléments français d'arriver les premiers dans le Nord par les explorations du commandant Toutée et la construction du fort d'Arenberg à Badjibo. Ainsi des droits français sont affirmés sur la rive droite du Niger (de Say à Boussa) et sur la ligne Boussa-Kayoma, Kissi. Mais cette implantation française se trouve balayée par les accords franco-britanniques du 14 juin 1898. Les postes français de Boussa, Ibo et Kayoma sont évacués. Cependant Goldie, en 1897, avait pris Kaba, Bida et Ilorin. La même année 1897, le massacre de la mission Philipps (sept Européens et deux cents Africains) entraîne une expédition de représailles à Benin-City et le pillage des

(5) John Adams, *Remarks on the Country extending from Cape Palmas to the river Congo during ten voyages between 1786 and 1800*, Londres, 1823.

(6) Henri Steblé, Ambroise-Marie Palissot de Beauvoix (1755-1820) dans *Hommes et Destins*, Académie des sciences d'outre-mer, 15, rue La Pérouse, 75116 Paris, tome II, Paris, 1977, pages, 568-572.

(7) J.-S. Quesné, *Mémoires du capitaine Landolphe*, contenant l'histoire de ses voyages pendant trente-six ans (1767-1803) aux côtes d'Afrique et aux deux Amériques, Paris, 1823, deux volumes.

(8) George E. Brooks, A Note on French Influence in the Oil Rivers in the 1840's and 1860's dans *Journal of the Historical Society of Nigeria*, vol. III, n° 2, Lagos, décembre 1965, p. 421-430.

(9) Denham et Clapperton, traduction Eyriès et Larenaudière, *Voyages et découvertes dans le Nord et les parties centrales de l'Afrique*, Paris, 1826.

(10) Hugh Clapperton, *Journal of a second expedition into the interior of Africa from the Bight of Benin to Soccatoo*, Londres, 1829. R. L. Lander, *Records of Captain Clapperton's last expedition in Africa... with subsequent adventures of the author*, Londres, 1830.

(11) Richard et John Lander, *Journal of an expedition to explore the course and termination of the Niger*, Londres, 1832.

a fédération

conc...

du Nigéria

des nations

bronzes (qui révéla l'existence d'un art *exceptionnel*).

En 1899, la charte de Goldie est révoquée et la Royal Niger Company rachetée pour 855 000 livres. Compensation morale : on offre à Goldie d'*appeler Goldesia cette nouvelle* possession anglaise. Mais Goldie refuse et le pays reçoit le nom de Nigéria proposé par la journaliste Flora Shaw (future lady Lugard) *dans un article du Times* du 8 janvier 1897.

Lord Lugard et le système d'administration indirecte

Nommé haut commissaire dans le *Nigéria septentrional*, Lugard, malgré son peu de moyens, réussit à *vaincre les oppositions à Kano et* Sokoto (1903) puis le Bornou (1905). Manquant de cadres, Lugard met en œuvre une administration indirecte *(Indirect Rule)* qui a déjà fait *ses preuves dans* certaines régions de l'Inde (où est né Lugard) dans les protectorats français d'Indochine et en Ouganda, où Lugard vient d'exercer une action décisive en faveur de *l'Angleterre. Il* attacha son nom à ce type d'administration.

Lugard *revient en 1912,* avec le double titre de gouverneur du Nord *et du Sud.* Dès son arrivée, l'attitude revendicative des évolués de Lagos qu'il appelle *trousered Blacks* (Noirs empantalonnés) et une presse *(Lagos Standard, Nigerian Chronicle, Nigerian Times)* volontiers contestataire irrite Lugard qui veut préserver la masse rurale illettrée et « *bien pensante* » *de* « *l'influence nocive* » des originaires du Sud.

Lugard s'oppose aux suggestions *du gouverneur Temple et à celles* du journaliste franco-britannique Edmond Morel proposant de diviser le Nord en trois ou quatre circonscriptions administratives. Lugard interdit les missions chrétiennes sauf dans la *Middle Belt.* L'ensei*gnement étant pour* l'essentiel entre les mains des missions chrétiennes, le Nord prend alors *un important* retard dans ce *domaine* (20 000 élèves du primaire dans le Nord en 1937 *contre* 200 000 dans le Sud, et 65 élèves du secondaire contre plus de 4 000 dans *le Sud*, soit soixante-cinq fois moins). Par ailleurs, le haoussa est la langue officielle du *Nord alors que l'anglais* est celle du Sud. Cette sous-scolarisation va entraîner l'immigration de *milliers de* « *sudistes* » commis et artisans pour encadrer le Nord à mesure des *besoins des chemins* de fer, du commerce, de l'administration, etc.

Eveil du nationalisme nigérian

Les forces militaires du Nigéria participent aux côtés des troupes françaises à la conquête du Came*roun (1914-1916). Le premier* conflit mondial entraîne un prodigieux essor économique et social. Port-Harcourt, créé de toutes pièces pour évacuer le charbon d'Enugu découvert *en 1911, fonctionne* depuis 1913. L'exploitation des mines d'étain de Jos relié à la voie ferrée Kano-Lagos est accéléré.

Au lendemain de la guerre, les cours de l'huile de palme, du cacao, de l'arachide grimpent *jusqu'à la* crise de 1929. Cet essor économique et social est surtout sensible dans le Sud, où *la bourgeoisie* africaine se renforce de nombreux *clercks* commis recrutés pour le commerce et l'administration.

Cet enseignement accroît l'effectif d'*une bourgeoisie intellectuelle* qui ressent une frustration d'autant plus vive que sa position sociale est en régression par rapport au dix-neuvième siècle. Les conditions *sanitaires faisaient* alors *de cette* région le « *tombeau de l'homme blanc* », d'où l'utilisation de noirs et mulâtres. Depuis le début du siècle, ces évolués ne pouvaient *accéder qu'à des emplois subalternes.*

A ces blocages, les Nigérians ont déjà *répondu par* la *création d'églises africaines* indépendantes. Mais dès 1908 des étudiants nigérians ont fondé à Londres l'*Union of African People* dans la mouvance des idées panafricaines. La représentation des Africains au sein du *Conseil législatif leur est accordée* en 1923 (quatre Africains élus tous les cinq ans, un de Calabar et trois de Lagos).

Samuel Macaulay, petit-fils de l'évêque Crowther, fonde en 1923 le N.N.D.E. *(Nigerian National Demo*cratic Party) et le Lagos Daily News, dont l'activité est limitée à la capitale mais qui marque l'éveil d'un nationalisme structuré. En 1936, un *nouveau parti,* le Nigerian Youth Movement, proclame la nécessité de « *créer une nation unifiée à partir du conglomérat de peuples qui habitent le Nigéria* ». L'année suivante, un Ibo qui a fait ses études aux Etats-Unis, Namdi Azikiwé dit «*Zik*», publie *Renascent Africa,* un des premiers livres évoquant le passé *glorieux de l'Afrique, adhère au* nouveau pacte et lui apporte le soutien de son journal, le *West African Pilot,* et celui de nombreux Ibo.

Le pays Ibo, qui avait en 1905 un demi-siècle de retard sur le pays Yoruba, comble rapidement son han*dicap. Il a résisté au système d'Indirect Rule* en refusant l'autorité de *Warrant Chiefs* mis en place par l'administration britannique. L'un de ces *Warrant Chiefs* procédant à un *recensement complet (y compris* femmes et enfants) de la région d'Oloko près d'Aba suscite l'inquiétude des femmes en raison de l'imposition qui avait suivi le recensement des hommes en 1926. La révolte des femmes s'étend à *Owerri, puis à Opobo (en pays Ibibio)* et à Calabar. Le 17 décembre 1929, la police ouvre le feu à Aba Les trente-deux morts de cette journée constituent le seul « *incident* » sanglant *de l'entre-deux-guerres.*

Aux *prétentions yoruba, Zik ré*pond avec violence dans une série d'articles parus en 1948, dans le *West African Pilot.* Les phrases sur une sorte de « *mission divine* » don*née aux Ibo inquiètent certains nor*distes et notamment Sir Abubakar Tafawa Balewa, l'un des quatre nordistes envoyés achever ses études en 1945 en Angleterre.

Les tensions entre le Nord et le Sud

La constitution Richards de 1945 a donné une majorité africaine au Legislative Council (purement consul*tatif) et a installé dans chaque région* une House of Assembly, dont la majorité africaine est élue par les Na*tives authorities.* Cette constitution étant violemment contestée par Azikiwe, *le* gouvernement travailliste nomme Sir John Mac Pherson gouverneur de Nigéria (1948). Celui-ci reçoit des sortes de cahiers de do*léances (1949) et réunit la* « *table ronde* » d'Ibadan (9-28 janvier 1950). La Constitution MacPherson, promul*guée* le 22 juin 1951, maintient les trois réponses qui disposent chacune d'une *House of Assembly, alors que* la Chambre des représentants (remplaçant le Conseil législatif) a une majorité africaine où le Nord dispose de la *moitié des sièges et un conseil des ministres (remplaçant* le conseil exécutif) à majorité africaine et présidé par le gouverneur.

Mais la tension entre le Nord et le Sud va croissant depuis la formation en 1949 du N.P.C. (Northern People's Congress) qui s'oppose à l'action Group d'Awolowo et au N.C.N.C. *(National Convention of* Nigeria and the Cameroons) d'Azikiwe. Les populations du Nord supportent mal cette « colonisation » de cadres sudistes et, le 15 mai *1953, la population sudiste* de Kano, à majorité Ibo, est attaquée par les musulmans. Quatre jours d'émeutes aboutissent au chiffre de trente-six tués et deux cent soixante-dix-*sept blessés.*

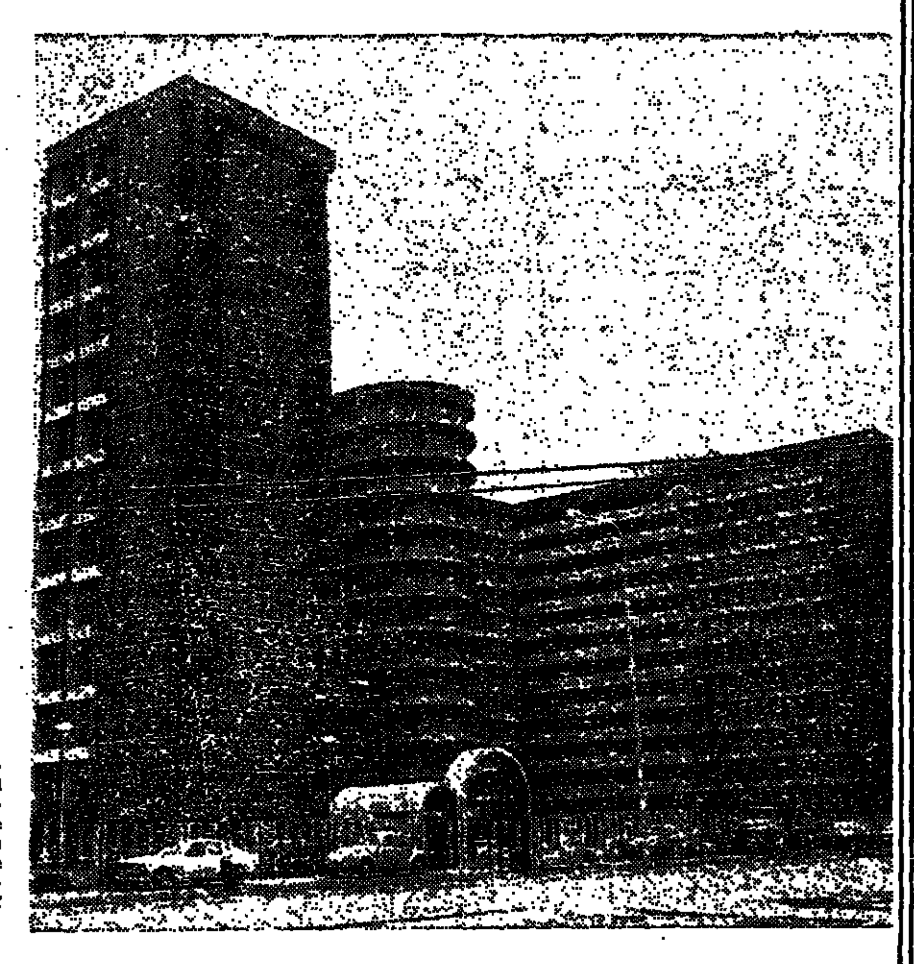
Devant la gravité de ces événements, le 21 mai 1953, le secrétaire d'Etat *aux Colonies organise* une conférence à Londres pour réviser la Constitution. C'est la Consti*tution Lyttleton créant une fédéra*tion de trois Etats, dotés chacun d'une large autonomie. Cette Cons*titution entérine* l'échec des formules unitaires. La date de l'indépendance est maintenant au cœur des débats. Le *Sardauna* de Sokoto. *annonce en 1957 que le Nord accep*tera l'autonomie en 1959. Il s'oppose aux revendications des peuples de la *Middle Belt* dont l'expression politique U.M.B.C. (United Middle Belt *Congress) demande la création* d'un Etat de la *Middle Belt.* Le Nord *qui* est en position d'arbitre dans les affaires fédérales tient à *conserver ses limites, gage de sa* prépondérance.

Aux élections de 1959, le N.P.C. (Northern People Congress) obtient cent quarante-trois sièges, le *N.C.N.C. allié au N.E.P.U. (part* d'opposition au W.P.C. dans le Sud) quatre-vingt-neuf sièges, l'Action Group d'Awolowo soixante-treize sièges. Les Ibo du N.C.N.C., au lieu *de s'allier à l'Action Group Yoruba* pour former un bloc sudiste, trouvent plus habile de s'allier au N.P.C. Abubakar Tafawa Balawa devient premier ministre fédéral. Azikiwe, *président du Sénat,* sera nommé au lendemain de l'indépendance *gouverneur général.*

A la veille de l'indépendance, la situation économique est considé*rée comme excellente.* Le revenu global est passé de 14 millions de livres en 1947 à *51 millions* de livres en 1953 et 81 millions de livres en 1958.

Depuis 1945, les Anglais peuvent être satisfaits dans l'ensemble. Les Constitutions successives, à tendan*ces unitaires, puis fédérales, ont* amené le pays à la date de l'indépendance dans *la* prospérité Mais en fait, on a colmaté les brèches Les problèmes ethno-politiques *et socio-politiques demeurent qui* vont en effet apparaître au grand jour très vite après le départ des Britanniques.

ROBERT CORNEVIN.



L'immeuble du secrétariat fédéral situé à Ikoyi, quartier résidentiel de Lagos, regroupe une importante partie des services communs aux dix-neuf Etats fédérés.



Les politiciens constituent la cible favorite des nouveaux romanciers nigérians

par JACQUES CHEVRIER (*)

DANS son premier roman, *The Interpreters*, publié en 1965, Wole Soyinka, qui met en scène un groupe d'intellectuels, tente de saisir la réalité politique et sociale de son pays à travers l'image que s'en font cinq jeunes gens en colère. L'un d'entre eux, le peintre Kola, a même entrepris de brosser une vaste fresque dans laquelle il cherche à intégrer aussi bien des éléments du panthéon yoruba que des mythologies occidentales les plus contemporaines. L'entreprise peut paraître démesurée, mais dans son projet elle n'en reflète pas moins l'ambition, commune à tous les romanciers nigérians, de rendre compte et de porter témoignage sur une des sociétés les plus fascinantes de l'Afrique de l'Ouest.

Pourtant, au seuil des années 50, rien ne laissait prévoir le prodigieux essor d'une littérature qui se place désormais, par la quantité, au troisième rang du continent africain, juste derrière l'Afrique du Sud et l'Egypte, et dans laquelle la production romanesque se taille la part du lion. Lorsque, en 1957, quelques intellectuels, étudiants et professeurs de l'université d'Ibadan, décidèrent en effet de créer la revue *Black Orpheus* (dont le titre lui-même est un écho et un hommage au retentissant texte de Jean-Paul Sartre, *Orphée noir*, paru en préface à l'anthologie de Léopold Senghor, en 1948), les premières livraisons furent surtout consacrées à faire connaître au public lettré anglophone des traductions des auteurs africains francophones qui, tels Ferdinand Oyono ou Camara Laye, avaient attiré l'attention de la critique occidentale.

Mais, quelques années plus tard, le courant allait se renverser et laisser place à un extraordinaire déferlement romanesque, qui a trouvé son meilleur moyen de diffusion dans la célèbre collection des *African Writers Series* qu'inaugure en 1958 le premier roman de Chinua Achebe, *Things fall apart*, et qui regroupe à elle seule près des deux tiers des écrivains nigérians.

C'est Cyprian Ekwensi qui devait donner le coup d'envoi, avec son roman *People of the City* (1954), bientôt suivi par *Jagua Nana* (1961), *Burning Grass* (1962), *Beautiful Feathers* (1963), *Iska* (1966), tandis que Timothy M. Aluko publiait successivement *One Man, One Wife* (1959), *One Man, One Matchet* 1964), *Kinsman and Foreman* (1966), *Chief, The Honourable Minister* (1970). A défaut d'une liste exhaustive, évidemment impossible dans le cadre de cet article, il faut également citer *The Voice* (1964) de Gabriel Okara, *Efuru* (1966) de Flora Nwapa, *Great Ponds* (1969) d'Amadi... sans omettre, bien entendu, la série des grands romans d'Achebe, *No longer at ease* (1960), *Arrow of God* (1964) et, enfin, *A Man of the People* en 1966. Mais naturellement, le roman nigérian ne se résume pas aux œuvres des pères fondateurs, aujourd'hui relayés par une pléiade de jeunes talents dont la vision du monde, parfois délibérément cynique, témoigne des plus récents bouleversements d'un pays qui, après avoir connu les affres de la guerre civile, est aujourd'hui confronté à la fièvre de l'or noir.

C'est dire que le romancier nigérian n'entend pas se retrancher dans sa tour d'ivoire, mais que, bien au contraire, il est un acteur parfois directement impliqué dans les luttes les plus concrètes de son époque. C'est ainsi que Chinua Achebe et Gabriel Okara ont occupé d'importantes fonctions dans les structures politiques issues de la sécession, au moment de la guerre du Biafra, tandis que, de son côté, Wole Soyinka a été emprisonné pendant deux ans pour avoir entretenu des rapports avec l'opposition (dans le même temps, le poète Christopher Okigbo était tué au front). Par son engagement, le romancier s'efforce donc de donner de la réalité contemporaine l'image la plus complète, englobant à la fois le passé, le présent et l'avenir, et, par là même, son entreprise peut être à juste titre considérée comme une « réflexion sur l'histoire », selon l'expression de Gerald Moore (1).

Coincés entre deux systèmes de valeurs

A la différence de certains auteurs francophones, fortement imprégnés par l'idéologie de la négritude, les romanciers nigérians idéalisent rarement le passé et nous en proposent une lecture sans complaisance, comme c'est le cas d'Achebe dans *Things fall apart*. Toutefois, ce passé continue à peser d'un poids parfois très lourd dans le destin des nouvelles générations, et plusieurs romans sont construits autour du conflit qui oppose anciens et modernes.

Obi, le héros de *No longer at ease*, qui a pu effectuer des études supérieures en Grande-Bretagne grâce à une contribution rassemblée par les membres du clan, en fait la douloureuse expérience lorsque à son retour il prétend épouser une jeune fille dont il a fait la connaissance sur le bateau qui le ramenait d'Europe. Clara appartient en effet à la classe des Osu, et, à ce titre, elle est considérée comme un paria par la famille du héros, qui entend bien rappeler à ce dernier la dette dont il est redevable à son égard, et s'oppose au mariage.

Le mariage constitue d'ailleurs pour beaucoup d'auteurs un sujet de prédilection, permettant le plus souvent de dénoncer la persistance de coutumes ou de pratiques occultes dont la transgression est toujours considérée comme dangereuse. Ainsi l'héroïne de *The Bride Price* (1976), de B. Emecheta, mourra en couches pour avoir défié la coutume en épousant un homme de caste. Même lorsque les interdits sociaux se manifestent de manière moins tragique, ils sont encore suffisamment puissants pour entraver l'initiative des personnages et leur créer de graves problèmes, comme on le voit par exemple dans le roman de T.E. Aluko, *Kinsman and Foreman*, dont le héros, Titus Oti, répugne à « couvrir » les malversations d'un de ses subordonnés qui est aussi son cousin...

Pour beaucoup de romanciers, le retour au pays natal de ceux qu'on appelle les « *been's to* » (les revenants) se traduit donc par un sentiment de profond malaise qui en fait des « hommes de deux mondes » (2), coincés entre deux systèmes de valeurs et bien souvent incapables de se déclarer en faveur de l'un ou de l'autre.

Il ne faudrait pourtant pas en déduire que les anciens gardent toujours le beau rôle, car bien des œuvres contemporaines s'attachent à tracer des détenteurs du pouvoir traditionnel un portrait peu flatté. Si Okonkwo et Ezeulu, héros respectifs de *Things fall apart* et *Arrow of God*, conservent dans l'adversité une dignité qui force l'estime, il s'en faut de beaucoup que la même observation soit valable pour les personnages de chefs traditionnels que mettent en scène T. Aluko, Gabriel Okara ou C. Ekwensi. Que ce soit dans *One Man, one Matchet* ou dans *The Voice*, ces personnages font de plus en plus souvent figure de parasites, à moins qu'ils ne soient manipulés par d'habiles aigrefins prêts à en tirer le parti maximum.

Hostiles à toute transformation qui serait de nature à porter atteinte à leur pouvoir ou à leurs prébendes, ils ont perdu le charisme que leur conférait naguère une autorité spirituelle aujourd'hui bien décadente, et d'acteurs ils sont devenus de simples figurants, de vieilles idoles qu'on encense par habitude.

C'est que le pouvoir a changé de main, et qu'il est désormais détenu par la caste des politiciens, dont les romanciers font leur cible favorite. A cet égard, Nanga, le héros de *A Man of the People*, constitue certainement l'un des personnages les plus représentatifs de cette nouvelle classe d'individus sans scrupules qui ont su exploiter les soubresauts de l'histoire pour en tirer d'appréciables avantages. Député et ministre de la culture, Nanga est en réalité parfaitement incompétent (il ignore jusqu'à l'existence d'une littérature nationale et fait volontiers preuve d'anti-intellectualisme), mais, grâce à ses relations et à son talent d'orateur, il réussit à subjuguer la foule de ses électeurs. A travers le combat politique qui l'oppose à Odili, son ancien élève, Achebe dénonce donc la double imposture d'un personnage qui, sous couvert de slogans nationalistes, défend en réalité des intérêts strictement locaux, et dont les protestations populistes ne sont que pure démagogie.

Le petit monde des politiciens est également décrit avec férocité dans le roman de T. Aluko, *Chief, The Honourable Minister* et dans *The Interpreters*, de Soyinka, qui montrent à l'envi l'attachement ostentatoire des dignitaires du nouveau régime pour les villas, les limousines et les belles femmes qui sont l'accompagnement obligatoire du style *high life*, si prisé de la classe dirigeante nigériane.

Mais ce monde du luxe est aussi, quand il le faut, celui de la violence. Les campagnes électorales qui forment en partie le thème de *A Man of the People*, *Jagua Nana* ou *Chief, The Honourable Minister*, suscitent chaque fois un regain de cette violence des mœurs, qui se traduit soit par une corruption effrénée, soit par le truquage électoral (Aluko dénonce par exemple l'« allaitement » des urnes par des matrones aux poitrines exagérément rebondies), soit, enfin, quand il n'y a pas d'autre solution, par la violence physique. Tous les romans que nous avons cités sont en effet traversés par les figures patibulaires d'hommes de main qui, moyennant finances, n'hésitent pas à expédier leurs adversaires politiques *ad patres*, et dont le « Major » Etuk, dans *Justice on Trial* (1973), du romancier T. U. Nwala, constitue certainement la figure à la fois la plus représentative et la plus inquiétante.

Partagés entre le cynisme et l'utopie

Face à cette confiscation du pouvoir par la classe militaro-politique, les intellectuels que mettent en scène les romans nigérians semblent partagés entre le cynisme et la fuite dans l'utopie. Les cinq intellectuels que Soyinka rassemble dans un bar de Lagos, au début des *Interpreters*, décrivent les turpitudes d'une société pour laquelle ils n'ont que mépris, et l'un d'entre eux résume sans doute leurs impressions lorsqu'il compare la puanteur de la lagune à l'« odeur du nouvel ordre ».

Achebe, pour sa part, s'attache dans *A Man of the People* à tourner en dérision les prétentions et l'enflure des parvenus que côtoie Odili durant son séjour dans la capitale, mais son héros lui-même n'est pas épargné par la verve du romancier, dans la mesure où il n'est pas insensible à la fascination du pouvoir et où, d'autre part, son engagement politique contre le chef Nanga, qui a séduit sa petite amie, ressemble fort à une manifestation de dépit amoureux. Confronté à un pouvoir dont il est proche tout en le contestant, l'intellectuel nigérian donne donc souvent l'impression d'être prisonnier d'une situation sans issue.

A moins que, tournant le dos au présent, il préfère reconstruire une maquette du futur plus conforme à ses rêves, comme Okolo, le héros de *The Voice*, dont toute l'existence malheureuse traduit l'aspiration à un monde meilleur. Ce désir, déjà manifesté dans *The Interpreters*, atteint une dimension délibérément utopique dans *A Season of Anomy* (1973), le dernier roman de Soyinka, dont les protagonistes ont créé, quelque part dans la forêt, une communauté d'hommes en marge que réunit le désir de fonder une nouvelle tribu qui aurait pour dénominateur commun non plus la race ou l'appartenance sociale, mais la volonté partagée de créer un homme nouveau. Utopie qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler la sécession du Biafra, dans laquelle beaucoup ont voulu voir une deuxième chance après les désillusions de l'indépendance.

Si la quête d'improbables paradis constitue pour certains la seule échappatoire possible, d'autres personnages du roman nigérian trouvent par contre dans la réalité présente des satisfactions autrement tangibles. Il semble, en effet, que les époques troublées, marquées par de profondes mutations sociales et économiques, comme c'est actuellement le cas au Nigéria, fournissent un terreau de choix à toute une faune de déclassés, de marginaux et de crapules dont plusieurs romans contemporains nous donnent une image saisissante.

Jagua Nana, la prostituée vieillissante évoluant dans le décor frelaté du Tropicana, en est un bon exemple, encore que ce personnage ait su garder dans sa déchéance une lucidité, une ironie et même une certaine loyauté qui nous la rendent plutôt sympathique. Par contre, avec les œuvres plus récentes de Nwala, *Justice on Trial*, et de Nkem Nwankwo, *My Mercedes is bigger than yours* (1975), nous basculons dans un monde qui n'est pas sans rappeler l'univers des grands romans picaresques espagnols, *Lazarillo de Tormès* ou *Guzman d'Alfarache*, dans la mesure où plus rien ne subsiste des valeurs fondamentales constitutives de toute société. La violence, la corruption, l'appétit de jouissance et la recherche effrénée du lucre les ont remplacées, ouvrant ainsi la voie aux pires exactions.

Une inquiétante collusion avec les affairistes

Le procès du « Major » Etuk révèle en effet au public l'inquiétante collusion qui règne entre politiciens, gangsters et milieux d'affaires, tous conjurés dans un même projet d'escroquerie à grande échelle, tandis que les mésaventures tragi-comiques d'Onuma, l'anti-héros de *My Mercedes is bigger than yours*, jettent une lueur violente sur l'enfer que sont devenues certaines métropoles du Nigéria. Onuma, dont le prestige (en dépit du titre du roman) repose essentiellement sur la possession d'une superbe Jaguar, effectue en effet une sorte de quête à rebours dans les bas-fonds nauséabonds de Lagos, pour la description desquels il retrouve les mêmes métaphores scatologiques que Soyinka dans *The Interpreters*.

Mais l'univers traditionnel n'échappe pas davantage au processus de décomposition évoqué ici, et la route qu'emprunte le personnage, pour se rendre dans son village natal, offre le spectacle hallucinant de véhicules aux carcasses calcinées, dont les tôles broyées retiennent parfois encore quelque cadavre déchiqueté...

Ce trop rapide panorama du roman nigérian serait toutefois incomplet s'il ne mentionnait, à côté des œuvres répertoriées ici, et dont la plus grande partie s'adressent à l'intelligentsia, l'existence d'une importante littérature en langue yoruba qui a trouvé son chef-d'œuvre avec le roman de Daniel Fagunwa, *Tfe Forest of a Thousand Daemons*, d'ailleurs récemment traduit en anglais par les soins de Wole Soyinka. Enfin, indépendamment du « cas » Tutuola, dont *l'Ivrogne dans la brousse*, longtemps traité par le mépris parce qu'il était écrit dans un anglais de planton, est aujourd'hui considéré comme un chef-d'œuvre, il existe une importante littérature populaire, rédigée dans un mélange d'anglais standard et de pidgin, dite « littérature du marché d'Onitsha », du nom de son principal lieu de production.

Cette littérature dont le contenu oscille entre le sentimentalisme, l'épopée volontiers moralisante ou le franc picaresque, rassemble sous forme de fascicules bon marché des œuvres aux titres parfois alléchants (*Caroline, la fille à 1 000 francs*, *Comment plaire aux femmes et conquérir leur amour...*) et elle constitue certainement à l'heure actuelle l'un des signes les plus manifestes de la vitalité et de l'audience du roman nigérian.

(*) Maître-assistant de littérature comparée à l'université Paris-XII, Val-de-Marne, auteur de *Littérature nègre* (éditions A. Colin, Paris, 3e édition, 1979.)

(1) *The chosen tongue: english writing in the Tropical World*, London, 1969. Cité par Virginia Coulon dans sa thèse *Les types sociaux dans le roman nigérian anglophone* (Bordeaux-III, 1979), travail auquel nous sommes largement redevable.

(2) Selon l'expression d'Albert Gérard.

LE TREMBLEMENT DE TERRE EN ALGÉRIE

La France envoie des géophysiciens et des secours d'urgence

A la demande des autorités algériennes, *une mission de spécialistes français* se rendra en Algérie dans les prochaines vingt-quatre heures, pour étudier le séisme dans la région d'El Asnam. Elle comprendra trois spécialistes de l'Institut de physique du globe de Paris, et deux du laboratoire de sismologie de Grenoble.

Son responsable, M. Armando *Cisternas*, estime que « *selon toute vraisemblance, les répliques au très important tremblement de terre qui a eu lieu vendredi vont se dérouler pendant une longue période, c'est-à-dire que l'on peut s'attendre à d'autres secousses* ».

Le travail de la mission va sans *doute durer plusieurs semaines* ou plusieurs mois pour installer des appareils de mesure dans la région épicentrale, tout autour du foyer du séisme et le long de la faille qui traverse la région touchée.

L'aide internationale a commencé de s'organiser dès vendredi en fin de soirée pour acheminer du matériel de secours et des équipes médicales vers les régions sinistrées. Ainsi, une équipe de quarante sapeurs-pompiers français a quitté Paris ce samedi à destination d'Alger avec le matériel nécessaire pour participer aux opérations de secours.

Médecins du monde et Hôpital sans frontières ont annoncé vendredi soir qu'ils vont « *envoyer une équipe de médecins et le matériel complet immédiatement nécessaire* ».

Dès ce samedi matin, un avion spécial devait décoller du Bourget pour Alger avec à son bord un chirurgien, trois anesthésistes, une infirmière et tout un matériel de réanimation. Cette équipe est formée par Médecins sans frontières et par le SAMU du Val-de-Marne. Une seconde équipe, plus importante, devait partir dans l'après-midi.

D'autre part, des organismes internationaux ont offert leur aide : le Bureau suisse pour l'aide aux victimes des catastrophes à l'étranger, la *Croix-Rouge* helvétique et le Croissant rouge tunisien.

EN ALGÉRIE, DÉJA...

1790. — Destruction d'Oran.

12 FEVRIER 1946. — 264 morts dans les monts du Hodna.

9 SEPTEMBRE 1954. — Destruction d'El Asnam (alors Orléansville) ; 1 243 morts, 20 000 habitations détruites, dégâts sur la voie ferrée Oran-Alger et sur le barrage de Ponteba. Plusieurs câbles sous-marins coupés.

21 FEVRIER 1960. — Séisme dans le djebel Choukott, un des chaînons méridionaux de l'Atlas tellien ; 47 morts et 88 blessés au village de Melouza et au douar Meni-Ilman. Ce séisme touchait une région épargnée jusqu'alors, comme devait le faire quelques jours plus tard la catastrophe d'Agadir, au Maroc, qui fit de 12 000 à 15 000 morts.

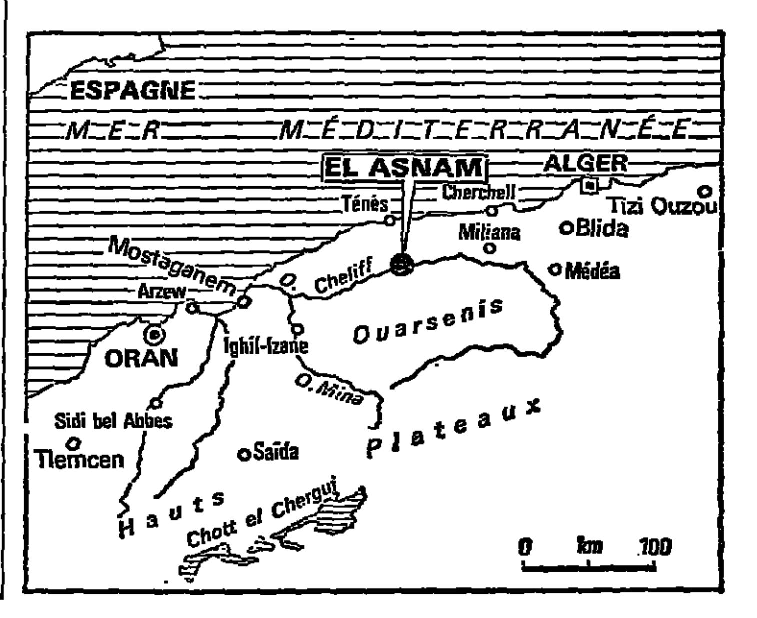
4 SEPTEMBRE 1963. — Dégâts à Bir-Hamada et à Beghala, près de de Sétif. Un mort et une centaine de blessés.

13 JUILLET 1965. — 10 morts et 15 blessés à M'Khalif, en Algérie occidentale.

24 NOVEMBRE 1973. — 4 morts à Bordj-Bou-Arreridj dans les monts de Medjana.

11 JUILLET 1975. — Un mort et 18 blessés à Sétif.

LA RÉGION SINISTRÉE



LES SÉISMES LES PLUS MEURTRIERS DE CES DIX DERNIÈRES ANNÉES

● *31 mai 1970 : Tremblement* de terre au Pérou le long de la côte du Pacifique : 66 000 morts.

● 10 avril 1972 : Séisme dans la région de Ghir (Iran) : 5 000 morts.

● 23 décembre 1972 Séisme à Managua (Nicaragua) : 12 000 morts et 20 000 disparus probablement.

● 11 mai 1974 : Tremblement *de terre dans le sud-ouest de* la Chine : 50 000 victimes dont *20 000 morts (selon une estimation* faite à Taïwan et jamais confirmée par Pékin).

● 28 décembre 1974 : Séisme dans le nord du Pakistan : 5 200 morts et 17 000 blessés.

● 6 septembre 1975 : Tremblement de terre de Lice (Turquie orientale) : 3 000 morts.

● 4 février 1976 : Séisme au Guatemala : 22 836 morts, 70 000 blessés et plus d'un million et demi de sans-abri.

● *6 mai 1976 : Tremblement de* terre dans la région d'Udine, dans le nord de l'Italie : 978 morts, 1 783 blessés et 64 500 sans-abri.

● 26 juin 1976 : Séisme dans la région du sud-ouest de Djayapura (Nouvelle-Guinée indonésienne) : plus de 6 000 morts.

● 28 juillet 1976 : Violent séisme dans le nord-est de la Chine. Tang-Shan, ville industrielle (1 million d'habitants) est entièrement rasée. Un bilan officiel est donné bien plus tard par l'agence Chine nouvelle : 242 000 morts et 164 000 blessés graves. Bilan officieux : 655 237 morts.

● 16 août 1976 : Tremblement de terre dans l'île de Mindanao (Philippines) : 4 000 morts et 4 000 disparus.

● 24 novembre 1976 : Tremblement de terre en Turquie orientale (province de Van) : 3 720 morts et 5 000 blessés.

● 4 mars 1977 : Séisme en Europe centrale et plus particulièrement en Roumanie : environ 1 600 morts.

● 16 septembre 1978 : dans l'Est iranien, ville de Tabas et ses environs : bilan officieux, 25 000 *morts*.

De très nombreuses victimes

(Suite de la première page.)

D'autres, qui comptent souvent des disparus parmi leur famille, se sont joints aux sapeurs et aux soldats qui, inlassablement, parfois à mains nues, *travaillent sous la lumière* des projecteurs pour tenter de sortir les personnes — dont on entend les appels — ensevelies sous les décombres des immeubles effondrés.

Le centre de la ville semble avoir été particulièrement touché : la plupart des édifices publics — mairie, tribunal, grande mosquée, siège du parti, lycée de jeunes filles, préfecture, poste, marché — ont été en grande partie détruits. L'unique hôpital de la ville n'est plus utilisable : plusieurs de ses bâtiments se sont effondrés et nombre de ses malades ont péri. Au moins trois quartiers de la ville ont été entièrement détruits par le tremblement de terre. La Nasr, en particulier, où vivaient trois mille personnes, s'est complètement effondrée. De même, l'hôtel du Chéliff, le plus grand de la ville, qui était fréquenté surtout par les étrangers, n'est *plus qu'une ruine*.

Des journalistes algériens de l'agence Algérie presse service, ont constaté une heure après la première secousse l'importance des dégâts subis par la ville et ses environs. Le centre d'El Asnam est interdit par mesure de précaution et les éléments des services *de sécurité refoulent* les curieux qui s'y dirigent.

A la périphérie de la ville, c'est partout le même spectacle de désolation. « *On peut y voir*, relatent les journalistes, *de vieilles demeures et quelques bâtiments en préfabriqué écroulés tandis que sur les bas-côtés de la route, des familles entières, fuyant leurs maisons, sont rassemblées dans l'attente. Beaucoup de personnes sont vêtues de tenues d'intérieur. On sent que tous les habitants, surpris par les premières secousses et encore traumatisés par la catastrophe de 1954, ont précipitamment quitté leur domicile.* » Selon ces journalistes, de larges fissures se sont ouvertes dans le sol et certaines parties des chaussées sont affaissées.

Il est à craindre que les victimes soient d'autant plus nombreuses que la catastrophe s'est produite à l'heure du déjeuner, un vendredi, jour de congé hebdomadaire en Algérie.

Pour le moment, on ne sait pas si des étrangers figurent parmi les victimes. Une douzaine de coopérants français qui habitaient El Asnam sont arrivés à Alger vendredi soir, *mais* ne savaient rien du sort de leurs collègues.

Des localités, toutes situées à l'est d'El Asnam dans la vallée *du Chéliff, Oued-Fodha, El-Aattaf*, Om-Drou, Bir-Saf-Saf, Sidi-Bou-*hada*, notamment auraient subi des dégâts plus ou moins graves. Et un train de marchandises qui se trouvait près de Oued-Fodha a déraillé. Il semble que c'est à Zebboudja, au nord d'El Asnam, à Sandjaz, au sud et à Abadia que le plus grand nombre de victimes a été enregistré.

Comme toujours après un violent séisme, la terre a tremblé à nouveau plusieurs fois dans l'après-midi et la nuit. La plus forte de ces « répliques », de *magnitude 5.5, s'est produite vers* 17 heures. Toutes ces secousses *représentent un grand danger* potentiel, car elles peuvent faire s'écrouler les constructions ébranlées et fissurées ou partiellement détruites par la secousse principale.

Une zone active fort complexe

(Suite de la première page.)

L'étude des séismes *montre*, d'ailleurs, que les tremblements de terre d'Afrique du Nord sont produits aussi bien par des compressions et des distensions que par des cisaillements, et *ils indiquent* donc des mouvements relatifs très complexes. Leur seul caractère commun est *d'avoir des foyers superficiels*.

Le foyer (c'est-à-dire l'endroit du sous-sol où se déclenche le choc initial) du *tremblement* de terre de 1954 était situé à 8 ou 9 kilomètres de profondeur et le mécanisme du choc de ce foyer prouvait que la secousse était due à une compres*sion s'exerçant dans une direction* presque nord-sud.

Il est trop tôt pour connaître le *mécanisme* du foyer du séisme du le foyer *était* superficiel. Si le tremblement de terre de vendredi était, lui aussi, dû à une compression, il serait tout à fait *exceptionnel, comme nous l'a expli*qué un spécialiste de l'Institut de physique du globe de Strasbourg. Les séismes de cette *magnitude* dus à une compression se produisent le plus souvent *à plusieurs dizaines* ou à plusieurs centaines de kilomètres de profondeur, là où une *plaque plonge sous sa voisine. Les tremble*ments de terre superficiels, de magnitude supérieure à 7 étaient souvent déclenchés par un cisaillement

La profondeur du foyer est très *importante. A magnitude égale* (la magnitude mesure l'énergie libérée au foyer), lorsque le foyer est superficiel, les dégâts sont *beaucoup plus* importants. Déjà en 1954, l'intensité (qui mesure les dégâts) avait atteint, par endroits, le degré IX-X. Il est donc probable que l'intensité *maximum* du séisme du 10 octobre dépassera ce degré IX. Avec une magnitude aussi forte et une profon*deur aussi faible, peu de construc*tions sont capables de résister aux secousses.

Y. R.

Les messages de solidarité

● *M. Valery Giscard d'Estaing* a adressé à M. Chadli Bendjedid, le message qui suit : « *Apprenant la catastrophe qui vient de frapper une grande cité algérienne, je tiens à vous exprimer ma profonde sympathie. Dans ces circonstances tragiques, je vous prie d'adresser aux populations éprouvées les sentiments de solidarité du peuple français. La France est disposée, dans la mesure où cela vous paraîtrait nécessaire, à manifester cette solidarité de manière concrète.* »

● *Le recteur de la mosquée de Paris*, Si Hamza Boubakeur, a adressé le télégramme suivant au président de la République algérienne : « *La communauté musulmane de France et la mosquée de Paris ont appris avec une douloureuse émotion la catastrophe frappant l'Algérie en la chère et prestigieuse ville d'El Asnam. Vous exprimons en son nom et au mien leur profond respect et notre fraternelle solidarité.* »

● *Le roi Hassan II* du Maroc a adressé au président Chadli Bendjedid un message de condoléances. « *Nous avons appris avec une profonde émotion et une réelle affliction la catastrophe qui vient de frapper la ville d'El Asnam. En déplorant avec vous ces morts, le peuple marocain et nous même partageons la douleur et la tristesse du peuple d'Algérie. En vous disant notre foi en la communauté de nos deux peuples et en implorant le Tout-Puissant pour qu'il accorde foi et courage au peuple algérien face à cette adversité, nous vous prions d'agréer, monsieur le président de la République, l'expression de notre haute considération.* »

Ce télégramme de condoléances était considéré, dans les milieux autorisés marocains, comme « *un geste en direction de l'Algérie* ». On le rapprochait du discours prononcé vendredi après-midi à Rabat à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire d'automne. Alors qu'il ignorait encore la tragédie qui venait de frapper l'Algérie, le roi rappelait l'importance qu'avait eu dans le passé « *l'axe Rabat-Alger* », et déclarait : « *Le Maghreb, tel que nous le concevons et les richesses dont il dispose, peuvent faire de lui un modèle de fraternité humaine et de coexistence entre des peuples unis par la religion et la langue.* »

● *Le président Habib Bourguiba* a téléphoné au président algérien pour lui faire part de la solidarité du peuple tunisien et de son président avec le peuple algérien et ses dirigeants, indique-t-on à l'ambassade de Tunisie à Paris.

● *M. Chadli Klibi*, secrétaire général de la Ligue arabe, a adressé au président algérien « *ses plus sincères sentiments de condoléances* ».

● *M. Yasser Arafat*, président du comité exécutif de l'O.L.P., a envoyé un message de condoléances au chef de l'État algérien, où il indique qu'il a été « *profondément bouleversé par la brusque annonce de la nouvelle qui a provoqué la mort de nombreux de nos frères* ».

● *Le ministère français des affaires étrangères*, en liaison avec l'ambassade de France à Alger, peut être joint au numéro de téléphone à Paris 550-34-60 pour toutes les informations concernant les secours, l'aide aux sinistrés et le sort des ressortissants français vivant en Algérie.

● *L'organisation Médecins du monde* envoie en Algérie deux équipes composées de chirurgiens, d'anesthésistes et de réanimateurs. Ces équipes seront, à la demande du ministère algérien de la santé, chargées de remplacer, à Alger même, les praticiens algériens que les autorités ont envoyés sur les lieux du sinistre.

★ *Médecins du monde*, 4, rue de la Saussaye, Neuilly-sur-Seine. Tél. : 624-22-37.

● *Le Secours populaire français* communique qu'il prend immédiatement des dispositions pour apporter la solidarité aux victimes du séisme d'Algérie. Pour participer à cette opération de sauvetage, les fonds doivent être versés au Secours populaire français, 9, rue Froissart, Paris (3e). C.C.P. : 654-37 H Paris.

ASIE

Chine

Un débat audacieux

(Suite de la première page.)

La révision des fondements idéologiques du régime a déjà fait beaucoup de chemin depuis la mort de Mao Tse-toung, et l'on se souvient que, *sur ce terrain, certains* points du différend avec les communistes soviétiques ont déjà été remis en cause (*le Monde* du 5 avril 1980). Il est assez naturel, d'autre part, que l'ouverture de relations avec d'autres partis, comme la Ligue des communistes yougoslaves, le P.C. italien, le P.C. espagnol (dont le secrétaire général, M. Carillo, est attendu prochainement à Pékin), ait conduit le P.C. chinois à une sorte de déoussiérage *théorique dans* l'analyse de la situation du monde extérieur.

Existe-t-il, parallèlement et plus *fondamentalement, un débat interne* sur ces questions d'ordre théorique ? Plusieurs raisons permettent de le penser.

Parler de la nature du prolétariat, des *catégories de travailleurs* qui le composent, de son rôle révolutionnaire, touche inévitablement à *la question de* la dictature du prolétariat en régime socialiste. Cette question a déjà été abordée *dans* plusieurs articles de la presse pékinoise, encore que de manière implicite, et *il semble que certains* dirigeants n'aient pas tout à fait les mêmes idées sur ce sujet. *Récemment, M.* Deng Xiaoping a pris parti sur le sujet en affirmant que « *le principe même de la dictature du prolétariat demeure intouché et intouchable* » (interview des 21 et 23 août au *Corriere della sera*). Il est d'autant plus surprenant de voir le nouveau premier ministre, M. Zhao Ziyang, faire devant des journalistes chinois de Hongkong l'apologie de la démocratie bourgeoise, affirmant *que cette dernière « est au moins meilleure que le féodalisme »* et citant Lénine pour se demander *s'il existait des formes de socialisme « autres qu'édifiées sur la base de la civilisation bourgeoise »*. M. Zhao passe pour politiquement proche de M. Deng Xiaoping. En employant pour une fois *le langage* de l'orthodoxie, ce dernier aurait-il voulu se couvrir contre des critiques auxquelles il serait *exposé* ?

La position du P.C. chinois sur ces graves questions idéologiques devra être définie d'une part dans la nouvelle Constitution qui est en cours d'élaboration, d'autre part dans *les statuts du parti, qui doivent être* eux aussi révisés à l'occasion du douzième congrès. Or, d'après des *sources chinoises dignes de foi, ce* congrès ne se tiendra pas, comme il avait été annoncé, avant la fin de l'année, mais sans doute avec quelques mois de retard.

*Le fait qu'aucun congrès provin*cial n'ait encore eu lieu et n'ait même été annoncé incite à penser que *certains principes directeurs* n'ont pas été définis avec assez de précision et de certitude pour être diffusés dans l'appareil du parti.

ALAIN JACOB.

Inde

NEW-DELHI VA SIGNER UN IMPORTANT CONTRAT D'ACHAT D'ARMEMENTS AVEC LES ÉTATS-UNIS

L'Inde pourrait signer très *prochainement un contrat d'achat* d'armements aux Etats-Unis d'un montant de 228 millions de dollars (environ 930 millions de francs), selon le correspondant à New-Delhi du *Los Angeles Times* citant des sources proches du ministère indien de la défense, dans un article repris dans l'*International Herald Tribune* des 11-12 octobre.

Cette commande serait la plus importante passée par l'Inde aux Etats-Unis depuis qu'au moment du conflit sino-indien, en 1962, New-Delhi s'est tourné vers Moscou pour ses approvisionnements militaires. Le secrétaire général du ministère de la défense, M. K. P. A. *Menon*, se trouve à Washington pour discuter des termes de l'accord. Celui-ci pourrait porter sur la livraison de missiles anti-chars Tow et de *canons de 155 mm Mi 98. L'Inde* étudie également la possibilité de fabriquer ces armements sur place.

Ces achats font partie du programme de modernisation de l'armée indienne, qui a déjà passé commande l'année dernière d'avions Jaguar en Grande-Bretagne pour une valeur de 1,9 milliard de dollars et, en mai, *de chars et de missiles* en U.R.S.S. représentant 1,6 milliard de dollars.

Ce programme de modernisation a été lancé bien avant l'intervention soviétique en Afghanistan, suivie par la décision des Etats-Unis de fournir certains équipements militaires au Pakistan — adversaire traditionnel de l'Inde, — qui avait provoqué des réactions véhémentes de la part des Indiens.

AMÉRIQUES

El Salvador

Les États-Unis entraînent des officiers à la lutte anti-guérilla

Le président du Panama, M. Aristides Royo, a, le vendredi 10 *octobre*, accusé les Etats-Unis d'entraîner deux cent cinquante *officiers salvadoriens* à la lutte anti-guérilla. Les cours ont lieu à Fort-Gulick, une des bases de l'ancienne zone du canal. Le département d'Etat américain a reconnu l'existence d'un tel programme, destiné à conforter la junte salvadorienne, assurant cependant que les techniques *enseignés ne violaient* pas les droits de l'homme. Le choix de *Fort-Gulick implique que* Washington n'entend pas envoyer de conseiller directement au Salvador, a encore déclaré le département d'Etat. La junte militaire et démocrate-chrétienne au pouvoir à San-Salvador a été accusée de violations systématiques des droits de l'homme. De sources ecclésiastiques, la vague de violence politique a fait, cette année, de six mille à sept mille morts dans le pays.

On apprenait d'autre part, à San-Salvador l'assassinat, le vendredi 10 *octobre*, dans la capitale, du porte-parole de la démocratie chrétienne. *M. Rigoberto Orellana* avait été désigné à ce poste la semaine précédente. Les Forces populaires de libération (F.P.L.) (le groupe de guérilla qui a revendiqué, le 9, l'assassinat de l'ambassadeur d'Afrique du Sud à San-Salvador) serait responsable de l'attentat.

Trois des quatre groupes de guerilla opérant au Salvador ont annoncé *leur fusion* dans une « organisation militaire unique ». L'annonce, le vendredi 9, de cette réorganisation survient peu après le départ des Forces armées de la résistance nationale (FARN) de la précédente direction révolutionnaire unie (D.R.U.). Les trois groupes qui coordonnent désormais leurs actions sont les Forces populaires de libération (F.P.L.), l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) et les Forces armées de libération, la branche militaire du P.C. — (*U.P.I.*)

Le Monde

politique

La communication politique et l'interpellation télévisée

Stupeur, émotion, protestation. Questions, accusations, mises au point, mises en garde. Toutes ces formes de réaction au choc provoqué par l'attentat de la rue Copernic et la résurgence d'un antisémitisme violent se sont exprimées par divers canaux. Le fonctionnement de la communication politique en France a montré, à l'occasion de cet événement exemplaire, ce qui lui reste d'anachronique et de caricatural, mais aussi ce qui le modifie en profondeur.

En simplifiant, on constate que l'expression du sentiment politique est passée par trois voies : la manifestation publique, le débat parlementaire, l'intervention télévisée du chef de l'Etat. Les autres moyens de communication n'étaient pas absents, il s'en faut, mais ils ont joué, tout en obtenant plus d'écho que d'habitude (1), leur rôle ordinaire d'information et de commentaires. Jusque-là, rien de très nouveau.

La rue, la tribune des assemblées, l'écran de télévision, sont des niveaux d'intervention spécifiques et que l'on a pu, en maintes occasions, opposer. Or il y a eu cette fois des interférences délibérées et politiquement significatives.

La manifestation publique reste le moyen d'expression le plus spontanément populaire. Il appartient à tout le monde, même si certains sont plus prompts et plus aptes à y recourir que d'autres. La rue est le lieu des sentiments simples, le refus ou l'adhésion, qui ont besoin de s'affirmer collectivement. On y descend pour manifester ou pour voir les autres manifester, ce qui est déjà une manière de sortir de l'indifférence. Dans la mesure où il est spectacle et démonstration, ce phénomène urbain est éminemment télégénique : son impact s'en trouve accru, à son avantage ou à ses dépens, suivant le succès obtenu.

Les organisateurs des manifestations en tiennent compte, ainsi que les acteurs du jeu politique, lorsqu'ils s'interrogent sur l'opportunité de descendre dans la rue. Une chose est sûre : les témoins seront nombreux. Il peut être bien vu d'être aperçu sur le pavé dans un « immense moment d'émotion populaire », selon une formule de M. Mitterrand, mais cela peut choquer en d'autres circonstances.

Un unanimisme conjoncturel

L'objet des manifestations qui ont eu lieu à Paris et dans plusieurs autres villes justifiait, à lui seul, un unanimisme conjoncturel, mais ces retrouvailles de tous devaient beaucoup à la désunion de quelques-uns. Si les communistes et les socialistes, si la C.G.T. et la C.F.D.T. ne se déchiraient pas, les gaullistes et les giscardiens auraient, sans doute, hésité à se mêler aux partisans d'un autre « choix de société ». Dès lors que le problème ne se pose plus ainsi, et puisqu'il convient de redécouvrir des convergences au-delà des clivages politiques habituels, pourquoi se priverait-on de celui qui s'impose naturellement sur la base de l'antiracisme ?

C'est aussi que des gaullistes et des giscardiens — avec plus de réserve — ont défilé du même pas que les communistes et les socialistes qui réclamaient la démission du gouvernement, entre la Nation et la République. Non seulement les formations de la majorité étaient représentées, mais l'Assemblée nationale a interrompu à l'unanimité ses travaux pour donner la vedette au cortège, faute d'avoir obtenu que le gouvernement vienne s'expliquer immédiatement devant elle.

MM. Barre, Bonnet et Peyrefitte ne sont venus que le lendemain répondre aux questions de la représentation nationale dans le cadre d'un débat parlementaire classique. Classique dans la forme, mais détourné de sa spécificité pour satisfaire un autre public, puisque la séance était retransmise en direct et qu'elle devait être largement reprise par les journaux télévisés du soir. Que les principaux orateurs du Parlement parlent désormais pour la télévision en fonction de ses horaires et des contraintes du petit écran, cela n'est pas nouveau mais cela ne fut jamais aussi éclatant que ce jour-là. Pour faire entendre leurs voix dans le concert général, les députés ont compris qu'ils devaient sortir dans la rue et, par le petit écran, pénétrer dans les foyers. Ce qu'ils ont fait.

M. Giscard d'Estaing les avait précédés dans les familles : il en a l'habitude. Le conseil des ministres, qui siégeait dans la matinée du même jour, avait à peine terminé ses travaux que le président de la République répétait aux téléspectateurs ce qu'il venait de dire aux membres du gouvernement au sujet d'un événement qui avait plus ému la France que ses gouvernants.

Les manifestants ont voulu alerter l'opinion, les parlementaires ont tenté de témoigner pour elle et M. Giscard d'Estaing a cherché à la rassurer. Tous se sont servis de la télévision, cette voie royale de la communication, mais avec des moyens inégaux puisque les uns doivent créer l'évènement pour se faire entendre, tandis que les autres n'ont qu'à paraître. Il n'empêche que, dans cette circonstance, c'est parce qu'il a été interpellé en direct — et massivement — que le pouvoir est sorti de son silence. A l'évidence, les autres moyens d'information ont contribué à cette interpellation et, grâce à cela, le courant est passé, au moins dans un sens.

ANDRÉ LAURENS.

(1) Le lundi 6 octobre, le Monde a vendu à Paris 132 840 exemplaires contre 124 440 le lundi précédent, le 29 septembre, et 122 690 le lundi comparable de 1979, le 8 octobre.

AU SÉNAT

• Droits de l'homme
• Les Français des Nouvelles-Hébrides

Répondant vendredi matin 10 octobre à une question orale de M. JAGER (union centriste, Moselle) concernant l'activité du Conseil de l'Europe, notamment au sujet de la défense des droits de l'homme, M. LIMOUZY, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, a précisé que cent cinquante conventions avaient été conclues dans le cadre du Conseil de l'Europe, cinquante-neuf d'entre elles ont été approuvées par le Parlement français et vingt-trois signées par le gouvernement. S'agissant de la convention européenne des droits de l'homme, il est nécessaire, a ajouté le secrétaire d'Etat, notamment en cas de recours individuel, d'en apprécier les incidences sur notre droit. Le fait que la France n'ait pas souscrit à la formulation prévue à l'article 15 de la convention n'engendre aucun préjudice pour les citoyens français, car, en vertu de l'article 55 de notre Constitution, la convention européenne des droits de l'homme prime notre législation interne. Divers arrêts de la Cour de cassation en ont apporté la preuve.

Au sujet de la récente accession à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides, M. LIMOUZY a affirmé que la politique française consistait essentiellement à assurer là-bas la sécurité de nos nationaux et la stricte exécution des traités.

« L'indépendance de Vanuatu, a souligné M. CAILLAVET (non-inscrit, Lot-et-Garonne), vous l'avez acceptée à certaines conditions. Or vingt-cinq de nos ressortissants sont en état d'arrestation. Plus de trois cent soixante-dix sont exilés en Nouvelle-Calédonie ou à Wallis. Des sévices ont été exercés à l'égard de nos ressortissants par l'armée de Papouasie encadrée par des Australiens ; le général français Barthélemy a donné sa démission pour protester contre cet état de choses, et il a fait l'objet d'une mesure de rappel qui peut être ressentie comme une sanction. »

De son côté, M. CHERRIER, sénateur R.I. de Nouvelle-Calédonie, a proclamé : « Les métropolitains doivent connaître la vérité. Le 30 juillet, date de l'indépendance, nos compatriotes ont été pratiquement dépouillés de leurs biens sans compensation. »

● RECTIFICATIF. — Dans le « Point de vue » de M. Henri Fiszbin, il fallait lire dans la première colonne : « Il est vrai que le contexte actuel est défavorable. Le parti socialiste, qui n'avait accepté l'alliance que comme une nécessité provisoire, avait, à son congrès de Nantes, en 1977, fait des choix qui portaient en germe les conditions de la rupture et de la défaite des législatives (...). »

LA FIN DE LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

M. Giscard d'Estaing rend hommage à Guy Mollet et au « socialisme humaniste »

Le voyage de M. Valéry Giscard d'Estaing dans le Nord-Pas-de-Calais s'est terminé vendredi 10 octobre sur une note politique destinée à prolonger l'écho de l'événement politique de la veille, à Lille.

Jeudi, M. Valéry Giscard d'Estaing avait rencontré M. Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille et chef de file d'un courant du P.S. Vendredi, le chef de l'Etat a répété cette démarche en rendant visite personnellement à un autre maire socialiste moins célèbre que le précédent mais tout aussi important, du moins du point de vue de la symbolique : M. Léon Fatous, maire d'Arras, est l'héritier à ce titre de Guy Mollet.

En la circonstance, le « dialogue républicain » — selon l'expression employée la veille par M. Mauroy — faillit mal tourner. Affaire de sensibilités personnelles. M. Fatous mit en effet tant d'application à éviter toute amorce de début d'ombre de complaisance vis-à-vis du pouvoir, il insista tant et tant sur tout ce qui n'allait pas que l'on crut un moment que M. Giscard d'Estaing allait oublier Guy Mollet. Le chef de l'Etat se contenta de faire remarquer qu'il ne fallait pas confondre un président de la République avec un ministre de la santé auquel on adresse revendications et suppliques. Il fit de l'ironie, mais l'ironie dissimulait à peine l'irritation. On revint tout de même à Guy Mollet...

Un hommage appuyé au socialisme humaniste, aux socialistes modérés, un clin d'œil au souvenir d'une République durant laquelle il arrivait précisément à ces socialistes de n'être pas trop sectaires dans leurs alliances, tout cela après que l'on eut affirmé le matin que l'on maintiendrait longtemps encore le cap vers la recherche de l'unité des Français... Qui aurait dit que ce voyage devait servir à roder quelques thèmes de la prochaine campagne présidentielle ? — N.-J. B.

De nos envoyés spéciaux

Arras. — La journée de M. Giscard d'Estaing, vendredi, dans la région du Nord-Pas-de-Calais, avait commencé par un petit déjeuner avec des élus de la majorité, entre autres des maires R.P.R., et notamment M. Claude Dhinnin, député et maire de La Madeleine. Au cours de son discours à la chambre de commerce, où il a été reçu par M Delesalle, le président de la République a précisé un certain nombre de mesures en ce qui concerne les industries traditionnelles et les « industries d'avenir du Nord-Pas-de-Calais ».

Il avait conclu son allocution par ces propos : « Les difficultés du monde rendent plus que jamais nécessaire l'unité du pays. C'est l'évidence. Cette unité, vous la souhaitez et vous la voulez. Vous savez que, de mon côté, je la recherche avec patience et obstination. Je sais qu'elle se fera. Une partie du monde politique français est paralysée par des rivalités de personnes, cela est sans intérêt. Ces querelles n'ont pas d'influence sur les événements. Elles sont l'écume des choses (...). Je garde de ce voyage dans le Nord le même sentiment d'encouragement et de confiance que je ressens chaque fois que je prends contact avec les hommes de terrain aux quatre coins de la France. Je maintiendrai, pour ce qui me concerne, le cap que je me suis fixé : aider la France à traverser sans encombre et dans la paix une période difficile et dangereuse de notre histoire contemporaire ; pour cela, notre politique économique et sociale, malgré les écueils, conduit notre pays vers une démocratie plus efficace, parce que plus responsable. »

Après une visite et un déjeuner à Aire-sur-la-Lys, où il avait notamment traité des mesures en faveur du monde agricole, le président de la République est arrivé à Arras dans le courant de l'après-midi, où il a été accueilli à l'hôtel de ville par M. Léon Fatous, maire (P.S.). Celui-ci lui fit d'abord visiter une exposition dédiée à Guy Mollet, ancien président du conseil pendant la IVe République, ancien maire de la ville, puis, dans une allocution très détaillée, dressa le procès de la politique économique actuelle. En particulier, il brossa un bilan fort négatif de la situation dans le secteur de la santé et des hôpitaux.

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing devait faire remarquer au maire : « Vous vous êtes adressé à moi comme si j'étais le ministre de la santé. Tout physionomiste modeste constaterait que je ne peux être confondu avec Mme Simone Veil ou avec M. Jacques Barrot (...). Ayons plutôt la volonté de travailler ensemble. Vous êtes le successeur d'un homme d'Etat. Tous ceux qui ont approché des hommes d'Etat savent que la tâche est énorme et qu'il ne s'agit pas d'établir des catalogues de mesures idéales mais de mesurer le possible. »

M. Giscard d'Estaing a ensuite rendu hommage à M. Guy Mollet en ces termes : « Le président Guy Mollet n'a pas seulement été un grand maire d'Arras. Il a eu en charge la conduite des affaires de la France à une époque particulièrement difficile, où les institutions de IVe République paralysaient largement la possibilité d'agir du gouvernement ». Le chef de l'Etat a alors rappelé certaines « initiatives fécondes » du gouvernement de Guy Mollet : fonds national de solidarité, troisième semaine de congé, statut des territoires de l'Union française, traité de Rome. Il a ajouté : Tout au long de sa vie politique, Guy Mollet est resté attaché à la tradition du socialisme humaniste que représentait la S.F.I.O. Une tradition, qui, même si elle s'est adaptée aux données nouvelles, reste particulièrement vivante dans le Pas-de-Calais et continue de représenter une des grandes sensibilités de la vie politique française. »

« A ce chef de gouvernement, qui n'appartenait pas à mon groupe politique puisque je siégeais dans ce qui était l'opposition, à ce chef de gouvernement qui avait les qualités d'un homme d'Etat, le jeune député que j'étais a apporté son soutien, en 1956 — et en 1957, par son vote — dans les débats qui engageaient l'intérêt national. Il le savait ; il me l'a dit », a ajouté le président de la République.

« Lui-même, en acceptant de participer deux ans plus tard au gouvernement du général de Gaulle a contribué fortement au maintien de la paix civile en se rangeant derrière l'homme dont il n'approuvait pas la politique mais qui était alors le seul rassembleur de l'unité nationale. » Le président de la République a conclu en souhaitant que les successeurs de Guy Mollet acceptent « le sens des responsabilités dans l'esprit de dialogue ».

La rencontre avec les conseillers généraux du Pas-de-Calais à la préfecture, peu après la visite de la mairie, s'est prolongée bien au-delà de ce que prévoyait le programme : quatre heures au lieu de deux. Si bien que M. Giscard d'Estaing n'a pu quitter la capitale de l'Artois que vers 22 heures, sous une pluie battante qui interdisait l'usage de l'hélicoptère. Il a donc pris la route vers l'aéroport de Lille-Lesquin.

Le chef de l'Etat a fait preuve d'une très grande sérénité en écoutant une quinzaine d'orateurs de tous les groupes — majorité et opposition — lui exposant en détail pour chaque secteur du Pas-de-Calais ce que M. Henri Darras (P.S.), président de cette assemblée, était allé lui dire fin juillet à l'Elysée. Il est vrai que ce département, celui qui, en France, compte le plus de communes (huit cent quatre vingt-dix-neuf), offre une très grande diversité d'activités, de la pêche boulonnaise à l'extraction du charbon, en passant par une agriculture puissante. Les porte-parole du P.C. à cette séance ont finalement posé les mêmes questions que leurs collègues, mais en affirmant toutefois que « le gouvernement n'a pas la volonté politique d'y répondre ». M. Giscard d'Estaing a pourtant déclaré : « J'ai répondu point par point et apporté des réponses positives à la plupart des questions que m'avait posées M. Darras. »

Après avoir accordé une audience aux membres du conseil d'administration des Houillères, le chef de l'Etat a fait une très brève déclaration devant les journalistes. « La France a besoin du Nord, a-t-il dit, le Nord peut compter sur la France. » Cette formule, il l'avait déjà employée en décembre 1976 lors de la tenue, à Lille, d'un conseil des ministres... et son efficacité n'a pas semblé, depuis lors, évidente aux élus. Ceux-ci retiendront plutôt une autre affirmation qui prend à leurs yeux valeur d'engagement : « Les mesures que j'ai annoncées seront attentivement suivies et exécutées. »

Encore que ces mesures consignées dans un document de huit pages par les services de l'Elysée appellent un examen très attentif. Certaines d'entre elles en effet (infrastructures, habitat, par exemple) reprennent en compte des opérations déjà engagées ou décidées. L'une des mesures les plus importantes annoncées est sans doute l'octroi du bénéfice du Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.) à l'ensemble du bassin minier. Car l'emploi reste la préoccupation dominante.

Ni pour ni contre

Le président de la République s'est plu à souligner qu'en dépit de « certains appels lancés ici et là », avant sa venue, il avait trouvé une région au travail dans ses ports, ses chantiers et ses usines. Il est vrai que les manifestations syndicales organisées dans le Pas-de-Calais à Lens et à Arras par la C.G.T. d'une part, à Lens par la C.F.D.T. d'autre part, n'ont guère été impressionnantes : quelques centaines de manifestants s'étant approchés de la place de la mairie ont été vite repoussés. Des militants socialistes ont brandi des affichettes alors que le président quittait l'hôtel de ville... mais la foule n'était pas là, pas plus qu'à Lille ou ailleurs.

Ce voyage présidentiel n'a pas suscité un très vif intérêt dans la population et encore moins de l'enthousiasme ; il n'a pas non plus déclenché des oppositions passionnées. Le Nord-Pas-de-Calais, ni pour ni contre, a plutôt semblé indifférent. On attendra de savoir si les engagements pris seront tenus.

NOËL-JEAN BERGEROUX et GEORGES SUEUR.

● M. Caudron, maire (P.S.) de Villeneuve-d'Ascq, la ville nouvelle de la métropole lilloise, a affirmé que, lors de la réception du chef de l'Etat à l'hôtel de ville de Lille (le Monde du 11 octobre) les élus socialistes ont montré au président de la République qu'ils n'étaient « pas disposés à lui laisser assassiner le Nord ». Dans une déclaration intitulée : « Oui, nous avons manifesté à l'hôtel de ville de Lille contre M. Giscard d'Estaing », M. Caudron rappelle que le discours du président de la République à l'hôtel de ville « a été largement hué avant que son départ ne soit salué par l'Internationale ».

LES VOTES DU DÉPUTÉ DU PUY-DE-DOME EN 1956 - 1957

M. Valéry Giscard d'Estaing, alors député indépendant du Puy-de-Dôme, a voté la confiance au gouvernement Guy Mollet à plusieurs reprises en 1956 et notamment le 12 mars sur les pouvoirs spéciaux que le gouvernement avait demandés pour l'application de sa politique algérienne. Le groupe des indépendants, auquel appartenait M. Giscard d'Estaing, s'était partagé sur cette question : 55 avaient voté pour les pouvoirs spéciaux, 21 contre et 4 s'étaient abstenus volontairement. Le projet gouvernemental avait également été approuvé par les députés communistes.

En revanche, M. Giscard d'Estaing s'est abstenu le 1er février 1956 alors que M. Guy Mollet sollicitait, pour son gouvernement, l'investiture de l'Assemblée nationale. Il a adopté la même attitude le 29 mars 1957 à l'occasion d'un débat de confiance et le 21 mai 1957 lorsque l'Assemblée nationale a mis en minorité le cabinet Guy Mollet sur ses projets financiers, provoquant la chute du gouvernement. Le 28 octobre 1957, le député du Puy-de-Dôme a voté contre la demande d'investiture présentée par Guy Mollet, qui avait tenté, sans succès, de former un gouvernement destiné à succéder à celui de M. Bourgès-Maunoury.

M. FRANÇOIS-PONCET : pas de remise en cause de l'ordonnance de 1944 sur la presse.

M. Michel Debré (R.P.R., la Réunion) a évoqué, vendredi 10 octobre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débats, une démarche de « soi-disant juristes » destinée à prouver que les dispositions du traité de la Communauté économique européenne sur les mouvements de capitaux rendent caduques les dispositions de l'ordonnance de 1944 sur la presse.

Répondant à l'ancien premier ministre, M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, a déclaré : « Le gouvernement n'a connaissance d'aucune initiative, ni de la Commission ni de nos partenaires, qui tende à remettre en cause l'ordonnance de 1944 en ce qui concerne les participations étrangères dans les entreprises de presse françaises. Si semblable initiative devait un jour être prise, a-t-il ajouté, le gouvernement y ferait obstacle avec la plus ferme détermination.

LA DIFFUSION DE « L'HUMANITÉ »

Dans l'article sur le parti communiste français (le Monde du 11 octobre), il était indiqué que la vente de l'Humanité variait entre 55 000 et 60 000 exemplaires. Cet ordre de grandeur ne concerne que la vente au numéro par les messageries en France.

Il faut donc ajouter la vente militante, les abonnés et la vente à l'étranger.

Selon l'O.J.D., la diffusion totale payée de l'Humanité a été en moyenne en 1979 de 133 471 dont 33 313 abonnés. En y ajoutant les services non payés, on arrive à un total de 137 103 contre 149 901 en 1978.

CORRESPONDANCE

La Flandre oubliée

Nous recevons de M. Jean-Pierre Bailleul, professeur d'histoire et de géographie à Hazebrouck, la lettre suivante :

La petite région de Flandre intérieure que le président de la République a visité autour de Cassel compte cent dix mille habitants pour sept cantons.

Cassel, ville historique, oui ; mais avec des difficultés économiques certaines et un exode rural évident. Le canton a bénéficié en 1975 d'un contrat de pays. Sur les treize communes, une majorité voit partir sa population et on ferme des classes, par exemple à Zermezeele. Chacun sait que les contrats de pays sont vraiment donnés aux « nécessiteux » !

La Flandre intérieure dans son ensemble est aussi en récession (deux mille cent cinquante demandeurs d'emplois non satisfaits) ; le textile perd ses dernières industries ; le bois aussi à la Gorgue et Caestre. L'agro-alimentaire s'essouffle (à Bailleul-Alibel a fermé, la laiterie d'Hazebrouck a connu des difficultés).

Bien sûr, à la périphérie de notre région, il y a quelques « locomotives » comme les établissements Durand, avec Arcopal, à Saint-Omer et à Blaringhem, Roquette à Lestrem - Merville, Bonduelle à Renescure, Franco-Belge à Merville.

Les élus de la majorité et de l'opposition ont parfois joint leurs efforts pour redonner vie à la Flandre ou au moins pour limiter la casse, mais le plan d'aménagement rural se met difficilement en place faute d'entente entre tous.

Disons que la Flandre intérieure garde une importante vocation agricole mais n'a jamais su avoir une vraie et durable vocation industrielle.

Le charbon du Nord est beaucoup plus cher que la houille de Lorraine

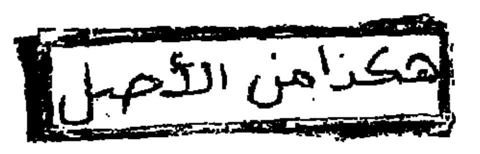
Voilà quelques mois déjà que les pouvoirs publics laissent entendre que certains puits des mines du Nord-Pas-de-Calais « humainement, techniquement et financièrement exploitables » pourraient rester en activité au-delà de 1985, délai avancé jusqu'à présent pour les dernières fermetures dans cette région.

L'engagement est vague. Du fait de veines profondes et irrégulières, la tonne de charbon produite par les Houillères du Nord-Pas-de-Calais a un prix de revient (483,99 francs en 1979), nettement supérieur à la tonne produite en Lorraine (313,40 F) ou dans le Centre-Midi (342,87 F). En vertu des critères économiques retenus par le gouvernement, rares sont les sièges qui resteront en activité au-delà de 1985.

Les syndicats et les partis de gauche seront cependant satisfaits de voir que les pouvoirs publics vont consacrer 100 millions de francs à l'inventaire national des réserves charbonnières. C'était un de leurs vœux plusieurs fois répété devant l'affirmation du gouvernement de l'absence de réserves (le troisième plan charbonnier de 1957 ne prévoyait-il pas de porter la production française à 65 millions de tonnes ?).

L'accentuation de l'effort d'expérimentation de la gazéification du charbon — largement engagé à Bruay-en-Artois — et l'attribution de 250 millions de francs au programme des « technologies nouvelles du charbon » apparaîtront simplement comme la confirmation de la volonté du gouvernement d'être présent technologiquement sur un marché du charbon qui devrait être multiplié par 10 ou 20 d'ici la fin du siècle. Un domaine où la France a pris un net retard par rapport à l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis ou le Japon.

B. D.



L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les partisans d'une candidature de M. Mitterrand s'apprêtent à mobiliser les fédérations socialistes

Trois fédérations socialistes, celles de la Gironde, du Bas-Rhin et du Lot-et-Garonne, ont été saisies de textes demandant à M. François Mitterrand d'être candidat à l'élection présidentielle de 1981. En Gironde, la commission exécutive fédérale a adopté, lundi soir 6 octobre, une déclaration soulignant que *« face à la crise actuelle, le premier secrétaire incarne le mieux la poursuite de la stratégie confirmée au congrès de Metz, ainsi que l'unité du P.S. autour du « projet socialiste »*, et que, dans ces conditions, M. Mitterrand *« est le plus apte à vaincre la droite au pouvoir, en 1981 »*.

Les représentants des courants minoritaires ont réclamé une véritable inscription à l'ordre du jour et non *« une motion passée à la sauvette à la rubrique des questions diverses »*, puis les amis de M. Rocard ont proposé le texte suivant : *« Soucieuse et désireuse de préserver et de développer l'unité du parti, la commission exécutive souhaite que soit respectée la possibilité de débats démocratiques au sein du parti en excluant toute pression sur les militants par des opérations qui relèvent davantage de la tactique de courant et d'appareil que de la volonté de présenter au pays le candidat socialiste le plus à même de battre la droite. »*

Les représentants des courants majoritaires ayant refusé un vote contradictoire sur les deux textes, les amis de M. Rocard se sont retirés, ceux de M. Mauroy se sont abstenus.

A Strasbourg, la commission exécutive du Bas-Rhin a proposé la candidature du premier secrétaire au motif que le P.S. ne doit pas *« se laisser influencer par la campagne qui cherche à peser de l'extérieur sur le choix du parti »*.

En revanche, la commission exécutive de la fédération du Lot-et-Garonne, au sein de laquelle la majorité locale et la majorité nationale (courant Mitterrand plus CERES) se confondent, a refusé d'approuver un texte analogue à celui qui a été adopté en Gironde. La résolution mise au point fait savoir qu'à l'unanimité, la commission exécutive fédérale refuse d'avancer le nom d'un candidat. A la demande des représentants du CERES, il a également été précisé qu'aucune candidature ne doit être déposée après le 9 novembre, le comité directeur clôturant la liste des candidatures se réunissant les 8 et 9 novembre prochain à Paris.

Ces épisodes montrent que dans les fédérations la bataille des appels en faveur de M. François Mitterrand, souhaitée par les amis du premier secrétaire, est sur le point d'être engagée. Une partie du « courant Mitterrand » est en effet convaincue que la multiplication à brève échéance décidée par le « collectif » du courant, de tels appels, créera les conditions d'une nouvelle candidature du député de la Nièvre.

De leur côté, les amis de M. Rocard situent leur réponse sur le terrain de la légalité interne en contestant le rôle que la direction du parti attribue aux commissions exécutives fédérales dans cette affaire et en insistant sur la nécessité de s'en tenir au calendrier : les candidatures ne peuvent être déclarées avant le 19 octobre et doivent l'être avant les 8 et 9 novembre. — J.-M. C.

Le P.S. met en garde le P.C. contre un refus de désistement au second tour

M. Laurent Fabius, membre du secrétariat national du P.S., a commenté vendredi 10 octobre l'entretien avec M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, que nous avons publié dans nos éditions datées du 10 octobre.

Dans une interview à l'A.F.P., M. Fabius a indiqué que, dans l'hypothèse où le P.C. refuserait de se désister pour le candidat socialiste au second tour du scrutin de 1981, le P.S. pourrait refuser la constitution de listes d'union aux élections municipales de 1983. M. Fabius a également précisé : *« Quand Ballanger déclare qu'il ne voterait pas au deuxième tour de l'élection présidentielle pour un « candidat socialiste atlantiste », que veut-il dire précisément ? Ou bien il veut dire qu'il ne voterait pas pour un socialiste qui accepte que la France appartienne à l'atlantisme. Mais, que je sache, le P.C.F. n'a jusqu'ici jamais dit qu'il souhaitait que la France sorte de l'alliance atlantique. Cela a d'ailleurs été expressément inscrit par les socialistes et par les communistes dans le programme commun. Ballanger veut-il dire que les dirigeants communistes français souhaitent maintenant que la France rompe l'alliance atlantique ? Alors qu'il le dise clairement. Ou bien Ballanger pense, non pas à l'alliance atlantique, mais à l'organisation intégrée de l'OTAN. Dans ce cas son expression est sans portée car la position des socialistes français est de refuser de réintégrer l'OTAN, à la différence (...), par exemple, du parti communiste italien. Ou bien Ballanger veut dire autre chose, mais alors quoi ?*

» A propos des municipalités, la distinction établie par Ballanger entre les socialistes avec lesquels on pourrait parfaitement s'entendre au niveau communal et les mêmes socialistes à l'égard desquels les dirigeants communistes multiplient critiques et attaques quand ils évoquent la politique générale, cette séparation n'est pas tenable. Qui pourrait comprendre que les socialistes enregistrent mois après mois les attaques répétées et injustifiées de la direction communiste et, le jour venu, acceptent d'ouvrir toutes grandes les portes des mairies à ceux qui, à l'approche des élections municipales, et pour les besoins d'une élection, auraient subitement baissé le ton. L'union forme un tout. Nous, socialistes, sommes favorables à un pacte de non-agression entre les forces de gauche (...). Ce pacte doit être respecté par le P.C.F. Pour les socialistes, c'est un minimum. »

M. Poperen (P.S.) définit les conditions d'un « contrat démocratique » avec le P.C.

M. Jean Poperen vient de présenter une brochure qu'il a rédigée, intitulée *81, changer le pouvoir*. Ce document constitue la synthèse des thèmes développés par un homme qui s'efforce de préserver au sein du P.S. l'identité de son propre courant. Même s'il est désormais intégré dans le « courant Mitterrand », le réseau des clubs Etudes, recherches et initiatives socialistes (ERIS), qu'il anime, subsiste et développe ses propres analyses.

Celles-ci se fondent sur l'idée que *« personne ne peut escamoter la question de l'autre force qui se réclame de la gauche »*. M. Poperen explique que les socialistes n'ont pas de réponse immédiate à cette question. *« Si nous laissons penser qu'on refera 1972,* indique le député du Rhône, *on ne nous prendra pas au sérieux ; dans le court terme, il n'y a pas d'accord politique possible à gauche. Mais il faut créer les conditions d'un accord dans l'avenir. »*

Le secrétaire national du P.S. chargé des élections a plaidé pour l'élaboration d'un *« contrat démocratique »* avec le P.C. Celle-ci suppose que les communistes acceptent de souscrire deux engagements, à savoir *« respecter le pluralisme démocratique »* et faire preuve d'une *« indépendance réelle à l'égard des superpuissances »*.

Dans la brochure qu'il a présentée, M. Poperen récuse, sur ce sujet, l'expression *« la main de Moscou »* pour rendre compte de la ligne actuelle du P.C.F. mais il écrit : *« Soviétiques et communistes français ont une même vision de la disposition géopolitique du monde. Il n'y aura plus besoin « d'ordres de Moscou » comme en d'autres temps. (...) Ayant perdu l'avantage à gauche et suffisamment réaliste pour comprendre qu'il ne retournerait pas à lui seul la situation, le P.C.F. mise maintenant sur les nouvelles avancées mondiales du système soviétique. »*

La C.F.D.T. : il ne faut « entretenir ni l'illusion ni le renoncement »

« La C.F.D.T. rejette toute stratégie visant à entretenir l'illusion ou le renoncement », déclare le bureau national de la C.F.D.T. dans le texte sur l'élection présidentielle de 1981 qu'il a adopté le 9 octobre. *« L'illusion conduirait à attendre du président de la République qu'il prenne en charge tous les problèmes, (...) et le renoncement à sous-estimer l'importance de la fonction présidentielle. C'est pourquoi la C.F.D.T. continuera à développer une large mobilisation populaire pour faire avancer, y compris à l'occasion de cette élection, des transformations significatives. »*

« Aux forces politiques de gauche », la C.F.D.T. affirme sa *« conviction que l'élection présidentielle peut conduire à des changements positifs, si les problèmes réels de notre société en crise sont éclairés et si des réponses crédibles sont proposées. La stratégie de la C.F.D.T. est une contribution à la construction de l'union des forces populaires. Elle est la meilleure garantie qu'une alternative est possible dans notre pays. (...) L'arrivée d'un président de gauche serait un événement important et positif »*, poursuit le communiqué. Cependant, la C.F.D.T., réaffirmant sa foi dans le socialisme autogestionnaire, se garde de se prononcer en faveur de tel ou tel candidat.

Avant de formuler cette conclusion, la C.F.D.T. dresse le « bilan accusateur » du septennat : même si *« la politique de la C.F.D.T. a permis d'obtenir des résultats »*. Le gouvernement a ensuite suivi une pente de plus en plus autoritaire.

La C.F.D.T. met en avant deux exigences : la démocratisation de la société et un autre type de développement. Ce qui implique *« la reconnaissance du rôle et de la place irremplaçable du syndicalisme, l'ouverture de débats démocratiques à l'échelon du pays, ainsi que la restauration et l'élargissement des libertés individuelles et collectives, syndicales et publiques »*.

La lutte contre les inégalités et l'emploi sont les priorités majeures, et, en énumérant ces revendications essentielles, la C.F.D.T. ajoute qu'un nouveau type de développement et la construction de relations contractuelles concernent aussi la politique internationale : solidarité avec les peuples, refus du soutien aux gouvernements dictatoriaux ou corrompus, contrôle des multinationales, négociation de « la dette du tiers-monde », etc.

D'autre part, les dirigeants cédétistes ont tiré les conclusions de deux missions envoyées en Pologne et en Bolivie. Dans le premier cas, les nouveaux syndicats ont un grand besoin de matériel de reproduction pour l'information. C'est à cela que seront employés les 200 000 F recueillis par la centrale. En Bolivie, ils ont pris contact avec les syndicalistes clandestins et vont développer l'aide à leur intention.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le statut fiscal d'Eurodif

Vendredi 10 octobre, l'Assemblée nationale examine le projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif. Ce texte a pour objet de définir les droits et les obligations des Etats parties qui sont associés directement ou par l'intermédiaire de personnes morales, publiques ou privées au capital de la société Eurodif (usine d'enrichissement de l'uranium située dans le Tricastin).

M. COUSTE (app. R.P.R.), *rapporteur de la commission des affaires étrangères*, rappelle que le procédé d'enrichissement de l'uranium retenu, développé par le C.E.A., est celui de la diffusion gazeuse, et que la France, par l'intermédiaire de la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema) — filiale à 100 % du C.E.A. — détient 36,53 % du capital d'Eurodif. Selon des informations de la société, indique-t-il, la capacité d'Eurodif représenterait en 1982 la moitié de celle de sEtats-Unis et constituera environ 30 % de la capacité totale du monde occidental.

M. ICART (U.D.F.), rapporteur pour avis de la commission des finances, énumère notamment les exonérations fiscales dont bénéficie la société : exonération du droit d'apport en société qui, s'élevant à 1 % du total des apports en numéraire, représente 10 millions de francs ; facilités de trésorerie par remboursement mensuel des crédits de T.V.A. non imputables; exonération d'impôt sur les sociétés pour la part de cet impôt correspondant aux participations publiques étrangères.

Pour la France, la règle sera le remboursement (et non pas l'exonération) par l'Etat à la société des sommes acquittées au titre de l'impôt sur les sociétés; pour la part des bénéfices non exonérés (part française et celle d'actionnaires privés étrangers), aucune limitation ne sera appliquée dans le temps au report des éventuels déficits ; exonération d'impôt sur le revenu pour tous les dividendes ou intérêts de prêts ou d'avances revenant à des actionnaires publics étrangers ; exonération concernant la taxe professionnelle et la taxe foncière sur les propriétés foncières ; exonération totale pendant trois ans, réduction permanente et de moitié des valeurs locatives, réduction supplémentaire (pendant dix ans) des bases d'imposition, c'est-à-dire, pour la taxe foncière, les valeurs locatives, et pour la taxe professionnelles, les valeurs locatives et les salaires. En ce qui concerne l'exonération totale, la société verse en contrepartie aux collectivités locales concernées une dotation exceptionnelle de 50 millions de francs pour les trois ans. M. Icart précise que le coût définitif du projet est de l'ordre de *23 milliards* de francs.

Dans la discussion générale, M. HENRI MICHEL (P.S., *Drôme*) observe que le projet réduit la taxe professionnelle de telle façon que *« les collectivités locales auront à supporter une diminution de recettes que rien ne justifie, car ces collectivités supportent toutes les contraintes nées de la nouvelle installation »*.

Selon M. MARIN (P.C., Vaucluse) : *« Des milliards vont échapper au Trésor public et permettront de succulentes majorations de dividendes qui s'en iront au-delà de nos frontières. »* Sur le fond, M. Marin se félicite de la réalisation du projet Eurodif.

M. FILLIOUD (P.S., Drôme) *déclare : « On ne demande à l'Assemblée de se prononcer — par oui ou par non — que sur le régime fiscal d'une entreprise du cycle du combustible, société de droit privé, créée sans consultation, il y a sept ans ! »*

M. STIRN, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, déclare que *« le pari ambitieux »* que constitue Eurodif est aujourd'hui gagné, alors que la construction de l'usine s'achève sans dépassement des devis initiaux et que les premières unités de production fonctionnent depuis plus d'un an déjà. Il précise que la quasi-totalité de la production de l'usine est vendue avec contrats fermes jusqu'en 1990, note que pendant la période de construction (1974-1981) les gains nets de devises atteindront près de 14 milliards de francs, et ajoute que sur les quinze premières années de pleine production (1982-1996), en tenant compte du remboursement des emprunts en devises contractés par Eurodif, le gain net de devises devrait atteindre 70 milliards de francs courants. Ainsi, déclare-t-il en conclusion, envisagés en termes de créations d'emplois, de retombées socio-économiques ou de stimulant à la vie locale, les apports d'Eurodif aux communes voisines du Tricastin compensent très largement les exonérations d'impositions locales consenties à la société.

L'article unique du projet est ensuite adopté, le parti socialiste votant contre.

● *M. Jacques Chirac, député* de la Corrèze, siégera désormais à la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale. Le président du R.P.R. a décidé de quitter la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, dont il faisait partie depuis 1978.

LA COMMISSION DES FINANCES REPOUSSE LES CRÉDITS DES TOM

La commission des finances de l'Assemblée nationale a repoussé, jeudi 9 octobre, les crédits des territoires d'outre-mer inscrits dans le projet de loi de finances pour 1981.

M. Gaston Flosse (R.P.R., Polynésie), rapporteur de la commission pour ce chapitre budgétaire, *a fait remarquer que le budget des* territoires d'outre-mer, selon le projet gouvernemental, ne progresse que de 4,6 % par rapport à l'année précédente, ce qui, compte tenu de l'inflation, correspond à une régression d'environ 9 %. M. Flosse a regretté la diminution des crédits de paiement (— 1,26 %) et des autorisations de programme (— 1,56 %). Les crédits du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) sont particulièrement affectés, a-t-il ajouté.

Le Monde

société

L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC

LES RÉUNIONS DANS LES PRÉFECTURES

NICE : le combat pour la différence

De notre correspondant régional

Nice. — L'ampleur de la manifestation antiraciste organisée lundi 6 octobre à Nice avait démontré que, dans cette ville, théâtre de nombreuses manifestations antisémites, *« l'examen des données locales des problèmes de sécurité »* — objet de la réunion préconisée dans les préfectures par le président de la République — était plus qu'ailleurs nécessaire (1).

Une trentaine de responsables des cultes, des syndicats et des associations antiracistes avaient répondu à l'invitation du préfet des Alpes-Maritimes, M. Pierre Lambertin. Si l'ensemble des institutions israélites était représenté, de même que les églises catholique et protestante, les unions départementales de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN ont pratiqué la politique de la chaise vide La C.F.T.C., F.O. et la C.G.C., ainsi que l'Union interprofessionnelle des Alpes-Maritimes (UPIAM), en revanche, étaient présents.

A la sortie de la réunion, M. Lambertin se félicitait *« de l'atmosphère tout à fait excellente et empreinte de la plus grande confiance réciproque »* qui y avait régné. *« L'administration et les organisations représentées,* a-t-il déclaré, *ont été d'accord pour constater que les réactions profondes du peuple français ont été moralement très satisfaisantes. »* M. Lambertin soulignait également, en se référant à l'affaire Affatigato et à l'arrestation à Nice de plusieurs membres de l'ex-FANE, auteurs présumés de menaces de mort contre la communauté juive, *« que la police n'avait pas attendu l'attentat de la rue Copernic pour se mettre en branle et exercer sa vigilance ».*

Le grand rabbin régional, M. Kling, constatait, de son côté, que *« l'unanimité qui s'est manifestée à Nice, comme ailleurs, était le seul rayon d'espoir dans cette situation troublée ».* *« Mais croire,* ajoutait-il, *qu'il suffit de manifester dans la rue pour extirper tous les sentiments de haine serait bien naït. L'essentiel est qu'il n'y ait pas de démobilisation de l'opinion car le combat pour le droit à la différence intéresse tout le monde. »*

L'union départementale C.G.T. avait annoncé qu'elle ne participerait pas *« aux parlottes »* et à *« cette scandaleuse opération politicienne »* La C.F.D.T. avait écrit à M. Lambertin qu'elle *« attendait (...) une politique et des décisions dont le cap devra être fondamentalement différent de celui suivi jusqu'ici ».*

Peur et courage

Bien que présent à la réunion, le secrétaire de l'union des syndicats de la métallurgie F.O. du département, M. Maurice Pierrillas, ne paraissait pas entièrement convaincu de sa portée, ni satisfait de son déroulement : *« Il n'y a pas eu,* regrettait-il, *le véritable débat sur le phénomène de la violence et du racisme que l'on était en droit d'espérer. »* Le responsable de F.O. se déclarait surtout frappé *« par la peur viscérale »* de la communauté israélite : *« Quand on met le bras devant le visage, cela ne peut qu'enhardir certains énergumènes à taper... »* M. Pierrillas s'étonnait également de l'absence de représentants de la confession islamique. On précisait, à ce propos à la préfecture, qu'il ne s'agissait pas d'un oubli, et encore moins d'une discrimination. *« Nous n'avons pas trouvé d'interlocuteur, car l'islam sunnite n'est pas organisé en exil et il n'y a pas, à Nice, de docteur de la loi ou de personne qualifiée de cette religion. »*

La secrétaire générale de l'union départementale C.F.T.C., Mme Christiane Dutoit, se déclarait, en revanche, satisfaite et estimait que *« l'on entrait dans une période de courage ».*

GUY PORTE.

(1) On estime de vingt-cinq mille à trente mille le nombre des membres de la communauté israélite dans la région niçoise.

PRIÈRES

Une dizaine de chrétiens, pour la plupart membres de la paroisse protestante d'Asnières-Bois-Colombes (Hauts-de-Seine) se sont rendus à la synagogue d'Asnières, vendredi 10 octobre. Venant témoigner leur solidarité avec la communauté juive, ils ont, sans plus de démonstration, suivi les prières de la veillée du « Shabbat ».

L'enfant dans la synagogue

« Tu mettras mon nom dans le journal ? Juré ? Superchouette ! » Ce fut juré en effet. Chacun saura que le petit Patrick Ganansia a distribué les rituels de prières. Avec toute la légitime fierté que confère l'octroi de pareils privilèges. Et avec cette merveilleuse faculté — autre privilège — qu'ont les enfants d'oublier ou de faire semblant : *« Ah !* dira-t-il en riant, *c'est plus calme que vendredi dernier. »*

Il pleut, une pluie drue, glaciale. Dans la rue Copernic vide de passants, la seule présence d'hommes abrités sous des porches témoigne que la synagogue, cette fois, set sérieusement protégée. Les immeubles autour portent tous la marque de l'attentat. Et, comme dans une reconstitution, deux policiers inspectent soigneusement les sacoches d'un cyclomoteur. Un autre, gilet pare-balles, le pistolet mitrailleur au côté, est en faction à l'entrée même de la synagogue. Là, les jeunes filles et les jeunes gens du service de sécurité israélite fouillent les arrivants, palpent les sacs, cueillent les parapluies. L'office du vendredi soir peut commencer. *« Tu vois, là-bas, ce vieux monsieur, c'est le guide-chant. Et, à côté, le barbu, c'est notre rabbin. Et le garçon entre eux deux, c'est un garçon de treize ans qui fait sa* « bar mitswa », sa communion bablement jamais autant parlé

L'enfant dans la synagogue de la rue Copernic n'aura probablement jamait autant parlé pendant un office. Et jamais autant distribué de rituels, ceux usagés de tous les offices, rangés sur les étagères de bois et ceux neufs, encore enveloppés. qu'on est allé chercher en réserve.

« Plus jamais »

« Tu te rends compte, tout ce monde, au moins huit cents personnes ! ». Il y a du monde en effet. Des personnalités, MM. Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA, Alain de Rothschild, président du CRIF, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat, le consul général d'Israël, le pasteur Michel Viot, le grand rabbin Schindler, président des communautés juives libérales des Etats-Unis. *« Et Enrico Macias, tu l'as vu, il ne faut pas l'oublier. »*

Ne pas l'oublier, ni lui ni les autres. Ni cet homme qui se cache le visage dans son rituel pour pleurer doucement. Ni ces jeunes, ces nombreux jeunes avec un badge collé sur l'épaule ou sur le cœur, une étoile de David noire, et ces simples mots: *« Plus jamais ».* Ni cette femme qui raconte, à voix basse, toute sa famille déportée, disparue, sauf elle, et toute cette autre famille, *« née d'elle »,* ses fils, leur réussite...

L'office est simple, dépouillé, très beau sous la coupole de verre détruite par l'explosion. Le guide-chant chante d'une voix de basse les psaumes en hébreu. La communauté *« retrouvée »* prie. Tout à l'heure le rabbin Williams va parler : *« La semaine dernière je me suis emporté. Ce n'était pas le moment de dire des choses gentilles. Certains me l'ont reproché. J'ai réfléchi plus calmement au cours des derniers jours. Et je ne regrette pas d'avoir dit ce que j'ai dit (...). Cet attentat est une honte pour la France (...). Peu importe qui a posé la bombe. Tout est changé depuis la semaine dernière et rien n'est changé. Le vrai problème des juifs dans ce pays reste le même (...). Cette distinction viscérale, permanente entre juifs et Français (...). Alors que faire ? Nous avons toujours confiance dans la police, dans les pouvoirs publics, mais notre sécurité ne peut être garantie par eux ni même par les jeunes juifs si dévoués, si vigilants. Notre sécurité, notre bonheur dépendent de nos concitoyens français. Ils sont les gardiens de nos libertés comme nous sommes les gardiens des leurs. »*

D'autres parleront pour remercier les dizaines de milliers de Français de toute opinion et de toute confession descendus dans la rue. Et le grand rabbin Schindler viendra témoigner du soutien de toute la communauté juive américaine qui n'est pas prête, elle non plus, à admettre la *« répétition du péché du silence pour la deuxième fois dans ce siècle ».*

L'office terminé, chacun s'en est allé, très vite, pour répondre aux consignes du service d'ordre. *« Shalom Chabbat »,* a dit, comme chacun, Patrick Ganansia.

PIERRE GEORGES.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Aucun nom de policier ne figure sur les documents saisis au siège de l'ex-Fane

indique M. Jacques Limouzy

Vendredi 10 octobre, à l'Assemblée nationale, M. Kalinsky (P.C., Val-de-Marne) a évoqué la multiplication des attentats fascistes et racistes et demandé s'il était exact — comme des syndicalistes de la police l'ont affirmé depuis huit jours — que les *« fichiers »* en possession du gouvernement prouvent que trente militants de l'ex-FANE (dissoute le 3 septembre) sur cent cinquante sont toujours membres de la police.

M. Limouzy, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, a répondu : *« Il existe un document saisi dans les locaux de la FANE, qui, sur quatre feuillets, compte cent cinquante-deux noms. C'est peut-être ce document auquel il est fait référence. Selon les premières vérifications, aucun policier n'y figure, je dis bien : aucun policier n'y figure. Parmi les nombreux documents saisis lors des perquisitions effectuées chez divers militants d'extrême droite, six cents noms au total ont été relevés. Si, au terme des enquêtes qui sont en cours, il apparait que des policiers y figurent et ont entretenu avec ces groupes, sans avoir reçu de mission de leurs chefs, des liens qui sont incompatibles avec l'exercice de leurs fonctions, ils seront immédiatement traduits devant le conseil de discipline et les sanctions appropriées seront prononcées ».*

Reprenant la parole, M. Kalinsky assure que M. Bonnet savait *« lorsque Durand* (1) *a été recruté, que celui-ci était un activiste de la FANE et avait des liens avec les milieux néo-fascistes internationaux, mais le mission administrative paritaire mission administratien paritaire et à la justice elle-même ! »* Il ajoute : *« N'est-il pas exact qu'un recrutement des policiers est organisé à partir de milieux fascistes, en particulier à la faculté d'Assas ? Que certains dossiers sont systématiquement expurgés de pièces compromettantes ? Est-il vrai que certains fichiers des Renseignements généraux portent à côté du nom la mention « juif » ou « race noire » ?*

M. Limouzy observe : *« Elevons-nous au-dessus de ce débat. Souhaitez-vous qu'on dise que vous profitez de l'attentat de la rue Copernic pour monter une machine de guerre contre les institutions, le chef de l'Etat, le gouvernement, la police ? Moi, je ne le crois pas, mais prenez-y garde. »*

(1) M. Paul-Louis Durand, inspecteur stagiaire, officiellement identifié comme ayant appartenu à la FANE, a été exclu de la police le 19 septembre.

● *Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale* a déposé, mardi 7 octobre, sur le bureau de l'Assemblée nationale, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle *« sur l'appartenance à la police nationale d'agents suspects d'activités en liaison avec des menées néo-nazies, et sur l'organisation de la riposte policière aux attentats racistes et antisémites ».* Dans l'exposé des motifs de ce texte, les signataires indiquent notamment qu'une impuissance persistante de la police *« à mettre hors d'état de nuire les auteurs d'attentats néo-nazis ou racistes susciterait un doute quand à la volonté gouvernementale de mettre fin à ces agissements ».* Des indications précises, ajoutent-ils, *« fournies notamment par les organisations syndicales les plus représentatives démontrent la présence d'éléments fascistes et nazis parmi les policiers. »*

UNE SÉRIE D'INTERPELLATIONS

Plusieurs personnes ont été interpellées à l'occasion — ou en marge — de l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic.

● DANS LE VAL-D'OISE. — Huit des dix militants d'extrême droite interpellés, jeudi 9 octobre, dans le Val-d'Oise (nos dernières éditions) ont été remis en liberté. En revanche, M. Marcel Lebrun, inculpé de détention d'armes — un fusil, un revolver et des nerfs de bœuf — a été écroué à Pontoise. Une autre personne, dont l'identité n'est pas connue, a été maintenue en garde à vue.

Ces interpellations avaient été opérées dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic, ainsi qu'après des attentats commis dans la nuit du 12 au 13 septembre contre des cafés d'Argenteuil fréquentés par des Nord-Africains. Parmi les personnes remises en liberté, figure M. Henri-Robert Petit, ancien collaborateur de Darquier de Pellepoix.

● DANS LES YVELINES. — M. Jean Garnier, trente-trois ans, éducateur sans emploi, domicilié à Herbeville, a été arrêté, le jeudi 9 octobre, à la station du R.E.R., à Saint-Germain-en-Laye, alors qu'il venait de tracer sur un mur une croix gammée et cette inscription : *« Bientôt, les SS vaincront. »*

● A NICE. — M. Michel Mallard, juge d'instruction, a inculpé et fait écrouer M. Yves Pirrin, vingt-six ans, plongeur dans un restaurant, pour détention d'armes et d'explosifs. M. Raynal Leloup, vingt-quatre ans, aide-cuisinier, également inculpé, a été laissé en liberté. Ils avaient été interpellés, le 6 octobre, lors de la manifestation contre l'attentat de la rue Copernic. Ils avaient crié : *« Les juifs au four ! »* sur le passage du cortège.

● A GRENOBLE. — M. Roberto Principe, vingt-cinq ans, ouvrier boulanger, et sa compagne, une mineure de seize ans, ont été inculpés de dégradation d'édifice public, pour avoir peint l'inscription *« oui aux néo-nazis »* et plusieurs croix gammées sur les murs d'un commissariat. M Principe a été écroué et son amie placée sous contrôle judiciaire.

Une manifestation des avocats de Paris

Les avocats parisiens ont manifesté, vendredi 10 octobre, au Palais de justice. Plusieurs hauts magistrats s'étaient joints à leur cortège. Les avocats ont déposé une gerbe au monument aux morts de la famille judiciaire et ont observé une minute de silence. Le cortège s'est ensuite rendu à la bibliothèque du barreau pour se recueillir devant la plaque à la mémoire des avocats morts en déportation.

Me COUTURON : la saisine de la Cour de sûreté est une erreur

Le bâtonnier en exercice, Me Jean Couturon, a réuni une conférence de presse en présence des autres bâtonniers, de l'un de ses illustres confrères, l'ancien président du Sénat, M. Gaston Monnerville, et de Mme Simone Rozès, président du tribunal de grande instance.

Me Couturon a notamment déclaré : *« Les avocats et magistrats sont l'objet de menaces dans l'exercice même de leur profession à l'occasion des procès auxquels ils sont mêlés. Elles émanent non plus seulement d'isolés plus ou moins déséquilibrés, mais à présent de groupes internationaux connus pour avoir signé des attentats, tel le groupe Mario Tutti, qui a revendiqué l'attentat de Bologne. »*

A propos de la saisine de la Cour de sûreté de l'Etat, Me Couturon a estimé que c'était *« une erreur ».* *« Certes,* a-t-il dit, *la Cour de sûreté présente cet avantage d'avoir une compétence étendue à la France entière et certains peuvent souhaiter d'autre part que les suspects en cette matière bénéficient de moins de garanties que devant les juridictions de droit commun. Mais il est regrettable qu'aucune partie civile n'ait accès aux dossiers. »*

Tandis que cette manifestation se déroulait, les gardiens du Palais de justice interpellaient deux jeunes hommes qui distribuaient des tracts pro-fascistes dans le couloir menant au conseil de l'ordre des avocats. Ces tracts, signés « le Frondeur » et « la Guerre sociale », niaient l'existence des chambres à gaz des camps d'extermination nazis installés durant la guerre en Allemagne et dans les pays occupés.

● *La levée du corps de M. Hilario Lopez-Fernandez,* l'une des quatre victimes de l'attentat, a eu lieu vendredi, à Paris, en présence de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et de l'ambassadeur du Portugal à Paris, M. Antonio de Siguera. Le président du CRIF, M. Alain de Rothschild, assistait également à cette cérémonie. Le corps de M. Lopez-Fernandez, ressortissant portugais, concierge d'un immeuble voisin de la synagogue, devait ensuite être transféré au Portugal.

● *M. Flatto-Sharon* renonce à son projet d'envoyer en France des « milices privées » (nos dernières éditions) pour *« assurer l'auto-défense de la communauté juive ».* Le député israélien a pris cette décision après une déclaration du gouvernement jugeant cette initiative *« illégale ».* Ce projet avait suscité des protestations en France du grand rabbin Jacob Kaplan, du CRIF et du Renouveau juif.

Un sondage de « l'Express »

LES FRANÇAIS ET LES RACISMES

Trois jours après l'attentat de la rue Copernic, l'Institut Louis-Harris France a réalisé, pour le compte de « l'Express », qui en publie, avec un commentaire d'Albert du Roy, les résultats dans son numéro daté 11-17 octobre, un sondage d'opinion auprès d'un échantillon de mille personnes (« le Monde » du 11 octobre).

● L'ANTISEMITISME. — 87 % des Français (65 % en 1977) estiment qu'« un juif est aussi français qu'un autre Français ». 10 % (22 % en 1977) sont d'un avis contraire. La majorité (55 %) pense que l'antisémitisme est « très répandu » (13 %) ou « assez répandu » (42 %). Au sujet des raisons qui peuvent expliquer les attentats antisémites, viennent en tête « l'existence de réseaux terroristes téléguidés de l'étranger » (69 %), « la publicité donnée aux thèses de l'extrême droite » (42 %), « l'inefficacité de la police » (40 %), « la crise économique et le chômage » (35 %), « une vieille tradition française d'antisémitisme » (33 %).

● LE ROLE DE L'ETAT. — Si 44 % des personnes interrogées pensent que le chef de l'Etat « aurait dû se rendre » rue Copernic au lendemain de l'attentat, 52 % jugent que la démission du ministre de l'intérieur n'était pas nécessaire. Cela n'empêche pas 57 % des Français d'estimer que, dans la lutte contre les néo-nazis, la police « n'a pas fait tout ce qu'il fallait faire ». Enfin, 90 % se déclarent opposés à ce que les juifs « répondent à la violence par la violence ».

● LE RACISME. — 49 % des Français estiment que les Nord-Africains sont « trop nombreux en France » ; 28 % expriment ce point de vue au sujet des « Noirs d'Afrique », 16 % au sujet des Espagnols, 12 % au sujet des Juifs. Ces pourcentages sont en baisse par rapport à ceux enregistrés en 1977 : 63 % pour les Nord-Africains, 27 % pour les Espagnols, 25 % pour les Noirs et 19 % pour les juifs.

La tolérance à l'égard des « étrangers en général » parait s'améliorer puisque, en 1977, 61 % des Français les jugeaient « trop nombreux » contre 43 % en 1980.

● *Trois condamnations à la réclusion à perpétuité.* — Milivoq Milosavlsevic (trente ans), de nationalité yougoslave, qui avait, en novembre 1977, violé puis étranglé deux femmes dans des parkings du dizième arrondissement (*le Monde* du 11 novembre 1977), a été condamné, vendredi 10 octobre, à la réclusion criminelle à perpétuité. Le même jour, la cour d'assises du Nord a condamné à la même peine Alain Parein, trente-quatre ans, et Bruno Riguier, vingt ans, pour une agression sexuelle contre M. Marcel Schmitt, sexagénaire, qui était mort des suites des coups reçus.

● *M. Philippe Tesson inculpé.* — Le directeur du *Quotidien de Paris*, M Philippe Tesson, a été inculpé de diffamation envers M. Michel Poniatowski, le 10 octobre, par M. Jacques Migayron, premier juge d'instruction à Paris. La plainte de l'ancien ministre visait des articles des 11, 14, 18 avril et 12 mai relatifs à l'affaire de Broglie.

● *Un communiqué du bureau populaire libyen à Paris.* — Pour répondre à *« certaines accusations sans fondement »,* formulées à l'encontre de la Libye après l'attentat de la rue Copernic, le bureau populaire (ambassade) libyen à Paris affirme, dans un communiqué, que *« le peuple arabe libyen, en tant que peuple musulman, respecte toutes les religions et agit dans le sens du rapprochement et du dialogue entre elles ».*

« Par son expérience historique dans la lutte contre le colonialisme fasciste italien, poursuit le communiqué, *le peuple libyen s'oppose naturellement au fascisme, au nazisme et au racisme sous toutes ses formes, y compris le sionisme. Il est inacceptable que certains milieux dans les pays occidentaux, incapables de résoudre leurs problèmes, tentent de les exporter en cherchant des boucs émissaires à l'étranger. »*

RELIGION

DU 12 AU 19 OCTOBRE

Une Semaine nationale missionnaire en France

La Journée mondiale des missions, célébrée le dimanche 19 octobre, sera précédée en France — exceptionnellement cette année — par une Semaine nationale missionnaire, du 12 au 19 octobre. Parmi les manifestations prévues, le mardi 14 octobre, les « Dossiers de l'écran » (20 h. 30 sur A 2) seront consacrés à un débat sur les missions, en direct de Rome, avec la participation de Mère Teresa, religieuse albanaise qui travaille dans les « mouroirs » de Calcutta, du cardinal Evaristo Arns, archevêque de Sao-Paulo (Brésil) et de Mgr Jean Zoa, archevêque de Yaoundé (Cameroun). Le mercredi 15 octobre, « Antenne 2 midi » sera réalisé en direct de Rome avec Mère Teresa, et le dimanche 19 octobre, le « Jour du Seigneur » (10 h. 30 sur TF 1) sera retransmis de Lisieux, avec une messe concélébrée par des évêques et des prêtres de différents continents.

A l'occasion de cette semaine missionnaire, la revue chrétienne *la Vie* (1) publie un sondage sur la manière dont les Français jugent les missions. Réalisé par l'IFOP auprès d'un échantillon de huit cent quatre-vingt-cinq personnes, représentatif de la population française âgée de quinze ans et plus, ce sondage apporte quelques surprises et plusieurs contradictions.

Les surprises. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, étant donnée la mauvaise presse dont les missionnaires sont l'objet depuis le concile dans certains milieux, l'ensemble des Français (75 %), et des catholiques pratiquants (90 %) sont massivement d'accord pour dire que *« les missions doivent être poursuivies car, dans bien des cas, les missionnaires sont les seuls à accepter d'aller porter l'espoir dans des endroits du monde abandonnés ».*

Si 30 % des personnes interrogées considèrent toujours l'action missionnaire comme *« colonialiste »,* la grande majorité la qualifie de *« sociale »* (83 %), *« charitable »* (77 %), *« généreuse »* (73 %), *« exemplaire »* (54 %) et *« libératrice »* (36 %). Autre surprise, pour 75 % des Français (88 % des catholiques pratiquants), *« la foi chrétienne est valable pour tous les hommes »* et seulement 14 % des Français (9 % des catholiques) pensent qu'elle est *« valable surtout pour les Occidentaux ».*

Les contradictions. Pour les catholiques, le rôle principal du missionnaire est : *« soigner, soulager la souffrance »* (42 %), *« faire prendre conscience aux populations de leurs capacités à tenir leur place dans le monde d'aujourd'hui »* (23 %), *« travailler selon sa compétence au service du pays »* (13 %), *« évangéliser, former des communautés chrétiennes »* (10 %) et *« annoncer Jésus-Christ »* (10 %).

Or bien que la tâche proprement religieuse du missionnaire, à savoir annoncer Jésus-Christ, arrive en fin de liste avec seulement 10 %, la réponse à la question suivante : *« Quel est l'obstacle principal à l'action missionnaire ? »* semble en contradiction avec ce classement puisque le plus grand nombre des réponses (36 % des catholiques) donnent comme obstacle principal *« le manque de foi chez les chrétiens ».*

(1) *La Vie* du 9 octobre, n° 1832, 5 francs, 163, boulevard Malesherbes, 75849 Paris Cedex 17.

● *Jean-Paul II* a nommé évêque auxiliaire d'Annecy l'abbé Hubert Barbier, du diocèse de Luçon.

[Né le 4 août 1932, en Vendée, M Barbier fit des études au collège Richelieu, à La Roche-sur-Yon, puis entra au séminaire Saint-Sulpice d'Issy-les-Moulineaux et passa à Rome des licences en théologie et en droit canon. Ordonné prêtre en 1955, il fut aumônier de la JEC de 1958 à 1961, directeur du secrétariat social de 1961 à 1971, puis il devint vicaire épiscopal, délégué à l'apostolat des laïcs en 1970, archidiacre en 1974 et, enfin, vicaire général en 1978.]

Le Monde

culture

FORMES

Mosaïques de peaux

Pourquoi une durée si courte pour une si séduisante exposition ? De dimension restreinte, elle résume pourtant cinquante années de travail et regroupe les différents aspects du talent de Germaine de Coster, dessins, estampes, illustrations, reliures, dans le salon d'honneur de la Bibliothèque nationale (1). Qu'on m'excuse de l'évoquer aussi brièvement, sinon les visiteurs trop tard avertis ne seraient plus émerveillés par les luxueuses reliures, véritables « *mosaïques de peaux* », réalisées avec Hélène Dumas, toujours en accord avec l'esprit du texte (Apollinaire, Virgile, Max Jacob, Eluard, etc.), et avec les peintres qui l'ont enrichi : Derain, Ubac, Lanskoy..., et surtout Jacques Villon — Villon dont la rencontre, en 1950, fut décisive. Alors, Germaine de Coster, qui auparavant gravait sur bois selon les anciennes méthodes japonaises (on sera frappé par la subtilité de ces estampes due à cinq *bois superposés, qui rejoint celle des* lavis où l'artiste également excelle), se met au burin. Lignes nettes, coupantes, harmonieusement entrecroisées, qui transcendent l'objet (portrait de Paul Léautaud, Rotterdam « *la ville martyre* », marines...) au-delà de toute anecdote. Germaine de Coster, aux activités fort diverses, a d'ailleurs illustré elle-même quelques livres aimés de Buffon, Saint-Exupéry, Senghor, Giono, ainsi qu'un petit ouvrage plein de malice poétique, *Vingt-sept Bêtes pas si bêtes*, dont elle est l'auteur à part entière, reliure et texte compris.

Lui aussi, le graveur polyvalent Virgil Nevjestic illustre ses propres poèmes. *On peut encore voir*, je l'espère, son recueil *Mémoire amoureuse* dans la jeune librairie (2) qui en a exposé, en compagnie d'autres qu'on dirait enluminés, les dessins préparatoires et les tirages de tête dans tous leurs états — certains sur papiers ou parchemins rarissimes. Un parfum du *Cantique des Cantiques*, qui a également inspiré Virgil, embaume ses sensibles « *paroles du cœur* ».

Reste à savoir ce que deviennent les peintres dont j'avais salué les débuts. Il en est qui tournent mal, en raison directe de leur succès. D'autres, au contraire, s'épanouissent. Ainsi, la peinture de Dilasser (3), naguère resserrée et raffinée, prend une plus imposante dimension, au propre et au figuré. Autant dire qu'elle éclate, sans perdre un arome de sa sensibilité. Tantôt *le grillage où vivent les signes* est solidement étayé, tantôt des cheminements guidés par quelque secrète nécessité forent leurs galeries dans le riche humus imprégné d'une clarté brune, ocree, rougeoyante, ou d'un bleu pénétrant. Plus la toile est vaste, plus maintenant Dilasser s'y sent à l'aise, en s'imposant ses propres frontières. S'évadant en lui-même, il est partout chez lui.

Azouzi, jeune peintre marocain fraîchement révélé, va sur sa lancée (4). *La terre du Maghreb est omniprésente*, transposée en compositions vives ou *assourdies*, chaudes, *cuivrées*, bleutées, où il arrive qu'une flamme soudain s'éveille.

Quant à Jean-Marie Queneau (5), dont le propos semble diamétralement opposé à celui des deux précédents, mais avec un égal souci pictural, un même amour du métier, il demeure résolument figuratif. Son monde quotidien lui suffit, *intra muros* (a-t-il abandonné le paysage ?). Avec amour, *il met en scène les objets familiers*, tables de cuisine, bouteilles, assiettes, compotiers, pots en *équilibre instable*, avec leurs ombres portées. La présence humaine est suggérée par des vêtements suspendus. Le tout en matière tangible, grumeleuse, peut-être parce que le peintre a émigré au pays du grès. Puis il semble aborder une nouvelle manière, s'orienter vers des coloris plus violents, des effets plus lumineux. Trop peut-être.

Les encres de Monique Prat (6) narrent, d'une écriture rapide, partois sténographique, toute une vie rurale. *En noir*, en *bleu violet*, en sépia, en terre brûlée. S'il leur arrive de recréer *les rudes enchevêtrements des branches* dénudées, elles suggèrent plutôt qu'elles n'expriment, *dans un parfait dépouil*lement, arbres, bêtes, et même gens. Plus le trait sinueux est abrégé, simplifié jusqu'à devenir une émouvante calligraphie, plus le réel surgit comme par miracle. Savez-vous que ces graphismes ne représentent qu'une des faces d'un talent lentement mûri loin des villes ? Maintenant, on attend le reste...

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 58, rue de Richelieu.
(2) Librairie Martine Dumois, 238, rue du Faubourg-Saint-Honoré.
(3) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.
(4) Galerie Louis Soulanges, 20, rue de l'Odéon.
(5) L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné.
(6) Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie.

MUSIQUE

La salle Pleyel fait peau neuve

En attendant l'Orchestre de Paris

En 1979, le Crédit lyonnais rachetait la majorité du capital du Centre artistique de Paris, c'est-à-dire de la salle Pleyel, et décidait de redonner à ce grand ensemble tout le lustre qu'il avait un peu perdu avec les années. L'ambition de l'actuel P.-D. G., M. Henri Duchamp, est d'en faire « la véritable maison de la musique et de la danse de la capitale et le forum d'animation culturelle de l'ouest de Paris ».

D'ores et déjà il est prévu que l'Orchestre de Paris donnera ses concerts à Pleyel à partir d'octobre 1981 ; il doit même, en principe, y installer son siège et ses bureaux, mais la décision, qui paraissait imminente, est différée de quelques mois.

La rénovation de Pleyel a entraîné un important programme de travaux et s'étale sur deux ans. Toute l'installation électrique a été refaite, les salles Chopin (470 places) et Debussy (120 places) ont été restaurées, ainsi que les quarante studios de danse, comme on a pu le constater, jeudi, au cours d'une brillante réception. L'été prochain, entre le 3 mai et le 1er octobre, ce sera le tour de la grande salle (2 300 places) : extension du plateau, qui pourra accueillir les plus grandes masses orchestrales et chorales, et aménagement de ses dépendances, locaux fonctionnels et modernes pour recevoir les musiciens. Le montant global des travaux est estimé entre 5 et 10 millions de francs.

Le vaste hall sera également modernisé, sonorisé, doté d'une galerie d'expositions et d'une cafétéria, pour favoriser l'utilisation de cet ensemble qui sera largement ouvert aux jeunes, aux employés et aux habitants du quartier. Des concerts « à la demande » seront notamment organisés, les jeudis à 12 h. 30, 14 heures et 18 h. 30, ainsi que des expositions et des animations consacrées à la facture instrumentale, aux métiers d'art, aux moyens audio-visuels, etc.

Selon M. Duchamp, le but du Crédit lyonnais n'est pas de faire de Pleyel un immeuble de rapport, mais de participer au grand mouvement actuel de « relance » de la musique en lui rendant un instrument moderne et prestigieux qui a toujours joué un rôle important dans la vie musicale parisienne depuis son inauguration, le 18 octobre 1927. — J. L.

P.-S. — Les prix de location sont actuellement de 21 000 francs pour la salle Pleyel, 5 000 francs pour la salle Chopin, 950 francs pour la salle Debussy.

Les projets de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris

Comme l'Orchestre national de France, l'Opéra va bénéficier prochainement du soutien de mécènes, grâce à la création d'une Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris, qui a été annoncée vendredi. Cette association a pour but de réunir des fonds qui viendront en complément du budget de l'Opéra, mais ne pourront en aucun cas être substitués aux subventions de l'Etat. Il s'agira pour elle, « par le biais d'aides spécifiques et clairement définies », *de permettre la réalisation de spectacles exceptionnels, de pratiquer une politique plus active de commandes aux jeunes compositeurs, de faire connaître et de promouvoir par tous les moyens, en France et à l'étranger, l'image prestigieuse et les spectacles de l'Opéra de Paris,* dont « les retombées culturelles et économiques peuvent être considérables pour la France ».

L'association comprendra des membres actifs (cotisations de 500 F pour les personnes physiques, 2 000 F pour les sociétés), bienfaiteurs (5 000 F et 10 000 F) et associés.

Le bureau du conseil d'administration est présidé par M. Jérôme Seydoux (président de Pricel), assisté de MM. Jacques Darmon (président du conseil d'administration de l'Opéra), Claude Imbert (directeur de la rédaction du Point*), Marceau Long (secrétaire général du gouvernement) et Claude Janssen (directeur général de la Banque Worms).*

On sait qu'une société d'exploitation commerciale des produits artistiques de l'Opéra est actuellement en gestation et devrait être constituée d'ici à la fin de l'année. La nouvelle association pourra aider à la réalisation de disques et de films, comme l'a indiqué explicitement M. Darmon. Il semble que ces projets puissent être mis en relation avec ceux, exposés ici même (le Monde du *27 septembre), de la société Gaumont, dont le P.-D.G. est M. Nicolas Seydoux, frère du président de ladite association.* — J. L.

JAZZ

Le Grand Orchestre d'Alan Silva

Compagnon de route de toute l'avant-garde américaine, bassiste du Frank Wright Quartet installé en France, maître d'œuvre d'une école de jazz, Alan Silva pousse la passion jusqu'à animer un grand orchestre ! Et ce n'est pas une mince affaire.

Quinze musiciens, tous les dimanches et les lundis d'octobre, se réunissent au Café de la gare pour célébrer le jazz selon Alan Silva : musique d'expérience, d'exubérance et de communauté, circulation de vibrations et d'initiatives, tête des sonorités foisonnantes et de l'organisation en folie.

Un œil sur la section de trompettes, et la cause est entendue : Haru Oki, musicien japonais aux *rôles multiples et aux délires très* étudiés ; Bernard Vitet, depuis quinze ans à la pointe de tous les combats et de toutes les recherches ; et enfin Pierre Sauvageot, nouveau venu à l'expérience déjà longue des collectifs tumultueux et de l'improvisation souple (groupe Lô).

Le Celestrial, c'est cela : un art consommé de la rencontre et des confrontations. Ages, origines, lieux mêlés, au service d'une certaine *joie de la communication. Et si* on laissait faire, après des années *de travail et de succès, ils seraient* certains soirs plus nombreux sur *scène que dans la salle !* — F. M.

★ Au Café de la gare (41, rue du Temple) : dimanche 12, à 18 h. 30 ; lundi 13, à 21 h. Au même programme, Texture Sextet (21 h., dimanche) et Bernard Vitet (18 h. 30, lundi).

CINÉMA

« LES FILS DE FIERRO » de Fernando Solanas

Une étrange fable

L'inscription du cinéma dans l'histoire ou, pour dire les choses plus simplement, la possibilité de raconter *l'histoire* par le cinématographe, cinématographe au sens où *l'entend Robert* Bresson, l'art, l'écriture du cinéma, repose toujours sur *une équivoque* fondamentale : la « réalité », les faits, ne sont là en *apparence sur l'écran que pour* davantage nous mystifier. Ou, plus *concrètement, comment lire aujourd'hui*, de cet autre bout du monde qu'est la France pour le pays des gauchos, ces images de violence et de libération intitulées *les Fils de Fierro*, et dues au réalisateur de *l'Heure des brasiers*, Fernando Solanas ?

Solanas entreprend son film au moment du retour de Juan Peron au pouvoir, entre 1972 et 1974. Des délais de tournage, de montage, empêchent alors la sortie du film, quand il aurait pu trouver sa plus grande résonance, un écho politique optimal. Aujourd'hui, nous le regardons comme une étrange fable pleine de *bruit et de fraternité. L'auteur a* voulu célébrer le centenaire du *poème national Martin Fierro par* une œuvre épique qui réactualise la lutte du peuple argentin pour sa libération. Le ton adopté par le cinéaste est bien celui du poème épique, du refus du récit linéaire. Le patriarche Martin Fierro lâche ses trois héritiers, l'aîné André, le cadet Santiago, ainsi que le fils de Cruz, Picardia, à la reconquête du pays, de Buenos-Aires, la grande cité populaire.

Dix-huit ans d'histoire sont retracés à larges traits, de 1955, date de la chute de Peron, à 1973, date de son retour éphémère. La classe ouvrière mène le combat, non sans que se dessinent au fil des ans les violentes contradictions politiques à l'intérieur même du mouvement, qui vont éclater au grand jour dès l'arrivée du chef mythique.

Après Miguel Littin à la veille de son exil *(la Terre promise)*, avant Glauber Rocha (le récent *l'Age de la terre)*, Fernando Solanas affirme la nécessité de l'union des forces *libératrices. Nous, spectateurs euro*péens, déjà déchirés dans nos *propres pays par des contradictions* politiques non moins aiguës, même *si elles restent moins sanglantes*, nous regardons avec effroi cette vision apocalyptique d'un monde à racheter, en quête de rachat, de sa libération. *Quelque part*, la folie de l'homme s'inscrit dans les marges : non pour désespérer, abandonner le combat pour plus de justice, mais pour tenter d'y voir un peu plus clair. Œuvre aujourd'hui clandestine dans son propre pays, *les Fils de Fierro* nous invite à la fois à la modestie, à la réflexion et à la véritable solidarité, celle du cœur et de la sensibilité.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

VARIÉTÉS

Roland Magdane au théâtre Fontaine

Après s'être longtemps frotté au public du café-théâtre, le personnage innocent, naïf, imaginé par Roland Magdane a explosé la saison dernière à la télévision *dans le* « Collaro-show ». La bouille ronde barrée d'une grosse moustache, les yeux étonnés qui roulent, la chemise et le pantalon noirs et les bretelles blanches, le personnage de Magdane s'introduit à travers des histoires où il s'anime, raconte, décrit, commente, monologue, joue avec la sonorité des mots, les changements de ton, de voix, de rythme, utilise la diversion, les citations, transfigure à peine la réalité, avec parfois une pointe de cruauté.

« *Je l'ai vu, le docteur*, dit-il, *ça y est et je sais pourquoi j'ai de la musique plein la tête... Y'a plein de choses à l'intérieur de ma tête... Y'a mon conscient, mon subconscient, mon inconscient plus mon moi, qui est à moi, qui m'appartient. Je suis donc propriétaire, plus mon sur-moi qui est au-dessus, comme une petite chambre de bonne... et, là, je suis locataire. Il suffit que le conscient, il fasse du bruit en écoutant des disques après 10 heures pour qu'il réveille mon inconscient et ils se mettent tous à chanter dans la petite chambre de bonne. C'est pour ça que j'ai de la musique plein la tête.* »

Avec son humour, sa tendresse et aussi un certain désespoir voilé, le personnage se promène dans différents univers.

Comme il est normal, Roland Magdane affronte aujourd'hui la croissance de son personnage. Sans doute doit-il lui donner plus de consistance, l'emmener plus loin, par exemple, dans l'absurde. Mais le « tour » présenté actuellement au théâtre Fontaine est constamment drôle et vif. Et on rit franchement de la première à la dernière minute du spectacle.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre Fontaine, 20 h. 30.

EXPOSITION PERCHERONNE

L'Association des amis du musée Alain organise, le 12 octobre à Mortagne (Orne), ville natale du philosophe, une journée culturelle, au cours de laquelle sera inaugurée l'exposition « Aspects de Mortagne dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, 1850-1900 ».

L'exposition, ouverte jusqu'au 12 novembre, présentera à la Crypte de Toussaint et à la Maison des comtes du Perche de nombreux documents (photographies, archives, objets, meubles, textes de presse).

THÉATRE

« UNE VISITE », par Philippe Adrien

Visiteurs de la nuit, les spectateurs qui bavardent dans l'antichambre sont conviés à entrer. On se place en cercle autour d'une marque tracée sur le sol noir. De grosses lampes en coupole rabattent un éclairage de salle d'attente sur deux échappés d'une cour des miracles, goguenards, provocateurs, recroquevillés contre une panière. Ils s'amusent à lancer en l'air tout ce qu'elle contient. Arrive un jeune godiche en pantalons golf et bottines à lacets. A la vue du désastre — ce sont ses affaires qui gisent par terre, — il s'arrête, tout chagrin, décontenancé. Les autres se moquent...

Même si on ne sait pas que le spectacle de Philipe Adrien, *Une visite*, est pris dans un chapitre de *l'Amérique*, de Kafka, on y est. Ce nigaud humilié dont l'excès de bonne volonté gratte les plaies du monde et dénonce l'absurdité cruelle des rapports humains, fait déferler le composé délétère d'angoisse et de générosité, de rêve et de prosaïsme accroché au nom de Kafka. On y est, et on suit, la mise en scène se construit en parcours. La première étape est une sorte de prologue, brutal. La seconde piétine un peu : elle met en place les ressorts de l'action. C'est là que nous voyons le « héros » Karl Rossmann (Jean-*Louis Jacopin) tenter vainement* d'échapper aux deux tourmenteurs, Robinson (Jean-Pol Dubois) et Delamarche (Alain Massé), et se retrouver derrière eux, à la porte rouge de la Brunelda.

Alors, nous pénétrons dans la vaste grotte encombrée de velours pelé, de coussins moisis, dans la nuit pourpre qui fleure l'encens. Là, sur un amoncellement de dentelles, de rideaux poussiéreux auxquels sont encore cousus des anneaux dédorés, sur le lit vénéneux est étendue l'ex-cantatrice aux cheveux noirs, aux lèvres sanglantes *(Maïté Nahyr), la* femme gloutonne, engloutissante, la palpitante qui fascine les trois hommes, choisit Delamarche, écarte Robinson et Karl, qui, de ce fait, sont rejetés dans une position de voyeurs, d'enfants réduits à regarder, en position de serviteurs-esclaves, rejetés derrière le rideau sur le balcon où nous les suivons. Nous suivons leur veille frileuse.

Puis nous revenons dans la chambre où cachée derrière un bric-à-brac de meubles, la Brunelda prend un bain avec Delamarche, qui, à de multiples reprises, *commande* les *accessoires* nécessaires. Robinson s'épuise à obéir tandis que Karl fait le clown avec grâce et aisance, sans plus de timidité, il n'est plus le *même. Brusquement*, la scène a viré au burlesque pur. Fausse piste, mais mal balisée ou qui arrive trop tard pour ne pas paraître un peu gratuite. Semblant d'ouverture qui, en définitive, donne sur la mort, sur la vision désolée de Delamarche poussant la voiture d'infirme de la Brunelda, assise, affalée parmi *ses falbalas. Elle n'est plus qu'une* grande poupée abandonnée dans un grenier.

Les visiteurs de la nuit, avant de s'en retourner, demeurent sur place, enchantés par les comédiens, par la naïveté vipérine de Jean-Louis Jacopin, la poésie de Jean-Pol Dubois, la force mystérieuse de Maïté Nahyr, la beauté louche du parcours tortueux de Philippe Adrien.

COLETTE GODARD.

★ Cartoucherie de la Tempête, 20 h. 30.

SPECTACLES

théâtres

SPECTACLES NOUVEAUX

Comédie de Paris (281-00-11) : Art scénique et vieilles dentelles (sam., 22 h.).
Odéon (325-78-32) : En attendant Godot, par la Comédie-Française, mise en scène de Roger Blin (sam. et dim., 20 h. 30).
Montansier, Versailles (950-71-18) : Coups de chapeau (sam., 20 h. 30).
Cité internationale, Grand Théâtre (589-38-69) : l'An Mil, par Jean-Luc Jeene (sam., 20 h. 30).
Saint-Georges (878-74-37) : le Loup-Garou, de Roger Vitrac (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Théâtre de la Plaine (250-15-65) : l'Impromptu de Versailles et la Noce chez les petits-bourgeois, par Jean-François Prevand (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Théâtre Romain-Rolland, Villejuif (726-15-02) : Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ? (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50) : la Femme sans ombre (sam., 19 h. 30).
Comédie-Française (296-10-20) : Simul et Singulis (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Odéon (325-70-32) : En attendant Godot (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
TEP (797-96-06), Petit TEP : Seul o Sol (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Centre Pompidou (277-12-33), cinéma : *Films documentaires* (dim., 15 h.) ; Film de Pierre Clementi (sam. et dim., 19 h.) ; *Dix ans de documentaires suisses* (sam. et dim., 14 h. et 19 h.).
Carré Silvia Monfort (581-28-34) : Cirque Grüss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30) ; Ballet Joseph Russillo (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Théâtre de la Ville (274-11-24) : Milva (sam., 18 h. 30, dernière) ; les Cannibales (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h., dernière).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78) : l'Homme couché (sam., 20 h. 30) ; A la rencontre de Marcel Proust (sam., 22 h.).
Antoine (208-77-71) : Potiche (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Astelle-Théâtre du 19e (202-34-31) : les Bonnes (sam., 20 h 30).
Atelier (606-49-24) : les Trois Jeanne (sam., 21 h.).
Athénée (742-67-27) : Cher menteur (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08) : En r'venant de l'expo (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30). — Théâtre de la Tempête (328-36-36) : Fusillade à Montredon (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h., dernière).
Centre culturel du XVIIe (227-68-81) : le Monte-Plats (sam. et dim., 20 h. 45).
Cité internationale universitaire (589-38-69), Resserre : l'Anniversaire (sam., 20 h. 30). — Galerie : Chacun sa vérité (sam., 20 h. 30).
Comedie Caumartin (742-43-41) : les Exploits d'Arlequin (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Comédie des Champs-Elysées (723-27-31) : Madame est sortie (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Comédie-Italienne (321-22-22) : la Locandiera (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Daunou (261-69-14) : l'Homme, la Bête et la Vertu (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Edouard-VII (742-57-49) : Debureau (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Essaïon (278-46-42), I : Utinam (sam., 20 h. 30) ; Histoires vraies (sam., 21 h. 30). — II : la Princesse de Babylone (sam., 20 h. 30) ; Flagrants délires (sam., 22 h.).
Fondation Deutsch - de - la - Meurthe (589-43-39) : George Dandin (sam., 21 h.).
Fontaine (874-74-40) : R. Magdane (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.) ; Essayez donc nos pédalos (sam., 22 h. ; dim., 17 h.).
Gaîté - Montparnasse (322-16-18) : Rufus (sam., 20 h. 15)
Grand Hall Montorgueil (233-80-78) : En pleine mer (sam., 21 h.).
Hébertot (387-23-23) : les Bons Bourgeois (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Huchette (874-76-99) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h. 15) ; la Leçon (sam., 21 h. 30).
La Bruyère (874-76-99) : Un roi qu'a des malheurs (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Lucernaire (544-57-34), Théâtre rouge : Molly Bloom (sam., 19 h.); l'Edifice (sam., 20 h. 30) ; Ficelles (sam., 22 h. 15). — Théâtre noir : Haute surveillance (sam., 18 h. 30, dernière) ; Rude journée en perspective (sam., 20 h. 30) ; Nuits blanches (sam., 22 h. 15). — II : Parlons français (sam., 18 h. 15).
Madeleine (265-07-09) : la Mémoire courte (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Maison Heinrich-Heine (589-53-93) : Ne nous faites pas honte (sam., 21 h.).
Marigny (225-20-74), I : l'Azalée (sam., 21 h. ; dim., 15 h.). — II : la Bonne Soupe (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Mathurins (265-90-00) : Proust (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Michel (265-35-02) : On dînera au lit (sam., 21 h. 15 ; dim., 15 h. 15 et 21 h. 15).
Michodière (742-95-23) : l'Habilleur (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Moderne (280-09-30) : Grugru II (sam., 20 h. 30 et 22 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Montparnasse (320-89-90), I : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.). — Petite salle : Exercices de style (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.) ; André Valardy.
Nouveautés (770-52-76) : Un clochard dans mon jardin (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).
Œuvre (874-42-52) : Un habit pour l'hiver (sam., 18 h. et 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Palais des glaces (607-49-93) : Scènes de chasse en Basse-Bavière (sam., 22 h.).
Palais des sports (828-40-48) : les Misérables (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 15 et 18 h.).
Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Plaisance (320-00-06) : Retrouvailles (sam., 20 h. 30).
Poche-Montparnasse (548-92-97) : le Premier (sam., 21 h.).
Potinière (261-44-16) : Maison rouge (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Studio des Champs-Elysées (723-35-10) : le Cœur sur la main (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h.).
Studio Fortune, 13e : le Chant du cygne ; l'Arthrite (sam., 21 h.).
TAI - Théâtre d'Essai (274-11-51) : l'Ecume des jours (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Fish out of water (sam., 20 h.) ; les Jumelles (sam., 21 h.).
Théâtre de Paris (874-20-44) : le Mariage de Figaro (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Théâtre-en-Rond (387-88-14) : l'Incroyable et Triste Histoire du généralé Penaloza et de l'exilé Mateluna (sam., 19 h.) ; Huis clos (sam., 20 h. 30).
Théâtre Présent (203-02-55), I : Rosmerholm (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.). — II : le Médecin malgré lui (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Théâtre 18 (226-47-47) : Play Strindberg (sam., 21 h. ; dim., 17 h.).
Tristan-Bernard (522-08-40) : Du canard au sang pour Mylord (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35) : la Voix humaine (sam., 20 h. 15) ; la Collection (sam., 21 h. 15) ; la Revanche de Nana (sam., 22 h. 30).
Bistrot Beaubourg (271-33-17) : Vignol's Band Rock (sam. et dim., 19 h. 45) ; E. Sarda Generation Hollywood (sam. et dim., 20 h. 30); Naphtaline (sam. et dim., 22 h. 45).
Blancs - Manteaux (887-16-70), I : Areuh = MC 2 (sam., 20 h. 15) ; G. Cuvier (sam., 21 h. 30) ; Et vous trouvez ça drôle ? (sam., 22 h. 30). — II : Tribulations sexuelles à Chicago (sam., 20 h. 15) ; les Belges (sam., 21 h. 30) ; les Voyageurs de Carton (sam., 22 h. 30).
Café d'Edgar (320-85-11), I : Sœurs siamoises cherchent frères siamois (sam., 20 h. 30) ; Sueur, cravate et tricot de peau (sam., 21 h 30). — II : Bruant Superstar (sam., 22 h. 15).
Café de la Gare (278-52-51) : la Transatlantide (sam., 20 h. 30) ; le Bastringue (sam., 22 h. 30).
Cafessaïon (278 - 46 - 42) : Jacques Charby (sam., 22 h.).
Le Connétable (227-41-40) : Abadoche (sam., 20 h. 30) ; J. Rigaux (sam., 21 h. 30) ; J Debronckart (sam., 22 h 30) ; Carnival Jazz Quartet (sam., 23 h. 30).
Coupe-Chou (272-07-23) : le Petit Prince (sam., 20 h. 30) ; Ma chère Sophie (sam., 21 h. 30) ; Bagdad Connection (sam., 23 h.).
Cour des Miracles (548-85-60) : Dan Ar Bras (sam., 20 h. 15) ; Ivres pour vivre (sam., 21 h. 30) ; la Matiouette (sam., 22 h. 40)
Croq'Diamants (272-20-06) : Soir de grève (sam., 20 h. 30) ; la Voix humaine (sam., 21 h. 45) ; Petits bonheurs, petits malheurs à la lueur d'en face (sam., 23 h.).
L'Echaudoir (240-58-27) : M. Boubin, M. Fanon (sam., 21 h. 30).
L'Ecume (542-71-16) : M. Musseau (sam., 20 h. 30).
Fanal : La chasse est ouverte (sam., 20 h.); le Président (sam., 21 h. 15).
Per-Play (707-96-99) : les Zazous (sam. et dim., 20 h. 30) ; L'une mange, l'autre boit (sam. et dim., 22 h. 30).
Le Petit Casino (278-36-50), I : Racontez-moi votre enfance (sam., 21 h.) ; Du moment qu'on n'est pas sourd (sam., 22 h. 15) — II : Si la concierge savait (sam. et dim., 21 h.) ; Suzanne, ouvre-moi (sam., 21 h. 45 ; dim., 22 h.).
Le Point-Virgule (728-67-03) : Tranches de vie (sam., 20 h. 30) ; Cherche homme pour faucher terrain en pente (sam., 21 h. 30) ; Raymond (sam., 22 h. 45).
Splendid (887-33-88) : Elle voit des nains partout (sam., 20 h. 30 et 22 h. 30)
Soupap (278-27-54) : Machine-Rie (sam., 20 h.) ; la Chasse au snark (sam., 21 h. 30).
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : Un polichinelle dans le tiroir (sam., 20 h. 30) ; Ma vie est un navet (sam., 21 h. 30) ; Refrains (sam., 22 h. 30).
Théâtre des Quatre - Cents - Coups (329-39-69) : le Plus Beau Métier du monde (sam., 20 h. 30) ; Bonjour les monstres (sam., 21 h. 30) ; C. Brosse (sam., 22 h. 30).
La Tanière (337-74-39) : G. Delahaye (sam., 20 h. 45) ; Goun, Justus, Friedmann (sam., 22 h. 30).
La Vieille - Grille (707 - 60 - 93) : A. Tome (sam., 21 h.).

Samedi 11 - Dimanche 12 octobre

Le music - hall

Bobino (322-74-84) : J. Beaucarne (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h., dernière).
Gaîté - Montparnasse (322-16-18) : Mama Bea (sam., 20 h. 15 ; dim., 17 h. 30).
Gymnase (770-16-15) : Coluche (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Olympia (742-25-49) : Carlos do Carmo (sam. et dim., 18 h.) ; G. Bécaud (sam. et dim., 21 h.).
Palais des congrès (758-22-56) : Julien Clerc (sam., 21 h. ; dim., 17 h.).
Variétés (233-09-92) : M.-P. Belle (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Les concerts

Lucernaire : Th. de Clauzade (Chopin, Schumann) (sam., 19 h. 30) ; P. Boinay, A. Perchat (mélodies populaires slaves et allemandes) (sam. et dim., 21 h.).
Sainte - Chapelle : Los Calchakis (Misa Criolla) (sam. et dim., 20 h. 30).
Conciergerie : La Maurache, Mélusine (du Moyen Age à la tradition populaire) (dim., 17 h. 30).
Radio-France, studio 106 : Ensemble baroque français (Boismortier, Vivaldi, Telemann, Bach, Haydn) (sam., 18 h. 30).
Eglise Saint-Merri : Perspective du vingtième siècle, Ensemble Ars Nova (Messiaen, Constant, Schafer) (journée M. Constant) (sam., 20 h. 30).
Eglise Saint-Louis des Invalides : P. Gazin (Bach) (dim., 17 h.).
Notre-Dame : U. Stuers (Mendelssohn, Bach, Grünenwald, Mulet) (dim., 17 h. 45).
Théâtre des Champs-Elysées : Orchestre des Concerts Pasdeloup, dir. G. Devos (Liszt, Chopin, Mendelssohn, Wagner) (dim., 17 h. 45); Solistes de l'Orchestre de Paris (Schumann) (dim., 20 h. 30).
Eglise des Billettes : V. Reynolds, N. Lee (Schumann, Beethoven, Stravinski, Webern) (dim., 17 h.).
Salle Pleyel : Orchestre des Concerts Lamoureux, Ensemble Contrepoint, Chorale E. Brasseur (Beethoven) (dim., 17 h. 45).
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière : A. Schwartz (Bach, Buxtehude, Alain) (dim., 16 h. 30).

Festivals d'automne

(296-12-27)
THEATRE
Théâtre de la Ville : les Cannibales (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30, dernière).
Centre Pompidou : Sacco (sam., 20 h. 30, dernière).
Cartoucherie de Vincennes : Une visite (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Bouffes-du-Nord (239-34-50) : Wielopole, Wielopole (sam., 20 h. 30).
American Center (321-42-20) : Prelude to Death (sam., 21 h.).
Théâtre de l'Aquarium (374-99-61) : Woyzeck (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
DANSE
Théâtre des Champs - Elysées (720-03-43) : Twyla Tharp (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), sam., 15 h. : De la tourbe et du restant, de F. Bellanger ; 17 h. : J'accuse, d'A. Gance : 19 h. : Sanjuro, d'A. Kurosawa ; 21 h. : Entre le ciel et l'enfer, d'A. Kurosawa. — Dim., 15 h. : Barberousse, d'A. Kurosawa ; 18 h. 30 : Dodes' caden, d'A. Kurosawa (sous reserve) ; 21 h. : Dersou Ouzala, d'A. Kurosawa.
Beaubourg, sam., 15 h. : l'Ange ivre, d'A. Kurosawa ; 17 h. : la Fiction nucléaire, de J. Chabot ; 19 h. : Jenny, de M. Carne ; 21 h. : Les salauds se portent bien, d'A. Kurosawa. — Dim., 15 h. : Je ne regrette pas ma jeunesse, d'A. Kurosawa ; 17 h. : les Voleurs de Job, de T. Rached ; Jours de fer, de J. Fajardo ; 19 h. : la Tête d'un homme, de J. Duvivier ; 21 h. : l'Idiot, d'A. Kurosawa.

Les exclusivités

AINAMA, SALSA POUR GOLDMAN (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).
ANTHRACITE (F.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47).
APOCALYPSE NOW (A., v. o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Caméo, 9e (246 - 66 - 44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LA BANQUIERE (Fr.) Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount - Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumond - Sud, 14e (327 - 84 - 50) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis - Elysées, 8e (720 - 76 - 23) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
BREAKING GLASS (A., v.o.) : George-V, 8e (542-41-46) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52).
CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
CALIGULA (It.-Ang., v.o.) (**) : Monte - Carlo, 8e (225 - 09 - 93) ; U.G.C.-Opéra, 9e (261-50-32).
LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg) : Haussmann, 9e (770-47-55); Espace-Gaîté, 14e (320 - 99 - 34), jeudi, sam., lundi.
LA CHASSE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-24).
LE CHEVAL D'ORGUEIL (Fr.) : Gaumont - les Halles, 1er (297-49-70); Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont - Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
CHER VOISIN (Hong., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Olympic, 14e (542-67-42). H. Spéciale.
LE CŒUR A L'ENVERS (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Ternes, 17e (380-10-41).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70); Paris, 8e (359-53-99) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50); Cambronne, 15e (734-42-96); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. - Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy - Pathé, 18e (522-46-01).
EXTERIEUR NUIT (Fr.) : U.G.C. - Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Forum-Cinéma, 1er (297-53-74); 14- Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
FAME (A., v.o.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont - Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; PIM - Saint-Jacques, 14e (589-68-42). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Mistral, 14e (539-53-43).
LA FEMME INTEGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LA FEMME ENFANT (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
FENETRES SUR NEW-YORK (A., v.o.) : U.G.C. - Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71).
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., **, v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. - Marbeuf, 8e (225-18-45). V.f. : Cinac'Italiens, 2e (296-80-27).
HEART BEAT (A., v.o.) : Saint-Germain - Huchette, 5e (633-79-38) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; Movies - Les Halles, 1er (236-71-72) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42).
HEROS OU SALOPARDS (Austr., v.f. : Cinac'Italiens, 2e (296-80-27).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LOULOU (Fr.) (*) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MA BRILLANTE CARRIERE (Austr., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08); U.G.C.-Normandie, 8e (359-41-18) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
MANHATTAN (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NIJINSKY (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46). V.f. : Français, 9e (770-33-88).
NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
PASTORALE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
LES PETITES CHERIES (A., v.o.) : Paramount-City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PILE OU FACE (Fr.) : Bretagne, 6e (222 - 57 - 97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44).
PINBALL (A., v.f.) : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Clichy-Pathé, 18e (532-46-01).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILS DE FIERRO, film argentin de Fernando Solanas, (v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LA VEUVE MONTIEL, film latino-américain de Miguel Littin (v.o.) (*) : Movies Cinéma, 1er (236-71-72) ; Saint-Germain Village, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e 359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Berlitz 2e (742-60-33) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
DE LA VIE DES MARIONNETTES, film allemand d'Ingmar Bergman (v.o.) (*) : la Clef, 5e (337-90-90) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v f. : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
LE COUP DU PARAPLUIE, film français de G. Oury : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Wepler, 18e (387-50-70)
MOURIR A TUE-TETE, film canadien d'Anne-Claire Poirier : Marais, 4e (272-62-98) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'ILE SANGLANTE, film américain de M. Ritchie (v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) : Murat, 16e (651-99-75); Magic-Convention, 15e (838-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'EXTERMINATEUR, film américain de W Fruet (v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43); Murat, 16e (651-99-75); Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
TUEURS DE FLICS, film américain d'H. Becker (v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v. f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742 - 82 - 54) ; U.C.G. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64); Murat, 16e (651-99-75) ;

SPECTACLES

RETOUR A MARSEILLE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90). Mer., V., D., Mar.
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).
SUNBURN (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES TEMPS SONT DURS POUR DRACULA (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Français, 9e (770-33-88).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
URBAN COW-BOY (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (329-79-17) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Tourelles, 20e (364-51-98) H. sp.
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

Les séances spéciales

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 18 h.
CHRONIQUES MARTIENNES (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11) : vend., sam. 0 h. 15.
DE LA NUEE A LA RESISTANCE (3 parties) (Fr.) : Denfert, 14e (354-00-11) : h. sp.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) : 0 h. et 12 h. ; Saint-Ambroise, 2e (700-89-16) : mer., 20 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) : 0 h. 15.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) : 10 h., 12 h., 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 12 h. 10 (sf sam., dim.).
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : 18 h. (sf sam., dim.).
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suis.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 22 h. 15.
LA DROLESSE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42) : 18 h. (sf sam., dim.).
LENNY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) : 10 h., 12 h., 24 h.
MAHLER (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 14 h. 30.
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 20 h. 10.
PERSONA (Sued., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : 18 h. (sf sam., dim.).
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 16 h. 30
VIOLETTE NOZIERES (Fr.) : Les Tourelles, 20e (364-51-98) : mar., 21 h.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 11 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous détendre.
19 h 20 Emissions régionales.
20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Numéro Un.
Sacha Distel Polites. Avec Roland Magdane, Patrick Sébastien, Sergio Mendes, Véronique Sanson...
21 h 30 Série : Tant qu'il y aura des hommes.
Réalisation B Kulik, avec N. Wood, W. Devane, R. Thinnes.
Deuxième épisode. Lorene, une prostituée, se lie avec Prewitt, soldat contestataire, et tombe amoureuse de lui.
22 30 Télé-Foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : Fantomas.
D'après l'œuvre de P. Souvestre, réalisation B. Revon, avec H. Berger, J. Duhilbo, P Malet...
Fantomas, l'homme aux cent visages, a échappé à l'échafaud et continue de faire trembler Paris.
22 h L'espace Fabri ou les rencontres du troisième brave type.
23 h Les carnets de l'aventure : Escalade extrême en forêt amazonienne.
Quatre Américains ont réalisé l'escalade de l'Œil de Dieu, un piton rocheux de 1 500 m au milieu de la jungle vénézuélienne.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
La Flèche noire ; A vos marques.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 Retransmission théâtrale : « les Parents terribles ».
De J. Cocteau. Mise en scène de J. Marais. Avec J. Marais, P Delahaie, L. Kedrova, P Duval, A. Ludovic
Paris, 1935 : histoire de famille et mensonges qui pèsent. Cocteau : tout Cocteau.
22 h 35 Journal.
23 h Ciné-regards : G. Oury.
La mécanique du rire.

FRANCE - CULTURE

19 h. 10, Musique enregistrée.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Entretien avec... le peintre M. Estève (deuxième partie).
20 h., Carte blanche : « Le Marchand d'oiseaux », de J.-M Gonzalez. Avec : M. Lonsdale, M.-A. Dutheil, etc.
21 h. 25, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « Les Funérailles de la grande-mème », de G. Garcia Marquez, lu par G Lartigau.
21 h. 55, Ad lib, avec M de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 5. Soirée lyrique : « la Muette de Portici », opéra en quatre actes de D.F.E. Auber, initialement annoncé et remplacé par « Sapho » de Massenet.
23 h., Ouvert la nuit : Sérialisme contre révolution cagéenne (Webern, Cage, Boulez, Carter) ; 0 h. 5, *Le dernier concert* : Quatrièmes soirées de Saint-Aignan (Bach, Mozart, Haydn).

Dimanche 12 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h 15 Variétés : Les Nouveaux Rendez-vous.
G. Bécaud, J. Iglesias, P Hernanrez, V. Sanson, J Clerc et le groupe Police.
15 h 30 Tiercé.
15 h 40 Série : Les hommes de rose.
Premier épisode, réalisation M. Cloche, avec D. Doll, J. Martinelli, R. Dalban, J.-P. Castaldi...
16 h 55 Sports première.
18 h 30 Série : Starsky et Hutch.
19 h 25 Les animaux du monde.
Un matou irréductible : le chat sauvage.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Le Cerveau.
Film français de G Oury (1968), avec J.-P Belmondo, Bourvil, D. Niven, E. Wallach, S. Monti, F. Valois, H. Genes. (Rediffusion.)
Un escroc français et son copain chauffeur de taxi cherchent à réaliser, en bricoleurs, le cambriolage d'un train contenant une fortune. Un grand truand anglais et un caïd de la Mafia préparent en même temps, minutieusement, ce même « gros coup ».
22 h 20 Un salut aux Invalides : L'histoire de l'hôtel des Invalides en hommage à A. Sanguinetti.
23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 30 Cours d'anglais : Follow me.
11 h 45 Salut l'accordéon.
12 h Concert, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction de G. Amy ; adagio et stretto (Amy) : la Valse (Ravel).
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Shérif, fais-moi peur.
14 h 10 Hors compétition : voile.
15 h 10 Série : Les Arpents verts.
15 h 35 Disney Dimanche.
16 h 30 Feuilleton : Ces merveilleuses pierres.
17 h 30 Série : Les Muppets.
18 h La course autour du monde : Eliminatoires suisses.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Intrigue à la Maison Blanche.
Réalisation G. Nelson, avec C. Robertson, J. Robards, S. Powers, R. Vaughn...
A Washington, le président Esker Scott Anderson, malade, a renoncé à se présenter pour un renouvellement de mandat. Il contacte le directeur de la C.I.A. pour choisir un successeur...
22 h 5 Les peintres enchanteurs de France et d'ailleurs.
Série de J.-M. Drot et L. Masson.
Robert Tatin, un des « singuliers de l'art ».
23 h Le petit théâtre : Trafic.
De L. Calaferte.
Avec Danielle Darrieux et Michel Auclair.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h 45 Aspects du court métrage français.
« L'Empire Garnier », de R. Jordan.
16 h Jeu : Tous contre trois.
17 h Prélude à l'après-midi.
18 h Théâtre de toujours : « Marie Tudor ».
D'après Victor Hugo. Adaptation et réalisation d'Abel Gance. Avec F. Christophe, P. Massimi (deuxième partie).
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Série : *Benny Hill.*
20 h 30 Histoire : 1920-1980, une révolution invisible.
Une émission de G. Elgey, R. Remond, G. Vincent, A. Prost. Réalisation P. Hubert. Numéro I : Des champs à la ville.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : La Joconde.
De J.-M. Royer et M. Frydland.
Histoire et aventures de la plus célèbre peinture du monde.
22 h 40 Cinéma de minuit (cycle J. Gabin) : « le Tunnel ».
Film franco-allemand de K. Bernhardt (1933) en version française, avec J. Gabin, M. Renaud, E. Van Daele, G. Grundgens, A. Nox, R. Allain, D. Le Vigan, P. Richard (N.).
Un ingénieur américain entreprend la construction d'un tunnel sous l'Atlantique devant relier les Etats-Unis à la France. Il se heurte à des intrigues d'hommes d'affaires, des catastrophes, mais poursuit son œuvre envers et contre tout.

FRANCE - CULTURE

8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, *Ecoute Israël.*
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française.
10 h., *Messe à Saint-Lambert-des-Bois.*
11 h., Regards sur la musique : « Russlan et Ludmilla », opéra de Glinka.
12 h. 5, *Allegro.*
12 h. 40, Inédits du disque.
14 h., Sons.
14 h. 5, *La Pétition*, de V. Havel, traduit par M. Aymonin et S Meidegg. Avec : G. Tréjean et P. Constant.
15 h. 35, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « l'Auberge », de G. de Maupassant, lu par F. Seigner.
16 h. 5, Hommage à Jean Piaget.
17 h. 10, *Le cinéma des cinéastes.*
18 h., Concert de musique de chambre : en direct de l'atelier du peintre Monet à Giverny (Franck, Satie, Debussy).
20 h., Albatros : G. Perros.
20 h. 40, Atelier de création radiophonique : Cordoba-Gongora.
23 h., Musique de chambre.

FRANCE - MUSIQUE

11 h., Concert : « Sonatine n° 3 pour violon et piano » de Schubert. « Valses » de Strauss-Schönberg, par l'Ensemble J.-P. Wallez, avec J.-P. Wallez, violon, B. Rigutto, piano, C. Crenne, violon.
12 h. 5, Le Jeu des penchants : Une personnalité fait état de ses goûts et présente quelques œuvres.
12 h. 45, Tous en scène.
13 h. 30, Jeunes solistes : Chantal Thomas à la harpe (Vierne, Ducasse, Damase).
14 h. 15, Les Après-midi de l'orchestre : Histoire de la direction d'orchestre en France (Saint-Saëns, Bizet)
16 h. 15, La Tribune des critiques de disques : Comparaison des principaux enregistrements d'« Ariane à Naxos » de R. Strauss.
19 h., Concert (en direct du festival Nancy Jazz Pulsation 1980) : Le World Saxophone Quartet, le Quartette de Chico Freeman et l'Ethnic Heritage Ensemble.
20 h. 5, Le Concert du dimanche : « Concerto pour deux violons et orchestre en ré mineur BWV 1043 » (J.-S. Bach), « Responso, concerto pour orchestre » (Martinu), « Concerto pour violon et orchestre en mi mineur » (Mendelssohn), « Ouverture de Léonore n° 3 » (Beethoven), par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir K. Masur, avec I. et W Oistrakh, violons (Concert solennel pour l'anniversaire de la R.D.A.)
22 h. 30, Ouvert la nuit : Une semaine de musique vivante : 23 h., Saturnales (Franck, Duparc, Fauré, Bizet, Massenet).

TRIBUNES ET DEBATS

DIMANCHE 12 OCTOBRE

— *M. François Ceyrac*, président du C.N.P.F., participe à l'émission « Dimanche actualités magazine », sur France-Inter, de 12 heures à 14 heures.

— *M. Jean-François Deniau*, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des réformes administratives, est l'invité du Club de la presse d'Europe 1, à 19 heures.

— *M. Georges Marchais*, secrétaire général du parti communiste, est reçu au journal de 20 heures, sur TF 1.

LUNDI 13 OCTOBRE

— *M. Charles Fiterman*, membre du secrétariat du P.C., s'exprime à l'émission « Parlons clair », à 7 h. 45, sur France-Inter.

— *M. Georges Marchais* participe à l'émission « Cartes sur table », à 20 h. 35, sur Antenne 2.

ARCHÉOLOGIE

Les mystères des chefs-d'œuvre

(Suite de la première page.)

Les rayons X ont ainsi révélé le mystère d'un obélisque miniature égyptien qui dissimulait, dans sa cavité centrale, un squelette de fœtus humain. Autres trouvailles surprenantes de la radiographie : ici, une jeune femme penchée sur un berceau qui a disparu sous le portrait d'un jeune homme peint par Rembrandt. Là, une femme en grande robe d'apparat qui a été masquée par le *Triomphe d'Henri IV* peint par Claude Deruet : pour ce dernier tableau on a de bonnes raisons de penser que le portrait représentait Catherine de Bourbon, sœur d'Henri IV et épouse d'Henri de Lorraine, duc de Bar. Veuf, le duc de Bar aurait voulu dissimuler sa première femme aux yeux de sa nouvelle épouse... La toile a connu ensuite d'autres tribulations : des draperies ont voilé, vers la fin du dix-septième siècle probablement, les nudités des personnages allégoriques puis ont été enlevées en 1954.

Sans études et analyses, la *Pietà* de Fouquet serait restée inconnue. Accrochée depuis toujours dans l'église de Nouans-les-Fontaines (Indre-et-Loire), le tableau n'a attiré l'attention qu'en 1931 : il a fallu l'examen de la matière picturale par microfluorescence X et par analyses microchimiques pour s'assurer que la technique, les pigments et les liants étaient compatibles avec une œuvre du quinzième siècle. La radiographie, la photographie en infrarouge et la macrophotographie ont fait ensuite reconnaître la main de Jean Fouquet.

Les circuits commerciaux antiques

Les méthodes scientifiques servent aussi à détecter des faux. Une *Vierge et l'enfant* du musée du Louvre était attribuée à l'école siennoise du quinzième siècle ; mais la radiographie a été incapable de détecter l'image de la composition. En revanche, elle a révélé des craquelures faites intentionnellement et l'analyse microchimique a retrouvé dans les couleurs des constituants employés aux dix-huitième et dix-neuvième siècles...

Les analyses permettent aussi de retrouver des circuits commerciaux antiques. Le dosage par spectrométrie de masse à étincelles et spectrométrie d'émissions dans l'ultra-violet de plus de trente éléments chimiques présents dans des microprélèvements faits sur des objets en cuivre et en bronze trouvés au Moyen-Orient, puis le traitement sur ordinateur des analyses ont montré l'origine des minerais : pendant le quatrième millénaire avant Jésus-Christ, le cuivre venait du plateau iranien ; dès le début du troisième millénaire, on est allé le chercher dans les montagnes d'Oman.

L'un des domaines où les techniques modernes sont particulièrement précieuses est celui des arts graphiques avec leurs papiers, leurs parchemins, leurs encres auxquels l'exposition fait une large place. La fluorescence d'ultraviolets, par exemple, fait réapparaître des textes pâlis. L'holographie au laser permet d'analyser les écritures : ainsi est apportée une preuve supplémentaire que le fameux bordereau de l'affaire Dreyfus ne pouvait pas être de la main de l'officier juif. La simple microscopie identifie les larves d'insectes qui font des ravages dans les bibliothèques. Elle montre aussi qu'un amidon d'une origine encore indéterminée entrait dans la composition des papyrus égyptiens. La chromatographie en phase gazeuse prouve que les parchemins pourprés ne devaient pas leur couleur aux coquillages murex mais à des végétaux, moins coûteux probablement.

A côté de chaque objet présenté, des panneaux explicatifs, clairs pour la plupart, mettent en relief les services que la science peut rendre à l'art.

Une fête pour l'œil

L'exposition est aussi une fête pour l'œil. Les bijoux d'or (épingles, boucles d'oreille, fibules, boucles de ceinture, bague sigillaire, galons, garnitures de jarretières et de chaussures) trouvés en 1959 à Saint-Denis dans la tombe de la reine Arégonde, épouse de Clotaire Ier, et présentés pour la première fois au public sont éblouissants. Une divinité tibétaine et l'éphèbe d'Agde enchantent par leur grâce. L'émail Plantagenêt, la coupe du grand dauphin, sont superbes. *Un vitrail de la cathédrale de Bourges est, pour une fois, à la hauteur des yeux.*

Sans les sciences et les techniques modernes, ces objets n'auraient jamais retrouvé leur beauté.

YVONNE REBEYROL.

★ *Galeries nationales d'exposition* du Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, Paris-8e. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 h. à 20 h. (jusqu'à 22 h. le mercredi). Entrée : 12 F (9 F le samedi). Visites de groupes, avec ou sans conférencière, s'adresser au bureau de l'action scolaire et éducative de la direction des Musées de France, hôtel d'Orsay, 9, quai Anatole-France, 75007 Paris. Tél. : 544-40-41, poste 29. Le catalogue de l'exposition (80 F) est d'une aide précieuse. Très abondamment illustré, il donne de multiples informations sur les chefs-d'œuvre et les études dont ceux-ci ont été l'objet. Il donne aussi des renseignements précis sur les méthodes physiques et chimiques servant à la connaissance et à la préservation du patrimoine.

Lascaux en décalcomanie

Sur des parois de résine polyester, les taureaux et les chevaux de Lascaux ont repris leur course immobile. Le relief, la dimension et les couleurs sont semblables à ceux de la grotte. Certes, il n'y a au Grand Palais que soixante-quinze mètres carrés de la salle des taureaux alors que les parois peintes de Lascaux couvrent quelques centaines de mètres carrés. Mais, au moins, les visiteurs de l'exposition auront une idée exacte de ce que peut être l'original que le public ne peut plus voir depuis le 20 avril 1963.

D'abord, on avait pensé à montrer les peintures de Lascaux par projection d'une mosaïque de diapositives. Mais le synchronisme aurait été très difficile à maintenir et des superpositions ou des distorsions auraient nui à la qualité des images. L'idée de « tirer » les photos sur un tissu élastique que l'on aurait collé sur des panneaux reproduisant les reliefs des parois a aussi été abandonnée.

A la demande de Mme Madeleine Hours, conservateur en chef des musées nationaux, chef du laboratoire de recherches des musées de France et commissaire général de l'exposition, MM. Georges Philipot, Jacques Haeck et Mme Simone Kempen, du centre de recherches de Kodak-Pathé, ont réalisé la reconstitution de la salle des taureaux grâce à un procédé de décalcomanie qu'ils ont trouvé et mis au point.

Vingt-cinq photographies de la salle des taureaux (en format 18 × 24) ont été prises, par l'Institut géographique national (I.G.N.), en février dernier. Chaque image photographique a été tirée sur papier, agrandie de manière à retrouver la dimension du modèle. Les photographies ont ensuite été découpées en quelque deux cents morceaux quadrangulaires, eux-mêmes réassemblés en panneaux de 60 × 80 centimètres.

La gélatine-émulsion portant l'image photographique a ensuite été transférée sur un papier à décalcomanie et, de là, sur le support bosselé reproduisant les parois de la grotte et réalisé d'après les relevés photogrammétriques de l'I.G.N. La gélatine imbibée d'eau est plastique. Après l'avoir débarrassée du papier à décalcomanie, on l'a appliquée sur toutes les aspérités et anfractuosités du support en la tapotant avec des brosses ou des pinceaux mouillés. En séchant, l'image a repris ses couleurs. — Y. R.

INFORMATIONS « SERVICES »

P.T.T.

Répondeurs moins chers

A partir du 1er novembre, les abonnés au téléphone pourront acheter des répondeurs téléphoniques à des prix considérablement inférieurs à ce qu'ils sont actuellement.

L'Entreprise générale des télécommunications (E.G.T.), filiale de la Direction générale des télécommunications, qui contrôle 60 % du marché français (160 000 des 300 000 installations en service en 1980), commercialisera en effet à partir de cette date (1) une nouvelle gamme d'appareils : un répondeur simple à 650 F hors taxes (contre 1 280 F pour les répondeurs actuels), un répondeur enregistreur à 1 200 F (au lieu de 3 660 F) et un répondeur à interrogation à distance à 2 115 F (au lieu de 5 600 F et même davantage).

L'événement marque une évolution notable du marché, jusque-là tributaire presque exclusivement de l'importation. D'où des prix élevés, bien supérieurs à ceux pratiqués à l'étranger, malgré les efforts de l'E.G.T. qui, pour tenter de les infléchir, vendait déjà ses matériels 20 à 30 % moins cher que ses concurrents privés (ce qui lui vaut de renforcer ses positions : 60 000 des 80 000 répondeurs placés cette année sortent de chez elle).

Pour permettre une meilleure percée des répondeurs — l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont un parc deux fois plus important, — la D.G.T. et sa filiale commerciale ont décidé de relancer la production française, jusque-là marginale. Quatre industriels — Elem, la Radiotechnique, Crouzet et la Compagnie des signaux et entreprises électriques — ont été retenus pour fournir à l'E.G.T. 400 000 appareils — construits sous licence américaine — en quatre ans.

La grande série entraînera une baisse sensible des prix dont on attend beaucoup aussi sur le plan des exportations. Ils seront en effet inférieurs de moitié à ceux des produits européens similaires et supérieurs de 10 % seulement aux tarifs américains et japonais. Et la licence de fabrication accorde aux industriels français l'exclusivité commerciale pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Contrairement aux pratiques en usage avec l'ancien matériel, l'E.G.T. n'envisage toutefois pas de louer ses nouveaux répondeurs — encore qu'une telle possibilité soit envisagée à terme, en fonction de l'évolution du marché, pour les répondeurs enregistreurs et les répondeurs à interrogation à distance.

JAMES SARAZIN.

(1) Les nouveaux répondeurs-enregistreurs et répondeurs avec interrogation à distance seront mis sur le marché seulement au début de 1981.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 12 OCTOBRE

« Château de la Motte-Tilly » (près de Provins), 13 h., place de la Concorde, grille des Tuileries, Mme Oswald.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Meyniel.

« Chapelles et cités d'artistes, rue de la Tombe-Issoire », 15 h., 6, rue Marie-Rose, Mme Pennec.

« Le musée Nissim-de-Camondo », 15 h., 63, rue Monceau, Mme Zujovic.

« Le château de Maisons-Laffitte », 15 h. et 16 h. 30, entrée hall gauche, côté parc, Mme Hulot.

« L'art gothique », 17 h. 15, Palais de Chaillot, Musée monuments français, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Saint-Eustache et le quartier des Halles », 15 h., devant le grand porche (Approche de l'art).

« Galerie dorée de la Banque de France », 10 h. 30, 2, rue Radziwill (Arcus).

« Le Sénat », 15 h., 20, rue de Tournon, Mme Barbier.

« Palais Bourbon », 14 h. 15, 8, place du Palais-Bourbon, Mme Camus.

« Mouffetard et ses secrets », 10 h. 30, métro Monge, M. Jaslet.

« Montmartre », 15 h., métro Abbesses, Mme Reynaud.

« La Mosquée, histoire de l'islam », 15 h., entrée place du Puits-de-l'Ermite, M. Jaslet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Civilisation de l'islam », 15 h., place du Puits-de-l'Ermite, Mme Hauller.

« Pascal et La Rochefoucauld à Port-Royal », 15 h., 123, boulevard de Port-Royal, M. Boulo (Histoire et Archéologie).

« Salons du ministère des finances et histoire des Tuileries », 15 h., 93, rue de Rivoli, M. de La Roche.

« Vieux village de Saint-Germain-l'Auxerrois », 15 h., métro Louvre (Résurrection du passé).

« La Mosquée, les rites de l'islam », 14 h. 45, place du Puits-de-l'Ermite (Tourisme culturel).

« Cimetière révolutionnaire de Picpus », 15 h. 30, 35, rue de Picpus (Tourisme culturel).

« Synagogues de la rue des Rosiers, le couvent des Blancs-Manteaux », 16 h., 3, rue Malher (le Vieux Paris).

« Vieux village de Montmartre », 15 h., métro Abbesses (Visage de Paris).

« Les salles du Conseil d'Etat », 15 h., grille d'honneur, place du Palais-Royal, Mme Ferrand.

CONFÉRENCES

14 h. 30 et 17 h., 6, place Iéna, M. Lemaire, Mme Halot : « le Népal » (Musée Guimet) (projections).

14 h 45, 9 bis, avenue d'Iéna, salle des Ingénieurs A. et M., M. Stevens : « la Haute-Egypte » (films).

15 h., 27, rue Copernic, studio Bory, M. Nahon : « Preuves de la présence des extraterrestres ». « Voyances par Salva » (Recherche de vérité et de conscience).

15 h., 13, rue Etienne-Marcel : « Comment atteindre l'énergie intérieure » (Méditation transcendantale).

15 h., 9 bis, avenue d'Iéna, M. Orange : « Afghanistan » (projections).

17 h., 9 bis, avenue d'Iéna, M. Orange : « Thaïlande et Laos » (projections).

17 h., 2, place du Palais-Royal, Daniel Gélin : « Christophe Colomb ou la conquête du Nouveau Monde » (le Louvre des antiquaires).

17 h. 30, 9 bis, avenue d'Iéna, salle des Ingénieurs A. et M., M. Stevens : « En Thaïlande, de Chien-Maï à Bangkok ; Bali » (films).

SPORTS

ÉQUITATION

A FONTAINEBLEAU

Cavaliers « à travers bois »

Le championnat de France de saut d'obstacles s'est poursuivi, vendredi 10 octobre, sous une pluie ininterrompue au grand parquet de Fontainebleau où se sont affrontés trempés jusqu'aux os, les quarante rescapés du premier tour de la compétition réservée aux cavaliers de deuxième catégorie.

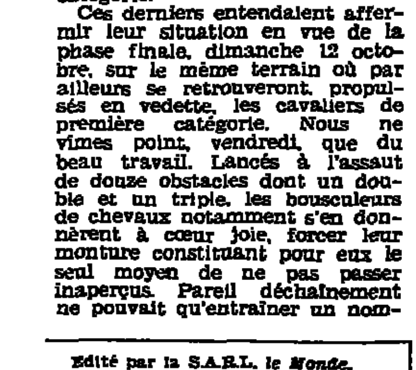
Ces derniers entendaient affermir leur situation en vue de la phase finale, dimanche 12 octobre, sur le même terrain où par ailleurs se retrouveront, propulsés en vedette, les cavaliers de première catégorie. Nous ne vîmes point, vendredi, que du beau travail. Lancés à l'assaut de douze obstacles dont un double et un triple, les bousculeurs de chevaux notamment s'en donnèrent à cœur joie, forcer leur monture constituant pour eux le seul moyen de ne pas passer inaperçus. Pareil déchaînement ne pouvait qu'entraîner un nombre important de parcours « à travers bois », expression cavalière signifiant qu'un maximum de barres tombent sur le passage des imprudents aux yeux de qui la temporisation est une vertu tout juste bonne à piétiner.

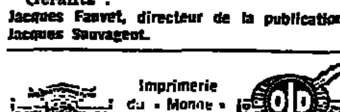
En pareille conjoncture les meilleurs n'eurent qu'à galoper en toute sérénité sur les premiers obstacles, sans oublier toutefois de mettre un peu d'avance à l'allumage sur les derniers, le train une fois assuré, la confiance une fois établie. Ce principe, cette tactique dépouillée de tout artifice, ont mené équitablement à la victoire le jeune Jérôme Thomas en selle sur l'étalon *Forsett*, un fils de *Carlemont*, fameuse origine. Accordons au deuxième, le junior Jean-Charles Gayat l'amical bravo qui s'impose, à partager d'ailleurs avec sa toute bonne jument *Elsa III*.

Ce compte rendu serait néanmoins incomplet si nous passions sous silence le Prix de la Solle réservé aux chevaux de six ans, épreuve s'insérant traditionnellement dans le cadre des journées de Fontainebleau. Ce prix a été l'apanage du crack Hervé Godignon en selle sur la jument *Khadidja* dont le tempérament offensif convient à merveille au talent non moins fougueux de son pilote, champion de la vitesse parfaitement contrôlée. Tous deux n'eurent qu'à aller au poteau sans être mis en péril par les méritoires efforts de leurs poursuivants finissant en paquet.

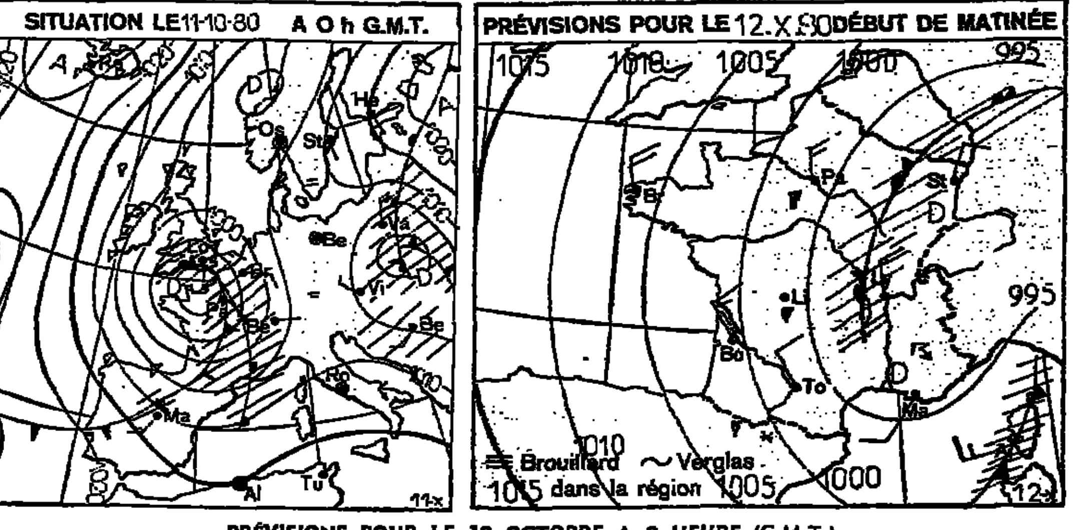
ROLAND MERLIN.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

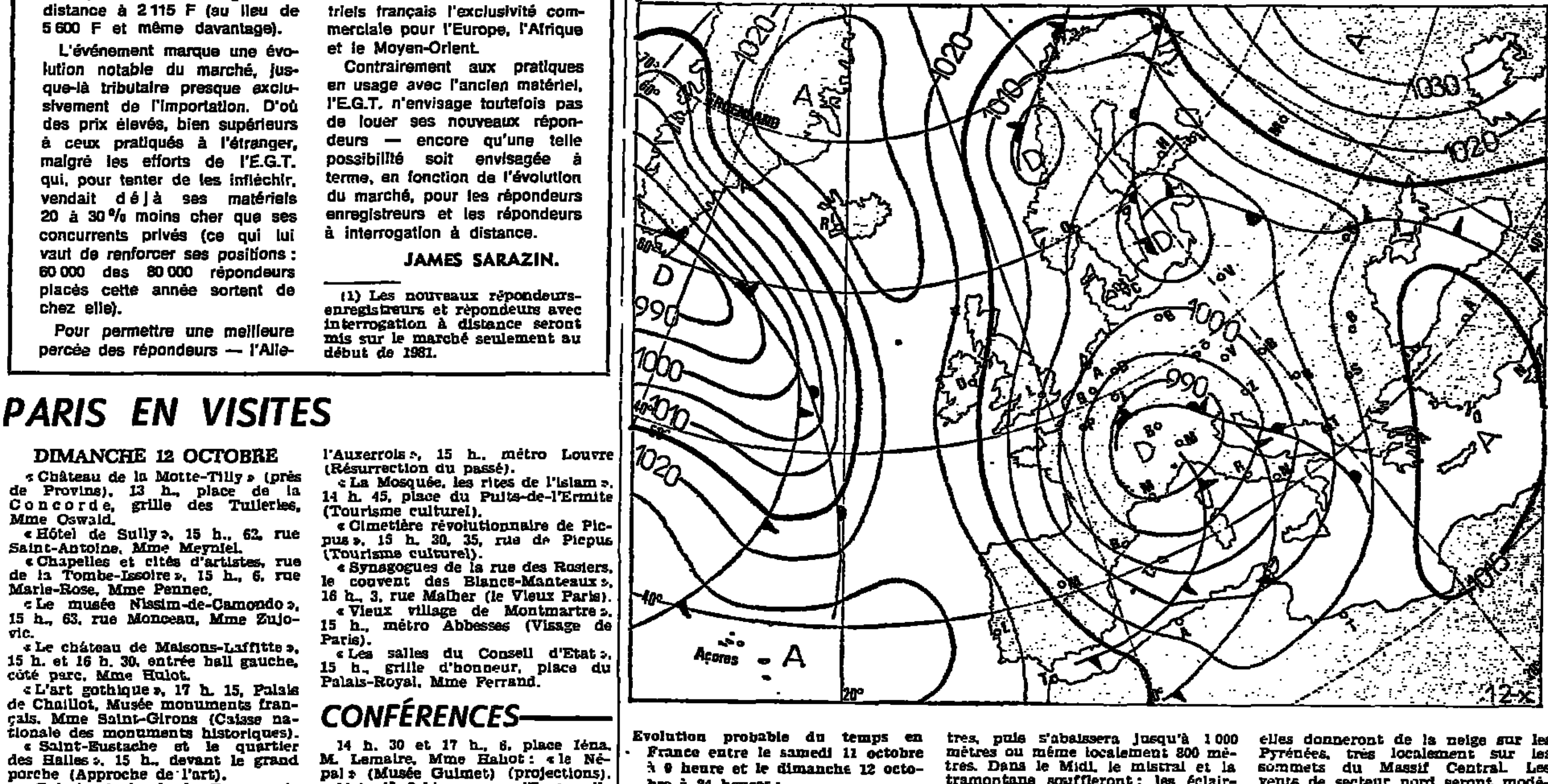



Commission paritaire n° 57 437.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 12 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le samedi 11 octobre à 0 heure et le dimanche 12 octobre à 24 heures :

Dimanche, il pleuvra encore, le matin surtout, de la Lorraine et de l'Alsace à la Bourgogne, au Jura et aux Alpes. Ces pluies feront place en fin de journée à un temps plus variable avec des averses, mais aussi quelques éclaircies ; la neige, en montagne, débutera vers 1 500 mètres, puis s'abaissera jusqu'à 1 000 mètres ou même localement 800 mètres. Dans le Midi, le mistral et la tramontane souffleront ; les éclaircies seront belles sur le Languedoc et la Provence, mais il y aura des averses au large et en Corse, parfois des orages. Sur le reste de la France le temps sera frais et très variable. Les éclaircies deviendront plus belles sur le sud de la Bretagne, en Vendée et en Aquitaine, mais, ailleurs, les averses seront assez nombreuses ; elles donneront de la neige sur les Pyrénées, très localement sur les sommets du Massif Central. Les vents de secteur nord seront modérés ou assez forts ; ils s'affaibliront en cours de journée dans l'Ouest.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11) : Ajaccio, 18 et 11 degrés ; Biarritz, 17 et 14 ; Bordeaux, 16 et 12 ; Bourges, 11 et 8 ; Brest, 15 et 8 ; Caen, 9 et 9 ; Cherbourg, 9 et 9 ; Clermont-Ferrand, 12 et 8 ; Dijon, 12 et 7 ; Grenoble, 13 et 7 ; Lille, 11 et 6 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 11 ; Nancy, 11 et 6 ; Nantes, 16 et 10 ; Nice, 18 et 10 ; Paris-Le Bourget, 10 et 7 ; Pau, 17 et 12 ; Perpignan, 16 et 11 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 4 ; Tours, 10 et 11 ; Toulouse, 12 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 12 degrés ; Amsterdam, 13 et 7 ; Athènes, 27 et 20 ; Berlin, 12 et 2 ; Bonn, 12 et 6 ; Bruxelles, 12 et 6 ; Le Caire, 32 et 19 ; îles Canaries, 25 et 21 ; Copenhague, 12 et 3 ; Genève, 11 et 6 ; Lisbonne, 20 et 16 ; Londres, 10 et 7 ; Madrid, 22 et 15 ; Moscou, 12 et 6 ; Nairobi, 29 et 13 ; New-York, 14 et 11 ; Palma-de-Majorque, 22 et 21 ; Rome, 19 et 9 ; Stockholm, 12 et 2.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 776

HORIZONTALEMENT

I. Entendues dans un concert. — II. Ne doit pas se découvrir d'un fil. Le prix du pain. — III. Une occasion de sortie, autrefois. Comme un lion sortant du champ. Qui n'a donc rien coûté. — IV. Sur les dents. Utiles pour calculer un quotient. — V. Qui n'a donc pas bavé. Il en reste trois quand on enlève l'eau. Un bout de bleu. — VI. Qui a donc une cage très solide. Personnage biblique. Il y a un froid dès qu'il s'en va. — VII. Fait quelque chose. Est noir quand il vient des champs. Utile quand on fait des embarras. — VIII. Qui ne peut donc pas être cassé. Plus vieux que jamais. — IX. Possessif. Mot d'enfant. Autrefois maniée en Espagne. — X. Fait souvent un pli. Pronom. Ne doit pas avoir la gorge fragile. — XI. Empereur romain. Rejoignit le troupeau. Sociologue allemand. — XII. Peut relever tout ce qui est plat. Pronom. — XIII. Procède à une inscription. Pas timbrée. — XIV. Comme un porc. Quitta la réalité. Pronom. — XV. Pris d'avance. Qui ne marchent donc plus.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I	■													■	
II										■					
III				■							■				
IV						■	■	■						■	
V				■									■		
VI		■					■					■			
VII					■				■						■
VIII												■			
IX					■			■							
X			■			■						■		■	
XI						■			■						
XII		■								■				■	
XIII				■					■						
XIV	■					■					■			■	
XV									■						

VERTICALEMENT

1. Sœur de charité. — 2. Un tout petit peu d'esprit. Comme une matière précieuse. Fin de verbe. — 3. Sur lequel on ne peut rien bâtir. Utile pour un lancement. — 4. Possessif. Peut difficilement faire des confidences. Pronom. — 5. Les lumières de la ville. Peut être assimilé à une exposition. — 6. Pas vilains. Est toujours joyeux. Ville de Norvège. — 7. Qui n'ont donc pas pu courir. Enclin à fumer. — 8. Roi de Juda. Ne laisse pas de cendres. Pas conservées. — 9. Fais un essai. Mot qu'on peut prononcer quand on parle du loup. — 10. Ont de solides mâchoires. Vide quand on se met à table. — 11. On peut traiter de mollusque celui qui n'en a pas. Frappée d'interdiction. — 12. Peuvent crever quand elles sont blanches. Sur Guesnes, dans la Vienne. — 13. Est facilement saisi quand il est propre. Qui n'ont donc pas été mangés. — 14. Point de départ. Nappe. — 15. Qui ne provoquera aucune surprise. Endroits où l'on peut ranger des pipes.

Solution du problème n° 2 775

Horizontalement

I. Laiderons. — II. Armurerie. — III. Vaine. — IV. Este. Ogre. — V. Tee Créas. — VI. Terminus. — VII. Aviser. — VIII. Reliée. — IX. Papier SS. — X. Enrênés. — XI. Tue. Esope.

Verticalement

1. Lavette. Pot. — 2. Arasée. Ra. — 3. Imiter. Epée. — 4. Dune. Malin. — 5. Ere Civière. — 6. Re. Ornières. — 7. Orageuse. No. — 8. Ni. Rasé. Sep. — 9. Sèmes. Rossé.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 11 octobre 1980 :

DES DECRETS

- Majorant la base mensuelle de calcul de la majoration de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer versée aux ressortissants du régime général et du régime agricole ;
- Portant modification des règles d'abattement et de neutralisation des ressources en cas de chômage pour l'ouverture du droit au complément familial ;
- Accordant un permis exclusif de recherches de mines d'uranium, autres métaux radio-actifs, fluorine, tungstène, or, antimoine, zinc, et substances connexes ;
- Fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage de stations, d'un centre radio-électrique et sur le parcours de faisceaux hertziens.

CARNET

Décès

— Mme Jean-Luc Flahault, née Sabine Vieille, son épouse,
Patrice, Sandrine, Stéphane, Bertrand, Albane, ses enfants,
Mme Léon Flahault, sa mère,
Ses frères et sœurs, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces,
Et toute la famille, ses amis,
ont la douleur de faire part du décès accidentel, à l'âge de quarante-neuf ans, du

docteur Jean-Luc FLAHAULT,
chirurgien,
le 9 octobre 1980.

Les obsèques ont lieu le samedi 11 octobre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de Cholet.
17, avenue de Nantes, 49300 Cholet.
88, avenue de Breteuil,
75015 Paris.

— M. et Mme Marcel Prangé, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès, à Montpellier, le 30 septembre 1980, de

Irène PRANGÉ,
à l'âge de quarante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sommières (30), dans la plus stricte intimité.

— M. et Mme Gérard André,
M. et Mme Jean-Pierre Razafindrazaka,
M. Jean Rajaonah-Ratsimisetra,
Et la paroisse protestante du Mont-Bart,
invitent à un service d'actions de grâce en souvenir de

Mme RAJAONAH-RATSIMISETRA,
leur mère, décédée le 5 septembre 1980 à Tananarive (Madagascar), à l'âge de cinquante-neuf ans.

Ce service aura lieu au temple de Bart, à 15 heures, le dimanche 19 octobre 1980.

— On nous prie d'annoncer la mort de

Pierre RENAUD,
commandeur
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur général
des ponts et chaussées,
vice-président honoraire
du Conseil des ponts et chaussées,
vice-président honoraire
de la S.N.C.F.,
président honoraire
de la Compagnie générale
transatlantique,
décédé le 8 octobre 1980, à Fontainebleau, inhumé dans l'intimité à Poitiers le 11 octobre 1980.

Cet avis tient lieu de faire-part.
La famille remercie dès maintenant tous ceux qui auront une pensée affectueuse et de pieux regrets pour leur disparu.

[Né en 1894 à Paris, M. Pierre Renaud était ancien élève de l'Ecole polytechnique. Après avoir été ingénieur des ponts et chaussées à Rouen, en 1920, et après avoir occupé différents postes à Alger et à Lyon, il est nommé inspecteur général des ponts et chaussées en 1948. En 1959, il est nommé vice-président du conseil d'administration de la S.N.C.F. et vice-président honoraire (1964). De 1961 à 1963, il occupe la fonction de vice-président du Conseil général des ponts et chaussées.
M. Renaud a, en outre, été président de la Compagnie générale transatlantique de mars 1963 à juin 1964.]

Anniversaires

— Il y a six ans disparaissait tragiquement

Alain BRELOT,
maître-assistant à l'Université.
Parents, amis, souvenez-vous !

— Il y a huit ans est morte

Claude DESCOMPS.
Son souvenir est rappelé à ceux qui l'ont connue et aimée.

Offices

— Le Consistoire central israélite de France et l'Association consistoriale israélite de Paris invitent le public à l'office célébré à la mémoire de toutes les victimes de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, qui aura lieu le jeudi 16 octobre, à 18 h. 30, à la grande synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris (9e), sous la présidence de M. Jacob Kaplan, grand rabbin de France.

Communications diverses

— La Fondation Lyautey et l'Association nationale Maréchal-Lyautey, dont le but est de sauver la demeure historique du maréchal transformée en musée, font appel aux souscripteurs afin que soient rassemblés dans les moindres délais les 4 millions permettant de racheter le château.

Correspondance et libellé des versements à : souscription Lyautey, B.P. 3851, 54029 Nancy Cedex. C.C.P. Nancy 85-20 N.

— Une soirée-débat sur l'avant-garde, animée par Serge Brindeau, avec Michel Deguy, Olivier Kaeppelin, de la revue « Exit », et de France-Culture, Claude Minière (« Tel Quel »), Pierre Garnier, etc., et organisée par l'Union des artistes et écrivains, le Centre national d'action culturel et le club Lettres du monde, se tiendra le lundi 13 octobre, à 19 h. 45, 35, avenue Franklin-D.-Roosevelt, à Paris (places à l'entrée de la salle).

Le Monde

économie

AFFAIRES

Revillon rachète les Éditions mondiales

Les Editions mondialees vont changer de propriétaire. Un accord de principe a été conclu, vendredi 10 octobre, entre les différents actionnaires de ce groupe *et la société Revillon Frères, qui* se porte acquéreur de la totalité de ses actifs. Après qu'elle aura été soumise à l'approbation des assemblées respectives de ces deux *groupes, l'opération* devra être réalisée avant la fin de l'année, mais après filialisation de l'activité édition de l'entreprise concernée, avec effet rétroactif au *1er janvier 1980.*

Revillon paiera les actifs apportés par la création d'actions nouvelles, qui seront remises aux actionnaires des Editions mondiales — Mme Del Duca (20 % environ), les Mutuelles réunies (environ 20 %) et divers organismes institutionnels — dans la proportion de 19 *actions Revillon pour 2 actions* Editions *mondiales.* Cette création d'actions se traduira par une forte augmentation du capital de Revillon, qui passera de 119,79 à 193,50 millions de francs.

La nouvelle a produit l'effet d'un petit coup de théâtre dans le monde de l'édition. Il y a un certain *nombre* de mois déjà, Mme Del Duca, propriétaire de 100 % du capital, avait recherché d'autres partenaires. L'IDI *et* la Générale occidentale avaient alors posé leurs candidatures. Mais celles-ci avaient été écartées au profit des Mutuelles unies et d'un groupe d'investisseurs institutionnels notamment G.M.F. et U.A.P. (*le Monde* du 7 novembre 1979). Mme Del Duca ne gardant que *20 % du capital.* On savait cette dernière désireuse de vendre un jour ce qui lui restait de son petit empire. Tout porte à croire que la présence des Mutuelles unies dans *le capital de Revillon* (35,48 % des actions) a facilité la transaction.

Le rachat des Editions mondiales, composées d'un holding et *d'un groupe rassemblant* les différentes sociétés éditrices, s'inscrit dans le cadre de la diversification d'activités entreprise par Revillon, dans les secteurs de la fourrure, des *parfums, de l'immobilier,* du textile, de la banque et des transports.

Les Editions mondiales *ont* réalisé en 1979 un chiffre d'affaires *de 888 millions de francs. Le* groupe édite et imprime plusieurs publications périodiques de grande diffusion (entre 700 000 et 2,3 millions d'exemplaires) : *Télé-Poche, Modes de Paris, Nous Deux, Intimité, Modes et Travaux.* C'est un groupe très performant, qui a dégagé pour l'exercice écoulé un bénéfice net, hors plus-values, de 53 millions de francs. Revillon fait donc une bonne affaire. Ce rachat va lui *permettre de changer de* taille.

D'après les méthodes de consolidation en vigueur, Revillon et les Editions mondiales, auraient réalisé *ensemble pour l'exercice* écoulé un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs (dont 1,53 milliard pour le groupe Revillon seul) et dégagé *131,5* millions de francs de profit net (78,5 millions pour Revillon).

Dans le *communiqué* publié vendredi soir par Revillon les dirigeants du groupe affirment être décidés à maintenir l'unité économique constituée par les Editions *mondiales et à en* assurer le développement. — A. D.

Filiale américaine du groupe Willot

LA CHAINE KORVETTES FERMERA TOUS SES MAGASINS DÈS QUE LES STOCKS SERONT LIQUIDÉS

La chaine des magasins Korvettes, filiale aux Etats-Unis du groupe Willot fermera définitivement tous ses points de vente dès qu'elle aura terminé la liquidation de ses stocks, a annoncé, *le 10 octobre, M. Ris, P.-D. G.* de la société.

La chaine américaine, qui connait de grosses difficultés financières (elle a perdu 44 millions de dollars, soit *185 millions* de F environ au cours des deux dernières années), a entrepris une liquidation totale des stocks de ses vingt-neuf magasins, avec l'aide de la société Value City Stores. Très rapidement, qua*torze points de vente seront fer*més, les autres poursuivront leurs soldes jusqu'aux fêtes de fin d'année.

Le groupe Willot, principal actionnaire de *Korvettes*, et qui, selon M. Ris a investi 67 millions de dollars (281 millions de francs), décidera le 1er janvier prochain s'il convient de poursuivre la liquidation ou de fermer les magasins. Le groupe *français*, qui s'est engagé auprès des créanciers dans un plan de remboursement des dettes, espère rentrer dans ses fonds grâce a la vente de ces magasins.

SOCIAL

LICENCIEMENTS ET CHOMAGE PARTIEL

Plusieurs centaines de licenciements dans divers secteurs suscitent des protestations syndicales. Il s'agit notamment de 190 suppressions d'emplois (sur 1 430 salariés) chez Colroy, bas et collants, à Senones (Vosges), 38 (sur 450) aux Fabriques de lampes réunies, groupe Philips, à Aubusson (Creuse), 60 (sur 790) chez Fusalp (anoraks) à Moutiers (Savoie), etc.

*Les salariés des Forges de Vi*reux (Ardennes), appartenant au groupe de la Chiers, occupent depuis le 10 octobre leur entreprise pour protester contre la décision de la direction de mettre en chômage technique pour une *semaine l'usine,* qui emploie mille cent salariés.

La direction de la Société industrielle de confection a pris les mêmes mesures, pour deux semaines, pour ses cinquante salariés.

● *Condamnation en appel d'une commerçante qui avait lésé son employée.* — La cour d'appel de Rennes a condamné une commerçante d'Etel (Morbihan) qui, durant quatorze mois, en 1976-1977, avait versé un salaire mensuel de 400 F, puis 500 F à sa *vendeuse.* Celle-ci recevra le rappel de son salaire sur la base du SMIC et 2 000 F de dommages-intérêts. La commerçante a, en outre, été condamnée à 1 500 F d'amende.

● *Sanction réduite pour l'agent de service* à l'Assemblée nationale. M. Patrick Huot, qui, pour s'être endormi quinze minutes vers 24 heures, après une journée ayant débuté à 7 h. 30, avait été suspendu sans traitement pour un an (*le Monde* du 7 octobre). *Le bureau de l'Assemblée* nationale, présidé par M. Chaban-Delmas, a décidé mercredi 8 octobre de ramener la suspension à six mois plus six mois avec sursis.

ÉTRANGER

GRÈVE GÉNÉRALE DE QUATRE HEURES EN ITALIE

Quinze millions de salariés ont débrayé en solidarité avec les travailleurs de la Fiat

Une quinzaine de millions de travailleurs, estime-t-on, ont débrayé, généralement pendant quatre heures, vendredi 10 octobre en Italie. Les principaux secteurs de l'industrie, du commerce et des services publics ont été touchés, à l'exception des transports où le mouvement n'a duré que deux heures et de certains établissements scolaires. Ce mouvement de grève était *dirigé contre la décision de la Fiat, la plus grande entreprise* privée italienne — cent quarante mille personnes dans le seul *secteur* de l'automobile — de mettre en chômage temporaire vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-quatre salariés, du 6 octobre 1980 au 2 janvier 1981, en attendant de pouvoir en licencier douze mille ou quatroze mille (« le Monde » du 8 octobre). Le centre de l'agitation est situé à Turin, où l'établissement central de la Fiat est bloqué depuis près de quatre semaines par des piquets de grève.

De notre envoyé spécial

Turin. — « *Camarades, compagnons et compagnes, la lutte sociale se mène d'abord sur les lieux de travail. C'est pourquoi vous devez tenir jusqu'au bout dans l'unité syndicale. Vous n'êtes pas seuls. Aujourd'hui, dans toute l'Italie, plus de quinze millions de travailleurs ont lancé un défi à M. Agnelli, un « signore » propriétaire de 21 % des actions de la Fiat. Si dans les prochains jours rien de nouveau ne nous est proposé par les patrons, nous lancerons une nouvelle grève générale, plus dure et plus longue.* » Une ovation a salué M. Giorgio Benvenuto, dirigeant de l'U.I.L. (tendance socialiste) qui parlait au nom de sa confédération, mais aussi des deux autres grandes centrales, la C.G.I.L., à majorité communiste, et *la C.I.S.L., d'obédience* chrétienne, représentées à la F.L.M., la puissante fédération unitaire des travailleurs de la métallurgie.

Au pied de la tribune, quinze mille personnes ont salué, le poing levé, l'orateur venu de Rome. Le mot d'ordre de la F.L.M., qui selon certains experts aura coûté à la nation 500 milliards de lires, a été largement suivi dans la plupart des grandes *agglomérations, notamment* à Rome où M. Carniti, secrétaire national de la C.I.S.L., a pris la parole, et à Milan où cinq cortèges de travailleurs se sont re*joints devant le Dôme pour en*tendre le secrétaire général de la C.G.I.L., M. Luciano Lama. Mais c'est à Turin que la solidarité s'est exprimée le plus massivement. Au centre de la cité, la plupart des commerçants avaient fermé leur boutique jusqu'à 15 h. Devant les usines Fiat de Mirafiori, dans la proche banlieue, une partie des manifestants ont renforcé les piquets de grève toute la nuit de vendredi à samedi, comme ils l'avaient fait la veille et l'avant-veille, pour empêcher de nouvelles incursions d'ouvriers et d'agents de maitrise — les *petits chefs ou « capi »* — mobilisés par la direction : environ deux cents d'entre eux, certains venus de la région de Milan, avaient tenté de rouvrir les portes *de l'entreprise et il y avait eu* plusieurs blessés de part et d'autre.

Depuis ces incidents, c'est la guerre des communiqués. Pour les syndicats et le P.C.I. l'intervention des « capi » est « *une provocation de la Fiat* », tandis que les dirigeants de la société « *dénoncent avec une extrême fermeté l'illégitimité des actes de violence commis contre les ouvriers et le personnel d'encadrement* ».

Ce samedi, plusieurs milliers d'étudiants ont défilé à leur tour dans les rues de la ville pour marquer leur solidarité avec les travailleurs de l'automobile. Cette manifestation s'est déroulée dans une atmosphère de tension montante qu'aggravent des rumeurs *d'attentats possibles* et l'annonce de la capture de terroristes de Prima Linea, auteurs ou complices, le 28 mai, du meurtre du journaliste du *Corriere della Sera*, Walter Tobaggi.

JEAN BENOIT.

LA CRISE DE L'ACIER EUROPÉEN

Le gouvernement de Bonn approuve les décisions des sidérurgistes ouest-allemands

Les sidérurgistes ouest-allemands se sont mis d'accord pour prolonger jusqu'au 30 juin 1981 le cartel de l'acier Eurofer et pour rédiger une nouvelle convention, a annoncé, le 10 octobre, M. Herbert Koehler, membre du comité directeur de la Fédération ouest-allemande du fer et de l'acier. Cet accord ne rend plus nécessaire, a-t-il ajouté, l'appli*cation de l'article 58 du traité de* la CECA prévoyant le contingentement autoritaire de la production sidérurgique. La société Klöckner participe à cet accord. *Cette firme avait dénoncé* en juillet le système de contingentement volontaire de la production instauré dans le cadre d'Eurofer, ce qui avait été le détonateur de la crise de l'acier (*le Monde* du 9 octobre).

La *Commission* européenne se réjouit, a déclaré à Bruxelles un porte-parole de la C.E.E., de la volonté des sidérurgistes ouest-allemands, qui est de nature à restaurer la *confiance. Mais elle n'a jamais prétendu* que les difficultés actuelles de la sidérurgie sont imputables aux seules sociétés de R.F.A. Aussi la Commission continue-t-elle à demander le recours à l'article 58, qu'elle *estime* être la seule solution pour faire face à la guerre des prix que se livrent actuellement les producteurs.

Cependant, le ministère ouest-allemand de l'économie considère que la volonté des sidérurgistes de la R.F.A. de prolonger l'accord d'Eurofer est une « condition importante » pour parvenir à une « réglementation volontaire de la production d'acier dans la C.E.E. ». Dans un communiqué du 10 octobre, le ministère regrette que l'accord conclu entre les maitres de forge ouest-allemands « *ne soit pas intervenu il y a quelques semaines* ». Toutefois, « *cette décision de l'industrie sidérurgique conforte le gouvernement fédéral dans sa position qu'un accord volontaire est préférable à une réglementation contraignante* ».

Enfin, le ministère indique que, « *d'ici au 22 octobre, le gouvernement fédéral prendra position sur une éventuelle application de l'article 58 du traité de la CECA* (Communauté du charbon et de l'acier) *ou demandera une nouvelle session du conseil des ministres de la C.E.E.* ». Ce communiqué ne mentionne pas la possibilité pour la R.F.A. d'utiliser son droit de veto, en invoquant, conformément au compromis de Luxembourg, ses « intérêts *vitaux* ». — *(A.F.P.)*

L'ESPAGNE DEVIENT LE QUATRIÈME PRODUCTEUR EUROPÉEN D'ALUMINIUM

Madrid (A.F.P.). — L'Espagne est depuis le 7 octobre le quatrième producteur européen d'aluminium, après l'inauguration d'un important complexe de fabrication d'alumine et d'aluminium à San Ciprian, près de Lugo, au nord-ouest du pays. Ce complexe, considéré comme le plus moderne d'Europe, produira, par an, dans un premier temps, 180 000 tonnes d'aluminium liquide (qui pourront être portés à 270 000 tonnes) et 800 000 tonnes d'alumine (qui pourront être portées à 2,4 millions).

La production totale du pays sera, dès lors, de 400 000 tonnes d'aluminium par an, ce qui placera l'Espagne au quatrième rang en Europe, après la R.F.A., la France et la Norvège : cela la rendra *autosuffisante en aluminium* en lui permettant d'économiser les 300 millions de dollars qu'elle consacrait par an à l'importation.

La construction du complexe et des installations portuaires annexes a coûté 100 milliards de pesetas (environ 6 milliards de francs) et a permis la création de mille sept cents emplois directs et de six mille emplois indirects. La *technologie* pour l'usine d'aluminium a été principalement fournie par Pechiney. L'emploi de techniques de pointe a permis l'élimination des émissions de fluor dans l'atmosphère

● « *Présentation de la comptabilité nationale française* », l'ouvrage de M. Bernard Brunhes, dont la première parution remonte à 1969, fait l'objet d'une nouvelle édition refondue et mise à jour. Ce livre rend accessible au *plus grand nombre l'information* économique et sociale. Il constitue un document de référence pour ceux qui ont à utiliser occasionnellement les comptes nationaux. C'est un ouvrage de vulgarisation qui s'adresse autant aux lycéens *et aux étudiants* qu'aux cadres ou aux syndicalistes. *(Editions Dunod, septembre 1980, environ 32 F.)*

AUTOMOBILE

Les belles du Salon

Dans le concert des clameurs qui ont accompagné l'ouverture du Salon de l'automobile, à Paris, *dont la crise et la « redoutable* offensive » menée par les firmes japonaises ont été les principaux thèmes, il y eut quelques discours discordants.

« *Nous ne croyons pas à la crise de la grande voiture... ni à l'utilité d'un protectionnisme rétrograde* », vint dire M. Schmidt, porte-parole de la Daimler-Benz. « *Si depuis le printemps le paysage automobile en France et dans le monde s'est passablement assombri, je suis heureux de vous confirmer que les résultats de notre firme sont très satisfaisants* », déclarait, pour sa part, M. Maesen, président-directeur général de B.M.W.-France, se félicitant du succès de la 728 à injec*tion, limousine luxueuse de grand* prix.

Jusqu'à Rolls Royce, qui, au sommet de la pyramide, a jugé utile de donner cette année un *coup de jeunesse à sa gamme* avec sa toute nouvelle Silver Spirit, phares rectangulaires, capot immense et cœur de noyer, chef-d'œuvre de 600 000 francs, que *même l'autophobe le plus* rétrograde n'oserait érafler, tant il aurait le sentiment de commettre un sacrilège.

Au hasard des rumeurs, Ferrari laissait filtrer que plus de trente commandes *auraient été* prises sur son stand en quelques jours, et Rolls, pour citer à nouveau la *marque, douze ordres fermes* et des options.

On dira que tous ces constructeurs, qui ont l'avantage de fabriquer de belles voitures tout en visant *des créneaux et des comp*tes en banque variables mais tous sélectionnés, bénéficient en commun d'un privilège : l'empire du Soleil-Levant n'est pas près de *fabriquer de telles mécaniques.* On dira aussi, sans rire, que ces firmes ont su se plier aux exigences de l'heure et réduire les consommations de leurs machines.

La réalité est que, crise ou non, il restera toujours des amateurs fortunés de belles automobiles et que le luxe ici et ailleurs n'est pas près de disparaître. — C. L.

● *Une limitation volontaire des exportations d'automobiles japonaises* vers les Etats-Unis et l'Europe pourrait intervenir en 1981, a *assuré M. Moriharu Shizumé,* représentant en Europe de l'Association des constructeurs d'automobiles japonais, en précisant que cet accord ne devrait pas impliquer une réduction de ces exportations mais une stabilisation sur la base des *résultats* acquis à cette époque. « *Les constructeurs japonais*, a-t-il assuré, *sont disposés à faire preuve de bonne volonté. (...) Un accord amiable est préférable au protectionnisme.* »

LA C.G.T. S'INQUIÈTE DE LA SITUATION DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

La situation préoccupante de l'industrie automobile française inquiète les organisations syndicales. *Après les fédérations F.O.* et C.F.D.T. de la métallurgie qui, le 5 octobre, ont entrepris des démarches auprès des pouvoirs publics (nos dernières éditions du *11 octobre*), la C.G.T. a organisé le 10 octobre une « journée d'action » des travailleurs de l'automobile.

Les débrayages ont été faibles, mais deux mille ouvriers des deux groupes français ont manifesté dans le quinzième arrondissement de Paris, avant de pénétrer dans le hall du Salon de l'automobile, porte de Versailles, où M. Lomet, secrétaire confédéral, a, dans une *intervention,* lancé un appel pour que l'on « *produise français* ». Trois jours auparavant, M. Georges Marchais avait, visitant le Salon, dénoncé la politique menée par les groupes français et le gouvernement.

ÉNERGIE

LES ÉTATS-UNIS VONT CONSACRER 20 MILLIARDS DE DOLLARS A LA FUSION NUCLÉAIRE D'ICI A L'AN 2000

Le président Carter vient de signer une loi qui prévoit de dépenser 20 milliards de dollars d'ici à l'an 2000 pour développer l'énergie nucléaire par fusion, *« une source d'énergie sans limite et dont les effets sur l'environnement sont contrôlables »*, a-t-il affirmé.

Le texte, écrit le *New York Times*, envisage une progression technologique rapide des laboratoires de recherche (le principal projet est actuellement mené à l'université de Princeton) à des tests industriels avant la construction — avant la fin du siècle — d'un prototype commercial.

La loi comporte notamment la création d'un organisme chargé de coordonner l'ensemble des activités dans ce domaine (le National Center for Fusion Engineering) et prévoit que le département de l'énergie va doubler dans les quatre prochaines années sa contribution aux programmes de recherche sur la fusion (qui passeront de 400 à 800 millions de dollars par an).

[Au contraire de la fission, où l'on coupe en deux un gros noyau atomique, la fusion soude deux noyaux légers (des isotopes de l'hydrogène). Ceux-ci étant plus abondants que l'uranium, et l'énergie récupérable étant plus grande, la fusion est potentiellement une ressource plus importante que la fission (et les bombes H, à fusion, sont plus puissantes que les bombes A, à fission). Mais les difficultés pour contrôler la fusion sont telles qu'on n'envisage pas d'exploitation industrielle avant le siècle prochain.]

● *La France va importer du pétrole lourd du Venezuela.* — Elf-Aquitaine va signer prochainement avec le Venezuela un contrat d'importation de 2 millions de tonnes par an d'un pétrole très lourd. Ce brut — proche du bitume — sera traité dans la raffinerie de Donges, où une unité spéciale va être construite. Les importations devraient commencer en 1984.

AGRICULTURE

L'affaire du veau aux hormones

UN ÉLEVEUR EST CONDAMNÉ EN R.F.A.

L'affaire du veau aux hormones continue de susciter des remous en Europe. En France, professionnels et pouvoirs publics étudient les modalités d'application d'une « charte » de bonne conduite qui, engageant l'ensemble des parties prenantes de la chaîne du veau (producteurs d'aliments, éleveurs, vétérinaires, commerçants, etc.), se traduira, pour les consommateurs, par l'apposition d'un macaron de garantie sur les vitrines des bouchers.

En R.F.A., le tribunal de Kempten (Bavière) a condamné, vendredi 10 octobre, à six mois de prison et à une forte amende un éleveur qui a reconnu avoir traité ses veaux avec des hormones interdites. C'était la première condamnation de ce type en R.F.A., où la police a récemment ouvert une enquête contre plusieurs éleveurs de la région bavaroise.

Aux Pays-Bas, la société Nutricia a annoncé le 10 octobre qu'elle retirait du marché deux spécialités alimentaires pour bébés contenant de la viande de veau.

● *Le Conseil national des consommateurs danois* juge inutile de se joindre à l'actuel boycottage du veau préconisé par les autres associations de consommateurs de la C.E.E. Ses responsables estiment en effet que la législation danoise déjà ancienne qui interdit aux éleveurs l'usage des hormones est assez rigoureuse pour inspirer confiance *a priori*. Néanmoins ils ont adressé une lettre aux ministres de l'agriculture et de l'environnement et à l'Institut des produits alimentaires qui leur demande, *« pour la tranquillité des consommateurs »*, de procéder à des contrôles ponctuels dans les abattoirs et sur les veaux ou produits à base de veau importés. — *(Corresp.)*

● *Du raisin meilleur marché.* — La récolte de raisin de table est abondante cette année. Grossistes et détaillants sont décidés nels et pouvoirs publics étudient année. Le vendredi 10 octobre, et pour une semaine, ils ont lancés une opération de promotion en proposant le raisin de table français (chasselas, Alphonse Lavallée et muscat) à des prix inférieurs de 1 franc ou 2 francs au kilo par rapport aux prix habituels en cette saison.

Le ministère de l'économie, qui a publié un communiqué à ce sujet, a précisé qu'il s'agit de la première application, pour les fruits et légumes, de l'engagement de modération signé en juin par les grossistes et les détaillants.

TRANSPORTS

QUATRE DOSSIERS CHEZ LES ROUTIERS.

M. Daniel Hoeffel, le nouveau ministre des transports, veut être *« un homme de contact »*. Il l'a dit alors qu'il présidait, jeudi 9 octobre, au Centre international de Paris, la dernière session du 35e congrès de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.). Répondant aux craintes exprimées par M. Georges Rateau, président de la F.N.T.R., notamment à propos d'une éventuelle abolition de la tarification routière obligatoire (TRO), de la multiplication des contrôles techniques et sociaux, d'un ralentissement de l'effort d'infrastructure routière, des restrictions à la circulation des poids lourds, de l'insuffisance des tarifs des transports scolaires, etc.

Après avoir rappelé que le transport routier demeurait relativement privilégié dans les objectifs du VIIIe Plan, le ministre a évoqué les « quatre problèmes » qui le touchent. L'énergie : *« Réduire la consommation est un impératif pour le pays et pour nos entreprises »* ; la sécurité : *« Il y a trop d'accidents dans lesquels sont impliqués les poids lourds »* ; la réglementation du temps de conduite : *« Elle est nécessaire, elle est communautaire ; nous ne pouvons pas la changer unilatéralement »* et la taxe professionnelle.

MAUVAISE PASSE POUR LE NAVIPLANE N-500.

Le conseil général de la Gironde a décidé, le 10 octobre, de consacrer à des « besoins urgents » (voirie départementale, équipements scolaires) les sommes bloquées depuis juin 1978 dans le but d'acheter un naviplane N-500 — qui est le gros aéroglisseur de fabrication française — en collaboration avec la S.N.C.F. Mais la société nationale refuse de passer commande de l'engin, invoquant le déficit trop lourd qu'il entraîne et des qualités inférieures, selon elle, à celles du S.R.N.-4, le concurrent britannique.

Le premier N-500, entièrement financé par le conseil général, avait été détruit par un incendie en 1977, dans l'usine où il était fabriqué, à Pauillac. Le second exemplaire, N-500-02 a été mis en service sur la Manche par la S.N.C.F. l'année suivante. Le troisième appareil devait être commandé par la S.N.C.F. et financé avec une participation du conseil général de la Gironde, pour 15 millions de francs, sur un coût total de 120 millions de francs.

Las d'attendre cette éventuelle commande, le département de la Gironde a décidé de « dégeler » les crédits qui étaient affectés à cette opération et de les utiliser pour d'autres investissements. — *(Corresp.)*

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

PIRATERIE INDUSTRIELLE DANS L'ISÈRE.

Le député et maire socialiste de Vienne, dans l'Isère, M. Louis Mermaz, a dénoncé, lundi 6 octobre, devant le conseil municipal, les méthodes qu'emploie, selon lui, la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.) pour attirer des entreprises sur les terrains qu'elle possède le long du fleuve. La plus grosse entreprise de Vienne, la C.C.M.C (société d'informatique de gestion dépendant de la Compagnie générale d'électricité) s'apprêterait ainsi à quitter la ville de Vienne (où elle emploie plus de quatre cents personnes) pour s'installer sur l'autre rive du Rhône, à Ampuis. Le maire de cette commune, M. Alfred Gérin, sénateur du Rhône, est politiquement proche de la majorité.

« La zone industrielle d'Ampuis a été réalisée par la C.N.R., c'est-à-dire par une société dans laquelle l'État est majoritaire, s'insurge M. Mermaz. *Il y a détournement grave des obligations d'un établissement public. »*

A la Compagnie générale du Rhône, on rejette l'ensemble des accusations du maire de Vienne : *« La C.C.M.C. cherchait un nouvel emplacement dans la vallée du Rhône, nous lui en avons proposé un »*, déclare l'un des responsables de la société. — *(Corresp.)*

IMPOTS LOCAUX : PAUSE POUR LES PARISIENS.

Pause fiscale pour les Parisiens en 1981. M. Jacques Chirac, maire (R.P.R.) de Paris, a indiqué, le 10 octobre, au cours d'une réunion de presse, qu'il avait l'intention de limiter la hausse des impôts locaux l'année prochaine *« au niveau du taux de l'inflation »*. En 1980, les impôts locaux dans la capitale avaient progressé de 16 %.

A propos de l'aménagement des terrains de La Villette par l'État, le maire de Paris a précisé qu'il était favorable à la construction d'un musée des sciences et à la réalisation d'un parc, mais il a regretté que la Ville de Paris *« n'ait pas été consultée sur ces projets »*. *« Sur le plan de l'urbanisme*, a-t-il affirmé, *l'option prise est contestable. »*

Interrogé sur la création d'une radio municipale, M. Chirac a assuré qu'*« il avait en effet l'intention de créer une telle radio »*. Le maire de Paris a ajouté : *« Je n'ignore pas la loi qui interdit d'émettre, mais certains partis politiques et syndicats ont un émetteur pour le cas où ils en auraient besoin ; eh bien, je l'aurai également, au cas où... »*

UN PROGRAMME POUR L'AGRICULTURE MÉDITERRANÉENNE.

Les élus socialistes des conseils régionaux du Languedoc-Roussillon et de Provence - Alpes - Côte d'Azur viennent de présenter un « projet pour l'agriculture méditerranéenne ». Cette opération conduite par les élus comporte trois volets : une plate-forme « revendicative » traçant des perspectives d'avenir pour les agriculteurs des régions méditerranéennes et posant la question de l'accroissement des crédits d'État ; un ensemble d'actions exemplaires qui intéressent les travaux hydrauliques, la maîtrise foncière, l'installation des jeunes exploitants des forêts ; le renforcement des actions déjà engagées par le bureau méridional de planification et le CEPRACO (Centre méridional de promotion de l'agriculture par la coopération).

CIRCULATION

LES AUTOMOBILISTES VEULENT SE DÉFENDRE.

Sans être des « hors-la-loi », les deux mille cinq cents membres d'Auto-Défense sont bien décidés à se battre jusqu'au bout pour éviter les *« abus d'une administration de plus en plus répressive et qui multiplie les décisions contradictoires »*.

Des motions ont été adoptées au cours des assises qu'ils viennent de réunir à Draguignan.

1) *Justice et séparation des pouvoirs* : Auto-Défense rappelle que son objectif essentiel reste la suppression des commissions administratives de suspension de permis de conduire ;

2) *Défense des libertés* : le rôle d'une réglementation de la circulation est de prévenir les risques d'accidents et non de traquer *« dans un souci de rentabilité »* l'automobiliste paisible.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

Relance de la hausse des taux à long terme en France

L'événement de la semaine, en France, a été l'annonce du taux d'émission du troisième emprunt d'État de l'année, 13,80 %, nouveau record historique, qui a relancé la hausse des taux sur le marché secondaire des obligations, où, là aussi, on est en train de battre des records. Pendant ce temps l'ascension des taux américains semble stoppée, du moins pour le moment, et même laisse place à une certaine détente.

Ce troisième emprunt d'État, pour lequel une large place avait été réservée sur le marché du fait de l'arrêt des autres émissions (*le Monde* daté 5-6 octobre 1980), était très attendu. On pensait qu'il pourrait être lancé à 13,60 %, 13,70 % peut-être. Mais 13,80 %, tous records battus pour un emprunt d'État (le précédent, celui de juin, était à 13,35 %) ! Au Trésor, on affirme, sans rire, que ce taux a été dicté par le marché. Ailleurs, on estimait qu'en haut lieu la préoccupation principale était que l'emprunt « se place bien » dans un marché un peu saturé par les appels massifs et répétés depuis le début de l'année. Le résultat est atteint : l'emprunt est bien accueilli et se placera bien.

Naturellement, les cours des émissions précédentes ont sévèrement accusé le coup, notamment le 12 % de janvier 1980, largement au-dessous du pair, de même que (déjà !) le 13,25 % de juin 1980. Selon les indices Paribas, les rendements du marché secondaire sont passés, pour les emprunts d'État, de 13,42 % à 13,72 %, pour les emprunts publics, de 14,07 % à 14,34 %, et, pour les emprunts privés, de 14,63 % à 14,74 %. Logiquement, les futurs emprunts du secteur public, qui, après une pointe à 14,6 % en mars-avril, étaient retombés à 14 % en septembre, pour remonter tout dernièrement à 14,50 %, devraient « sortir » à 14,70 % ou 14,80 %, si ce n'est davantage. Quant aux émissions du secteur privé, s'il y en a, elles s'établiraient à 15 % et au-dessus.

Sans doute le gouvernement est-il désireux à tout prix de ne plus financer le déficit sur des ressources monétaires, et de recourir à l'épargne longue en quasi totalité, ce qui sera fait en 1980 pour la première fois depuis pas mal de temps. Sans doute est-il également désireux de privilégier l'épargne à long terme, creusant davantage l'écart avec l'épargne courte. Mais est-il nécessaire de monter si haut, à moins qu'en haut lieu on ne s'attende à une inflation accrue ? Qu'on permette à l'auteur de ces lignes, avant de quitter ce pays pour quelques semaines, et des lieux plus élevés, de plaider à nouveau la cause des emprunts à taux variables, seuls équitables pour les emprunteurs et les prêteurs en ces périodes de très fortes fluctuations (5 points en moins de deux ans). Malheureusement, les prêteurs institutionnels (compagnies d'assurances notamment), en ces périodes de taux élevés, préfèrent des formules à taux fixe (on le comprend). De leur côté, les emprunteurs, effarés devant la perspective des futures charges financières, découvrent les attraits des taux flottants qu'ils repoussaient avec vigueur lorsque les taux étaient bas, il y a deux ans. Après tout, des centaines de milliards de dollars d'eurocrédits se font tous les jours à six mois renouvelables. Ce qui est bon pour les marchés extérieurs ne le serait-il pas pour le marché intérieur ? Qu'en pensent les souscripteurs de l'emprunt d'État 9 % d'avril 1979, qui vaut 78 F actuellement contre 100 F à l'émission ?

Sur le marché à court terme, le loyer de l'argent, qui commençait à fléchir après la brusque tension de la semaine précédente, s'est rétabli à son niveau précédent, par effet d'entraînement.

Ailleurs, aux États-Unis, la forte contraction de la masse monétaire, après des semaines de gonflement, a nourri l'espoir que les taux allaient plafonner. M. Volcker, président du Fed, a indiqué qu'il partageait l'inquiétude manifestée par le président Carter devant la hausse des taux, qui *« ont peut-être trop monté »*, estimant que le marché avait *« trop tendance à anticiper »*. De fait, une certaine détente a été enregistrée, quelques petites banques abaissant même leur taux de base (« prime rate »). Mais les choses sont trop incertaines pour qu'un diagnostic précis puisse être formulé.

FRANÇOIS RENARD.

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Fermeté de la livre

Sur des marchés des changes relativement calmes, la livre sterling s'est distinguée par sa fermeté, tandis que le dollar se montrait assez résistant et que le cours de l'or se raffermissait très légèrement.

Soutenue par des taux d'intérêt toujours très élevés, et par les trésors pétroliers qui dorment sous cent mètres d'eau en mer du Nord, la livre sterling s'est encore raffermie, dépassant 2,40 dollars à Londres et New-York, et 10 F à Paris (10,05 F). Cette fermeté désespère les industries britanniques, qui se plaignent d'exporter de plus en plus difficilement, mais elle réjouit Mme Thatcher, puisque le coût des importations s'en trouve diminué d'autant, ce qui contribue à réduire l'inflation.

Le dollar s'est montré finalement assez résistant. Très bien disposé à la fin de la semaine dernière, à la suite de la montée du taux d'intérêt aux États-Unis, il a un peu fléchi par la suite. Lorsque les taux ont manifesté une tendance à la baisse, pour se stabiliser à la veille du week-end.

Le président de la Deutsche Bank, M. Wilfried Guth, estime que le cours du dollar devrait se stabiliser autour du niveau actuel de 1,80 D.M. A court terme, la monnaie américaine devrait être favorisée par le niveau élevé du taux d'intérêt outre-Atlantique, mais M. Guth se montre sceptique sur les chances de ralentissement de l'inflation aux États-Unis.

Le yen, qui avait très vivement monté la semaine dernière, s'est stabilisé et a même légèrement fléchi sous l'effet des achats de couverture pratiqués par les importateurs japonais. Mais le niveau de 210 yen pour un dollar ne devrait plus être dépassé, suivant les milieux financiers nippons.

Le franc français se maintient toujours en bonne position, tandis que le florin demeure en tête du système monétaire européen, et la lire italienne en queue.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, qui évoluait entre 671 dollars et 678 dollars, s'est tendu jeudi et vendredi sur la rumeur, fausse, qu'un pétrolier avait été coulé dans le détroit d'Ormuz. La prolongation du conflit irako-iranien inquiète toutefois les marchés, de sorte qu'en fin de semaine le cours de l'once se maintenait au-dessus de 680 dollars après une pointe à 640 dollars. — F. R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire [illegible]
Londres	—	2,4035	10,0526	3,9309	4,3359	69,6053	4,7168	2064,24
	—	2,3890	10,0338	9287	4,3252	69,4004	4,7015	2060,51
New-York	2,4035	—	23,9091	61,1433	55,4323	3,4530	50,9554	0,1164
	2,3890	—	23,8895	60,8087	55,2333	3,4423	50,8130	0,1159
Paris	10,0526	4,1825	—	255,73	231,84	14,4423	213,12	4,8698
	10,0338	4,2000	—	255,39	231,98	14,4578	213,41	4,8695
Zurich	3,9309	163,55	39,1034	—	90,6596	5,6474	83,3375	1,9042
	3,9287	164,45	39,1547	—	90,8312	5,6609	5619	1,9066
Francfort	4,3359	180,40	43,1320	110,3026	—	6,2292	91,9235	2,1004
	4,3252	181,05	43,1071	110,0942	—	6,2323	91,9569	2,0991
Bruxelles	69,6053	28,9600	6,9240	17,7071	16,0532	—	14,7566	3,3719
	69,4004	29,0508	6,9166	17,6649	16,0452	—	14,7611	3,3681
Amsterdam	4,7168	196,25	46,9218	119,9938	108,7860	6,7765	—	2,2850
	4,7015	196,80	46,8571	119,6716	108,6992	6,7745	—	2,2817
Milan	2064,24	858,85	205,3436	525,1299	476,0809	29,6564	437,63	—
	2060,51	862,50	205,3571	524,4755	476,3877	29,6904	438,26	—

MATIÈRES PREMIÈRES

LE SUCRE AU PLUS HAUT DEPUIS SIX ANS

METAUX — *Les craintes de l'extension du conflit entre l'Iran et l'Irak ont provoqué une hausse des métaux précieux cette semaine. Dans leur sillage, le cuivre a également gagné du terrain malgré l'approche de la fin de la grève qui paralyse depuis quatorze semaines les raffineries des États-Unis. Selon le président de Zambia Copper Investments Ltd, l'évolution à moyen terme des cours du métal rouge demeure incertaine.*

TEXTILES. — *Fermeté du coton. Les conditions climatiques défavorables ont conduit les firmes de courtage américaines à réduire leurs estimations de la récolte aux États-Unis. Elles avancent désormais un chiffre de 11 à 11,5 millions de balles (de 480 livres), alors qu'en septembre le département de l'agriculture faisait état de 11,6 millions de balles.*

Hausse également de la laine.

DENREES. — *Le sucre a été sans conteste la vedette des marchés à terme de denrées au cours de la semaine. Ses cours ont ainsi dépassé 400 livres sterling la tonne pour la première fois depuis près de six ans à Londres et ils ont plus que doublé depuis le début de l'année. La présente situation résulte des mauvaises récoltes d'importants pays producteurs comme Cuba, l'Inde, le Mexique et l'U.R.S.S. qui se tournent vers le marché mondial pour pallier les insuffisances de leur production. Les achats de l'U.R.S.S. depuis le début de l'année sont estimés à quelque 4 millions de tonnes. A noter que le Portugal a décidé de quitter l'accord international du sucre dont il était membre à titre provisoire.*

Bonne tenue du café, malgré les doutes relatifs à l'efficacité de l'accord conclu la semaine dernière sur la fixation de quotas d'exportations.

CEREALES — *Fermeté du blé et du maïs à la suite de prévisions faisant état d'une baisse de 30 % de la récolte australienne de céréales d'hiver cette année et d'une moisson soviétique de l'ordre de 190 millions de tonnes, soit 45 millions de tonnes de moins que l'objectif fixé par Moscou. On a appris vendredi que Pékin négocie avec Washington l'achat de 6 à 9 millions de tonnes de céréales par an pendant trois années.*

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 10 octobre 1980

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — **Londres** (en sterling, par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant 856 (835) ; à trois mois, 885,5 (861,50) ; étain, comptant, 6 930 (6 977) ; à trois mois, 7 008 (7 072,50) ; plomb, 375 (358) ; zinc, 342 (333) ; argent (en pence par once troy) 903,5 (844).

— **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 94,55 (90) ; argent, 21,77 (20,90) ; aluminium (lingots), 72 (72) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 97 (97) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 395 à 405 (395 à 405).

— **Penang** (en dollars des Détroits par picul de 22 lbs) : 2 081 (2 139).

— **Penang** (en cents des Détroits par kilo), 310,50 à 311 (302 à 302,50).

TEXTILES. — **New-York** (en cents par livre) : coton, oct., 89,25 (86,70) ; déc., 90,90 (87,40).

— **Londres** (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), 368 (357) ; jute (en livres par tonne) : Pakistan, White grade C, 206 (206).

— **Roubaix** (en francs par kilo) : laine, 29,90 (29,60).

CAOUTCHOUC. — **Londres** (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S., comptant, 64,50 (62,75).

DENREES. — **New-York** (en cents par lb ; sauf cacao en dollars par tonne) : cacao, déc., 2 205 (2 165) ; mars, 2 270 (2 248) ; sucre, janv., 43,30 (40,95) ; mars, 45,60 (42,45) ; café, déc., 132,25 (127,10) ; mars, 132 (132).

— **Londres** (en livres par tonne) : sucre, janv., 428 (398) ; mars, 440,50 (417,85) ; café, nov., 1 088 (1 077) ; janv., 1 109 (1 088) ; cacao, déc., 978 (1 014) ; mars, 1 021 (1 034).

— **Paris** (en francs par quintal) : cacao, déc., 970 (965) ; mars, 1 004 (1 002) ; café, nov., 1 095 (1 073) ; janv., 1 105 (1 082) ; sucre (en francs par tonne), déc., 4 145 (3 850) ; mars, 4 310 (4 055).

CEREALES. — **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, déc., 511 1/2 (493) ; mars, 532 (512 1/2) ; maïs, déc., 354 1/4 (343 3/4) ; mars, 364 (356 1/4).

Indices : Reuter, 1 761 (1 739,50) ; Moody's, 1 326,80 (1 312,30).

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe ou indexées

L'annonce d'un taux record de 13,80 % (contre 13,25 % en juin dernier) pour le troisième emprunt de l'année, qui laisse présager une hausse des taux pour les émissions à venir, a immédiatement déprimé les cours des emprunts antérieurs, qui cèdent tous du terrain.

Le 12 % janvier 1980, par exemple, s'enfonce encore, en baisse de près de 7 % depuis qu'il a été lancé au début de l'année.

	10 oct.	Diff.
10,80 % 1979	2565	— 5,50
7 % 1973	9970	+ 188
10,30 % 1975	86,30	— 1
10 % 1976	86	— 1,85
P.M.E. 10,6 % 1976	86,80	— 1
P.M.E. 11 % 1977 ..	87,80	— 1,20
8,80 % 9177	97,10	— 1,20
10 % 1978	83,90	— 1,05
9,80 % 1978	82,90	— 1,10
9,80 % 1978	81,10	— 1
9,45 % 1978	79,90	— 0,10
8,80 % 1978	78,25	— 0,90
9 % 1979	82,40	— 1,30
10,80 % 1979	95,90	— 1,30
12 % 1980	93,30	— 0,80
C.N.E. 3 %	3375	— 56

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Vendredi 10 octobre, la chambre syndicale, informée d'une opération financière que le groupe « Revillon » projetait de réaliser, décidait de suspendre la cotation de l'action dudit groupe. L'on apprenait dans la soirée que « Revillon » avait signé un accord de principe avec les « Editions mondiales » en vue de lui racheter tous ses actifs. L'opération, qui se traduira par l'absorption des « Editions mondiales », devra être réalisée avant la fin de l'année avec effet rétroactif du 1er janvier 1980. Le paiement s'effectuera avec des titres « Revillon » à créer dont le capital passera de 119,79 millions de F à 193,50 millions de F. La parité retenue est de dix-huit actions « Revillon » pour deux actions « Editions mondiales ». Ensemble et sur la base des résultats 1979, « Revillon » plus « Editions mondiales » auraient réalisé un chiffre d'affaires de 2,42 milliards (dont 888 millions pour les Editions mondiales). (Voir d'autre part.)

	10 oct.	Diff.
Bail Equipement ..	195,10	— 5,90
B.C.T.	114,50	+ 0,50
Banque Rothschild	158	— 5,20
Cetelem	196	inch.
Chargeurs Réunis.	190,10	+ 0,60
Cie Bancaire	343,50	— 4,50
C.C.F.	195	+ 4
C.F.F.	445	+ 9
C.F.I.	251,10	— 0,10
Crédit du Nord ..	70,50	— 2,50
Eurafrance	352	— 12
Financ. Paris	254	— 4
La Hénin..........	438	+ 5
Locafrance	208	— 1,50
Locindus	385,50	— 7,5
Midi	975	— 5
Prétabail	492	+ 7
Pricol	194	+ 2
Schneider	162,30	+ 2,20
Suez	304,50	— 0,50
U.C.B.	173	— 4

Alimentation

B.S.N.-Gervais-Danone a dégagé au 30 juin dernier un bénéfice net non consolidé de 32,45 millions de francs contre 31,81 millions un an auparavant. *Bien qu'apparemment* faible, la progression est notable, le résultat du premier semestre *1979* incluant 12,53 millions de francs de plus-value.

Le bénéfice net des *Comptoirs Modernes* (société seule) au 30 juin s'établit à 20,88 millions de *francs contre* 15,91 millions.

Pour l'exercice clos le 30 avril dernier, la *Sucrerie de Cambrai* a dégagé un bénéfice net comptable de 5,9 millions de francs.

Les actionnaires encaisseront un dividende global de 16,50 F contre 9,90 F.

	10 oct.	Diff.
Beghin-Say	265,50	+ 7,50
B.S.N.-G. Danone.	1020	— 20
Carrefour	1775	— 3
Casino	1450	— 10
Gén. Occidentale..	347	+ 8
Guyenne et Gasc.	394,50	+ 8,50
Martell	574	— 9
Moët-Hennessy	533	— 3
Mumm	419	— 2,10
Olida Caby	261	+ 17
Pernod-Ricard	343	inch.
Perrier	196	— 5
Radar	534	— 6
St Louis-Bouchon.	220	+ 2
Saupiquet	291	— 9
Vve Cliquot	961	— 17
Viniprix	470	+ 5
Nestlé	8260	+ 140

Filatures, textiles, magasins

Les affaires des grands magasins ne marchent pas trop mal. Pour le premier semestre *Darty* annonce une augmentation de 24,4 % de son chiffre d'affaires hors taxes. La performance du *B.H.V.*, pour les trois premiers trimestres cette fois, est moins bonne malgré un mois de septembre satisfaisant, avec une progression de 13 % de ses ventes toutes taxes comprises à surface comparable.

	10 oct.	Diff.
Agache-Willot	357	inch.
B.H.V.	98,50	+ 0,60
C.F.A.O.	395	— 3
Darty	500	— 7
Dollfus-Mieg	52,50	— 2,50
Galeries Lafayette.	125	inch.
La Redoute	459,90	+ 9,90
Lainière Roubaix ..	37	— 1,30
Prénatal	37,65	— 0,65
Printemps	115,10	— 6,80
Roudière	225	+ 5
S.C.O.A.	47,90	+ 1,80

Bâtiments et travaux publics

Bouygues gagne à nouveau du terrain. Le résultat de la société au 30 juin 1980 se monte à 59 millions de francs (contre 41 millions) après dotation aux amortissements de 34,7 millions de francs (contre 29,6 millions). *Pour l'ensemble de* l'exercice, le chiffre d'affaires du groupe devrait progresser de 30 %. Les résultats devraient marquer une nouvelle et sensible augmentation.

Quant au contrat de construction de l'université de Riad (Arabie Saoudite), la société dément *qu'il ait été signé*, contrairement à une rumeur qui avait circulé en Bourse.

La *Carbonisation entreprise et céramique*, filiale du groupe *Lafarge*, enregistre au premier semestre un bénéfice net de 13,1 millions (contre 26,2 millions de francs).

	10 oct.	Diff.
Auxil. d'Entrep. ..	541	— 1
Bouygues	770	+ 19
Chim. et Routière.	140	— 1
Ciments Franç. ..	166	inch.
Dumez	870	— 5
Ent. J. Lefebvre ..	271	— 1
Gén. d'Entrep.	219,50	+ 9,50
Gds Trav. Marseille	489	— 0,50
Lafarge	295,20	— 5,80
Masons Phénix ..	630	— 10
Poliet et Chausson	459	— 2

Matériel électrique, services publics

Touché de plein fouet par une mauvaise conjoncture dans le secteur du petit matériel électroménager, « Moulinex » a vu ses résultats semestriels chuter de 30,8 %, à 35 millions de francs. (Comptes non consolidés.)

Le groupe *Thomson* annonce pour le premier semestre un résultat de 88,4 millions de francs contre 77,1 millions au 30 juin 1979, représentant le *solde de* son compte de pertes et profits avant impôts.

Ses dirigeants tablent pour l'exercice entier, et sauf événement *imprévisible*, sur une progression de 10 % des résultats (consolidés et maison mère).

	10 oct.	Diff.
Alsthom-Atlant. ...	82,90	+ 0,40
C.E.M.	49,20	— 0,60
CIT-Alcatel	1040	— 10
C.G.E.	365	— 3,50
Crouzet	319	— 11,50
C.S.F.	472	+ 2
Gén. des Eaux	469	— 5
Legrand	1692	— 8
Lyonn. des Eaux..	398	— 1,50
Match. Bull	52,10	— 2,10
Matra	10030	— 490
Mot. Leroy-Somer.	841	+ 2
Moulinex	63,70	— 0,35
P.M. Labinal	305,70	— 6,3
Radiotechnique ...	307	— 8
S.E.B.	157	— 10,50
Signaux	728	+ 13
Téléméc. Electr. ..	1080	+ 30
Thomson-Brandt ..	243,50	— 7
I.B.M.	290	+ 18,3
I.T.T.	130	— 5,20
Schlumberger	649	+ 15
Siemens	654	inch.

Métallurgie, constructions mécaniques

Retour au bénéfice pour *Forges* de Gueugnon, qui annonce un résultat net positif de 11,5 millions de francs pour le premier semestre contre 13,5 millions de pertes au 30 juin 1979.

Vallourec, en revanche, reste dans le rouge avec une perte de *6,03* millions de francs contre un bénéfice net de 2,6 millions un an plus tôt. Ce déficit est toutefois inférieur à celui enregistré durant le second semestre 1979.

Usinor a dégagé 89,1 millions de bénéfice au 30 juin. Mais, en raison de la dégradation de la situation du marché, le groupe subira des pertes sensibles pour le second semestre.

Malgré un environnement peu propice aux affaires, *Trailor* table pour 1980 sur des résultats améliorés.

	10 oct.	Diff.
Alspi	128	— 4
Av.. Dassault-Brég..	850	+ 2
Babcock-Fives	132	— 2,50
Chiers-Châtillon ..	12,20	— 1,10
Creusot-Loire	82,50	+ 2,60
De Dietrich	661	+ 40
FACCM	445,20	+ 0,20
Ferodo	325	— 0,20
Gén. de Fonderie..	197	— 6
Marine-Wendel ...	41,40	— 2,30
Métal-Normandie .	44	— 2,90
Penhoët	260	+ 1,50
Peugeot-Citroën ..	177	— 8
Poclain	226	— 4
Pompey	99,90	— 1,60
Sacilor	14,05	— 2,55
Sagem	978	+ 8
Saulnes	66,50	— 0,30
Saunier Duval	138,50	+ 1,50
Usinor	9,05	— 0,40
Vallourec	62,50	+ 2,40

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 6 AU 10 OCTOBRE

LA RÉSISTANCE

LES années se suivent et ne se ressemblent pas. Contrairement à ce qui s'était produit en 1978 et en 1979, la première *semaine du mois d'octobre* n'a pas été marquée par un retournement brutal de tendance. *Les valeurs françaises* reculent mais dans des limites étroites. L'indice efface simplement, d'un vendredi à l'autre, ses gains de la semaine précédente.

« Mais que faudrait-il donc pour que le marché baisse ? » Cette réflexion d'un vieux boursier traduit l'étonnement de bon nombre d'opérateurs devant la résistance de la Bourse de Paris. Naguère, un emprunt d'Etat de 9 milliards de francs, au taux record de 13,80 %, aurait suffi pour porter un coup sévère à la cote. Il n'en est rien aujourd'hui. Le marché encaisse parfaitement le coup. Comme il reste insensible à la montée des périls au Moyen-Orient.

Il est vrai qu'une *ponction de 9 milliards* de francs ne représente qu'une petite partie des liquidités disponibles actuellement. Mais ce taux de 13,80 % n'est-il pas, lui, inquiétant ? Ne remet-il pas en cause les prévisions de baisse des taux et de réduction de l'inflation qui ont guidé les gestionnaires depuis quelques *mois* ?

Cette résistance est d'autant plus surprenante que le niveau actuel des cours est élevé. L'indice CAC oscille depuis trois semaines entre 110 et 113, en hausse de près de 10 % par rapport au début de l'année.

Les raisons techniques de soutien du marché n'ont certes pas disparu. Les investisseurs institutionnels sont toujours acheteurs. Et si, cette semaine, la baisse des cours avait *été plus sensible, leurs initiatives auraient été sûrement* plus nombreuses. Mais des facteurs techniques ne peuvent contrecarrer indéfiniment une tendance de fond. Si le marché résiste aussi bien, c'est qu'il a des raisons plus profondes de résister.

La réponse doit-elle être cherchée à l'étranger ? D'autres marchés, notamment Wall-Street et Tokyo, manifestent en effet une même fermeté. Jusqu'à présent, toutes les études ont *montré que les mouvements de corrélation restaient* faibles entre les différentes places financières. L'internationalisation croissante des économies a-t-elle changé cet état de choses ? Tel sera l'un des thèmes du congrès annuel de la Fédération européenne des associations d'analystes financiers qui se tiendra à La Haye du 15 au 17 octobre.

Le marché est résistant, mais les interventions sont sélectives. Aux pétroles, C.F.P., dont les activités de raffinage *donnent à nouveau des signes de faiblesse*, est plutôt délaissé. Elf-Aquitaine, en revanche, est recherché. Les valeurs sucrières, Béghin et Saint-Louis, continuent leur brillante *carrière*. *Matra, sur lequel on constate d'impor*tants échanges depuis quelques semaines, se replie à l'approche de l'opération de division du titre. Le secteur du bâtiment, malgré l'assouplissement de l'encadrement des prêts au logement, s'effrite. La sidérurgie s'effondre.

Quant au marché de l'or, il repart. Le lingot gagne dans la semaine 2 005 francs à 92 495 francs et le napoléon 8,90 francs à 799,90 francs. Dans le sillage du lingot, *l'emprunt 7 % 1973 inscrit* un nouveau cours record à 9 970 francs.

JEAN-MARC BIAIS.

Mines, caoutchouc, outre-mer

UNION MINERE. — Les résultats financiers du premier semestre 1980 *ont* bénéficé de la progression du produit des immobilisations financières et des revenus de trésorerie. Pour l'ensemble de l'exercice en cours, le bénéfice pourrait marquer une certaine amélioration par rapport à 1979.

	10 oct.	Diff.
Imetal	97	— 0,70
Kléber	47,10	— 1,40
Michelin	803	— 35
Penarroya	96	+ 4
Charter	26,90	+ 0,60
INCO	98,20	— 2,30
R.T.Z.	43,40	— 0,20
Union Minière	105	— 0,10
Z.C.I.	4,35	— 0,15

Pétroles

Les difficultés ressenties dans le *raffinage en liaison* avec la diminution de la consommation *n'ont*, semble-t-il, pas eu trop d'effets sur les résultats semestriels des deux grandes compagnies pétrolières françaises, « Elf-Aquitaine » et « Total » dont les résultats au 30 juin dernier témoignent de la bonne santé financière.

La marge brute consolidée de la première atteint 6,8 *milliards* de francs contre 6 *milliards* environ en 1979 à pareille époque, sur laquelle 3,08 milliards de francs, bénéfice net, ont été dégagés (contre 5,6 milliards pour l'exercice 1979 en entier).

De son côté, la C.P.P. (maison mère) annonce un doublement de sa marge brute (1,13 milliard de francs contre 604 millions de francs) et une *progression* de 37,8 % de son bénéfice net (518 *millions de francs contre* 412 millions de francs).

La C.F.R., filiale de la précédente, n'a cependant pas été aussi heureuse avec un déficit brut économique, c'est-à-dire calculé après déduction de l'effet de *stocks, de 236,8 millions*. Le résultat net de cette compagnie reste néanmoins positif *(31,5* millions de francs contre 77 millions). Cette détermination des termes du profit ne devrait toutefois pas trop se faire sentir sur les résultats consolidés du groupe non publiés encore.

Coparex va diviser ses actions en deux, en ramenant leur nominal de *200 F à 100 F*.

	10 oct.	Diff.
Elf-Aquitaine	1278	+ 9
Esso	277,40	— 4,10
Franç. des Pétroles	225,10	— 4,90
Pétroles B.P.	132,50	+ 0,50
Primagaz	385	+ 10,50
Raffinage	154	+ 10,70
Sogerap	207,50	+ 9,50
Exxon	320	+ 10
Petrofina	740	+ 32
Royal-Dutch	386	+ 10,20

Produits chimiques

Akzo Pharma, filiale pharmaceutique du groupe néerlandais *A.K.Z.O.*, a porté de 66 % à 98 % sa participation dans le capital de la firme française *RETI* en se portant *acquéreur* sur le marché hors cote de 171.391 actions au prix de 180 F.

La situation financière de « Nobel - Bozel », malade d'Isorel, s'améliore. Pour le premier semestre, le résultat net consolidé (part du groupe) s'élève à 25,7 millions de francs contre 3,2 millions. Cependant, dans le contexte économique actuel, les dirigeants de la société s'attendent, avec le ralentissement d'activité, à de moins bons résultats pour le second semestre. Ajoutons que « Nobel-Bozel », dans sa politique de désinvestissements, vient de revendre ses intérêts dans les explosifs civils : sur les 60 % que le groupe détenait dans sa filiale Nobel Explosifs, 40 % irait à la Société nationale des poudres et explosifs (S.N.P.E.) *et 20 %* à un holding financier, SOFIGEXI, où figurent *Creusot-Loire, les 40 % restant* demeurant entre les mains de P.R.B. Nobel explosifs de Bruxelles.

	10 oct.	Diff.
C.M.-Industries ...	518	+ 1
Institut Mérieux ..	885	+ 7
Laborat. Bellon ..	455	+ 45
Nobel-Bozel	49,50	— 2,60
Rhône-Poulenc ...	102	— 4,60
Roussel-Uclaf	234	— 5,50
B.A.S.F.	302	— 3
Bayer	259	— 5
Hoechst	257	— 7,90
I.C.I.	32,50	— 2,7
Norsk-Hydro	536	— 23

Mines d'or, diamants

Goldfields of South Africa, filiale sud-africaine de la *Consolidated Goldfields*, annonce pour le troisième trimestre un bénéfice net de 193 millions de rands, accru de 9,6 % par rapport à celui *dégagé au* cours du second trimestre. Les résultats des propres filiales de G.S.A. sont assez inégaux. *East Driefontein* voit ses bénéfices passer de 48,48 à 59 millions de rands. La progression du bénéfice de *West Driefontein* est plus modeste (55,07 millions de rands contre *54,02 millions*). Quant à *Libanon, Vlakfontein* et *Venterpost*, leurs *résultats régressent*.

	10 oct.	Diff.
Amgold	580	+ 36
Anglo-American ..	90,70	+ 3,25
Buffelsfontein	284,50	+ 18,30
De Beers	30,10	+ 0,50
Free State	388	+ 7
Goldfields	70	+ 2,75
Harmony	140	+ 4,1
President Brand ..	342	+ 35
Randfontein	470	+ 33,40
Saint-Helena	262,90	+ 14,30
Gencor	120	+ 6
West Driefontein .	482	— 8
Western Deep	331	+ 11
Western Holding ..	494	+ 9

Valeurs diverses

Les comptes semestriels de *La Rochette-Cenpa* sont rentrés dans le rouge, et, au 30 juin, un déficit de 21,7 millions de francs a été enregistré contre un bénéfice de *6,2 millions* un an auparavant. Selon la société, la hausse des prix du bois, du fuel et du loyer de l'argent sont à l'origine de *ces pertes*.

Rentrée dans le rouge aussi pour *Duquesne-Purina*, dont le *déficit pour* l'exercice *clos* le 31 août atteindrait 15 millions de francs environ contre un bénéfice de 7,68 millions. Le président est néanmoins raisonnablement optimiste pour l'avenir.

	10 oct.	Diff.
A.D.G.	238,80	— 3,20
L'Air Liquide	476	+ 5
Arjomari	169	+ 8
Bic	568	— 20
Club Méditerranée.	418	— 11
Essilor	514	+ 11
Europe 1	1093	— 37
Gle Ind. Part.	147,90	— 3,10
Hachette	282	— 12,80
J. Borel Int.	131	— 6,50
L'Oréal	662	— 17
Navigation Mixte .	209,30	— 15,20
Nord Est	35,20	— 3,05
Presses de la Cité..	381	— 23
P.U.K.	100,60	— 4,90
St-Gobain P.-à-M..	124,90	+ 1,40
Skis Rossignol	835	— 13
U.T.A.	173	— 2,90

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	6 oct.	7 oct.	8 oct.	9 oct.	10 oct.
Terme....	158 272 180	170 069 145	159 330 730	169 126 989	156 108 190
Compt....					
R. et obl.	175 554 149	109 337 027	156 157 176	265 685 604	256 890 338
Actions.	97 150 169	92 812 597	141 666 178	117 606 744	108 825 731
Total....	430 976 500	372 218 770	457 154 086	552 489 338	521 824 259

INDICES QUOTIDIENS INSEE (base 100, 28 décembre 1979)

Franç...	112	112,1	111,4	111	110,8
Etrang...	121,6	121,5	121,1	122,6	121,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)

Tendance.	117,5	117,4	116,9	116,4	116,2

(base 100, 29 décembre 1961)

Ind. gén...	113,4	113,6	112,7	112,7	112,4

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nombre de titres	Valeur en cap.
Empr. 4,5 % 1973.	29 400	74 537 900
Elf-Aquitaine ...	28 450	36 298 000
Elf - Gabon	18 675	30 600 000
Revillon	46 675	29 630 000
Matra	2 860	29 559 000

Bourses étrangères

NEW-YORK

Irrégulier

Tendance irrégulière à Wall Street : hausses et baisses se sont succédé d'une séance à l'autre, et l'indice Dow Jones termine la semaine au même niveau que le vendredi précédent (950,67).

Lundi, les investisseurs ont été encouragés par la forte diminution de la masse monétaire. Dès le lendemain, cependant, la crainte que la guerre entre l'Iran et l'Irak ne dégénère a créé un climat de nervosité. La progression limitée des ventes de détail du mois de septembre et le fort accroissement des taux hypothécaires responsable de la mévente dans le secteur des maisons individuelles ont montré que la reprise économique était encore très précaire.

Le courant d'achats qui s'est porté sur les valeurs pétrolières a finalement contenu la baisse.

Outre les pétroles, on note également à la hausse *quelques valeurs* de technologie comme Control Data (+ 7 1/8 à 75 3/4), National Cash Register (+ 4 1/2 à 73 3/4), I.B.M. (+ 3 2/8 à 69 3/8), qui annonce un bénéfice trimestriel en hausse de 32,5 %.

Le volume d'échanges a légèrement progressé (235 millions contre 229 millions de titres).

	Cours 3 oct.	Cours 10 oct.
Alcoa	71 1/8	71 3/4
A.T.T.	52 1/4	51 1/8
Boeing	40 3/8	39 3/8
Chase Man. Bank .	41 1/2	43 1/4
Du Pont de Nem.	45	44
Eastman Kodak ...	67 5/8	67 1/2
Exxon	73	75 1/8
Ford	27 5/8	27 7/8
General Electric ..	53 3/4	53 5/8
General Foods	30 1/4	29 1/4
General Motors ...	53	51 1/4
Goodyear	15 7/8	16 1/4
I.B.M.	66 1/8	69 3/8
I.T.T.	31 7/8	31
Kennecott	29 3/4	32 1/4
Mobil Oil	72 5/8	75 5/8
Pfizer	47	47
Schlumberger	149 7/8	150 3/4
Texaco	36 1/4	37
U.A.L. Inc.	18 1/2	18 1/4
Union Carbide	46 1/8	46 1/4
U.S. Steel	22	22
Westinghouse	27	26 5/8
Xerox Corp.	69 7/8	67 1/8

FRANCFORT

Ferme

La tendance est restée ferme cette semaine dans un marché très actif. Le succès du parti libéral aux élections législatives, et notamment celui du ministre de l'économie, M. Lambsdorff, a ainsi été salué. Les valeurs les plus soutenues ont été celles de la construction mécanique, des banques et des grands magasins.

	Cours 3 oct.	Cours 10 oct.
A.E.G.	84,50	88,50
B.A.S.F.	131,70	134
Bayer	113,30	113,20
Commerzbank	161,90	164,20
Hoechst	112,80	113,20
Mannesman	128	131
Siemens	277	282
Volkswagen	174	176,50

LONDRES

Hésitant

Après un bon début de semaine, le marché s'est replié par la suite. Dans l'espoir d'une décélération de l'inflation et d'une réduction des taux, le Stock Exchange s'est montré assez animé lundi. Mais les investisseurs ont été déçus dès le lendemain par les déclarations du chancelier de l'Echiquier, qui se refuse à assouplir sa politique de crédit.

Après avoir accentué leurs progrès de la semaine précédente, les fonds d'Etat ont reperdu du terrain. Aux industrielles, I.C.I. est tombé à un niveau très bas par crainte d'une réduction sensible des bénéfices du troisième trimestre et de nouveaux licenciements. Les valeurs d'électroniques se sont montrés d'abord résistantes, puis ont suivi le mouvement de repli général.

Aux pétroles, Ultramar a été très recherché à la suite de rumeurs d'offres d'achat.

Les mines d'or ont progressé dans le sillage du lingot.

Au 10 octobre, l'indice « F.T. » des valeurs industrielles est de 466,3 (contre 479,3), celui des mines d'or est de 532,6 (contre 509,5).

	Cours 3 oct.	Cours 10 oct.
Bowater	166	162
Brit. Petroleum ...	404	402
Charter	266	268
Courtaulds	58	57
De Beers*	11 3/4	12,12
Free State Geduld*	89 3/4	93,25
Gt Univ. Stores ...	458	434
Imp. Chemical	340	318
Shell	416	414
Vickers	138	128
War Loan	33 1/8	33,12

(*) En dollars.

TOKYO

Pause

Après trois séances de baisse, le marché s'est redressé par la suite pour terminer à un niveau voisin de celui de la semaine précédente. Un regain d'achats réalisés par des investisseurs étrangers a permis la reprise des cours. Parmi les secteurs favorisés, on remarque toujours les électriques.

	Cours 3 oct.	Cours 10 oct.
Canon	729	782
Fuji Bank	418	418
Honda Motors	519	521
Matsushita Electric	846	837
Mitsubishi Heavy .	211	211
Sony Corp	3 150	3 150
Toyota Motors	799	824

L'AIR LIQUIDE EN R.F.A.

L'Air liquide va constituer en République fédérale d'Allemagne une société de production et de *distribution de gaz industriels* en grande masse, baptisée *Deutsche l'Air liquide G.M.B.H.* Un premier programme d'investissement de plus de 80 millions de deutschemarks (185 millions de francs) va être lancé en Basse-Saxe pour livrer de l'oxygène et de l'azote gazeux directement par canalisation à des clients importants, et des *produits liquides* à la filiale AGAS GAS, dont l'Air liquide avait *racheté la moitié* au groupe suédois AGA. En outre, cette filiale commune inaugure une importante usine de production de gaz *industriels* dans la région d'Augsbourg.

Ainsi, l'Air liquide, qui, en vertu d'un accord de réciprocité avec l'Allemand Linde passé avant la guerre de 1914, *s'était* interdit longtemps toute installation en R.F.A., *accentue son* offensive sur un marché où son importance est maigre face aux sociétés nationales Messer et Linde. Il est vrai que ces derniers, essentiellement Linde, se sont installés en France : les nouveaux investissements du groupe français outre-Rhin constituent la réponse du berger à la bergère. — F. R.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS 3/10	COURS 10/10
Or fin (kilo en barre)	90100	92490
— (kilo en lingot)	90490	92495
Pièce française (20 fr.)	791	798 90
Pièce française (10 fr.)	459	470
Pièce suisse (20 fr.)	652	66[illegible]
Union latine (20 fr.) ..	617	628 70
• Pièce tunis. (20 fr.)	585	575
Souverain	808	817 50
• Souverain Elizabeth II	978	98[illegible]
• Demi-souverain	44[illegible]	435
Pièce de 20 dollars	3282	3309 40
— 10 dollars	1570	1610
— 5 dollars	885	880
— 50 pesos	3799	3960
• — 20 marks	720	725 20
— 10 florins	640	640
• — 5 roubles	405	418

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE P.C. ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Fiterman : la question du second tour ne se pose pas

La conférence nationale du parti communiste, qui devait désigner le candidat à l'élection présidentielle, a ouvert ses travaux, samedi matin 11 octobre, à l'hôtel de ville de Nanterre (Hauts-de-Seine). M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central, a indiqué, dans son rapport d'introduction, que cette instance avait décidé à l'unanimité de proposer à la conférence la candidature de M. Georges Marchais. Cette annonce a été accueillie par une salve d'applaudissements de l'ensemble des mille deux cents délégués qui se sont levés pour ovationner le secrétaire général.

Dans son rapport, M. Fiterman a tout d'abord indiqué que le parti communiste dispose pour aborder l'élection présidentielle « *d'une base parfaitement claire et solide : la politique définie par notre vingt-troisième congrès* ». Il a ajouté : « *Nous n'avons donc pas à la remettre en chantier, à rechercher une orientation. Elle garde toute sa validité.* »

M. Fiterman a développé une critique détaillée de la politique du pouvoir et il a rappelé la condamnation portée par son parti à propos de l'attentat de la rue Copernic.

Le rapporteur a parlé de la candidature de M. Marchais en ces termes : « *Notre candidat sera celui du changement* (...), *nous sommes prêts à prendre toute notre place à tous les niveaux de responsabilité dans la vie du pays, y compris au gouvernement. Mieux, ces responsabilités, nous les revendiquons.* »

M. Fiterman a souligné le « *caractère incertain et politicien du parti socialiste* » dont la participation au pouvoir sous la IVe République a abouti à la faillite de celle-ci. Il a affirmé que « *aujourd'hui, François Mitterrand et les dirigeants socialistes se sont lancés dans une fuite en avant. Il faudrait plutôt dire une fuite à droite* ». « *Au cadre de l'union de la gauche,* a-t-il ajouté, *ils substituent un rassemblement autour du P.S. Mais le P.S. n'a réalisé nulle part les transformations de la société. Le P.S. seul ne peut offrir d'autre perspective que sa participation pure et simple à la mise en œuvre de la politique de la droite.* »

Enfin, M. Fiterman a reproché aux dirigeants socialistes leur « *accueil aux clins d'œil de Chirac* » qui annonce la possibilité d'une « *collaboration avec la droite après l'élection présidentielle* ». Pour s'opposer à cette perspective, les travailleurs n'ont d'autre solution que de soutenir le candidat communiste. « *Le candidat communiste,* a-t-il affirmé, *n'est pas un pis-aller, mais un atout irremplaçable pour les forces du changement.* » Dans ces conditions, la question du deuxième tour de l'élection présidentielle ne se pose pas. « *Le premier tour,* a-t-il dit, *sera décisif. Les votes réunis sur le nom du candidat communiste, ce sera bien la clé du changement.* »

PATRICK JARREAU.

Une pétition

A l'initiative, notamment, de M. Yves Vargas (1) militant communiste, une pétition sur les conditions de la campagne électorale du P.C.F. « *circule depuis une semaine à l'intérieur du parti communiste* ». Lue et discutée dans certains comités de section en province, cette pétition qui aurait déjà recueilli deux cent quarante-cinq signatures indique notamment : « L'Humanité *amalgame le P.S. et la droite en toute occasion et souvent par une polémique. Une telle attitude aggrave la division des forces de la gauche au lieu de la combattre. Partant implicitement de l'idée que Georges Marchais ne sera pas élu président de la République, la direction du parti tend à utiliser la campagne électorale comme un simple moyen de propagande sans proposer d'autre perspective que le « renforcement du parti* ».

(1) Coauteur, avec Gérard Molina, de *Dialogue à l'intérieur du parti communiste*, mars 1978.

LE QUATRE-VINGTIÈME CONGRÈS DU PARTI RADICAL

Dans la majorité, mais pas trop...

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — Le quatre-vingtième congrès du parti radical-socialiste s'est ouvert en séance publique, samedi matin 11 octobre, dans la banlieue d'Aix-en-Provence. Au cours de ses assises le parti, que préside M. Didier Bariani, député U.D.F. de Paris, doit en principe définir ce qu'il nomme « ses priorités » pour le prochain septennat.

Cette tâche consiste à mettre au point en fait ce que devrait être le « message » des radicaux pendant la prochaine campagne présidentielle. Les amis de M. Bariani n'entendent pas, en effet, se fondre dans les futurs « comités de soutien » qu'ils regroupent sous l'appellation péjorative de « comités Théodule ». Ils veulent au cours de la période qui va s'ouvrir, tenir leur propre langage et préserver leur autonomie.

Ce souci de se distinguer, ou en tout cas de ne pas s'assimiler aux autres partisans de M. Valéry Giscard d'Estaing, les conduit à se diviser quelque peu sur la tactique à adopter. Certains, en effet, estiment que le meilleur moyen de ne pas être oubliés est de différer la décision en faveur de l'actuel président de la République. Parmi ceux-ci certains pensent même qu'il faudrait en attendant se démarquer assez nettement de lui. D'autres, parmi lesquels les dirigeants, penchent plutôt pour un « préjugé favorable » laissant prévoir un « soutien circonstancié ».

En fait les radicaux sont — ce n'est pas nouveau — dans une situation délicate : nul ne doute de leur adhésion au courant giscardien, mais cette adhésion, si elle est trop marquée, signifie la fin de leur identité. C'est pourquoi ils déploient tous leurs efforts pour assumer ce paradoxe.

N.-J. B.

En Corée du Nord

Le sixième congrès du parti donne lieu à d'immenses manifestations de masse

De notre envoyé spécial

Pyongyang. — Soudain, sur l'immense place Kim-Il-sung envahie par une marée humaine brandissant des bouquets de fleurs artificielles dessinant des motifs colorés, retentissent d'énormes hennissements : s'avance un char surmonté d'une flèche d'où s'élève vers le ciel « *Le cheval galopant mille li* » (lieues), l'un des symboles de la révolution en Corée du Nord. C'est l'un des clous du défilé grandiose — le plus grand de l'histoire de la Corée, nous dit-on — de plus de trois heures qui a pris possession de Pyongyang, ce samedi 11 octobre, pour célébrer le trente-cinquième anniversaire de la création du Parti du travail coïncidant avec l'ouverture de son sixième congrès.

Au pied de la tribune du palais d'études populaires (un bâtiment aux toits incurvés dans le style traditionnel), terminé, dit-on, pour l'occasion, une énorme gerbe de fleurs de six mètres de hauteur a été placée sur un tapis vert comme une offrande au « *grand leader* ». Celui-ci, de son balcon, salue de la main la foule éternellement recommencée, d'où s'élève sans discontinuer une longue clameur : « *Manse !* » (« hurrah ! »).

C'est encore le « *grand leader* » sous la forme d'une statue de stuc de dix mètres de hauteur placée sur un char fleuri qui a ouvert le défilé suivi d'un autre portant l'emblème non moins énorme du parti : la faucille et le marteau croisés avec une plume (symbole de l'union des travailleurs avec les intellectuels). Une vingtaine de chars dont certains, nous dit-on, sont des cadeaux au leader comme, par exemple, celui qui a été fait grâce à l'argent récolté par les jeunes pionniers racontent les grands moments de l'histoire du glorieux Parti du travail. Ils s'avancent portés par des vagues humaines défilant au pas de l'oie pour certains — notamment les jeunes pionnières portant des jupes courtes — ou dansant comme ces jeunes femmes vêtues de longues robes blanches, qui leur donnent des allures de vestales maniant avec grâce des éventails roses dans de larges mouvements de bras qui rejettent leur corps en arrière.

Ce défilé de la Révolution ne fait que renforcer le caractère de décor de théâtre que semble avoir Pyongyang. Ville modèle assurément, avec ses nombreux parcs, ses larges avenues bordées de saules, dont la circulation pratiquement inexistante — réduite actuellement au millier de Mercedes dernier modèle et aux Volvo mises à la disposition des hôtes du congrès — est néanmoins méthodiquement réglée par des femmes-agents.

Pyongyang est une ville peu asiatique, sans marchés et sans vélos. Son côté paisible lui donne un aspect un peu provincial avec ses balcons décorés de pots de fleurs, ses rues étrangement vides comme celles d'une ville méditerranéenne à l'heure de la sieste. Modèle d'urbanisme par ses espaces verts, c'est aussi un modèle de ville socialiste par le nombre des monuments et palais qui sont dédiés à la révolution. C'est le cas du palais culturel du 2 Février (date de la création de l'armée populaire), où se poursuit le sixième congrès dans une immense salle de six mille places ouvrant sur un hall de 200 mètres de marbre gris. Derrière les portes, au milieu des applaudissements et de la longue clameur des « hourrah » à la fin de chaque session, les délégués se préparent, pense-t-on parmi les étrangers, hôtes de la R.P.D.C., à la nomination du fils de M. Kim Il-sung, M. Kim Jong-Il, au poste de secrétaire général du Parti du travail (*le Monde* du 11 octobre).

PHILIPPE PONS.

LES ÉTATS-UNIS NÉGOCIERAIENT AVEC LA CHINE UN CONTRAT DE LIVRAISON DE CÉRÉALES SUR TROIS ANS.

Les Etats-Unis seraient sur le point de conclure avec la Chine un contrat de livraison de céréales sur trois ans, annonce samedi 11 octobre le « New York Times », citant des sources administratives américaines. Ce contrat, actuellement en cours de négociation à Pékin, prévoirait l'achat par la Chine de 6 millions à 9 millions de tonnes de céréales américaines par an. Le montant global de ce contrat serait évalué, selon le quotidien, à près de 1 milliard de dollars (4,2 milliards de F) par an.

De leur côté, les Européens songeraient, selon une dépêche de l'agence Reuter, à reprendre leurs exportations de céréales vers l'U.R.S.S., interrompues depuis l'embargo. Les mauvaises prévisions de récoltes de l'Union soviétique cette année (205 millions de tonnes, soit 14,6 % de moins que prévu par le plan) pourraient en fournir l'occasion. Pour l'heure, aucune décision politique n'a été prise, mais, nous signale notre correspondant à Bruxelles, les milieux communautaires, constatant que l'application de l'embargo a été largement inefficace, sont décidés à se montrer très vigilants. Ils souhaiteraient reprendre les courants d'exportation (au demeurant modeste) s'il s'avérait que les Etats-Unis recommencent leurs livraisons.

Au congrès international sur l'incroyance, à Rome

LE PÈRE KARL RAHNER APPELLE DE SES VŒUX UNE ENCYCLIQUE TRAITANT DE L'ATHÉISME

(De notre envoyé spécial.)

Rome. — Que Rome depuis quelque temps ne fasse plus la fine bouche devant l'athéisme, qu'un secrétariat pour les incroyants fonctionne tant bien que mal au sein de la Curie, que des congrès aient lieu sur le phénomène massif de l'agnosticisme, que le pape consacre des discours sur ce sujet jadis considéré avec mépris ou indignation, tout cela montre, d'une part, que l'Eglise prend conscience qu'elle est cernée par l'indifférence ou l'hostilité des masses, d'autre part, qu'elle se sent le devoir de relever un défi d'une exceptionnelle gravité.

Pour la première fois, au pied de la colline du Janicule à l'université Urbaniana, un congrès international a eu lieu sur « *L'évangélisation et l'athéisme* », (6-11 octobre), avec la participation d'une vingtaine de personnalités. Colloque fort ambitieux placé sous les auspices de l'Institut supérieur pour l'étude de l'athéisme.

Le père Karl Rahner, célèbre théologien jésuite allemand, a, dans son rapport, suggéré l'opportunité d'une encyclique pontificale sur l'athéisme, qui ne serait pas conçue exclusivement à partir d'une théologie néo-scolastique, de telle sorte qu'elle n'apparaisse pas comme le bavardage ennuyeux d'un cléricalisme désuet. Dieu ne devrait pas y apparaître seulement comme le stabilisateur commode d'une situation sociale, ni essayer de renflouer celle-ci.

Le Père G. Cottier, théologien dominicain, s'est notamment référé dans son exposé à Etienne Gilson, à Sartre et à Jacques Maritain. Il a cité l'œuvre toute récente de Fritz Zorn, *Mars*, où l'auteur, un jeune Zurichois, affirme notamment : « *Même si l'on part de l'hypothèse que Dieu n'existe pas, on devrait positivement l'inventer, rien que pour lui casser la gueule. Dieu est le vase clos dans lequel l'homme doit déverser sa haine.* »

Jean-Paul II s'est adressé longuement aux participants dans un discours que *l'Osservatore romano* de ce samedi 11 octobre reproduit en entier. « *L'athéisme,* a-t-il expliqué, *est le drame spirituel de notre temps. C'est un phénomène de masse qui investit les Eglises et les pénètre de l'intérieur (...). Les athées reconnaissent le pape : nous les voyons aussi parfois mus par de nobles sentiments, dégoûtés par la médiocrité et l'égoïsme de tant de milieux sociaux.* »

« *L'athéisme,* a ajouté le pape, *est lui-même un phénomène religieux. Ne faisons pas pour autant de l'athée un croyant qui s'ignore. Et ne ramenons pas ce qui est un drame profond à un malentendu superficiel.* » — H. F.

APRÈS L'ATTRIBUTION DU PRIX NOBEL

Le professeur Dausset estime qu'« on ne peut pas dire qu'en France la recherche scientifique soit abandonnée »

L'attribution du prix Nobel de médecine, le vendredi 10 octobre, au professeur Jean Dausset (hôpital Saint-Louis, Paris), et à deux Américains, les professeurs Baruj Benacerraf et George David Snell (*le Monde* daté 11 octobre), suscite en France de nombreuses réactions. Le professeur Dausset lui-même a notamment déclaré : « *Je suis content et fier pour moi et pour la France. Cette récompense honore l'équipe qui travaille avec moi depuis vingt ans et tous ceux qui mènent des recherches semblables à travers le monde. Bien sûr, avec plus d'hommes et plus de moyens, nous aurions été plus vite, mais on ne peut pas dire qu'en France la recherche scientifique soit abandonnée* », a-t-il ajouté.

● M. VALERY GISCARD D'ESTAING, apprenant au cours de son voyage dans le Nord, l'attribution du prix Nobel au professeur Dausset a déclaré : « *La France est heureuse et fière de l'attribution du prix Nobel de médecine au professeur Dausset. Cette distinction honore un grand biologiste français dont les travaux sur les groupes tissulaires sont mondialement connus. Elle honore également l'ensemble de la communauté scientifique de notre pays. Cette consécration justifie la confiance que je porte à la recherche et aux chercheurs français. Elle me confirme dans la volonté de donner la priorité à l'effort scientifique dont dépend l'avenir de notre pays.* »

● M. RAYMOND BARRE, de son côté, a adressé un télégramme de félicitation au professeur Dausset.

● M. JACQUES BARROT, ministre de la santé et de la sécurité sociale, estime que l'attribution du prix Nobel au professeur Jean Dausset représente « *une très grande joie et un immense encouragement pour la France, giu confirme ainsi sa place au tout premier rang de la recherche médicale dans le monde* ». Il se réjouit que les recherches menées par le professeur Dausset aient pu « *sortir du domaine de la biologie fondamentale pour faire passer les greffes d'organes du stade de la tentative à celui d'une pratique médicale dont bénéficie un nombre croissant de malades. L'application de ses travaux sur les groupes leucocytaires, en prévoyant le moyen d'identifier dans la population les sujets particulièrement exposés à certaines maladies, ouvre aussi la perspective d'une politique de prévention plus efficace. Le succès d'aujourd'hui honore nos instituts de recherche et l'ensemble des chercheurs français. Il conforte les pouvoirs publics dans leur volonté de maintenir la priorité accordée à la recherche médicale.* »

● M. PIERRE AIGRAIN, secrétaire d'Etat à la recherche scientifique a estimé que « *la décision du jury Nobel de couronner Jean Dausset vient à point pour rappeler non seulement la valeur et l'importance des travaux qu'il a réalisés, conduits ou animés, mais aussi la qualité exceptionnelle de l'homme* ».

● M. PHILIPPE LAUDAT, directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a noté que, pour la première fois, un directeur de laboratoire de l'INSERM se voit attribuer le prix Nobel et ajouté : « *Nous attendions depuis longtemps cette récompense pour les découvertes faites par Jean Dausset, qui ont une importance considérable pour la médecine mondiale étant donnés leurs prolongements.* »

M. Joël Le Theule préside à Brest le cent cinquantième anniversaire de l'École navale

De notre correspondant

Brest. — *Le nouveau ministre de la défense, M. Joël Le Theule, préside ce samedi 11 octobre, à Lanvéoc-Poulmic (Finistère) la présentation au drapeau des promotions 1980 de l'Ecole navale et de l'Ecole militaire de la flotte. Cette cérémonie annuelle coïncide avec le cent cinquantième anniversaire de l'Ecole navale.*

Pour mener à bien sa tâche de formation de tous les officiers de la marine nationale, l'Ecole navale se divise, en fait, en deux sortes d'établissements. En premier lieu, l'Ecole navale proprement dite est l'homologue de Saint-Cyr-Coëtquidan pour l'armée de terre et de Salon-de-Provence pour l'armée de l'air. L'Ecole navale accueille des jeunes gens qui ont choisi le métier des armes à l'issue d'un concours d'admission du niveau de celui des écoles nationales supérieures d'ingénieurs. Dans la même enceinte, on trouve aussi l'Ecole militaire de la flotte qui reçoit les meilleurs des officiers mariniers (l'équivalent des sous-officiers des deux autres armées) pour en faire des officiers de marine.

Chaque établissement a un enseignement particulier. Pour l'Ecole navale, les études sont de deux ans et pour l'Ecole militaire de la flotte d'un an. Cet enseignement est complété par un embarquement sur le porte-hélicoptères école d'application *Jeanne-d'Arc*.

Au nombre d'environ soixante-dix à chaque promotion, les élèves sont titulaires, à l'issue de leurs études, du diplôme d'Etat d'ingénieur de l'Ecole navale. — J. de R.

● *Les cosmonautes soviétiques Leonid Popov et Valery Rioumine* ont regagné la Terre, samedi 11 octobre, à 12 h 50, heure de Moscou (9 h 50 G.M.T.), après avoir effectué un vol de cent quatre-vingt-cinq jours dans l'espace et battu ainsi le record de durée, a annoncé le même jour l'agence Tass. — *(A.F.P.)*

TEMPÊTE EN BRETAGNE

Plusieurs navires ont été mis en difficulté par la tempête qui soufflait samedi 11 octobre dans le golfe de Gascogne et en Bretagne. Un chalutier de Lorient, avec six hommes à bord, s'est retourné au large de Belle-Ile (Morbihan). Deux marins ont pu être sauvés, un autre a été retrouvé mort, mais trois autres étaient toujours prisonniers de la coque en fin de matinée. Des vedettes et un hélicoptère se sont portés à leur secours avec des plongeurs.

D'autre part, dans le golfe de Gascogne, entre Ouessant et le cap Finisterre (Espagne), un pétrolier grec de 35 000 tonnes a été endommagé par une explosion, qui a fait un mort. Un avion de la base aéronavale de Lann-Bihoué est allé survoler le navire, dont une des machines est hors de service.

Enfin, on apprenait à la préfecture maritime de Brest qu'un cargo de 8 000 tonnes tracté par un remorqueur espagnol avait rompu ses amarres à quelques milles au large de l'île de Batz (Finistère). Il a toutefois pu jeter l'ancre par des fonds de 8 mètres. Deux remorqueurs et un hélicoptère ont appareillé pour tenter d'éviter que le cargo ne dérive vers la côte. Deux hommes ont été hélitreuillés à bord.

Le numéro du « Monde » daté 11 octobre 1980 a été tiré à 553 367 exemplaires.

A B C D E F G

SUPPLEMENT AU NUMERO 11104, NE PEUT ETRE VENDU SEPAREMENT — DIMANCHE 12 OCTOBRE 1980

Le Monde

DIMANCHE

Les vagabonds des tropiques

Ils sont partis la tête pleine de mirages, d'exploits ou de trafics, et ils se retrouvent dans quelque faubourg exotique, déracinés. Ce sont les clochards des tropiques, les ratés de l'aventure.

JACQUES MEUNIER

Ni français, ni brésilien, ni bolivien, cet homme, rencontré dans un village du Mato-Grosso, est une sorte de melting-pot. Il ne parle plus aucune langue correctement. Pour dire *« les pneus de la voiture sont usés »*, il dira *« les chaussures de la voiture sont fanées »*. Il s'excuse : *« Cela fait vingt ans que j'ai divorcé le pays. »* Un paria ? un paumé ? Pas tout à fait. Un raté de l'aventure.

Sa maison ne ressemble pas à celles des autres Européens de la région. Sol de terre battue, hamacs, lampes à kérosène. Le toit en dit encore plus long sur son dénuement : ce sont des tôles ondulées systématiquement aplaties pour gagner de la surface. *« Tiens, le Bon Dieu joue des castagnettes »*, bougonne-t-il drôlement lorsqu'il commence à pleuvoir.

Il a la misère orgueilleuse des Petits Blancs. Un peu comme le capitaine Achab chassant Moby Dick, le cachalot métaphysique, il poursuit un rêve exotique et sensuel. D'éden miteux en éden miteux, il va sa vie. Il s'est tropicalisé. Sa fierté ?

Il a des citrons gros comme le poing dans son jardin et va pêcher les piranhas à la dynamite. Visiblement il s'accroche à ce genre de détails et, dans une langue presque retrouvée, il répétera plusieurs fois : *« Moi, je ne fais pas la queue aux magasins ! »* A l'entendre, cette phobie de l'attente chez les commerçants est la principale raison de son exil. Comprenez : c'est sa manière à lui d'affirmer qu'il reste, malgré une mauvaise chance chronique, le timonier de sa propre vie...

A mesure que la bouteille de tafia se vide, le tableau s'assombrit. Le commerce des papillons bat de l'aile, les ocelots et les jaguars se font de plus en plus rares, la chasse aux orchidées devient aléatoire. Il en est réduit à couper des noix de coco en deux pour faire des cendriers. Il les vernit grossièrement et y grave le nom de la ville frontière où il habite. Un boutiquier qui vend des souvenirs les lui achète par lots de dix. Même en Amazonie vivre d'expédients n'est pas une sinécure.

De fait, mon ami n'est pas un cas unique. Personnage sordide et lumineux, il appartient à la cohorte des colons néo-coloniaux : chômeurs de l'aventure, clochards des tropiques, vagabonds des îles... Pris entre la hantise du néant et la folie des grandeurs, ces hommes-là sont les antihéros de la décolonisation. Des « loosers », comme disent les Américains. Des « cocus », comme l'affirme, encore mieux, mon ami. Leur déception exotique n'a d'égale que celle plus ancienne d'Henri Michaux en Equateur (1) : *« Vous vous désespérez, vous jurez, vous vous infectez, vous réclamez du tigre, du puma, mais on ne vous donne que du quotidien. »*

A la question : *« Pourquoi donc ne pas retourner chez vous ? vous n'avez pas de famille ? »* Ils répondent presque tous : *« La famille, bien sûr... Mais, après tant d'années, nous n'avons plus rien à nous dire ! »* C'est sans doute autour de ce grain de schizophrénie qu'il faudrait chercher une explication à leur dérive et à leur dissidence. L'exotisme, chez eux, a produit un choc en retour : la découverte de leur propre étrangeté. Ils sont devenus peu à peu des apatrides et des déclassés. Des parasites. L'histoire, avec ses flux et ses reflux, les a ballottés, roulés, déracinés. Certains accusent le climat et d'autres invoquent la fatalité. Ceux qui s'érigent en juges sont impitoyables : *« Ils ont joué, ils ont perdu. Tant pis pour eux ! »* Il en est aussi qui refusent de voir la réalité en face, et qui entretiennent, avec une complaisance aussi anachronique que raciste, le fantasme classique de l'homme blanc devenu roi d'une tribu primitive...



SERGE BIHANNIC

Presque nus

Des poètes, des journalistes, des romanciers, ont trouvé dans la figure du « raté de l'aventure » un frère en solitude et en marginalité. Une sorte de miroir de mort. Dans *Rhum* (2), Blaise Cendrars présente Jean Galmot comme un *« raté de génie »*. Joseph Conrad, dans *Cœur des ténèbres* (3), fait de M. Kurtz une idole impotente, paranoïaque et persécutée, prisonnier de son propre mythe. André Malraux, dans *la Voie royale* (4), attribue à Grabot, aveugle et otage des Moïs, une fonction métaphysique : l'homme moderne se désintègre au contact de la barbarie. Et Georges Limbour, Jacques Perret, Somerset Maughan, Georges Simenon (5)... ont aussi utilisé ce personnage du folklore européen.

Alcooliques aux yeux d'outre-mer et aux souvenirs d'antipodes, rongés par les fièvres, minés par le climat, ils frappent le lecteur non par le style de vie qu'ils ont adopté, mais — à rebours — par tout ce qu'ils ont eu à renier pour l'adopter. Ils ont cherché leur Tombouctou, leur tribu providentielle, et se retrouvent à demi ensauvagés. Presque nus. Mutants.

Ratés ordinaires, ratés sublimes. Il en est des mésaventuriers comme des lapsus freudiens : certains sont décevants, d'autres sont significatifs. Quelques-uns touchent à la perfection et à la profondeur. Ils savent transformer l'échec de l'exil en introspection. Ils y trouvent leur voix, leur sens. Le cas d'Arthur Rimbaud, voyageur sans retour, ne doit pas cacher tous les autres : London, Gauguin, Potocki, Caillé, Traven, Artaud, Martinson, Fletcher... Tant pis si la mode va aujourd'hui aux récits d'exploits triomphants ou aux fadaises sociologiques, ceux-là ont laissé des livres désespérés, sans illusion, mai tellement plus importants ! Tellement plus vrais !

Difficile de choisir des morceaux dans l'opéra anti-exotique que forment leurs œuvres. Tout est dans le ton, dans la plainte de l'homme piégé, perdu dans les miroirs ethniques. Ils parlent comme ils vivent, intensément. Cela ne va pas sans un certain cynisme. Robert James Fletcher, note, par exemple, dans *Iles-paradis, Iles d'illusion* (6) : *« Chose bizarre, le fumier a la même odeur dans les îles du Pacifique qu'en Angleterre »*, et il ajoute plus loin : *« La solitude, lorsqu'on est pauvre et mal portant, sans livres ni cuisiniers, ce n'est pas la merveilleuse beauté d'un palmier penché en saule pleureur sur un récif corallin qui peut vous en dédommager. »* Plus lucide encore, il précise : *« Si je m'étais contenté de lire Stevenson, je croirais au charme paradisiaque d'un récif corallin et d'un cocotier. Or, l'un pue comme la halle aux poissons et vous fait de sales déchirures dans un bateau qui coûte cher ; l'autre représente le centième d'une tonne de copra — qui pue également. Jusqu'aux lambeaux de romanesque encore attaché à l'image des pirates du Pacifique, qui s'évanouit lorsqu'on les a vus dégobiller dans leur soupe et s'endormir dans leur vomi. J'ai été un sot de venir dans les mers du Sud. Encore un pauvre petit rêve défunt. C'est comme si l'on perdait un enfant. »*

Matelas flottants

Il faut lire Fletcher. Même si nos rêveries tropicales doivent y laisser quelques plumes. Même si nous devons y sacrifier les clichés qui (paraît-il) nous aident à vivre : *« ... J'ai entendu des gens sentimentaux dire d'un paysage qu'il surpassait l'imagination. Absurdité évidente. Cela tient uniquement au manque d'imagination de ces gens qui se pâment devant une chose qu'un artiste des plus ordinaires embellirait sans peine. »*

Avec le Suédois Harry Martinson, même son de cloche. Fugueur à l'âge de quinze ans, il traverse l'Europe et pendant dix ans — plus souvent dans la soute des cargos que sur le pont — il court les mers du globe. *Voyages sans but* (7), où il rapporte une partie de son expérience maritime, se signale par sa maturité, son intériorité. Rien ici du vide ensoleillé des récits de voyages pour salle Pleyel. Inventaire minutieux des tropismes, des impressions furtives, des intuitions aiguës. Une littérature écrite comme à l'harmonica et au ras de l'eau : *« Parfois dans la brume on rencontre des choses : des bidons à lait, une caisse d'œufs pourris jetée à la mer par quelque maître-coq irascible. Et après les tempêtes atlantiques, tout ce que l'on peut imaginer de ce genre revient dans les brumes qui enveloppent la Frise-Occidentale. On rencontre un vieux matelas (j'en ai rencontré couverts de pétrels). On est là, deux ou trois, à la lisse du bastingage, cherchant à deviner où il a été acheté, mais, avant qu'on soit d'accord, il a disparu dans la brume. »*

Parti pris misérabiliste, simple procédé, pastiche, diront les experts. Qu'ils écoutent la suite : *« J'ai rencontré devant Tobago, aux Petites Antilles, un matelas en parfait état. Il était environné de petits requins et avait probablement été jeté d'un yacht de plaisance. Il était pourvu de ressorts en vraie baleine, superbement rayé ; il s'avançait tout sec et tout propre sur la mer calme et ensoleillée. On aurait pu dormir dessus tel qu'il flottait ; c'était grand dommage de le laisser, et peut-être contenait-il de l'argent caché ? Un vieux matelot grec m'a raconté que les petits oiseaux de mer picorent toutes les puces des matelas en dérive, si bien qu'à son avis ils n'étaient pas dangereux ; moi, je n'ai jamais repêché de matelas et n'en repêcherai probablement jamais, mais j'ai vu des coolies en capturer avec leurs gaffes et les mettre à sécher au vent brûlant de Colombo... Cependant, je n'oublierai jamais la superbe couche de Cléopâtre que je rencontrai devant Tobago. Non ! mon avarice ne l'oubliera jamais. Des matelas. Des matelas ! Des masses de matelas marins traînent sur les océans. Jetés au rebut. Sur chacun d'eux un être humain a couché, le cœur languide. Nostalgie de la terre ? Nostalgie de la mer ? »*

Harry Martinson, nomade et autodidacte, obsédé par les matelas flottants, a obtenu en 1974 le prix Nobel le littérature. Cela ne lui enlève pas sa qualité de « raté de l'aventure ».

En effet, peu importe la fin. Les honneurs ou le déshonneur. Il y a un sens très large au vagabondage. C'est devenu une qualité du regard, une famille d'esprit. Chacun y reconnaît ses compagnons de voyage. Les « nouveaux explorateurs » d'aujourd'hui — écrivains, ethnologues, journalistes... — en font partie. Des hommes libres, sans œillères, parlent librement de ce qu'ils ressentent et de ce qu'ils voient...

Pierre Mac Orlan, qui s'y connaissait en aventure, a écrit malgré tout : *« On naît aventurier, comme on naît poète. On meurt toutefois aussi bien à Tampico qu'à Meudon. »* ■

---

(1) Henri Michaux, *Ecuador*, Gallimard.
(2) Blaise Cendrars, *Rhum*, le Livre de poche.
(3) Joseph Conrad, *Jeunesse*, suivi de *Cœur des Ténèbres*, L'Imaginaire, Gallimard.
(4) André Malraux, *la Voie royale*, le Livre de poche.
(5) Georges Simenon, voir entre autres : *la Mauvaise Etoile*, Gallimard.
(6) James Fletcher, *Iles-paradis, Iles d'illusion*, Le Sycomore.
(7) Harry Martinson, *Voyages sans but*, le Cabinet cosmopolite, Stock.

Parti pris

Lettres

Du courrier que nous adressent nos lecteurs n'apparaît, selon un bon vieux cliché bien pratique, que la partie émergée de l'iceberg.

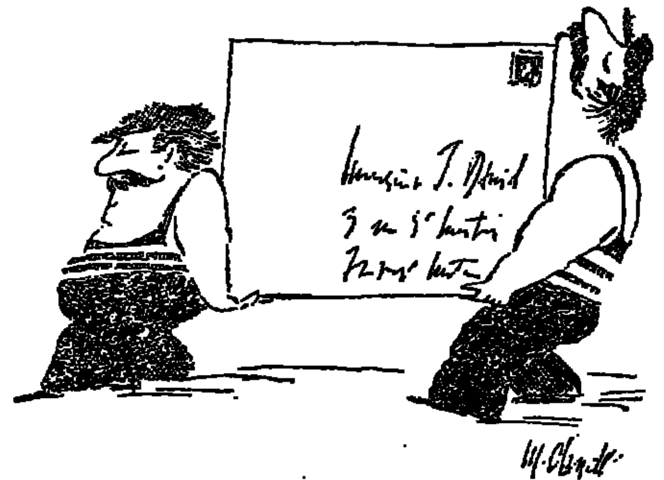
Quatre cent quarante-quatre lettres en 57 numéros, c'est beaucoup en effet mais fort peu en comparaison de celles que nous aurions voulu publier.

Lettres aimables, lettres amères, lettres optimistes, lettres sombres. Dénonciations virulentes ou sarcastiques des excès de la bureaucratie, du racisme ambiant. Récits enjoués, descriptions de sentiments intimes, mises en garde contre les dangers de la vie moderne, jeunes désespoirs ou jeunes espoirs, défense de l'environnement, plaidoyers pour les vieux, le courrier reflète à sa manière les tendances, les déchirements, les indignations d'aujourd'hui.

Encore y faut-il ajouter les précisions, contestations — et parfois rectifications — que suscitent les articles du « Monde Dimanche » ou le courrier lui-même.

Les vacances sont peu propices, malgré les apparences, à l'art épistolaire. Ou peut-être est-on alors plus heureux ou veut-on s'en convaincre. Le flot baisse un peu, et ce reflux même léger donne une petite impression de solitude.

Bien vite dissipée. De nouveau, de France et d'ailleurs, arrivent les lettres. Le dialogue n'était pas rompu. Interrompu seulement. Et les correspondants, s'ils ne sont pas tous publiés,



MICHEL CLAUDE

s'ils ne reçoivent pas tous les réponses qu'ils souhaitent, savent que leurs lettres seront lues. Même si certains, parfois, jouent le défi : « J'espère qu'avant de mettre ma lettre au panier vous essaierez au moins de la lire. » Ou la modestie : « Je n'ose espérer que vous me lirez jusqu'au bout. » Ou la colère : « Bien entendu, vous ne me lirez pas, mes opinions ne sont pas les vôtres. »

Précautions littéraires bien inutiles. Si parfois on est tenté de baisser les bras, de reposer le coupe-papier, ce n'est qu'une tentation passagère. Bien moins forte au demeurant que celle de tout publier. Mais « le Monde Dimanche » n'y suffirait pas, ou à peine. D'autant que les lettres se font — signe des temps — de plus en plus longues. Mais la variété, la lisibilité, font au contraire souhaiter qu'elles soient brèves.

Car c'est aux lecteurs qu'écrivent les lecteurs.

JEAN PLANCHAIS.

Ortografe

Je suis étonné du peu d'intérêt, notamment des enseignants, pour l'idée d'une réforme de l'orthographe. Nous avons une des dernières langues à ne pas s'écrire comme elle se prononce — les orthographes polonaise et hongroise restent en deçà de la complexité de la nôtre — et nous en sommes fiers — ou, tout au moins, nous tenons cela pour une fatalité. Combien d'heures passées à apprendre à accorder les participes, à détailler les consonnes doubles, à l'heure où l'indépendance culturelle d'un pays se joue sur la maîtrise de l'informatique ? Combien d'Africains abandonnent la francophonie, ou de jeunes Africains y renoncent, quelle formidable communauté culturelle et économique est gaspillée, parce que les lettrés de France veulent imposer à tous l'épreuve qu'ils ont traversée ?

L'ortografe fonétike est possible, ce n'est pas un gadget, c'est un projé décisif. Régulièreman, dé kronikeurs dan *le Monde* montrent du doi les cientifikes franssais ki publient leurs travos an anglé. C'est le devoir d'un cientifik d'etre lu par le plu grand nombre — et c'est le devoir des lètrés de faire ke leur langue soit lu par le plu gran nombre.

Je cherche ankor l'associacion ki s'intéresse a une *réforme* de l'ortografe. *Le Monde* pourrait il servir de poin de rancontre o naïfs ki partageraient cète lubi ?

Les phrases qui précèdent sont un exemple d'orthographe phonétique qui laisse en l'état les verbes, leur modification étant plus complexe. Quelles sont, exactement, les objections ?

JEAN GUARDIOLLE.
(Paris.)

A cheval

D'un « frontalier » de Thonon :

J'aimerais informer les personnes solitaires qui, à l'heure de la retraite, se trouvant assez désemparées, ne savent quoi faire, ni où aller.

J'ai adopté un mode de vie qui me donne toute satisfaction. Il s'agit de prendre domicile près d'une frontière pour laquelle on se sent des affinités. Ce peut être l'Espagne, l'Italie, la Suisse ou la Belgique. Vivre mentalement à cheval sur la France et l'un de ces pays crée une diversion toujours renouvelée. On a chaque jour le choix d'ouvrir un volet vers l'un ou vers l'autre. Journaux, radios, voyages fréquents élargissent singulièrement l'horizon. En France, on se retrouve chez soi. Chez le voisin aux multiples facettes : traditions, paysages, hôtellerie, on découvre le pittoresque, la variété. Parfois, lassé de la métropole, on va à l'extérieur à peu de frais, et inversement.

Pouvoir s'évader facilement quelques heures, ou quelques jours, dans un autre décor, dans une autre ambiance, est très réconfortant.

A qui sait observer, la monotonie est exclue.

Je souhaite que cette suggestion puisse intéresser des retraités un peu désorientés.

Paul Bert

En lisant dans *le Monde Dimanche* du 14 septembre l'article d'Edwy Plenel sur « Le mythe de l'école de Jules Ferry », j'ai été surpris de ne pas y trouver le nom de Paul Bert, qui fut le principal collaborateur de Ferry dans l'élaboration des lois scolaires de la III[e] République. Vous citez par ailleurs ces lois en indiquant les noms de leurs promoteurs, mais vous omettez de dire que celle du 9 août 1879, dont curieusement notre éducation nationale paraît avoir oublié le centenaire, est la loi Paul Bert.

Je profite de cette occasion pour vous signaler que je dois publier prochainement une *Vie ardente de Paul Bert.*

Dr MAURICE CHABEUF.
(Dijon.)

[Un autre lecteur précise, pour sa part, que Gustave Hervé n'était pas instituteur mais « professeur de lycée et agrégé de l'Université ».]

Géographie

M'apprêtant à couvrir le livre de géographie de ma fille Isabelle, je l'ouvre par curiosité et je sursaute en m'apercevant que celui-ci est complètement périmé.

Je vérifie le « dépôt légal » : troisième trimestre 1958 !

A l'époque, en Afrique, il y avait « l'Union française », mentionnée d'ailleurs sur la couverture, l'Algérie constituait trois départements français, etc.

En 1958, également, j'avais quatorze ans, mon épouse douze ans, et nous aurions, à la rigueur, pu avoir ce livre de géographie sur nos tables de classe ! Je trouve donc absolument aberrant (le mot n'est pas assez fort) qu'en 1980, soit vingt-deux ans après l'édition, on mette ce livre dans les mains des enfants (et dans quel état ?) !

L'administration de l'éducation nationale est-elle tombée si bas qu'elle ne puisse renouveler, au moins tous les dix ans, ses manuels scolaires ? Bien d'autres dépenses publiques paraissent peu justifiées auprès de celles que représenterait un tel renouvellement.

J.-B. AURILLEAU.
(Tarbes.)

Atlantis

Dans le *Monde Dimanche* du 10 août dernier, votre collaborateur Michel Heurteaux, sous le titre « Les feux du solstice », a rendu compte d'une manifestation organisée — comme tous les ans — par l'association Atlantis et sa revue, à l'occasion de son anniversaire (le cinquante-quatrième en 1980), autour du traditionnel feu de la Saint-Jean.

L'idée de rendre compte des travaux de l'association et de la revue *Atlantis* était excellente en soi, et correspondait parfaitement à votre souci d'informer vos lecteurs, comme vous le faites souvent pour présenter différents courants d'idées.

Malheureusement, l'article de votre collaborateur comporte des erreurs tant de forme que de fond, de telle sorte que le lecteur n'a, pour l'essentiel, qu'une information déformée. Il convient, d'une part de préciser — puisque je suis cité personnellement à de nombreuses reprises — que je m'appelle Jacques d'Arès et non pas Jean, cela afin d'éviter toute confusion éventuelle avec une autre personne... D'autre part, on me prête des paroles que je n'ai jamais prononcées ce soir-là.

On comprend dès lors la réaction d'un prêtre orthodoxe que vous avez publiée affirmant qu'« *aucun prêtre ou évêque de l'Eglise orthodoxe — de véritables prêtres et évêques évidemment, appartenant à la véritable Eglise orthodoxe — ne participerait à un fête ou ne célébrerait en même temps*, comme il est écrit dans votre article, *un druide qui exécute une danse du scalp autour d'un feu* ».

Or, contrairement à ce que dit Michel Heurteaux, aucun « druide » n'a participé à la cérémonie et n'a été annoncé comme tel. C'est une des raisons pour lesquelles un « *véritable prêtre* » et un diacre de la « *véritable Eglise orthodoxe* » (pour reprendre les expressions de votre correspondant) ont pu procéder à l'exorcisme et à la bénédiction du feu de la Saint-Jean selon un rituel pratiqué depuis des siècles. Votre rédacteur traite de « *fumisterie, canular, besoin de croire ?* » des problèmes sur lesquels d'éminents universitaires et savants se penchent depuis une dizaine d'années, alors que l'association et la revue *Atlantis* étudient ces questions depuis plus de cinquante ans. Il est vrai qu'en France la majorité des « officiels » n'aiment pas parler des nombreuses découvertes faites dans les domaines les plus variés parce qu'elles remettent en cause un certain nombre d'idées reçues qui sont le fondement même de la conception matérialiste du monde. Fort heureusement, il n'en est pas de même dans d'autres pays, et notamment en U.R.S.S. et aux U.S.A.

Si j'en juge par les nombreuses lettres de protestation — et de soutien à nos travaux — qu' j'ai reçues à la suite de la publication de cet article, certaines émanant de hautes personnalités, notamment scientifiques, je crois pouvoir dire que les recherches effectuées par l'association Atlantis et les travaux publiés dans sa revue méritent considération, même si l'on ne partage pas les points de vue exprimés — ce qui est parfaitement normal.

Atlantis a, depuis sa fondation, un prestigieux comité d'honneur et la haute qualification de ses collaborateurs n'est plus à démontrer. La diffusion de sa revue dans tous les milieux et à travers le monde entier depuis plus d'un demi-siècle en constitue une preuve. C'est pourquoi je suis fondé à formuler une énergique protestation vis-à-vis de cet article.

JACQUES D'ARES,
président de l'association Atlantis, rédacteur en chef de la revue Atlantis.

LES « NOUVEAUX HOMMES »

Rien n'est simple

Je n'ai pas de vague à l'âme. J'existe tout seul.

J'aime que mes amis, et ma compagne, existent tout seuls eux aussi.

J'ose parler de moi, et parfois de mes problèmes personnels, même dans mon milieu professionnel, devant mes supérieurs ou mes subordonnés.

J'ai la chance de ne pas être au chômage et d'avoir un travail intéressant.

J'accepte, et désire, une certaine indépendance et distance dans le couple.

Je sais me débrouiller en tout dans le ménage et en éducation, et le réalise effectivement.

J'ai un violon d'Ingres passionnant, risqué, viril... Bref, équilibrant. Le « pied », quoi !

Je suis intelligent, doux, tendre et ai beaucoup d'autorité... (rien que ça...).

J'ai réussi dans mon travail, et sans écraser mes collègues.

Je n'ai plus besoin de ma mère, ni d'une compagne-mère.

Je suis naturellement fidèle, j'y tiens et je m'y cramponne, ne cédant que si je suis longuement et profondément lâché.

Je... etc.

Mon épouse a beaucoup des qualités qui précèdent, plus beaucoup d'autres...

Elle a réussi, entre autres, à réaliser un rêve d'enfant un peu fou en faisant des choses extraordinaires et très risquées, aussi bien sur les plans professionnel que des loisirs.

Elle pourrait gagner sa vie aussi largement que moi.

Elle a fait de beaux enfants.

Elle... etc.

Conclusion : une nouvelle femme et un nouvel homme à la vie intelligente, harmonieuse et équilibrée ? Quelle naïveté !

Primo : déception, le couple s'est défait, complètement, après vingt ans de vie commune.

Secundo : grosse surprise, cette séparation a été dramatisée par l'un des conjoints, qui n'a pas su ou pu faire jouer ici les qualités d'intelligence, de clairvoyance, de logique et de raison, qu'il possède et qui lui ont permis les réussites citées.

Tertio : énorme désespoir, ce conjoint intelligent, moderne et « nouveau », émancipé et indépendant, a ressorti les règles et contraintes les plus éculées et les plus réactionnaires du mariage pour faire de ce dernier un vulgaire alibi lui permettant de refuser la consommation de la séparation, d'exploiter ce qui reste du « contrat » à son avantage et de détruire le conjoint (et peut-être les enfants avec).

La vraie conclusion : l'« homme nouveau » ou la « nouvelle femme » ou le « nouveau couple » n'ont pas fait reculer d'un pouce Kafka ou ce que nos anciens appelaient puérilement les « démons ». La haine aussi est devenue moderne et « nouvelle » ; sa naissance est toujours aussi absurde et inattendue et sa puissance meurtrière aussi intacte.

A côté de cette réalité fondamentale, essentielle, et toujours aussi structurante de nos relations (ou de leur décomposition), les spécificités de l'« homme nouveau », qu'il soit de 1980 ou de l'an 2000, sont de peu d'importance, voire dérisoires.

Vous comprendrez qu'après nous être attribué toutes ces fleurs, je ne puisse plus décemment nous nommer...

C'est pourtant une histoire vraie, tout à fait vraie, atrocement vraie.

[La lettre de notre lecteur mentionnait son nom et son adresse.]

Et les femmes ?

Certes, il y a « *un malaise masculin devant l'évolution de la femme* », les hommes sont « déstabilisés » et recherchent une nouvelle identité, ce qui est porteur d'angoisse.

Ce qui m'étonne beaucoup, c'est qu'on passe totalement sous silence une autre réalité, qui me paraît tout aussi importante et être à l'origine de beaucoup de divorces : c'est le malaise-angoisse de la « nouvelle femme » qui cherche à s'« autonomiser ».

La remise en cause du rôle féminin ne déstabilise-t-elle pas la femme autant que l'homme ?

La femme qui veut s'« autonomiser » a-t-elle plus de facilités que l'homme à s'identifier à un modèle, à trouver un nouvel équilibre ?

Cette angoisse de la nouvelle femme, on la cache, on la surmonte facilement en rendant le mari responsable de son mal de vivre et en le rejetant, quand ce ne sont pas tous les « mecs » qui en sont responsables et que l'on rejette.

Devant son angoisse, l'homme dépressionne, la femme ne divorce-t-elle pas ?

Cette angoisse des « nouvelles femmes » n'explique-t-elle pas qu'elles soient presque toujours incapables de répondre à la question : « *Que voulez-vous de nous ?* », comme vous le soulignez dans votre article. Peut-être veulent-elles tout, c'est-à-dire tous les avantages de l'ancienne et de la nouvelle femme. Le problème de la contraception, que vous évoquez à la fin de votre article, semble le laisser croire.

Si, pour l'homme, l'évolution des femmes c'est formidable — mais pas celle de la sienne, — est-ce différent pour la femme ?

Combien de « nouvelles femmes » accepteraient que leur mari devienne un « homme-femme », comme le docteur D... ?

J.-M. JACQUEAU
(Mantes-la-Jolie.)

VOUS et MOI

Sables

Une vingtaine de kilomètres au nord de la passe de Ouararda en Mauritanie. Un campement « en dur », insolite rappel de l'existence d'une civilisation de béton quelque part ailleurs. Six bungalows d'où s'échappe le ronron des climatiseurs. Le désert devant, le désert derrière. Sur les côtés aussi. Beaucoup de grains de sable avant d'atteindre Nouadhibou à l'ouest et la première oasis à l'est.

L'air n'est plus en feu, la nuit tombe. Lumière dans l'un des bungalows. Nous frappons à la porte et entrons. Six hommes, blancs, la quarantaine, débraillés, un peu hirsutes autour d'un bar de fortune dans le fond de la pièce, près du mur, comme dans les westerns. Par terre, une caisse pleine de « cadavres » de bières bues ces jours derniers, ou peut-être celui-là tout seul.

Ravis et émoustillés de voir du monde, ils nous reçoivent à bras ouverts, c'est exactement le mot pour les deux d'entre nous cinq qui sont du sexe féminin.

Présentations, serrements de mains par devant, pincements de fesses par derrière, nous voilà assis sur les tabourets autour du bar. Tournée générale. On trinque. On s'exclame. D'abord sur les bières glacées, ensuite sur le lieu, la vie ici. Ils nous expliquent : six mois de rang ici en plein cagnard... On demande : la nourriture ? Elle vient par avion à Nouadhibou, parfois de France, pour les fêtes... Et au bout de six mois, la France avec une famille à retrouver, le point des traites pour la maison à faire, mais il est vite fait, on ne regarde pas au centime près, l'argent ce n'est pas ce qui fait problème en travaillant ici... Ils parlent de leurs salaires comme des gosses éblouis et de leurs gosses avec des trémolos dans la voix, du dernier Noël passé ici pour trois d'entre eux, à rêver sur les images du sapin illuminé là-bas, chez eux.

Ils sortent les photos de leurs femmes. Ils les regardent dix fois par jour, « *parce que dans le coin c'est pas les femmes qui passent qui vont te faire oublier la tienne* ». Rires. « *Par ici, c'est des beidanes, des nomades mauritaniennes enveloppées dans des saloperies de chiffons : si t'as envie de t'en faire une quand même, tu pues la graisse de chameau qu'elles se mettent partout, dans les cheveux et sur les seins ; pendant huit jours les mouches te suivent à la trace.* » Rires.

Les canettes vides valsent directement dans la caisse par terre et le bruit de verre entrechoqué ponctue les voix et les rires, quelquefois elles se cassent les unes contre les autres et les éclats fusent dans toutes les directions. Ils s'amusent un moment à viser : « *Avec celle-là, j'en casse deux d'un coup.* » Tout le campement est climatisé, il ne manquerait plus que ça, si vous voulez, on vous fera visiter les chambres. Rires appuyés et clins d'œil, comme dans les westerns.

Devant le campement passent des rails : la voie ferrée qui achemine le minerai jusqu'à Port-Étienne, Nouadhibou quoi, comme ils disent. L'un d'entre nous demande : « *Et vous y allez, à Nouadhibou, avec ce train ?* » Énormes rires. « *Non, ça ne nous intéresse pas, on n'aime pas le train, on le laisse aux beidanes. On préfère l'avion* » Rires plus silencieux, regards par en-dessous qui appellent des questions, appâtent la curiosité. « *C'est un train de voyageurs aussi ?* » Tonnerre de rires enthousiastes : c'est bien la question qu'il fallait poser, celle qu'ils amenaient ; puis en pleurant de réjouissance : « *C'est un train pour les voyageurs qui ne veulent qu'un aller simple...* »

« *C'est-à-dire que, au départ, le beidane qui veut aller à Nouadhibou gratuitement et plus vite qu'à pied s'assoit dans un wagonnet, sur le minerai il fait une centaine de kilomètres à l'œil et puis, va savoir, s'il n'a pas eu de chance il bascule avec le wagonnet et se retrouve concassé en moins de temps qu'il ne faut pour le dire.* » Pleurs de rires.

« *Note qu'il y a des wagonnets où tu ne risques rien... Il suffit de bien choisir sa place au départ... Nous, on dit : oui tu peux monter, ça va à Nouadhibou, c'est gratis. C'est la vérité, ça y va. T'ont qu'à bien choisir, je te dis.* » Rebières et rires encore.

On n'a pas ri, on n'est pas des marrants, juste des petits « culs blancs » pincés en vadrouille. C'est pas avec nous qu'ils vont passer la soirée de leur vie. Ils se sont tus, le regard vague, une fois leurs rires tombés.

L'un d'eux casse le silence rempli par intermittence du bruit feutré de la bière coulant dans les verres à travers la mousse. « *On s'amuse comme on peut quoi, vous vous en foutez : vous avez des femmes avec vous.* » Les rires reprennent et les regards reviennent et s'attardent sur nous.

Il ajoute : « *C'est vrai, chacun se défoule comme il peut.* » Un éclatement énorme, des applaudissements, des bravos : un des hommes vient de casser trois bouteilles d'un seul coup.

Mon voisin, joyeux, se tourne vers moi et m'attrape le bras pour une confidence : « *Nous, on n'est pas des tristes, on a une sacrée santé.* »

FRANÇOISE LIEUTIER.

Actuelles

Dans les Républiques populaires

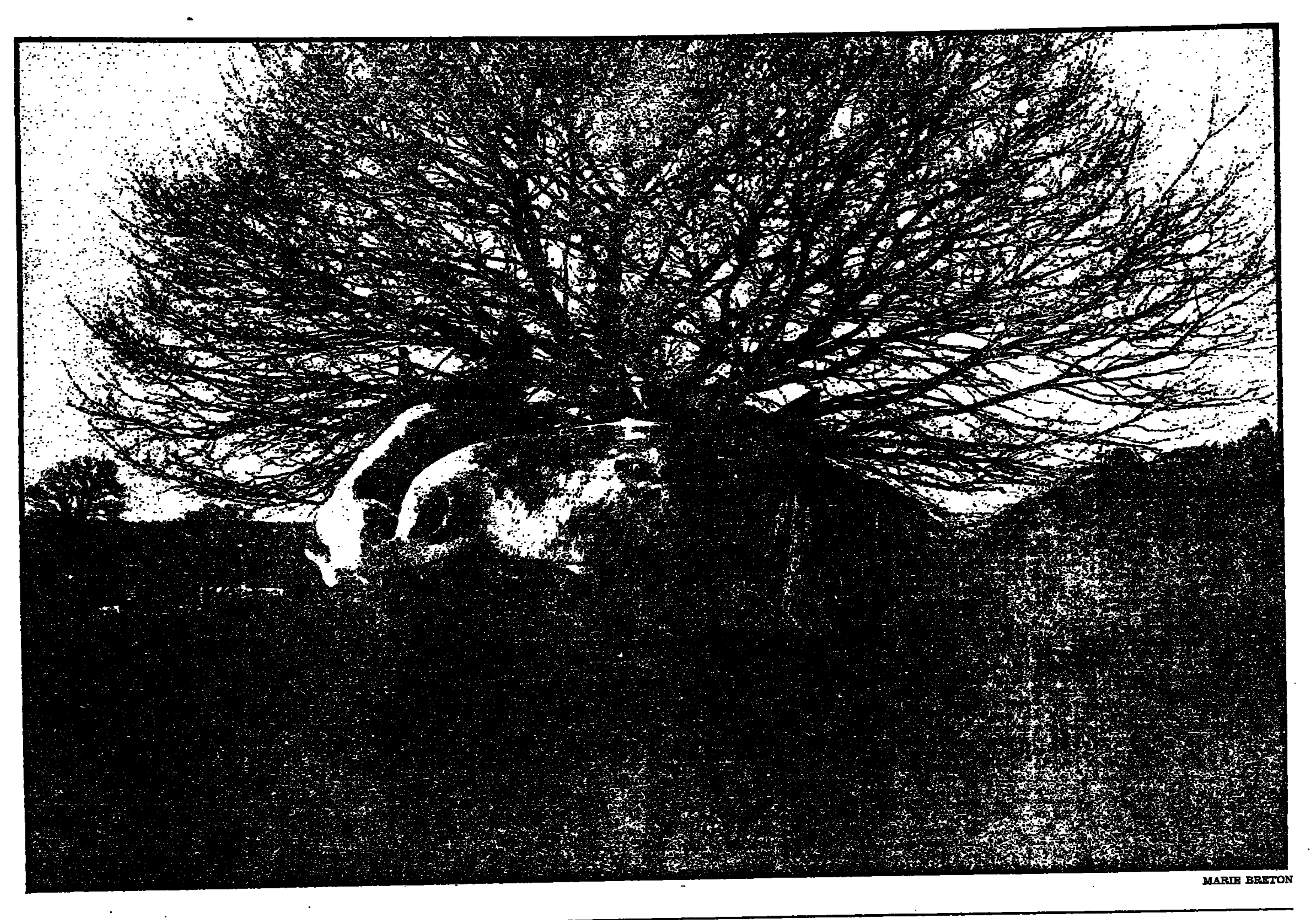
« *Anciennement, dans les Republiques populaires, on demandait que les obligations fussent brûlées, ou mises au néant, comme il se faisait bien souvent, que les biens fussent departis également, avec défense d'acquérir.* [...]

» *Les anciennes Républiques populaires faisaient bien pis, de bannir ceux qui étaient les plus sages et les plus avisés au maniement des affaires,* [...] *non seulement les plus accorts, mais aussi les plus justes et vertueux,* [...] *craignant que la lumière de vertu de quelque grand personnage n'éblouît les yeux du menu peuple, et lui fit oublier la douceur de commander, et par ce moyen asservit volontairement sa liberté au jugement et discrétion d'un homme sage et vertueux. A plus forte raison craignaient-ils que la noblesse des hommes illustres, ou la prudence, ou la richesse, fit ouverture à l'ambition pour empiéter l'Etat.* »

On a supprimé ici les références aux « Etats populaires de Suisse » — en l'an 1550. — à l'Athènes et à l'Éphèse antiques, dans ce passage détourné du second des *Six livres de la République*, de Jean Bodin, datés de 1576.

JEAN GUICHARD-MEILI.





MARIE BRETON

VIES

Le dernier cheval

Saint-Fulcran-de-Fobis (un pseudonyme) n'a plus de cheval. Il est parti à la boucherie. Trop cher à entretenir.

JOHN HARRIS

SAINT - FULCRAN - DE - FOBIS n'a plus de cheval. On l'a mangé. Ni hippophile ni hippophage, je préfère parmi les périssodactyles (ces originaux qui marchent sur le doigt médian) le tapir et le rhinocéros, sages dans leur zoo. Avec le cheval, les gens veulent que vous vous n approchiez pour offrir à ses grosses dents jaunes non seulement un sucre, mais aussi, tendre, sensible, juteuse, une main — tandis qu'en bas s'agitent, menaçants, ses colossaux sabots en corne et fer.

Quand même, à une distance prudente, qu'il était beau, Bijou ! Un soir de mai nous sommes revenus ici, la patronne et moi, après un long hiver de travail à Londres. Tout de suite, nous avons commencé notre petit tour à pied. Sur un sentier parallèle au nôtre descendait — lent, blanc, énorme — sur un fond de cyprès et de soleil couchant, cette bête pensive. Sur son dos, Jordi, grand et beau lui aussi, chantait en catalan. Il revenait d'une journée de travail comme un Grec de l'Antiquité, comme un Romain, comme un Goth, comme un dieu. Ma femme et moi, nous nous sommes soudain aperçus chacun que l'autre risquait de pleurer. Nous étions revenus dans un beau pays.

Jordi, maintenant retraité et fameux jardinier, était le dernier ouvrier agricole du village. Il est fulcranais à cause du generalisimo Franco. Vaincu par celui-ci en 1939, et interné à Argelès, il s'est évadé en 1940. Jusqu'en 1944 il a passé son temps dans le maquis, à faire du charbon de bois et à tuer des Allemands. Puis on lui a donné une médaille et on l'a naturalisé français. M. Rouche, de Saint-Fulcran, l'a embauché pour ses vignes. Jordi a fait franchir les Pyrénées à sa femme et à son fils, qu'il a revus après une séparation de dix ans. Puis son père et sa mère. Il a acheté à leur intention une concession à perpétuité dans notre petit cimetière, et après un certain temps les y a enterrés.

Blessure

Jordi a trouvé bon accueil à Saint-Fulcran, car à cette époque il y avait trente chevaux et on manquait de bons travailleurs. On aurait dû l'appeler Georges, une fois naturalisé, mais cela semblait peu naturel. Le catalan et le patois (que certains appellent occitan) se ressemblent, et Jordi et les siens sont vite devenus de vrais Fulcranais (à l'indignation des Parisiens du village, toujours étrangers).

Jordi, peu timide, était notre premier ami ici. Il nous a fait un grand honneur, un jour de canicule où il faisait 35 °C à l'ombre d'un cerisier : roulant sur une jambe son pantalon de travail, puis son caleçon long, il nous a montré sa blessure de guerre. Une balle lui avait percé le genou, et il a pris sa revanche (trois SS du camp d'entraînement à Bédarieux) avec un pistolet mitrailleur Sten. Nous avons discuté en connaisseurs de cet engin britannique (dangereux aux deux bouts, comme un cheval, mais très bon marché).

Cela, c'était en 1975, où il n'y avait que Bijou. Jordi était affecté à son service — le dernier ouvrier avec le dernier cheval. Car, avec un tracteur, le viticulteur peut faire ses 12 ou 15 hectares seul, sauf aux vendanges. Auparavant, les chevaux n'étaient pas bon marché (le prix d'une voiture), mais les ouvriers, si. Maintenant, avec les charges sociales et tout, l'équipe ceval ouvrier n'est plus rentable. Jordi a sa T.V. couleur et sa 2 CV, son fils a fait ses études (il est ingénieur à Sud-Aviation), et tant mieux. Mais le prix du degré-hecto n'a pas tellement augmenté, et les pays qui frappent à la porte de la C.E.E. font leur vin à l'aide de paysans qui ne mangent pas de la viande toutes les semaines. Qu'ils restent dans la misère, disent certains... Pas de politique !

Bijou, lui, ignorait les bulletins de paie. M. Torquebiau l'avait acheté lorsque ce demi-sang gris pommelé n'avait que quatre ans. (Sa blancheur, quand nous l'avons connu, était due à son grand âge.) Jeune, il était vif et capricieux ; M. Torquebiau, vif lui-même, l'avait dressé, ce qui prend du temps et de la patience. Puis, quand Bijou avait quatorze ans, et pesait 650 kilos, M. Rouche l'a acheté — doux maintenant, expérimenté, sage. Comme M. Jordi, qui est devenu alors son compagnon.

Luxe

On ne paie pas un cheval, mais il faut lui donner à manger, paraît-il. Une bouchée d'herbe par-ci, par-là, à la fortune du sentier, ne suffit pas. Moi, ma femmes, mes enfants (adultes) et Mme ma belle-mère, tous réunis, nous ne totalisons que la moitié du poids de Bijou, mais les rares occasions où il m'incombe de nous payer quelques modestes repas, c'est une sombre responsabilité. Bijou, lui, demandait ses rations trois cent soixante-cinq jours par an. Son moteur tournait au ralenti, même au garage. Il lui fallait une moyenne de 20 litres d'avoine par jour (plus ou moins, suivant le kilométrage et la conduite) et une centaine de kilos de fourrage par semaine (dans le Midi, il faut l'acheter). Nouveaux fers cinq fois par an. Pas de charges sociales, mais, en revanche, pas de remboursement pour les visites du vétérinaire. Heureusement, Bijou, solide et rustique, demandait rarement à voir celui-là, mais, quand même, c'était un objet de luxe. M. Rouche, qui, dans le temps, eut ses cinq chevaux à la fois (et ses cinq ouvriers), le gardait... Pourquoi ? Oh ! parce qu'il était là ; il devait continuer...

Bijou habitait en face de chez Jordi. Tous les matins vers 5 heures le réveil de Jordi sonnait. Bijou l'entendait, et si, vingt minutes après, Jordi n'était pas là pour lui donner à boire et à manger et le brosser un peu, pan ! pan ! il frappait à grands coups contre son portail, avec ses fers. Dimanche compris, naturellement. Nous avons trouvé cela charmant. Jordi aimait bien Bijou : nous nous sommes donc un peu étonnés de son manque d'enthousiasme pour cette marque évidente d'intelligence chevaline.

Un jour, Bijou a fêté ses vingt-cinq ans, et M. Rouche nous a dit que bientôt le tracteur ferait son travail. Nous rêvions, ma femme et moi, à sa retraite tranquille. En Angleterre, il y a des hospices champêtres pour vieux chevaux (là, on peut léguer son bien à n'importe qui, et les dons testamentaires des misanthropes en couvrent largement les frais). Et je me suis souvenu d'avoir, à l'âge de sept ans, versé mon obole pour rapatrier les pauvres survivants de nos chevaux de guerre qui, après 1918, avaient été démobilisés sur le continent pour devenir des esclaves en Belgique. Le rachat et le transport coûtaient, en 1930, 30 livres par cheval (environ 7 000 de nos francs actuels). Sir Michael Bruce, organisateur de l'opération de sauvetage, rapporte (1) qu'il a vu quelques-uns de ces vieux guerriers débarquer à Harwich, « *où des soldats de leur régiment les reçurent des mains des représentants du Mickey Mouse Club* (2). *Les clairons sonnèrent* « Water and Feed », *et mes larmes jaillirent à la vue de ces pauvres rosses usées qui essayèrent, à cet appel, de lever la tête et de hennir comme jadis.* »

M. Rouche n'étant pas membre du Mickey Mouse Club, Bijou (avec ses 650 kilos, à plusieurs francs le kilo) est allé à Nimes ; puis en est ressorti bifteck et saucisson, à moins que, mis en boîtes, il n'ait nourri les chiens et les chats. ■

(1) Dans son livre *Tramp Royal* (Londres, 1954).

(2) Club pour patrons enfantins de la chaîne de cinémas Odéon. Chaque contribution était limitée à un *farthing* (environ 25 centimes d'aujourd'hui), que la direction doublait.

ENTREPRENDRE

Les intellectuels derrière le comptoir

Ils ont claqué la porte des lycées ou des multinationales. Et ils ont ouvert un restaurant autogéré, une librairie, une boutique de nippes. Pas pour « créer des emplois », mais pour découvrir, sous les livres de comptes, la plage.

DANIEL SCHNEIDER

HUIT heures du soir viennent de sonner à Notre-Dame-la-Grande, la cathédrale de Poitiers. L'une après l'autre s'endorment les vitrines de la Grand-Rue. Sylvette, la vendeuse de la Maison de poupée, d'une bise, prend congé de sa patronne.

Sans impatience, Solange, la marchande de jouets, fait découvrir à un client attardé le régiment ébaubi des personnages de Rabelais, Gargantua en tête, dus à la patte magistrale d'un artisan local. Au comptoir, Eric, son mari, aligne rigoureusement les comptes de la journée. Nulle rancœur dans leur salut quand le voyageur franchira la porte après une demi-heure, les mains vides et le chéquier intact.

Eric, il y a trois ans, thèse de biologie en poche, était chargé de recherches à l'Institut économique régional. Solange reste assistante de sociologie à la fac de Poitiers. Rien ne les destinait à ouvrir boutique. Bien sûr, Solange collectionnait les poupées anciennes, et la fabrication de marionnettes dévorait les week-ends d'Eric. Gentils hobbies d'intellectuels, pensait-on.

Et puis, l'ennui naquit un jour de l'université, cette université coupée de la vie, *« sous le signe de la mort »*. Un beau matin, il leur fallut du concret : *« Bosser cinq ans sur une thèse que personne ne lira. Il faut être maso ! Un commerce, ce n'est pas un concept. La sanction du réel est immédiate : ou bien ça marche, ou bien on se casse la gueule. »* Si ça marche ? Pas trop mal. Ils ont, depuis trois ans, triplé leur surface de vente.

Goût du concret, amour du risque, plaisir d'entreprendre : qui les proclamait enterrées, ces valeurs-là ? Les intellectuels les exhument avec délices de l'armoire de grand-papa. Des bras de Minerve à ceux de Mercure, le chemin n'a jamais été si fréquenté. Un raz de marée vers les échoppes. Ingénieurs, cadres, enseignants, surtout, claquent la porte des multinationales et des lycées et viennent découvrir les joies du jouet ancien, de la toque blanche ou de l'aquariophilie. Voici les intellectuels derrière les comptoirs.

Ici et maintenant

« Enfin un proj qui fasse autre chose », se réjouissent les étudiants de Solange. *« L'image du commerçant s'est beaucoup améliorée dans la dernière décennie »*, explique-t-on en écho à la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Si les années 60 charriaient l'idéal du jeune cadre dynamique, entouré des derniers gadgets à la mode, mai 1968 fit tourner le vent, valorisant l'« être » aux dépens de l'« avoir », le bonheur « ici et maintenant » au détriment d'une carrière brillante.

Se constitua alors un mouvement « démissionnaire ». La mode écologiste s'en mêlant, on se tourna d'abord vers le retour à la terre et l'artisanat. Moins radicalement, on chercha ensuite à intégrer des entreprises « alternatives » — c'est-à-dire, le plus souvent, autogérées — aux circuits économiques traditionnels (1). Plus réalistes, un peu moins militants, les intellectuels en mal de « vraie vie » rêvent aujourd'hui de monter boutique.

Difficiles à recenser, bien sûr. Quelques indices tout de même : la moitié des commerçants ayant ouvert boutique en 1977 avaient le bac en poche, un sur dix avait effectué des études supérieures, pourcentages bien supérieurs à la moyenne des négociants établis. Un sur deux venait d'un secteur extérieur au commerce, mais, surtout, un sur cinq choisissait une branche « supposant une élévation du niveau de vie » (culture, loisirs, commerce de luxe) (2). Qui sort à peine de *la Critique de la raison pure* ne s'improvise tout de même pas quincailler ou épicier.

« Les nouveaux commerçants tiennent davantage compte de leurs propres aspirations que de l'existence d'un marché, et sans toujours se rendre compte des contraintes du métier choisi », déplore la chambre de commerce. *« La profession de fleuriste, par exemple, attire des foules de femmes qui ne se rendent pas compte qu'être fleuriste c'est manipuler de la terre à longueur de journée ! »* Et de verser une larme sur l'insuccès relatif des stages de gestion de quarante-cinq heures qu'elles offrent aux impétrants depuis la loi Royer de 1973 : 500 élèves par an, ce qui est peu si l'on sait qu'il y a aujourd'hui 32 000 boutiques de plus qu'en 1977 (« *le Monde* » du 6 août 1980).

De cette désaffection, les officiels de l'étalage déduisent un peu vite que *« le commerce, en France, est quelque chose qui ne s'apprend pas »*. Mais que ne quittent-ils, un mardi ou un jeudi après-midi, leur hôtel compassé, dans une rue assoupie derrière les Champs-Elysées, pour aller assister aux permanences de la première « boutique de gestion » parisienne ! *« Une bonne moitié des « nouveaux entrepreneurs » qui s'adressent à nous sont intéressés par le commerce »*, explique Danielle Desguées, sa responsable.

Quelle forme juridique préférer, de l'association ou de la coopérative, comment tenir un livre de comptes, mais aussi comment répartir équitablement bénéfices et responsabilités, comment, en un mot, travailler « autrement » ? Telles sont les questions qui reviennent régulièrement à la bouche de la cinquantaine de candidats hebdomadaires qui se pressent dans les 15 mètres carrés de la boutique fondée par la revue *Autrement* (3). *« Nous leur donnons l'information juridique de base*, explique Danielle Desguées, *et nous les mettons en relation avec des commerçants qui, dans leur branche, ont déjà adopté une pratique différente. »*

Et, surtout, la boutique de gestion guide les néophytes dans la jungle des subventions : des dizaines de formules d'aide publique sont proposées aux candidats entrepreneurs, — dont beaucoup, il est vrai, sont inaccessibles aux commerçants. On peut, certes, comme Solange et son mari, accumuler de patientes reserves, et refuser de s'asservir au moindre crédit. Mais la plupart des nouveaux commerçants sont obligés d'emprunter, qui aux parents et amis, qui aux banques — si l'on parvient à surmonter leur réticence à prêter à des non-professionnels, — qui aux collectivités locales.

De frais imprévus en actes notariés, le pécule à rassembler s'élève rapidement à une centaine de mille francs, au bas mot. *« D'autant plus*, rappelle M. Gérard Galzy, responsable des relations avec les entreprises au Crédit commercial de France, *qu'il ne faut pas mettre toutes ses billes dans l'ouverture. »* A l'achat du fonds de commerce et du stock initial, il faut ajouter le sacro-saint fonds de roulement, qui permettra à l'entreprise de tenir la route. Pas étonnant si les salaires des premiers mois, voire des premières années, sont souvent dévorés par le remboursement des traites.

Si le succès d'une boutique de gestion se mesure au nombre de réalisations effectives, celle de Paris, née en avril 1980, n'a que des résultats limités : *« Pas plus de deux ou trois magasins ouverts*, admet Danielle Desguées. *Mais on commence à peine. Et les gens viennent parfois avec des projets si vagues qu'on ne peut rien pour eux. »* Les idées fleurissent pourtant sur la planche en formica qui fait office de comptoir : café, salon de thé, boutique d'informatique, brocante.

Mais, au palmarès, c'est sans doute la librairie qui, antécédents obligent, s'attire les faveurs du gros des apprentis boutiquiers. Le commerce des livres paraît facile, le produit est jugé noble. Les pionniers de ces nouveaux libraires virent le jour après mai 68. En rébellion contre le monopole de la « grande édition », leurs librairies se voulaient « parallèles ». presse underground et ouvrages confidentiels s'y entassaient dans une joyeuse marginalité, souvent en application du principe non écrit : *« Plus c'est crado, plus ça fait politique. »*

Se souvenant que l'union fait la force, ces pionniers créaient, en 1975, un Groupement des librairies différentes, qui rassemble aujourd'hui près de quatre-vingts boutiques dans toute la France. Objectifs avoués : favoriser débats et rencontres, faire reconnaître, pour la librairie, le statut d'un commerce « pas comme les autres ». La convivialité par l'in-folio.

Défroqué

Ceux-là ont défriché le chemin pour de plus éclectiques. Si l'on demeure attentif à la bonne tenue idéologique des ouvrages proposés, on n'en affiche pas moins la volonté de s'adresser, par-delà l'éternel quarteron des militants, à tous les publics, souci qui va parfois jusqu'à pousser à « faire la presse », et, partant, à se lever dès matines : *« La presse, ce sont les habitants du quartier qui l'ont demandée »*, affirme Denis, gérant du Petit Prince, à Antony, dans la banlieue parisienne, et technicien défroqué du Commissariat à l'énergie atomique, à Saclay

Au C.E.A., il est resté deux ans, le temps de s'apercevoir que les Scientifiques (*« avec un grand « S »*) pataugent dans les mêmes incertitudes que le commun des mortels. Aujourd'hui, il a bien retourné sa blouse : le dessin de Reiser *Nucléaire non merci* accueille sans équivoque les clients de la librairie, et la littérature écologiste a colonisé les étagères.

Le ba ba du marketing au service d'un souffle militant : *« Nous avons placé la presse à l'entrée du magasin, pour ne pas effaroucher les clients traditionnels. Plus tard, on l'exilera au fond. Comme cela, il faudra traverser un magasin bourré de subversion pour aller chercher son journal »* précise-t-il, sourire en coin.

De même, *Intimité* est innocemment disposé à côté de *Femmes en mouvement*. Pas question en revanche de magazines déshabillés : les amies qui aident — bénévolement — à la librairie s'y sont résolument refusées : *« On a dû négocier chaque titre pied à pied avec les Messageries. De guerre lasse, ils nous ont dit : prenez ce que vous voulez ! »*

Largement ouverts aux grands éditeurs, les rayonnages demeurent rétifs aux best-sellers, exilés au fond, tout en haut. *« Nous avons lu, au moins en diagonale, chacun des livres que nous vendons. Un copain médecin a constitué le rayon médecine, une institutrice s'est chargée de l'éducation*, précise Denis à l'envi. *Une librairie n'est pas seulement un commerce, mais un lieu de passage, d'échanges et, pourquoi pas, de rencontres ! »*

Car la fibre « conviviale » des pionniers est demeurée vivace. Développée à l'extrême, elle explique par exemple l'éclosion des « librairies-bouffe » ou « librairies-salons de thé » (*le Monde Dimanche* du 25 novembre 1979) où l'on peut dévorer le volume de son choix en même temps qu'une soupe aux choux ou une tarte au citron.

Convivialité toujours, un coin (*« un lieu »*, dit-on) est de plus en plus souvent réservé aux enfants, où ils peuvent bouquiner à leur aise et *« épanouir leur créativité »* sur un panneau mural. *« Les enfants d'immigrés, encore nombreux dans le quartier, passent parfois des après-midis ou des soirées entières dans la boutique »*, affirme Suzanne, « libraire-pâtissière » à l'enseigne de l'Asphodèle, dans le centre de Lyon, depuis six mois.

Autre grand mythe post-soixante-huitard hérité des pionniers : le « collectif ». Même si les bénéfices n'autorisent à rémunérer qu'un ou deux permanents, les bonnes volontés se multiplient autour des nouveaux commerces, rêvés, installés, parfois même gérés par un groupe d'amis souvent constitué à partir d'un militantisme commun dans une association ou un parti : Denis, par exemple, n'a pu fonder le Petit Prince que grâce à l'appui d'une trentaine de ses camarades du P.S.U.

Le souci de construire en groupe se reflète dans les statuts que choisissent les nouveaux commerces. Ainsi Caroline, ancienne journaliste d'art passée *« de l'autre côté de l'exposition »* en ouvrant sa galerie à Montmartre (*« mais, attention ! rien à voir avec la place du Tertre »*), lui a donné le visage d'une association de type 1901 *« pour que tout le monde puisse y participer »*.

Réseau

La coopérative et sa règle d'or — un homme, une voix — sont également fort prisées. Mais elles recèlent parfois d'amères désillusions. Bernard en sait quelque chose. Candidat malheureux de Paris-Ecologie, aux élections municipales de 1977, il est, à son tour, *« pour prolonger l'action »*, saisi par le démon du concret, qui, pour lui, revêt la forme d'une « coopérative écologique » dans laquelle les sociétaires, moyennant minime cotisation, se procurent des produits garantis biologiques.

Trois ans après, bien loin des quelques kilogrammes de sucre roux et de riz complet qui suffirent au démarrage, la coopérative s'enorgueillit d'un millier de sociétaires et d'un chiffre d'affaires en constante augmentation. Mais Bernard et son conseil d'administration se sont englués en d'homériques luttes de pouvoir qui ont conduit, il y a quelques mois, à la démission du fondateur.

Pas de luttes de pouvoir apparentes au Temps des cerises, mais une pincée de désillusion aigre-douce assaisonne la hampe au poivre vert servie depuis quatre ans dans ce « restaurant autogéré » du treizième arrondissement de Paris. Des débuts, les six salariés-actionnaires — dont un ingénieur et un chargé de mission au ministère du travail — ont gardé le souvenir attendri d'un militantisme un peu famélique. *« On a réussi à grand-peine à rassembler 45 000 francs*, raconte Georges, le président-directeur général fondateur, *et un copain s'est chargé de la plomberie. »* L'origine des couverts et de la vaisselle est inavouable. *« L'objectif était de créer, grâce au restaurant, un réseau d'entraide et de relations. »*

Retraités et fauchés, au début, sont donc dispensés d'addition, et il arrive au cuisinier de quitter ses fourneaux pour venir jouer de l'accordéon à une salle affamée mais ravie. *« Mais, après deux ans, on s'est aperçu qu'on courait à la catastrophe. On a donc repris la gestion en main plus fermement. »*

Aujourd'hui, contemplant son chiffre d'affaires pansu (80 000 francs par mois) et sa grande salle toujours pleine (110 couverts par jour), l'équipe se demande où a fondu le militantisme d'antan : *« Seul reste le fonctionnement interne, la rotation des tâches — qui fait que le P.-D.G. peut se retrouver à la plonge, — la possibilité de prendre des vacances quand on le souhaite. »*

La coopérative, M. et Mme Pichon, il y a peu ingénieur-chimiste et enseignante parisiens, patrons tout neufs de l'Hôtel du Grand-Tétras, à Saint-Véran, dans les Alpes, y avaient bien pensé, *« mais le personnel change tout le temps »*. Ouvert en 1975, grâce aux fonds avancés par un ami pilote de ligne, l'hôtel emploie en effet neuf personnes, principalement recrutées par le bouche à oreille.

Là aussi, les murs racontent l'histoire d'un coup de cœur : *« Au début, on cherchait seulement un placement rentable. »* Et l'idée est née comme une utopie de fin de soirée : pourquoi ne pas s'installer là-bas, avec les deux enfants : *« C'était l'occasion ou jamais de changer totalement de vie ! »*

Changer de vie ne suffit pas aux plus hardis, qui continuent de rêver de « changer la vie », en essayant, par exemple, de faire prendre la boutique en charge par ses usagers, les habitants du quartier. Denis, qui verrait sans déplaisir sa librairie « communalisée », est très fier de raconter comment il lui arrive parfois de confier une heure le comptoir à des adolescents du quartier.

Les associations locales ne s'y sont pas trompées, qui ont parfois fait d'une boutique le lieu de réunion qui leur manque cruellement. Ainsi la Brouette, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, tient-elle davantage de la maison de quartier que de la librairie. Trois salles : l'une réservée à la vente, la seconde aux expositions, la troisième aux réunions, conférences et spectacles tous azimuts à qui Annie, la libraire, prête volontiers ses murs. Les militants de l'Union fédérale des consommateurs y succèdent à un groupe de musique yiddish, et les défenseurs du site de Montmartre aux amis de Louise Michel. Aucun événement local ne lui est étranger et la librairie publie même un bulletin mensuel qui tente de tenir lieu de journal de quartier.


PYM

Divan

Mais au-delà de ce militantisme auquel le commerce ne fournit qu'un support, les intellectuels s'attachent à changer la pratique de la vente elle-même. Refrain mille fois entendu : *« Si l'on a monté boutique, c'est justement en rejet des commerçants traditionnels. »*

« La vente, pour moi, c'est comme une pièce de théâtre ! » Guy Aguennier manie le paradoxe avec une évidente délectation. Ex-kinésithérapeute, ex-professeur de théâtre à Vincennes, il est aujourd'hui établi rue Daguerre, à Paris, à l'enseigne de Jadis et Naguère, marchand de... de quoi, au juste ? Les tentures indiennes voisinent avec les paniers en rotin, les jupes avec la bimbeloterie, l'inévitable henné avec l'inévitable encens : *« Ici, on a constitué les stocks, avec une amie comédienne, comme on aurait écrit un scénario. Et le rapport avec le client est aussi un jeu : t'achètes, t'achètes pas ? »* Théâtre, la boutique, mais aussi substitut du divan du psychanalyste : *« Je crois à la fonction thérapeutique du commerce. D'ailleurs, comme en analyse, l'argent y est indispensable ! »* La pièce, là aussi, a eu du succès : le chiffre d'affaires a grimpé de 30 % en trois ans (il atteint 40 000 F par an), et Guy et Caroline, son amie et associée, s'octroient actuellement des salaires de 4 000 F. *« Mais on ne le prend pas au sérieux ; quand cela ne nous amusera plus, on arrêtera du jour au lendemain. »* Un de leurs souhaits, à

(1) Voir notamment le nº 20 de la revue *Autrement*, « Et si chacun créait son emploi » ?

(2) Chiffres du CECOD, organisme rattaché aux chambres de commerce.

(3) *Autrement*, 73, rue de Turbigo, tél. 271-22-40.

présent, serait de pouvoir faire relâche plusieurs mois par an, pour aller s'approvisionner directement en Orient, et, bien sûr, profiter de l'occasion pour voir du pays.

Tous n'ont pas atteint ce stade d'intellectualisation. Plus simplement, les clients sont proclamés libres *de fouiner, de comparer*, de prendre en main. Solange, la marchande de jouets, attache autant d'importance à une fillette qui lui demande un gobelet *de perles qu'à un Américain de* passage qui louche sur une poupée à 2 000 F. Mieux, elle organise chaque année une exposition, sans vente, « *pour former le regard des gens, leur montrer ce que sont les belles marionnettes. A long terme, on est toujours gagnant.* » A l'inverse, elle ne se gêne pas pour dire leur fait aux « emmerdeurs » éventuels.

Le « client-roi » est mort, vive le « client-copain ». Pénétrant dans une de ces nouvelles échoppes, on a parfois l'impression de déranger une réunion privée : les enfants jouent entre les rayonnages, d'anciens collègues viennent s'extasier, avec qui le marchand, assis sur la moquette, prend l'apéritif en évoquant, sans regrets, le bon vieux temps.

Clé de leur réussite peut-être, les intellectuels dans leurs boutiques donnent souvent l'impression de sacrifier à un super-hobby. Abattues les murailles entre vies privée et professionnelle : tel ex-syndiqué, qui eût farouchement refusé de faire deux minutes supplémentaires, engloutit à présent ses week-ends dans les inventaires, déjeune sur le pouce pour ne pas fermer à midi, sacrifie sans drame à une « nocturne » le téléfilm du soir. Mais quel plaisir : « *Plaisir de créer, d'inventer autre chose que les modèles existants* » affirme Solange. « *Plaisir d'entreprendre* » reprennent-ils en chœur.

Liberté !

Et quelle liberté ! Sur leurs carnets débordant de commandes, sur leurs quinze heures de travail quotidiennes, ils écrivent son nom. Gérard, par exemple, tout neuf reconverti à la brocante sur la rive droite de Paris. Ancien directeur de marketing d'une grosse multinationale. « *à l'ambiance dégueulasse* », il n'en pouvait plus d'attendre chez lui, le soir, « *un coup de fil m'annonçant une panne de l'ordinateur* ».

Devant la succession des « charrettes » emportant des collègues vers la guillotine des licenciements, il est, un beau jour, saisi d'allergie pour « *tous les métiers en ing* » (marketing, advertising). « *A titre personnel, je m'intéressais aux vieilles choses.* » Heureux Gérard : « *Je peux enfin m'absenter une heure, pour aller voir une exposition. Avant, quand il fallait emmener un môme chez le médecin, c'est ma femme qui s'y collait. Aujourd'hui, on se partage le boulot. Quant aux enfants, ils sont sans arrêt fourrés dans la boutique, jouent à cache-cache dans les caves.* »

En passant d'un bureau à plante verte et trois téléphones à un comptoir obscur, les ex-cadres n'ont pas la moindre impression de déchoir. « *Bien sûr,* admet Jean-Paul, ancien directeur général de Rank Xerox, aujourd'hui libraire à Dieppe, *bien sûr mes revenus ont chuté de dix à un, mais ce que j'ai appris sur moi-même vaut tout l'or des multinationales. Je n'avais de contacts qu'avec des corporations : techniciens, commerciaux, cadres. Je rencontre à présent des enfants, des vieux, des mères de famille. Une façon comme une autre de reculer mes limites.* »

Quelle revanche pour le petit commerce, qu'envahissent d'un même mouvement dirigeants de multinationales et intelligentsia de l'après 68 ! Bien fini, le temps où les premiers, du haut de leur courbe de cash-flow, brocardaient son passéisme, tandis que la seconde flétrissait les « *rapports marchands* ». En chœur, ils découvrent derrière les comptoirs une autre façon de participer à la vie de la cité. De quoi faire frémir dans leur tombe des *générations d'épiciers*, pour qui la récompense suprême était de voir leurs enfants... accéder aux emplois de bureau ! ■

ENTRAIDE

Infatigables grand-mères

Croulantes, nos grand-mères ? Infatigables plutôt. Les voilà qui deviennent conteuses, répétitrices, gardiennes d'enfants le mercredi.

MARYSE WOLINSKI

LES grand-mères ne sont plus ce qu'elles étaient. Aujourd'hui, ras-le-bol les étiquettes qu'on leur colle à tout bout de champ : le « *troisième âge* », les « inactives » !...

Inactives ? Elles sont décidées à participer à la vie sociale. Un domaine où tout reste à *imaginer*.

Et elles imaginent. Elles s'improvisent conteuses, se recyclent dans la garde des enfants — ceux des autres, cette fois, — deviennent des répétitrices, attentives et tendres pour les jeunes malades *qui ne peuvent suivre une* scolarité normale. Et pour les unes comme pour les autres, qu'elles approchent la soixantaine ou frisent les quatre-vingts printemps, la vie a complètement changé.

Mercredi, 15 heures, heure du conte dans la bibliothèque pour enfants de Châtenay-Malabry. Une petite pièce claire et ensoleillée, avec vue sur le parc à la française de l'ancienne mairie. Et quarante bambins, bouche *ouverte, assis sur des coussins* multicolores, suspendus aux lèvres de Marie-Louise. Qu'adviendra-t-il de l'éléphanteau curieux de savoir ce que les crocodiles avalent pour leur petit déjeuner ?

Marie-Louis Du Merle est au milieu d'eux, les cheveux gris tirés en chignon mais la mèche batailleuse sur le front. Visage ridé mais fardé de grand-mère coquette : une touche de rose sur les pommettes et du rouge sur les lèvres. *Une grand-mère* de soixante-dix ans. Pas un bruit, pas un souffle. Un bout-de-chou blond comme les blés a posé sa joue contre sa longue jupe grise. Le petit voisin a le doigt dans le nez. Un autre suçote son pouce. Mais tous suivent ses mimiques. Et, dès l'instant où elle se tait, ils crient en chœur : « *Une autre, une autre.* »

A l'origine de l'idée, une autre grand-mère, *Simone Lallemand*, animatrice des clubs de l'Age d'Or de France, trente-trois clubs qui accueillent deux millions cinq cents adhérents, de Paris ou la banlieue, dont le seul point commun est d'avoir franchi le *cap de la soixantaine* (1). Clubs de loisirs et d'informations culturelles. Mais clubs ghettos. On joue au bridge ou à la belote, on assiste à des spectacles, on visite des expositions, on s'exerce à des techniques artisanales. Ensemble. Entre gens d'« un certain âge ». « *Et on tourne en rond* », constate Simone Lallemand.

Mais au cours d'une visite à la bibliothèque pilote de Clamart, *où elle assiste à l'heure du conte*, elle se dit : pourquoi pas des grand-mères conteuses ? Une idée qui séduit les organisateurs de Clamart.

Cousu main

Sitôt rentrée chez elle, Simone se plonge dans le *Roman de Renart*. « *Autant commencer par ce que l'on connaît le mieux.* » Elle le lit, le relit, s'en imprègne. Et travaille ainsi chaque jour, dans sa cuisine en mitonnant le dîner, fignolant le repassage ou époussetant les meubles du salon. Et elle convainc des amies. Toutes se méfient de leur mémoire mais se jettent à l'eau. Initiation avec des conteurs professionnels et exercices pratiques à l'exposition du livre pour enfants du Centre Pompidou. C'était en 1978. Une belle réussite qui a décidé les responsables de l'Age d'Or à mettre au point, avec l'aide financière du Fonds d'intervention culturelle, une formation à l'art du conte. Les grand-mères conteuses ont maintenant à leur répertoire une trentaine de contes traditionnels ou modernes. Certaines enquêtent dans leur passé pour retrouver les contes régionaux de leur enfance.

Elles vont, *bénévolement* bien sûr, d'écoles en bibliothèques, de centres aérés en camps de vacances, et, depuis mai 1979, à l'hôpital Necker, tenir en haleine des enfants qui n'en ont jamais assez. Après l'éléphanteau, le cochon rose, l'ogresse à grande queue, la toute petite bonne femme, le requin aux cheveux d'or...

Conteuses et marionnettistes à la fois, une autre idée des grands-mères de l'Age d'or. Elles *sont une dizaine et présentent* leur spectacle « cousu main », du montage des têtes en pâte à papier à la fabrication des décors et des accessoires et du théâtre démontable, sans oublier le programme, charmant et varié, dans les hôpitaux pour enfants, les maisons spécialisées ou les écoles maternelles. En prévision, une tournée en province.

« *Rompre la solitude* », un leitmotiv pour les « *grands-mères occasionnelles* » qui, elles, ont choisi de venir en aide, bénévolement, aux mères de famille momentanément en panne de garde d'enfants (2). Une idée d'Yvonne Léon, arrière-grand-mère de soixante-quinze ans et ancienne assistante sociale. La voix est un peu chevrotante, mais elle a gardé la ligne et le teint frais de sa jeunesse. Enfin presque... La garde des enfants, c'est son affaire depuis octobre 1976.

Dépannage

Subventionnée par la mairie de Paris et le ministère de la santé (« *mais si peu...* »), l'association qu'elle préside a recruté des *grand-mères retraitées et* veuves, souvent éloignées de leurs petits-enfants. Combien sont-elles ? Un chiffre tenu secret. Assez en tout cas pour assurer plus de quatre-vingts gardes par mois, dans l'ensemble de la capitale. Peut-être bientôt en banlieue.

Ce service de dépannage fonctionne sur coups de téléphone. Une précision qui a son importance : les « *grand-mères occasionnelles* » se déplacent au domicile de l'enfant mais n'acceptent pas les petits travaux ménagers « *oubliés par maman à la dernière minute* ». Elles s'occupent des enfants, autant d'heures souhaitées par les parents, mais ne les sortent pas.

A l'exemple de l'association parisienne, de tels services se sont créés en banlieue et en province : à Mons-en-Barœul, « *où les grand-pères jouent les chauffeurs de taxi pour les grand-mères occasionnelles* », à Lyon, Boulogne-sur-Seine, Vanves ou Nogent-sur-Marne.

Une organisation similaire est en train de se mettre en place au ministère des P.T.T. : les « *grand-mères d'adoption* », *une* idée lancée par le ministre lui-même l'an dernier. Les grand-mères d'adoption sont des agents des P.T.T. à la retraite qui font office de nourrice, le temps d'une ou de plusieurs journées, auprès des jeunes enfants de leurs collègues en fonction. Une sorte de S.O.S. Mamans P.T.T., pour répondre à des besoins immédiats, un mercredi si la garderie de *l'école est fermée ou un autre* jour si l'enfant est malade.

Autre initiative bénévole toujours, mais limitée cette fois aux mercredis, celle des « marraines du mercredi ». Leur association est née d'un constat : ce jour-là, dans les cités H.L.M. de Paris *et* de sa banlieue, des enfants, clés au cou, seuls et inoccupés, traînent dans les rues, abandonnés là jusqu'au soir, qui marque le retour des parents au *foyer*. Constat dressé par Françoise Legendre, spécialiste des problèmes de gardes d'enfants. Aujourd'hui, elle préside l'*U.G.T.E., l'Union des gardes* temporaires d'enfants (3) et passe bénévolement son temps à trouver — encore — des solutions aux problèmes de garde.

Les « marraines du mercredi », c'est elle. Depuis un an, l'as*sociation fonctionne en plusieurs* noyaux. Trois existent déjà dans le quatorzième, le dix-huitième, le seizième arrondissement, bientôt le onzième. A la *tête de chacun, une technicienne* sociale à la retraite. Elle aide les « marraines » à prévoir les mercredis de leurs filleuls : spectacles de marionnettes, jeux au parc ou séances de cinéma.

Les « marraines » acceptent de *s'occuper de leur protégé chaque* mercredi pendant une année scolaire complète.

Faire sauter des enfants sur *ses genoux et* leur réciter les fables du bon temps, c'est ce qu'aime aussi Gilberte Chevrot, une « grand-mère au pair » de soixante et onze ans. Cheveux *teints et fraîchement* mis en plis, bien pomponnée, pendantifs d'or aux oreilles. Coquette... Elle n'a mis au *monde* « que » trois enfants mais en a élevé une bonne dizaine. Veuve très jeune, elle a dû faire vivre « *son petit monde* » en étant nourrice. Aujourd'hui, ses enfants sont mariés, et fini les problèmes *financiers*. Elle vivote avec sa retraite. « *Pas si mal...* »

Donc pas de besoin pressant d'argent, mais une solitude qui pèse, des journées longues, sans fin, à briquer son petit meublé de Corbeil et des dimanches qui *ressemblent* aux *jours de la* semaine. « *Dans une famille, on vit. Ici, j'attends que demain vienne* »... Pour lutter contre cette solitude, des grand-mères *ont tenté*, ces dernières années, de travailler au pair dans des familles, par l'intermédiaire notamment des petites annonces de la presse catholique. C'est de cette façon que Gilberte avait rencontré « *ses derniers enfants* ».

Seulement aujourd'hui, elle est seule. La famille a déménagé. La suivre ? Impossible de quitter Corbeil où elle habite depuis quarante ans. Enfin... Elle vient de répondre à une nouvelle annonce. Mais sans espoir. « *Mon âge les fait hésiter*, avoue-t-elle. *Pourtant je suis alerte.* »

Répétitrices

« *Meubler son temps libre, rompre l'isolement* », une petite phrase qui revient toujours sur les lèvres des grand-mères rencontrées au hasard de l'enquête. C'est encore ce qui amène institutrices et professeurs à la retraite à suivre sur le plan scolaire les enfants momentanément éloignés de leur école. Elles participent à l'aide pédagogique à domicile dans le cadre du club des retraités de la Mutuelle générale de l'éducation nationale, un club de cinq mille cinq cents adhérents, *dont quatre mille cinq* cents femmes (4). L'aide pédagogique à domicile est l'une des quatre-vingt-deux activités de ce club, qui fête cette année son *cinquantième anniversaire*.

« *Interrompre sa vie professionnelle, c'est perdre un peu de son identité* », affirme Jacqueline Brasseul, ancien professeur d'économie, une belle grand-mère à casque blanc, bronzée, sportive, *pleine d'allant et de charme*.

Paulette Quenardel, ancienne directrice d'établissement et grand-mère de six petits-enfants, se rend deux fois par semaine au *chevet d'une fillette de sept ans*. Et pendant deux heures — rythme fixé par les parents — elles apprennent ensemble à lire, écrire et compter. *En liaison avec l'école fréquentée en temps* normal, Paulette s'efforce de rattraper le temps perdu, guide sa petite élève dans les devoirs envoyés par l'institutrice et prépare son retour en classe dans les meilleures conditions.

Trois cents *grand-mères répétitrices* comme Paulette permettent, chaque année, à une centaine d'enfants accidentés ou malades de ne pas perdre le bé*néfice de leur année scolaire et* d'éviter les conséquences d'une absence prolongée, le redoublement par exemple. Formule identique pour l'aide aux enfants de *migrants. Des cours particuliers* ou en groupe, selon les cas, sont dispensés aux jeunes Portugais, Maghrébins ou Cambodgiens qui rencontrent, au cours de leur *scolarité, bien des difficultés*.

Alors ! inactives les grand-mères ? Elles nous prouvent — et peut-être se prouvent-elles à elles-mêmes — que loin d'être une charge inutile, elles constituent un potentiel dont la société *ne peut plus se passer*. ■

(1) 1, rue Denis-Poisson, 75017 Paris, tél. 572-10-93.
(2) 48, rue des Bergers, 75015 Paris, tél. 557-13-45.
(3) 7, rue Gomboust, 75001 Paris, tél. 297-45-84.
(4) 55, rue de Lyon, B.P. 75560, Paris cedex 12, tél. 344-02-30 et 346-11-58.

CROQUIS

Location

Avec les beaux jours, vient l'envie de déménager. Les défauts de votre logement se *font plus criants, le décor quotidien* se lézarde, et, faute de pouvoir vivre dehors, on désire plus de lumière, plus d'espace, plus de verdure. Alors on se *décide à chercher sérieusement*.

Oui, mais voilà. Dans les petites villes de province, les agences ne s'occupent que des lotissements qu'elles lancent sur le *marché*, les *annonces du* journal local sont consacrées aux chiens perdus, et les commerçants n'affichent que des occasions de frigos et de pous*settes « état neuf »*.

On commence donc par en *parler sur le lieu de travail. On* découvre qu'il existe deux catégories de collègues. Ceux qui « construisent » et se demandent pourquoi vous n'en faites pas autant, *qui vous offrent des* conseils sur les prêts, les entrepreneurs et les terrains. Inutile d'insister. Ils sont déjà passés du côté des propriétaires. Et il y a *les autres, ceux qui ont* dégoté la location unique, qui vous font *rêver par* la description détaillée des avantages qu'ils y trouvent et compatissent à vos efforts voués à l'échec.

Qu'à cela ne tienne, vous persévérez. Vous faites du porte à porte dans le quartier sou*haité, et vous finissez par entrer* en contact avec un propriétaire-loueur.

C'est alors que vous découvrez *vos tares*.

Le loyer est cher, bien sûr, en général l'augmentation est de 10 à 20 % à chaque changement de locataire, mais vous seriez *prêt à faire ce sacrifice*. Restent les conditions : pas d'enfants, pas d'animaux. L'enfant, dont on nous vante la nécessité sociale, futur portefeuille de *notre retraite de vieux*, est encore plus redouté que l'animal. Un chien, ça se dresse : un enfant... Les deux ? Au fait, il *se trouve qu'on a déjà promis l'appartement à une dame* qui doit d'abord donner sa réponse...

Aujourd'hui, même en province, l'intérêt passe avant la morale. Qu'importe que le couple *de futurs locataires ne soit pas* marié, au contraire : tout le monde sait avec quel empressement les jeunes époux se reproduisent. Avec les concubins, en *principe, le propriétaire* est tranquille. Il y trouve les avantages du couple installé : pas d'orgies, pas trop de défilés de *copains*, et ceux du célibataire endurci : pas de gamins baveux, dessinateurs sur papier peint et arroseurs de *moquette*.

Vous voilà prévenu : le locataire idéal est un adulte stérile, fonctionnaire et allergique aux poils de chat.

CLAUDE ROLLET.

Repas

Elle mange un œuf dur pour *s'étouffer, s'engouer, se punir*. Le blanc est encore flasque, même cuit, mais la virginité du régime strict fait les cœurs purs dans un corps mince. Le jaune pourrait s'avaler tout rond pour vous couper le sifflet et l'appétit. Mais *non*, elle y va à bouche menue, miettes après miettes, pour faire durer le plaisir de cette gâterie unique, et en plus elle a peur d'être *coincée à tout jamais, même si* c'est cela, au fond, qu'elle cherche, être emplie de ce seul œuf, son repas, arrosé d'un jus de pamplemousse ou d'un café, ponctué d'une cigarette pour l'illusion de liberté.

Elles sont beaucoup dans ce cas à tromper leur faim de midi *avec un œuf dur qu'il suffit* de regarder pour maigrir. Mais quand le creux à l'estomac donne du vide à l'âme, elles vont jusqu'au sandwich, bour*ratif lui aussi, mais symbole de* rapidité, repas sur lequel on ne s'attarde pas, ni couteau, ni fourchette, on ne s'assied pas forcément.

Dans les quartiers affairés, les restaurants sont pourtant pleins. Mais la majorité des clients sont des hommes. Ont-ils moins souci de leur ligne, l'obligation de mettre au point la marche du monde, ou d'avantage d'argent ? Il examine le menu, discute le vin, prend son temps. « *Cher ami, si nous déjeunions ensemble pour discuter tranquillement de cette affaire ?* » Sur la lancée des déjeuners d'affaires, l'homme est souvent son propre invité. Seul devant *une table bien garnie*, il rassemble ses idées. Sa concentration s'accroît dans le doux balancement entre truite meunière et entrecôte.

Pendant ce temps, elle fait des courses. A elle toutes les vitrines du quartier et elles sont nombreuses. Elle est à l'affût, *il faut saisir l'occasion, flairer*, tâter, comparer. Tout pour l'habillement, la maison et, comble de l'ironie, elle qui n'a guère consommé achète souvent la nourriture du soir qu'elle glisse dans son grand sac façon cabas.

L'homme a fini son repas, et maintenant il sirote son café. La bonne chère arrosée *lui* montant un peu à la tête, il manie la gaudriole avec ses commensaux, mais s'il est seul, il se contente de lire son journal. Puis il se lève, repu, *rajuste* la ceinture de son pantalon sur son ventre *plein, fait quelques pas amortis* sur le boulevard, et sans se presser regagne son bureau, l'œil vague, tandis qu'affamée, essoufflée, elle s'apprête à le *seconder. Image périmée ?* A voir.

MARIE-LOUISE AUDIBERTI.

Leh, au Petit-Tibet

Une des villes les plus hautes *du monde. A 3 600 mètres, il* gèle souvent la nuit et les enfants dans les *rues* glissent avec des bouts de planche sur la glace. Les hommes labourent en *chantant dans le chaume* des champs tout autour de la ville avec leurs yaks *grognants*.

Des petits bois de peupliers *entourés de murettes de pierre* pour les protéger de la dent des chèvres, dont le tronc sert aux poutres des maisons, et les branches à cuire le pain. Des *marchandes de bouses de vache* séchées, qui alimentent les fourneaux de terre cuite l'hiver, arrivent dès le matin avec leurs hottes de paille au marché. Les enfants ramassent pour le bétail les feuilles de peupliers et de saules, que le vent balaye. D'autres femmes lavent de l'orge dans les ruisseaux, puis le font sécher sur les toits, pour *la* farine d'orge grillée et la bière. Aux *points d'eau c'est une* queue interminable. Dans les échopes, de grosses mottes de beurre jaune cousues dans des peaux de chèvre, des sacs de thé à saler, des abricots séchés qui poussent ici à 3 000 mètres, *des petits pains de sucre brut*.

Au milieu d'un champ, un corbeau perché sur un vieil âne dans le vide du paysage tibétain. Le bétail dans les rues a l'air *aussi* humain que les hommes ; à la place de cloches les vaches *ont des talismans autour* du cou. Pour les tirer, des cordes en laine tressée... Des *marchands* de branches de genévrier utilisées comme en*cens arrivent avec un vieux car*, d'autres amènent de grosses jarres de terre cuite pour la bière d'orge des fêtes qui durent tout l'hiver. Les bijoutiers dans *ce paysage presque sans végétation* semblent vendre des fleurs minérales. Même le plus pauvre paysan achète de très beaux tapis de laine, c'est leur *seul luxe, avec les bijoux, portés* aussi par les hommes.

Un vieux boutiquier passe son temps à lire des textes sacrés au soleil. Il neige sur l'Himalaya depuis deux jours. Leh est coupée du monde. Des milliers de pics couverts de neige avec leurs lacs au milieu, verts comme les joyaux...

MICHEL JOURDAN.

SOUPE

Une nuit à «l'Étape»

A Toulon, un prêtre accueille, nuit après nuit, les déshérités de la société de consommation. Les effectifs sont en hausse.

RICHARD DARMON

QUAND le soir tombe sur Toulon, ils sont une cinquantaine, tous des hommes, à marcher chacun de son côté vers le même point. Certains ont passé la journée entière à errer dans la ville et le port en attendant la nuit. A moitié ivres parfois. D'autres ont eu l'énergie — et... l'optimisme ! — de chercher un emploi : n'importe quoi, petits boulots, menus services, gros œuvre dans le bâtiment... eux sont prêts à tout pour en sortir. Quelques-uns, sans le sou, sont de passage à Toulon, voyageurs ou chômeurs itinérants qui attendent que commence enfin « la saison » pour être embauchés comme plongeurs dans un restaurant. Aucun n'a où loger cette nuit. Ils marchent donc.

Dans leur foule un peu hagarde qui converge vers l'îlot de la Visitation, beaucoup d'immigrés et quelques « internationaux » habitués aux nuits à la belle étoile : mi-routards, mi-clochards professionnels, ils sont les moins tristes. Deux harkis restent de leur côté, emmurés dans un silence digne et amer. Ils attendent.

Un autre homme au moins peut répondre à cette attente, derrière le grand portail métallique et les hauts murs de l'Etape. Autrefois un couvent, puis une prison. Maintenant l'asile de nuit de la ville de Toulon. Ils arrivent. Se massent. Cet homme, c'est l'abbé Autric. La soixantaine plus qu'alerte. Un visage volontaire adouci par des yeux très clairs et très ronds. Un béret cache ses cheveux gris en brosse. Ancien matelot de la marine nationale, ordonné prêtre en 1950, cela fait neuf ans qu'il a pris en main l'Etape, alors à l'abandon, en achetant 10 francs la clé du portail à un voisin méfiant. Neuf ans que chaque soir la même scène recommence sur le seuil de l'Etape.

A 7 heures précises, flanqué des trois « compagnons » — hébergés de jadis qui l'aident maintenant à faire vivre l'asile, — l'abbé Autric ouvre une porte volontairement étroite, découpée dans le grand portail : « *Bonsoir messieurs !* » Dehors, les casquettes et les grosses vestes se pressent en un murmure impatient. Commence alors ce qu'on appelle ici — parce qu'il n'y avait pas d'autre vocable pour désigner la chose... — l' « alcootest ». « *Une précaution indispensable*, dit l'abbé, *si l'on veut que les hôtes, hébergés et nourris gratuitement, ne soient pas troublés par quelques ivrognes en colère... Il suffit de peu de chose pour que, très vite, les choses dégénèrent...* »

Après avoir énoncé leur nom et, pour ceux qui étaient là la veille, leur numéro de lit, ces hommes entre vingt-cinq ans et cinquante ans vont, un par un, devoir pendant dix secondes, face à l'abbé, lever un pied du sol et se tenir ainsi, humiliante posture, pour prouver leur self-control ! Ensuite, l'abbé, qui les connaît presque tous, les laisse entrer en leur souhaitant bon appétit. L' « alcootest » dure parfois une demi-heure. Quand certains sont trop imprégnés d'alcool, et qu'ils vacillent (trois ou quatre chaque soir), l'abbé leur conseille d'attendre un instant : « *Laisser avancer les autres, et aller respirer profondément ! Cela fait passer la vinasse !* »

L'essentiel

Au deuxième contrôle, on entre ou on reste dehors. 19 h. 30 : la porte se referme. Un homme, furieux de n'avoir pas été admis, commence à lancer des menaces et à se jeter de tout son poids contre le portail métallique... « *Des fois*, dit l'abbé, *certains lancent des bouteilles par-dessus les murs. Il arrive souvent que ceux-là, les plus hargneux et les plus ivrognes, soient armés de couteaux... Quoi faire d'autre ?... Nous sommes le réceptacle de misères insondables !... Par exemple, les médecins découvrent, chez certains, des types de maladies qu'ils n'avaient vues que dans leurs livres !...* »

Une cour à traverser, un bâtiment. Chacun doit alors s'inscrire sur le registre de l'asile, avec ou sans pièce d'identité. Ces hommes, par fierté, déclinent la plupart du temps un métier qu'ils ont eu, ou qu'ils cherchent à avoir... « Maçon, chauffeur, tuyautier, cheminot, menuisier. » Mais aussi « serveur », « saisonnier », « manœuvre », « forain ambulant » ou « intérimaire »...

Dans le réfectoire, ils vont prendre leur place dans la queue qui se forme devant la desserte de la cuisine : un bol de soupe, du ragoût — avec parfois de la viande — du pain, de l'eau et des fruits... On ne quitte pas son manteau, on se regroupe par affinité autour des grandes tables de marbre ébréché mises bout à bout. Ou bien on reste seul, ou à deux, figés face à face dans le silence.

Le repas est pris en un peu plus d'un quart d'heure. Deux, parmi eux, vont débarrasser et faire le ménage de la salle. Chaque soir, on permute. Les autres déposent leurs sacs de plastique ou leur valise à la « consigne » : un petit réduit qui permet d'éviter que ne soient apportées dans les dortoirs trop de marchandises suspectes... Puis ils montent se coucher : des draps, une couverture, un sommier, un matelas. L'essentiel. Bien sûr, la promiscuité.

Vers vingt et une heures, on doit éteindre : qui aimerait encore chuchoter dans le noir ? Cela arrive parfois, avec les plus jeunes. Mais il n'y a pas beaucoup d'incidents à ce propos. De la discipline donc, mais, semble-t-il, indispensable, et en tout cas bien acceptée par les hôtes épuisés. Et, surtout, ce qui est appréciable et assez peu courant, aucune propagande religieuse ou philosophique. Simplement, sans doute par civisme et humanisme, une théorie d'affichettes pour la lutte anti-tabac et anti-alcool ! L'abbé Autric préfère ne rien dire à ses hôtes, ne rien leur demander sur leur passé. C'est l'une des règles de fonctionnement de l'asile. Une autre, plus morale, veut que « *l'on aide les pauvres avec les moyens des pauvres* ». Comme beaucoup d'autres, cette citation est inscrite au feutre sur un mur, dans le bureau de l'abbé.

Les moyens de l'asile de nuit ? Ils reposent tous sur des dons : dons en nature de la marine, avec laquelle l'abbé a gardé d'excellents contacts ; dons des commerçants du marché voisin, qui, de plus, ont signé par dizaines une déclaration selon laquelle ils n'étaient nullement gênés par la présence de l'Etape dans leur quartier — lui aussi menacé par une « rénovation », susceptible, entre autres, de raser l'asile ; dons de la Caisse d'épargne, du patronat varois, du Secours catholique et de quelques autres organismes, dont le montant annuel ne dépasse pas facilement les 7 000 francs... Des dons privés aussi, symboliques, et enfin l'octroi, par le bureau d'aide sociale de la ville, de six mois de SMIC à l'un de ses compagnons, bénévole à plein temps le reste de l'année.

Un diable

Quand tout le monde est couché, l'abbé Autric et ses trois compagnons dînent ensemble dans la cuisine en n'omettant jamais de dire, debout devant la table, cette petite phrase en guise de « prière laïque » : « *Renouvelons notre engagement de travailler pour ceux qui sont dans le besoin.* » Une heure après, l'abbé rejoint son bureau et ses dossiers. Il se met à un autre type de travail... Depuis cinq ans, il se bat en effet pour que le bâtiment de l'asile soit conservé lorsque l'îlot sera rénové : après avoir fait évacuer une centaine de familles, dont certaines ne sont pas encore relogées, la municipalité de Toulon continue de faire des promesses évasives sur le logement des travailleurs migrants et sans foyer. Aucune décision administrative officielle ne semble avoir été prise et publiée, concernant l'asile. On promet cependant à la mairie que, une fois détruit, l'asile de nuit sera reconstruit à neuf dans le même îlot : « *Un asile différent*, dit M. Joseph Valverde, derrière son bureau d'adjoint au maire pour les affaires foncières, *un asile enfin digne de la ville de Toulon...* » Un programme que l'abbé Autric conteste, vu la conformité de son établissement aux normes en vigueur, et son intérêt historique : un ancien couvent datant de 1632. « *Pourquoi détruire du solide, pour reconstruire ?* »

Craignant d'être mis un jour devant le fait accompli d'une promesse non tenue — « *la déclaration d'un élu n'a pas de valeur administrative...* », — « M. l'abbé », comme disent ses compagnons, passe des heures à enrichir ses dossiers : revues de presse dûment commentées, lettres aux autorités préfectorales, au médiateur même, photocopies des procès-verbaux de réunions du conseil municipal. Avec sa détermination de « Gavot » — ces Provençaux de l'arrière-pays ont la réputation d'être plus entêtés que ceux du littoral, — il ne laisse rien passer. « *On a souvent dit ici*, confie l'abbé Autric, *que je me remuais comme un diable dans un bénitier...* » Un diable lucide et efficace, un rien méfiant : il vient de faire renforcer les fenêtres et les portes de son bureau... « *Tous ces dossiers, vous savez !...* »

A six heures du matin, réveil et douche : les hôtes remettent la serviette qu'on leur avait confiée et récupèrent leurs affaires personnelles. Après une soupe pour petit déjeuner, un par un, ils sortent dans la cour. A sept heures, on ouvre la porte, puis on la referme. Sans promesse, un jour de plus, ils partent et s'égrainent... ■

MYTHOLOGIE

L'acier et le pouvoir

Les grandes décisions économiques sont le résultat d'un système de relations entre l'Etat et les industriels. Dans le cas de l'acier, l'étude d'un sociologue montre que ce système repose sur une mythologie soigneusement entretenue. Et qu'il est étroitement clos.

YVES AGNÈS

DE vastes opérations économiques, menées à grands frais avec l'argent public, se soldent parfois par des catastrophes financières. Le « scandale » des abattoirs de La Villette, l'épuisante épopée du « Concorde », le « désastre » de la sidérurgie française sont parmi les exemples récents les plus frappants. Ne pouvait-on prévoir ? Enrayer des décisions hâtives ? Les adapter ?

On peut suspecter d'emblée le pouvoir en place de corruption et de cynisme dans la confusion des intérêts publics et privés. Ou bien accuser des technocrates incapables. La conjoncture économique a sa part de responsabilités. Mais, plus profondément, n'est-ce pas la manière dont sont opérés les choix, prises les décisions dans les hautes sphères de l'Etat qui est en cause ? Comment fonctionnent les relations entre les industriels et l'administration ?

Jean Padioleau, sociologue, professeur à l'ESSEC, aujourd'hui à la Brookings Institution à Washington a cherché la réponse pour la sidérurgie, à la demande du Commissariat général au Plan. Son rapport s'intitule ironiquement : « *Quand la France s'enferre ; le bon fonctionnement du système sidérurgique (1945-1976)* ». Il a été réalisé en toute indépendance à partir de nombreuses sources publiques ou confidentielles (notamment des interviews de hauts fonctionnaires ou de banquiers et des documents administratifs). Il ne porte pas de jugements de valeur sur les décisions prises en matière sidérurgique mais éclaire le fonctionnement d'un véritable « système » aux lois étranges.

Mission sacrée

L'acier est à la fois un mythe et une mystique. C'est le symbole et de la puissance et de la prospérité. La nation se reconnaît dans son industrie sidérurgique, dont les intérêts sont confondus avec les siens. Cette croyance n'est pas discutable et n'est pas discutée. En elle se retrouvent les dirigeants politiques de la majorité comme de l'opposition, les syndicats ouvriers, la presse et l'opinion publique. Le parti communiste lui-même participe totalement à ce consensus ; ainsi, dans un article de *l'Humanité* du 28 mai 1971, le quotidien du P.C. affirmait : « *La France a à la fois besoin de Dunkerque, de Fos et du développement de la sidérurgie en Lorraine.* » Rien d'étonnant à ce que les sidérurgistes eux-mêmes se sentent investis d'une mission sacrée.

Cette « gangue symbolique », selon l'expression du sociologue, enserre les acteurs du système. Un cercle très étroit de dirigeants : ceux de l'Etat (Elysée, Matignon, ministères concernés), ceux des grandes sociétés sidérurgiques et ceux de la chambre syndicale de la sidérurgie française, à la fois organisme technique et négociateur pour le compte des maîtres de forges. Un accord fondamental entre tous les acteurs domine l'histoire moderne de la sidérurgie française : l'impératif de la production à coups d'investissements, fût-ce au prix de la rentabilité. « *Bien que le secteur sidérurgique demeure une industrie privée*, écrit J. Padioleau, *les critères normaux de la rentabilité sont ici dans la sphère de l'ailleurs (...). En fait, l'impératif de la capacité de production déborde la notion d'objectif ou de but pour se muer en principe, c'est-à-dire tout à la fois une cause originelle, une proposition première et une règle d'action. Un principe ne se démontre pas, il s'impose.* » Dans une interview, en 1957, Jacques Ferry, alors président de la chambre syndicale, déclarait à propos d'une éventuelle pause dans la croissance : « *La question ne devrait même pas se poser.* » (Cité dans *l'Expansion*, juin 1979.)

Le système acquiert par là une logique implacable, une cohérence. « *L'acier est un attribut de la puissance moderne ; la France est une puissance moderne ; donc il nous faut une sidérurgie digne de la France.* » Et non, selon les canons du néo-capitalisme : « *la sidérurgie est une industrie comme les autres soumise à la règle du profit ; des entreprises veulent faire des affaires ; elles produisent de l'acier dans la mesure où le rapport est satisfaisant* ».

A la française

Dans ces conditions, le recours à l'aide de l'Etat n'est pas seulement nécessaire, le moment venu ; il va de soi. Au cours d'un conseil restreint réuni le 3 janvier 1964, qui préfigure la politique suivie par la suite, le premier ministre de l'époque, Georges Pompidou, donne acte aux sidérurgistes que le contrôle des prix (à l'intérieur d'une Communauté économique du charbon et de l'acier où existe une liberté des prix) imposé par l'Etat a pu leur être défavorable. Selon le compte rendu de cette réunion, il « *reconnaît que la responsabilité des pouvoirs publics n'est pas tellement étrangère* » au déficit des entreprises. Cette prise de position annonce un engagement de plus en plus important pour soutenir une industrie dont on reconnaît implicitement et explicitement le caractère « d'intérêt national » : le plan professionnel de 1966 en est la traduction.

Comment vont alors s'établir les relations à l'intérieur du système ? Entre le dirigisme prôné à l'époque par le ministre des finances Valéry Giscard d'Estaing et le libéralisme classique, Georges Pompidou choisit une « troisième voie », une voie « à la française », une « *procédure globale passant par un groupement professionnel* ». Le plan professionnel de 1966, qui fait de la chambre syndicale l'interlocuteur privilégié de l'Etat, définit les rôles. Par la suite, respectant scrupuleusement le scénario, chacun des acteurs va jouer le sien et respecter celui de l'autre.

Mais, écrit J. Padioleau, l'attention se porte « *tout d'abord sur le principe et sur les modalités de l'intervention de l'Etat. Ce faisant, l'on ne s'interroge guère en profondeur sur le bien-fondé des options industrielles et commerciales* ».

Toutes les relations entre l'Etat et les sidérurgistes vont donc tourner autour des aides financières. Non pas sur le mode d'un face-à-face Etat-sidérurgie, d'où résulteraient une négociation et une tension permanente, mais sous forme d'une véritable coopération.

Les fonctionnaires et les politiques sont ainsi en position de faiblesse, en particulier parce qu'ils n'ont pas les moyens d'expertise ou de contre-expertise appropriés. « *Malgré les talents qu'elle affiche ou qu'elle revendique*, écrit l'auteur de l'étude, *la haute administration se trouve, en matière d'expertise, dans une position de dépendance vis-à-vis des autres acteurs dominants du système sidérurgique. Pour la plupart, les données dont usent les commissions du Plan et les services du Trésor et du ministère de l'industrie proviennent directement ou indirectement de la chambre syndicale.* »

Tout cela explique en partie pourquoi les décisions prises en commun par l'Etat et les sidérurgistes sont davantage des applications d'une espèce de programme préétabli, et comme « allant de soi », que les conséquences de choix économiques remis en cause avec la conjoncture. C'est ce que l'auteur appelle des décisions « cybernétiques », c'est-à-dire en fait des réactions réflexes et non des choix entre plusieurs options.

La mise en œuvre du complexe sidérurgique de Fos-sur-Mer va au-delà de ce schéma. Dans un premier temps, le « politique » a conçu l'opération ; mais, ensuite, les sidérurgistes ont utilisé à leur profit l'occasion et se sont appuyés sur cette volonté manifestée au sommet. La décision de faire Fos n'est pas, au départ, une décision propre au système sidérurgique. Elle répondait à un « impératif national ». L'idée des pôles de développement industriel dans l'aménagement du territoire, alliée à une vaste stratégie méditerranéenne, commande cette réalisation. C'est un « *acte volontaire* » qui « *anticipe sur les décisions des industriels* », reconnaît une note d'un haut fonctionnaire (décembre 1973). Mais Fos ne pourra se réaliser qu'avec une industrie sidérurgique, dont on attend (sans trop y croire) qu'elle pourra entraîner le développement d'une industrie induite.

Irréversible

En fait, l'analyse détaillée de l'histoire de Fos montre que les sidérurgistes, acquis, dès le début, à l'idée de créer une nouvelle usine littorale — ont hésité jusqu'au bout entre Le Havre et Fos pour son installation. Ils ne joueront — avec réticence — le jeu de Fos que parce qu'ils auront ainsi l'assurance que l'Etat « mettra le paquet » pour cette opération. Bien que l'on sache déjà, à l'époque, que la rentabilité d'une nouvelle usine sidérurgique est liée à l'industrialisation du Sud-Est, et que les effets induits sont pour le moins incertains, l'analyse économique s'efface devant le souci politique. Fos devient « la grande affaire de la nation », surtout pour un Georges Pompidou qui rêve à la fois d'une domination économique sur le bassin méditerranéen, et de laisser à la postérité quelques modernes cathédrales.

La décision de faire Fos ne sera pas discutée non plus en raison de cet impératif « stalinien » de la production men-

Milliards

Septembre 1978. Le drame est consommé. La sidérurgie française est en faillite. La production s'est effondrée, on annonce la supression de vingt mille emplois en deux ans, l'endettement de la sidérurgie dépasse depuis deux ans le chiffre d'affaires réalisé... Face aux maîtres de forges et à leur puissante chambre syndicale, que préside Jacques Ferry, le gouvernement de Raymond Barre change de cap. Un plan de sauvetage est décidé, mais l'Etat, cette fois, s'assure le contrôle des grands groupes sidérurgiques, directement et par le truchement des banques nationalisées et des organismes de crédit (*le Monde* du 22 septembre 1978).

Le plus gros effort, une fois encore, est supporté par les deniers publics. Et quel effort ! Dix milliards de francs du Trésor sur cinq ans pour alléger l'endettement des sociétés, plus 22 milliards de francs d'emprunts jusqu'en 1984... Les experts avancent le chiffre total de 40 milliards de francs pour « éponger » le trou.

Ils s'ajoutent en fait aux aides déjà accordées par le passé, qui étaient loin d'être négligeables : 2,8 milliards de francs en 1966 sous forme de prêt du F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) à l'occasion du « plan professionnel » ; 2,65 milliards de francs en 1971 et 1973 pour la réalisation de Fos et la modernisation des aciéries lorraines ; 1 milliard de francs en 1976 pour renflouer les comptes d'exploitation d'Usinor, Sacilor et leur filiale de Fos, Solmer, mis à sec par une chute de production de 20 % en 1975 conjuguée avec un effondrement des prix. Si l'on ajoute la « facture sociale » du plan de redressement, on mesure l'ampleur de l'échec et le traumatisme provoqué dans tout le pays. De nouvelles équipes dirigeantes sont installées et l'on inaugure une nouvelle politique, plus conforme malgré les apparences (contrôle et aide massive de l'Etat) à la doctrine libérale du gouvernement en place. Désormais, affirme-t-on, les entreprises sidérurgiques réactivées devront faire face par elles-mêmes.

tionné plus haut : *produire*, encore et toujours plus. A l'époque, le plan professionnel de 1966 a réussi, l'acier prospère et les sidérurgistes lorrains doutent de l'avenir de leur région : les mines de fer lorraines n'apparaissent pas compétitives, en raison de leur faible teneur en minerai. Toutes les conditions sont réunies et le journal *les Echos* peut écrire : « *La décision de créer une nouvelle unité s'est imposée à tous sans discussion* » (1er février 1970). Une fois celle-ci prise, on ne reviendra jamais en arrière : c'est ce que J. Padioleau explique par la « *contrainte de l'irréversibilité* ». *On s'est engagé, donc il faut continuer quoi qu'il en coûte*. Et on sera d'autant moins enclin à reculer que la décision aura été prise au sommet de l'Etat.

En 1972, un ministre écrit à l'un de ses directeurs : « *En raison de l'importance qu'attache le président de la République* (Georges Pompidou à l'époque) *au projet de Fos, veuillez...* ». Attitude désormais courante dans les instances dirigeantes de l'administration. Les industriels et l'Etat mettront un point d'honneur à tenir les délais de construction et de production de Fos « *dont la grande presse célébrera les réalisations* ».

« *Dans l'exemple de Fos*, conclut J. Padioleau, *les actions ou les gestes baignent dans l'espérance d'effets magiques réducteurs d'incertitudes ou grisants de défi.* »

Les choix faits répondent très peu à des motifs de rationalité économique. D'autre part, les sidérurgistes jouent avec maestria leur rôle, renvoyant sans cesse l'Etat à des responsabilités que celui-ci est contraint d'assumer. Parfois ils tirent la sonnette d'alarme, parfois ils font traîner les choses. L'administration et les « politiques » apparaissent dans ce jeu comme la souris dont s'amuse le chat, alors qu'on s'attendrait à les voir dans un rôle d'arbitre.

La partie que jouent alors les sidérurgistes est remarquable. D'un côté, on accélère Fos, on engage à fond l'irréversible. De l'autre, on manie le chantage à l'emploi et on laisse planer la menace d'une crise régionale si l'on ne prend pas des mesures pour moderniser les aciéries lorraines. Le 28 janvier 1972, M. Roger Martin, P.-D.G. de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (propriétaire à cette époque de 11,8 % du capital de Wendel-Sidelor), lâche : « *L'Etat seul est maintenant maître du jeu.* » L'Etat obligera certes Usinor à sauver le projet de Fos en rentrant dans la SOLMER, mais, en même temps, il devra réengager des crédits et pour Fos et pour la Lorraine. D'un côté il ne peut plus reculer, de l'autre il est obligé d'avancer. Nous sommes fin 1972-début 1973 : les élections législatives ne sont pas loin. L'Etat est piégé.

Et ce n'est ni la première ni la dernière fois ! Le président de la chambre syndicale lance ainsi auprès des petits épargnants des emprunts acier, garantis par l'Etat. De tels emprunts, d'une part renforcent le consensus national autour de la sidérurgie (l'acier c'est la France), d'autre part créent « *un public d'épargnants auquel l'Etat ne peut être insensible au cas où l'industrie frôlerait la banqueroute puisque la puissance publique apporte sa garantie* ».

Ficelé

« Ficelé » dans un système auquel il est étroitement incorporé, l'appareil public a peu de liberté de jugement et d'action. Le système ne peut être contesté, d'abord en raison du « consensus » existant entre les principaux acteurs, mais aussi avec leurs partenaires extérieurs. Les syndicats, en effet, « *soutiennent en permanence le principe de l'aide de l'Etat, et de facto ils participent aux efforts d'autres membres du système sidérurgique, comme ceux de la chambre syndicale. A l'occasion, celle-ci ou des industriels forment des coalitions avec les représentants ouvriers, ou ils les mobilisent* ». Des « alliés objectifs », en somme.

Pas plus que les organisations ouvrières, la presse ne joue, en général, de rôle contestataire. Elle répercute, le plus souvent, les discours officiels (de l'Etat ou des sidérurgistes). « *Sans que l'on puisse accuser les journalistes d'être à la solde des sources institutionnelles, l'aptitude qu'ils manifestent est celle d'une habitude à recevoir plus qu'à provoquer des informations* », lit-on dans l'étude. Quant aux parlementaires et aux membres du Conseil économique et social, leurs interventions — tous partis confondus — vont toujours dans le sens d'un engagement accru de l'Etat.

Le « système sidérurgique » lui-même se caractérise, en outre, *par son incapacité à revenir* sur une décision prise pour l'adapter à la conjoncture, ou simplement parce que des choix hâtifs peuvent se révéler inadéquats. Aux raisons déjà évoquées s'ajoute la paralysie de la haute administration. On ne remet pas en cause une convention, une opération. « *Les activités de la haute fonction publique*, écrit Jean Padioleau, *relèvent en général beaucoup plus d'un rituel que de conduites d'adaptation.* » Et de citer notamment en exemple un accès d'humeur d'un fonctionnaire de l'ENA qui griffonne avec rage sur un dossier de prêt de la première importance : « *X se fout de nous* », « *dossier incomplet* », « *prévisions de résultats complètement fantaisistes* » ; puis calligraphie sur le document : « *Avis favorable...* » Ainsi, d'une manière générale, les fonctionnaires s'en tiennent « *à l'exercice strict de leurs compétences reconnues* ». Et, à vrai dire, trop étroitement définies pour qu'il puisse en être autrement.

Les habitudes de l'administration alliées aux contraintes du système lui-même créent un carcan de formalisme dont joue en particulier la chambre syndicale. Le plan professionnel de 1966 a défini des rôles, il s'agit de les respecter.

L'inadaptation de l'appareil d'Etat est accentuée par ce que J. Padioleau appelle « *l'absence de concurrence bureaucratique* ». Non qu'il n'y ait ni conflits ni querelles d'influences entre les services de l'économie et des finances, ceux de l'industrie, le commissariat général du Plan, etc. Mais ces dissensions portent rarement sur les choix de la politique industrielle. Parce que contester des décisions ou proposer des solutions de rechange c'est prendre des responsabilités. En fait « *l'idée même de politiques concurrentes ne circule pas dans le système sidérurgique* » et « *pour les bureaucraties d'Etat qui y sont présentes il vaut mieux être partenaires — ce qui n'exclut pas les crocs-en-jambe — que concurrents* ». Pour l'auteur de l'étude, de telles pratiques conduisent à des « *jeux pervers* ». Car c'est précisément parce que ces fonctionnaires sont de très bons hauts fonctionnaires qu'ils ont ce type de comportement. Ils appliquent une règle du jeu et des décisions prises au-dessus d'eux qu'il leur est impossible de corriger.

Les cartes entre l'Etat et les sidérurgistes sont d'autant plus biseautées qu'ils ont une conception fort différente de « l'intérêt national ». Pour les sidérurgistes, l'aide de l'Etat s'apparente à un troc : en échange d'argent, je m'engage par contrat à lancer telle opération, tout en gardant mon autonomie d'entrepreneur privé. Pour l'administration — les interviews des hauts fonctionnaires l'établissent clairement — l'argent public est davantage une « créance ». Les sidérurgistes doivent faire non seulement ce à quoi ils se sont engagés, mais davantage. Le mieux possible, dans l'intérêt des citoyens, de la nation, et, non *dans* le leur propre.

Il y a de ce fait une ambiguïté — plus : une incompréhension de fond — entre les principaux acteurs du système. L'intérêt général pouvait-il être confondu dans la pratique avec celui de grands groupes privés ? Lorsque les rapports se détérioreront, une fois que Fos sera construit et que la sidérurgie s'enfoncera dans la crise, il faudra bien enfin définir de nouvelles règles du jeu.

En tapinois

Le système fonctionne en vase clos. Tout se passe dans le secret des bureaux : les études et les échanges de lettres restent confidentiels. Il n'y a aucun débat ouvert en direction de l'opinion. « *En France*, remarque l'auteur, *plus les gouvernants s'engagent avec des agents industriels privés, plus les chances sont grandes que l'appareil d'Etat refuse les débats ouverts, contradictoires et concrets.* » Et il note plus loin : « *Le face à face en tapinois industries-Etat favorise les chances d'erreurs.* »

Contrairement à l'opinion répandue parmi les hauts fonctionnaires qui « *éprouvent le sentiment d'avoir les mains libres et en particulier celui de ne pas subir le tintamarre et le amphigouris de la plèbe et des élites rivales* », ce secret fait de l'Etat le prisonnier du contexte dans lequel il s'est lui-même placé. Il enlève aux pouvoirs publics un moyen de pression sur les industriels. Ceux-ci seront bien sûr les derniers à mettre leurs problèmes sur la place publique... L'examen institutionnel et fonctionnel peut rejoindre ici une analyse plus politique. L'auteur de l'étude ne s'y aventure pas.

De même, l'auteur passe sous silence — ce n'était pas l'objet de l'étude — les terribles à-coups de conjoncture, qui dévastent cette industrie depuis six ans, et, après une accalmie de deux ans, qui viennent encore ébranler l'industrie européenne de l'acier, sur le bord de la faillite dans certains pays (*le Monde* du 19 septembre 1980).

Il ne faut pas oublier qu'en 1973, par exemple, les meilleurs experts mondiaux, notamment les Japonais, prévoyaient une dangereuse pénurie d'acier en 1980, et que le principal problème était de savoir comment les investissements nécessaires pourraient être financés. Le formidable renversement de tendances, qui s'est opéré en 1974, a pulvérisé tous les pronostics, mais la durée de mise en œuvre des installations sidérurgiques est si longue, que le tir ne peut être rectifié que bien trop tard. Ajoutons que d'un commun accord pouvoirs publics, maîtres de forges et syndicats ont repoussé les suppressions d'emplois inévitables (40 000, voir *le Monde de l'économie* du 14 décembre 1976), ce qui a rendu la chute d'autant plus dure.

En démontant les mécanismes complexes des prises de décision, l'auteur se place seulement du point de vue de la rationalité des choix. Et c'est déjà assez eclairant. ■

MADAGASCAR

Des matches de théâtre

Dans la banlieue de Tananarive, des paysans s'affrontent chaque dimanche à coups de chants et de danses, à deux pas d'un théâtre neuf. Et quasi vide.

CLAUDE-HENRI BUFFARD

TANANARIVE, Isotry (prononcer : « *Ichoutre* ») est un quartier périphérique où sont venus finir leur course ceux qui se sont heurtés au mirage de la capitale : le pêcheur Vezo, le paysan Mahafaly ou le berger Antandroy (1). Les circuits touristiques l'évitent donc soigneusement et peu d'Européens, même coopérants, osent y circuler. Le « vasaha » (étranger), si respecté ailleurs, et notamment sur les côtes, sait que, sur ce coin du haut plateau malgache, les regards insistants qu'on pose sur lui ne sont pas de pure admiration. De là à s'imaginer qu'ils ne sont qu'hostilité, il y a un pas que franchissent allègrement les coopérants qui veulent faire visiter l'île aux touristes. « *Vous allez voir les hira-gasy (2) ? Méfiez-vous ! N'emportez rien ! Laissez vos sacs et vos portefeuilles.* » Le visiteur fraîchement débarqué et qui prend le risque, accompagné d'un guide-interprète, se retrouvera seul Européen dans la foule.

Les hira-gasy sont sans doute trop récents pour être considérés comme une manifestation folklorique, à l'image du sacrifice rituel du zébu.

Ils se déroulent à l'intérieur d'un hangar en retrait de la rue principale d'Isotry. On y accède par un petit pont et des rues de traverse boueuses. Et, comme chez nous dans les petits bals de campagne, l'entrée est autorisée d'un coup de tampon sur l'avant-bras.

La lumière du jour pénètre avec peine par des espaces ménagés entre le haut des murs et le toit. Avant que le match ne commence, les supporters des deux équipes, deux mille personnes environ, chauffent la salle, qui n'en aurait vraiment pas besoin. Au mur, une pancarte bilingue à la syntaxe audacieuse : « *Il est formellement interdit de cracher contre les murs, le mettre dans les seaux placés par terre.* » La fête commence à 9 heures du matin. Elle durera, sans interruption, jusqu'à 5 heures de l'après-midi.

Chaque équipe représente un village du plateau, un village au nom qui n'en finit pas comme Ambohimangakely ou Ambohitrimantaka ou encore Ambatohirahavavy. Pour commencer, une trentaine d'hommes et de femmes, de tous âges, en costumes traditionnels, prennent possession du plancher central et entament un chant ou une danse, le hira-gasy proprement dit. Pour l'étranger, c'est toujours d'une rare beauté, les chants surtout, rauques, lancinants, qui sont tour à tour complainte, psalmodie, blues ou mélopée. Pendant ce temps, dans la foule des spectateurs, ce qui apparaît comme un joyeux désordre est en réalité une mise en place précise. Les supporters de l'équipe en piste applaudissent et sifflent à tout rompre, tandis que les autres cherchent par tous les moyens à décontenancer les danseurs. En plus des procédés connus, trépignement collectif, rires à contretemps, chahut incessant, qui ne réussissent pas toujours à prendre le dessus, les spectateurs utilisent le coup de la bagarre dans le public, bagarre feinte qui jamais ne dégénère et où le plus terrible, ce sont les cris des hommes.

Pour mesurer l'effet de la diversion, le plus vieil homme de chaque village, le « rakoto », au milieu des siens, fait office d'indicateur de tendance, manifeste son contentement quand son équipe est en piste, fait mine de s'assoupir avec ostentation quand le village rival prend la place. Si l'attention de l'ensemble du public est ainsi suffisamment dispersée, la troupe abandonne le plancher central à son adversaire, qui, sur le même mode d'intervention, essaiera de garder plus longtemps les faveurs de la foule. Si elle y parvient, elle sera considérée comme vainqueur de la première manche et pourra bisser, trisser parfois, un air ou un pas particulièrement apprécié. Des pièces de monnaie voltigent alors sur le plancher et des billets se froissent discrètement au creux des mains des danseurs venus saluer en bordure des premiers rangs.

Le prix du riz

Ce qui se passe ainsi chaque dimanche dans un hangar d'Isotry inquiète depuis de nombreuses années les autorités malgaches. Les hira-gasy sont considérés comme des foyers de révolte permanente, aux portes de la capitale. Comme le blues, ils expriment au-delà du folklore, le présent et la misère de la vie quotidienne. Ceux d'Ambohimangakely ou d'Ambohitrimantaka recueillent en effet de fantastiques ovations lorsque, à mille lieux des discours sur l'édification du socialisme, ils scandent par exemple que le premier bienfait de la révolution a été de quadrupler le prix du riz quotidien.

Pour essayer de contrôler ces manifestations qu'il serait risqué d'interdire, le gouvernement avait proposé de les accueillir dans un théâtre tout neuf, loin d'Isotry. Le bâtiment existe, aucun hira-gasy ne s'y est jamais déroulé.

Pendant ce temps, au théâtre municipal de Tananarive, on joue le répertoire officiel, comme cette pièce intitulée *Ma patrie*, qui ne déchaîne rien d'autre que le silence respectueux d'une poignée de spectateurs. Et le directeur de la troupe est parfois contraint de demander aux rares « vasahas » qu'il a l'occasion d'accueillir à l'entrée de bien vouloir avoir l'amabilité de rester jusqu'à la fin. ■

(1) Groupes ethniques malgaches.

(2) *Littéralement : chants malgaches.*

REFLETS DU MONDE

INTERNATIONAL Herald Tribune

Lointaine Amérique

M. Laurence Wylie, spécialiste américain de la société française, vient d'effectuer une étude sur la façon dont les manuels scolaires français présentent les Etats-Unis. L'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE rapporte certaines de ses observations :

« *Certaines ne sont guère surprenantes. Les manuels français présentent les Américains comme des gens coupés de leurs racines européennes, privés d'histoire. On décrit l'enfant américain comme le roi de l'american life, un monstre en quelque sorte. (...) Mais on présente aussi l'Américain comme un idéaliste et sa mauvaise conscience comme un héritage du puritanisme protestant. Enfin on prétend que la puissance de la nation américaine est une conséquence directe de l'existence d'un vaste consensus sur les valeurs et les objectifs nationaux (...) Ce jugement, fait par les sociologues américains il y a trente ou quarante ans, est devenu anachronique. L'ébranlement de ce consensus par la guerre du Vietnam et par bien d'autres choses est sans doute au contraire l'événement politique le plus important des deux dernières décennies et la question essentielle de l'avenir des Etats-Unis est de savoir si un autre consensus sera trouvé et lequel. On commence tout juste à comprendre ce phénomène en Europe.* » Mais pas encore dans les manuels scolaires...

OMNI

La guérison des défauts par la couleur

Magnanime, une certaine Amérique travaille à la guérison de l'arrogant président Nixon. C'est ce que rapporte, dans son numéro d'octobre, le magazine futuriste américain *OMNI*. Présentant le plus modeste devis, 9.300 dollars, l'entreprise « Karma Construction » a été retenue pour construire une cuisine et une salle de bains privées dans le nouveau bureau de M. Nixon, à New-York.

« *Nous bâtissons des murs remplis de mantras* », dit la devise de la compagnie. Pour choisir les couleurs des murs, Barry Bryant, le fondateur de l'entreprise, a consulté le mandala bouddhiste du Tibet qui associe chaque aspect de la personnalité à une couleur. La salle de bains sera peinte en bleu et la cuisine en jaune.

« *Le bleu représente la colère et le jaune l'orgueil* », a expliqué Barry Bryant. « *La contemplation de ces couleurs permet à l'homme de transformer sa colère et son orgueil en sérénité.* »

Les travaux ont commencé par une cérémonie de purification. Les vingt artisans de « Karma Construction » ont brûlé de l'encens, chanté des mantras et accompli des gestes symboliques. Dans les murs, ils ont caché des pages d'écriture ancienne ainsi que des reliques chinoises et tibétaines scellées dans des sacs de plastique.

LE SOIR

Un taxi pour handicapés

Le journal bruxellois LE SOIR rapporte que : « *Le monopole du légendaire taxi jaune new-yorkais est menacé par un nouveau modèle présenté vendredi à Montréal par un carrossier qui a conçu une sorte de fourgonnette basse sur roues d'une hauteur de toit supérieure à la moyenne. Elle pourra accueillir sans encombre un handicapé dans sa chaise roulante, ou un bébé dans sa poussette, ainsi que leur accompagnateur.*

» *Dans des conditions normales, trois personnes pourront s'asseoir de front sur la banquette et deux autres sur les strapontins. Le chauffeur sera séparé des clients par une cloison vitrée verrouillable. Non négligeable : la consommation de ce prototype, fruit de trois ans de recherches et de mise au point, sera « raisonnable », de même que son prix puisqu'il devrait avoisiner les 15.000 dollars (c'est-à-dire 60.000 F environ)* ».



bulletin hebdo

Des effeuilleuses... effeuillées

Le bulletin hebdomadaire suisse CRIA constate que « *les vignerons vaudois sont préoccupés. Non seulement par la date des vendanges qui, des plus tardives cette année, empêchera les jeunes Suisses alémaniques de venir prêter main forte aux Romands (il est question de congés scolaires, voire de classes fermées en temps utile pour mener à bien la récolte), mais aussi par certaines pratiques douanières. Le président de la fédération trouve bizarre de faire passer à la fouille sanitaire les effeuilleuses se présentant à la frontière italienne, alors qu'on laisse entrer en Helvétie hippies et autres chevelus sans contrôle aucun. Comment se fait-il que les effeuilleuses françaises n'aient pas à se présenter à la radioscopie mais bien les Italiennes, demande pour sa part un viticulteur ? Le comité de la Fédération vaudoise des vignerons a été invité à intervenir auprès des autorités compétentes pour que cessent ces partiques sanitaires.* »

ASSOCIATED PRESS

Anderson premier devant Reagan...

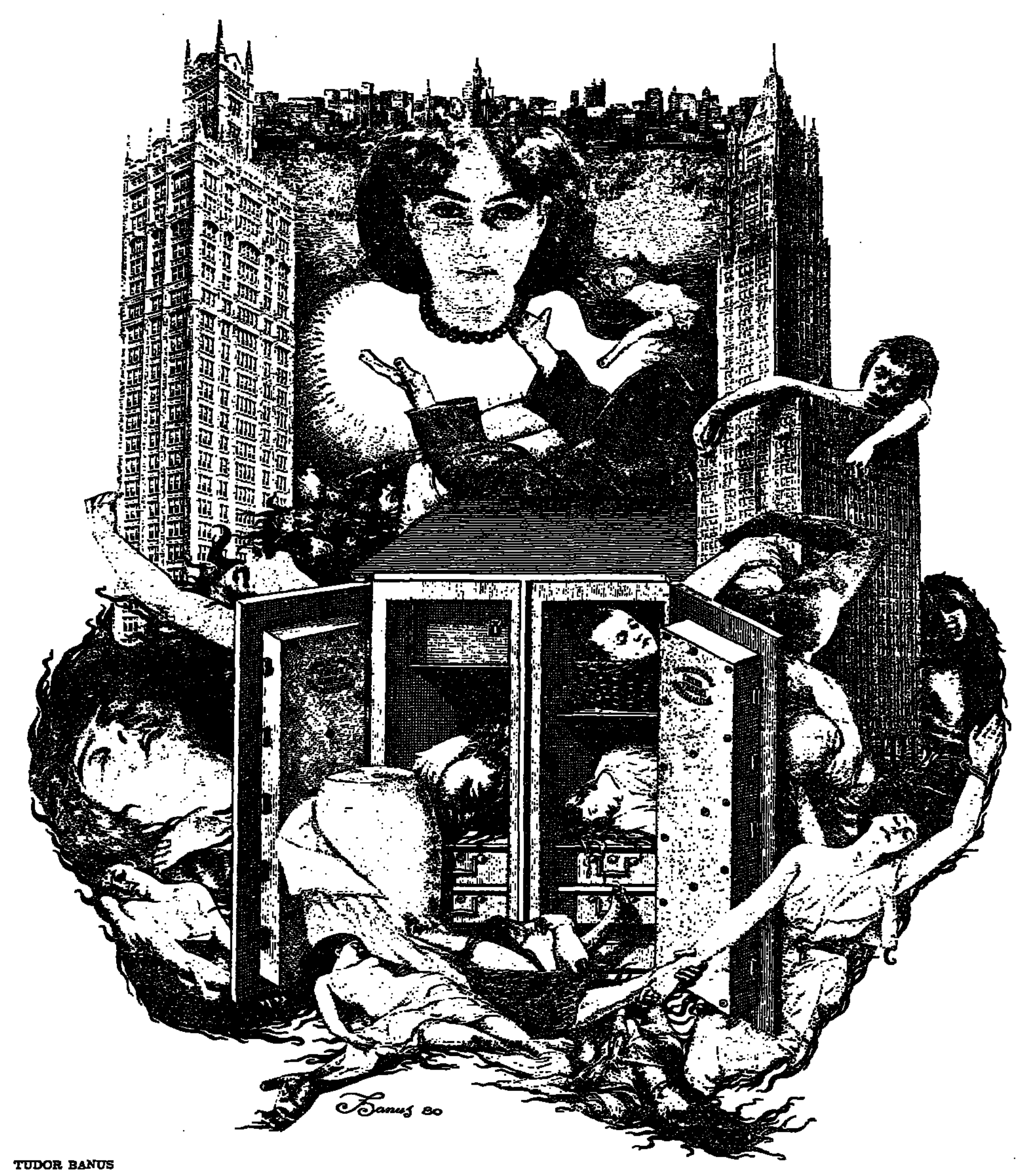
Malgré un second tour hésitant, Anderson a fini premier devant un Reagan qui était plutôt apathique et un Carter qui, parti à la traîne, n'a pu finir que troisième...

Anderson avait bien eu un départ qualifié par les experts de fulgurant, mais un second tour sans force, a bien failli lui faire perdre son avantage.

Heureusement pour lui, Reagan, paraissant, selon ceux qui le connaissent bien, trop sûr de lui, s'arrêtait à tout instant pour se mordre la patte.

Quant au troisième, Carter, en dépit de progrès remarquables dans les derniers instants, il ne put jamais revenir sur ses opposants...

Il ne s'agit pas des résultats des élections américaines du 4 novembre prochain, ni de celui d'un nouveau sondage sur les chances des trois candidats à la présidence, mais de celui d'une course de lézards dans la petite localité de Lizard-Lick, organisée à l'occasion de la foire annuelle, baptisée cette année « les Olympiades de Lizard ».



TUDOR BANUS

NEW-YORK

Father Bruce et vingt mille enfants perdus

Vingt mille enfants de moins de seize ans sont en fugue à New-York. 60 % tombent entre les mains des proxénètes. Un franciscain de choc, Father Bruce, se bat pour en sauver le plus possible.

CATHERINE CHAINE

A NEW-YORK, en plein Times Square, les néons couleur liquide qui annoncent les centaines de *XXX movies, live nudes* et *new sexual perversities* voient passer chaque jour un croisé. Oui sans cheval ni cotte de mailles, mais croisé quand même. Il habite là, au centre du quartier, où prostitution et pornographie rapportent chaque année 1,5 milliard de dollars. Il s'appelle Father Bruce. Franciscain de son état, la cinquantaine mince, chauve et musclée, l'œil bleu faïence très irlandais, il mène depuis dix ans une guerre sainte et sans merci contre la prostitution des enfants.

Tout a commencé en 1969, à 2 heures du matin, quand il a ouvert sa porte à quatre garçons et deux filles entre quatorze et dix-sept ans. En cavale. Ils avaient joué dans un film porno pour se payer une chambre et venaient d'être violés et chassés de chez eux par des drogués. Father Bruce les a fait dormir dans son bureau. Le lendemain, un des garçons amenait quatre amis, le surlendemain il étaient douze et, aujourd'hui ils sont plus de quatre cents, chaque nuit, à trouver refuge chez Father Bruce. Plus dans son bureau, mais dans un des deux immeubles ou des dix appartements que Father Bruce a aménagés pour eux et où ils peuvent, comme la première fois, sonner à n'importe quelle heure de la nuit. L'un des immeubles est au cœur de Times Square où, entre les affiches de films *adult only*, un panneau triangulaire, *Under 21*, attire l'attention. Sous l'inscription, le dessin d'un oiseau posé sur une paume ouverte.

« Il fallait absolument un abri pour les enfants au centre du quartier, explique Father Bruce dans son bureau au sixième étage. *« D'après les chiffres de la police, il y a en permanence vingt mille enfants de moins de seize ans en fugue à New-York et 60 % d'entre eux sont entre les mains des proxénètes de Times Square. Quant aux seize-vingt et un ans, ils sont encore beaucoup plus nombreux à faire le trottoir. »*

Qu'est-ce qui décide un franciscain érudit, professeur de théologie médiévale au Manhattan College à se « colleter » avec les mille cinq cents souteneurs de Times Square ? Qu'est-ce qui pousse un universitaire tranquille à protéger les enfants perdus ? *« Ma vie a changé au milieu d'un sermon en 1968,* raconte Father Bruce. *Mes étudiants aimaient bien mes cours mais en avaient assez de mes prêches de pharisien. Un dimanche où je leur demandais ce qu'ils attendaient pour quitter leurs richesses, leur confort et leur égoïsme, un élève s'est levé pour me dire que je ferais bien de donner l'exemple moi-même. »*



L'invite était claire et Father Bruce a donné sa démission, quitté les pelouses et les bibliothèques du Manhattan College pour s'installer dans le Lower East Side, un des quartiers les plus pauvres de New-York. Dès que les premiers enfants sont arrivés chez lui, Father Bruce a compris que rien n'était prévu pour eux à New-York. Les très rares agences pour l'enfance étaient toutes bondées et incapables de répondre à l'urgence des situations. Les enfants étaient toujours trop jeunes, trop vieux, trop malades, trop bien portants... et les lits de camp étaient chaque jour un peu plus serrés chez Father Bruce. Très vite, il a dû trouver d'autres appartements.

Sa méthode était plutôt expéditive. Avec un commando d'anciens étudiants, il force la porte des appartements squattérisés par les drogués, vide leurs affaires, repeint et installe des enfants avec un ou deux adultes pour veiller sur eux. C'est ce qu'il appelle le « *christianisme musclé* »... Efficace en tout cas : dès la fin de la première année, il a reçu plus de deux mille enfants, réquisitionné sept appartements, enrôlé une cinquantaine de bénévoles.

L'argent

Il se bat pour être reconnu comme association à but non lucratif, habilitée à recevoir des dons de l'Etat et des donations. En 1972, c'est chose faite, et il engage sept sœurs franciscaines à plein temps. En mars 1976, un immeuble de six étages est à vendre à Times Square ; 1 million de dollars. En moins de trois semaines, il a fait « casquer » l'archevêque, les franciscains, la Fondation Charles-Culpeper et beaucoup d'autres, et l'argent est réuni.

En avril, quand il inaugure le centre, tout est installé, mais il n'a plus un sou pour faire tourner la maison. Un journaliste écrit six articles dans le *Daily News* de New-York, et quatre mille lecteurs envoient 50 000 dollars.

En janvier dernier, Father Bruce repère, à côté de Port Authority Bus Terminal, tout près de Times Square, un centre de cure pour drogués abandonné. Trois mois de démarches et de requêtes auprès de l'Etat, et c'est l'échec : l'Etat de New-York veut garder le local. Father Bruce n'a plus qu'un espoir : voir le gouverneur. Il obtient un rendez-vous et dix minutes pour exposer son problème. Le gouverneur l'écoute poliment et, quand Father Bruce rentre dans son bureau, il trouve un message : *« La ville vous loue le local pour 1 dollar par an. »* Il ne lui reste plus qu'à trouver à nouveau 1 million de dollars pour les travaux. Question de routine... Avec cinq cents sermons par an (une dizaine chaque dimanche), il réussit à réunir l'incroyable somme annuelle de 4 millions de dollars et arrive certainement en tête des champions du *Fund Raising* (1) à New-York. Le reste, 4 autres millions de dollars, vient de l'Etat de New-York et des fondations.

Des bêtes traquées

Father Bruce ne déploie pas beaucoup d'effets de style pour convaincre. Il fixe ses interlocuteurs droit dans les yeux avec son regard bleu dur et parle à toute vitesse, comme si le temps qu'il vous consacrait était volé à des choses beaucoup plus importantes. Pas de détours, pas de mélo, simplement la vie des enfants qui arrivent chez lui comme des bêtes traquées.

« Beaucoup trouvent confortable de penser que la prostitution est une transaction comme une autre, entre vendeur et acheteur. S'ils venaient ici, ils verraient qu'il y a des victimes. Le mois dernier, deux filles de seize et dix-huit ans ont été jetées par la fenêtre d'un bordel, une autre a eu les mains tranchées, un garçon de quinze ans a été retrouvé coupé en morceaux. Certains enfants arrivent ici battus, mutilés, torturés, tous à bout de forces. Je n'ai jamais rencontré un adolescent prostitué qui voulait être prostitué, ni un prostitué qui n'ait pas commencé par être un fugueur. Nous essayons toujours de rétablir le contact avec la famille, mais avec seulement 10 à 15 % de succès. Les parents de fugueurs sont souvent chômeurs, alcooliques, très pauvres. »

Under 21

Tout cela, on le sait par cœur, on l'a entendu dix fois, avant d'oublier très vite le sort de ces enfants des villes géantes où tous les commerces sont permis, même celui des corps de dix, douze, quatorze et seize ans. Father Bruce, lui, n'oublie pas et passe la moitié de ses journées à rafraîchir la mémoire des autres. Il parle devant la commission criminelle du Sénat, la commission de l'enfance, la police, les tribunaux, les églises, et, si ses diatribes contre certains spectacles (*Oh ! Calcutta*) ou certaines publicités reflètent un goût pour l'ordre moral assez autoritaire, on ne peut pas ne pas l'approuver quand il parle des enfants.

« Bruce, j'ai deux possibilités : ou je vais avec un client, et je fais tout ce qu'il veut, ou je vole quelqu'un, et je vais en prison ; et j'ai peur d'aller en prison. » « Bruce, donne-moi une raison de ne pas me jeter du pont de Brooklyn », « Bruce, je n'y arriverai jamais », « Bruce, je vais mourir dans la rue. » Ces phrases, Father Bruce les entend toute la journée. Sans formation, sans travail, sans appui, sans un sou, les adolescents qui arrivent à Under 21 ne voient pas comment leur avenir pourrait être meilleur.

A Under 21, ils trouvent au moins un lit, une douche, de la nourriture et un abri contre toutes les agressions. Ils restent une nuit ou deux ans, partent et reviennent autant de fois qu'ils veulent, et, si la moyenne des séjours est de deux à trois semaines, cent adolescents sont actuellement en cure longue et vont au collège. Deux cent vingt-cinq personnes à plein temps, cent cinquante bénévoles à temps partiel, cinq médecins, un psychiatre et six infirmières, des conseillers d'orientation professionnelle se relaient maintenant dans les deux immeubles et les dix appartements ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Une règle absolue : ne jamais poser de question, ne jamais refuser un enfant. Quand toutes les chambres sont pleines, on met des sacs de couchage dans la chapelle. *« Les gens ont toujours dormi dans les églises, surtout le dimanche »*, répond Father Bruce à ceux que choque son dortoir improvisé.

Légal...

« Quand un enfant se prostitue depuis deux ans, il ne change pas son style de vie en quinze jours, mais il commence parfois à entrevoir des alternatives, à se poser des questions, et, souvent, il revient », explique Father Bruce. Depuis 1969, deux mille enfants venus à Under 21 ont définitivement renoncé à la prostitution, mais, pendant ce temps, des milliers d'autres sont tombés entre les mains des proxénètes ou des industriels de la pornographie, qui les emploient de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes. *« Aujourd'hui, plus de cinquante sex-shops à New-York vendent en toute liberté des brochures de photos montrant des actes sexuels avec des enfants, bestialité incluse. Il y a dix ans, c'était impensable »*, raconte Father Bruce. *« Aujourd'hui, des enfants travaillent dans des peep-shows* (2), *et, dernièrement, les policiers m'ont amené un enfant de dix ans trouvé dans un bordel. Les clients le payaient en jouets. »*

New-York 1980. Un juge vient de rendre un non-lieu dans le cas d'une prostituée de treize ans et demi et d'un client de quarante ans. Pour lui, il n'y a eu qu'un acte de *« délassement sexuel et une relation commerciale »*. Rien de plus légal, donc.

New-York 1980. Les couleurs fluo des néons de Times Square sont lugubres, et le silence, l'indifférence, glissent sur le drame des enfants. ■

(1) La collecte de dons.

(2) Endroit où pour 25 cents on voit un film pornographique d'une minute et demi avec une fille nue devant l'écran qui fait des plaisanteries obscènes et invite les clients à se masturber.



Entretien avec Yann Paranthoën, ingénieur du son

Yann Paranthoën a *quarante-cinq* ans, il travaille comme technicien *à la* Maison *de la radio* depuis vingt-trois ans. Ses parents bretons voulaient faire de lui un instituteur ou un marin d'Etat. Il navigue cinq ans comme radariste, puis *vient travailler à Paris où il trouve* une place de vendeur dans un Prisunic. Plus tard, il se retrouve par hasard à la Maison de la radio et travaille comme opérateur pour des réalisateurs et des *auteurs*, notamment sur France-Culture. Vers 1957, *tout en assurant son travail* professionnel, il commence à réaliser tout seul, en dehors des structures de travail classiques, des émissions « sonores » : dans **Un petit chariot pour la Grande Ourse**, il se sert de jouets d'enfants pour *faire entendre les bruits de la guerre* ; dans **l'Or rose, la Tour Eiffel B, Lettre ouverte, les Vacances de Monsieur Polmar**, il ne traite plus que de *sujets bretons : l'attentat* de Roch'Treludon, la marée noire, le parcours d'une lettre partie de la gare Montparnasse, etc.

Questionnaire pour Lesconil a reçu cette année le prix Italia des documentaires de radio Il y a cinq *ans, Murray Schafer, chercheur* canadien, avait réalisé une enquête dans cinq villages d'Europe afin d'étudier le « *paysage sonore* » qui caractérisait chacun d'entre eux. Parmi ces *villages, figurait* Lesconil, en Bretagne. Yann Paranthoën a *eu* l'idée de confronter les résultats du travail de Schafer et le point de vue des pêcheurs. Il leur a fait entendre le « questionnaire de Schafer (« **à quand remonte la première radio, la première voiture, le dernier cheval de poste** », etc.) et ses commentaires enregistrés sur magnétophone à partir d'un entretien réalisé par Pierre Tardy.

Yann Paranthoën a, à son tour, enregistré les réponses des pêcheurs et les bruits du village. Il a effectué ces enregistrements en stéréophonie et en monophonie : *« **la stéréophonie, dit-il, traduit un son brillant, éclatant, la monophonie un son retenu, nostalgique** »*. Au montage, il a entremêlé, parfois juxtaposé, les sons stéréophoniques et monophoniques. L'effet est *encore* accentué par la juxtaposition *de trois langues, l'anglais de Schafer* et le français ou le breton des habitants de Lesconil, ainsi que par un jeu de traduction.

On ne doit pas s'attarder trop sur ces procédés. Ce que l'auditeur entend, ce n'est pas seulement *un travail technique d'une invention* et d'une perfection exceptionnelles, c'est surtout un rythme et une forme totalement accordés à leur objet, un son granitique et marin, des *voix incarnées*.

Les paroles sont lentes et rauques dans les maisons, hurlantes à l'arrivée des bateaux ou à la *criée*. Les sons dessinent le port dans tous ses détails, montrant la *mer, la plage, les rochers*. Les paquets de vagues arrivent droit sur l'auditeur, l'auditeur voyage : il ressent toutes les impressions, les chocs, les éblouissements d'un pro*meneur. Mais d'un promeneur immo*bile, comme pétrifié, découvrant que son paysage quotidien est devenu mythologique.

Dans le *bruit* assourdissant des objets mécaniques, dans l'atmos*phère du travail*, de la *pêche* et de la vente, il reconnaît progres*sivement la voix humaine, c'est-à-dire* sa propre voix : un son toujours ancien, primitif, qui donne sens à toute chose et qui transforme les bruits de la vie moderne *en paradis*. — B.A.

Le tailleur de pierre

BRIGITTE ANDERSEN

« *Je fais* des émissions sans texte et sans musique, dit Yann Paranthoën. Pour moi, la radio doit s'écarter de l'écrit, sous peine de faire seulement de l'illustration sonore, de l'accompagnement. Je tiens beaucoup à *cette idée*, parce que je trouve que le mode d'expression « *radio* » est beaucoup plus proche de la peinture ou de la sculpture que de tout autre *chose : le son*, c'est *de la couleur* et des *formes*, ce n'est pas du tout du texte, c'est de la pierre ciselée, mise en forme. Un homme de radio, c'est une sorte *de tailleur de pierre*.

» Je dis cela parce que mon père était tailleur de pierre en Bretagne et *que c'est ainsi que* je lui ai expliqué la radio. Réaliser une émission, c'est d'abord extraire de la réalité un bloc sonore qu'on a soigneusement choisi, puis le tailler, *c'est-à-dire faire le montage*, puis le polir au mixage. Durant *toutes ces étapes*, ce qui est déterminant c'est l'élément, la matière première, la pierre *qui répond quand on frappe*, qui donne des indications, qui oblige à prendre une direction plutôt qu'une autre. Et c'est un véritable travail manuel. J'ai tou*jours été persuadé que* la même personne devait concevoir l'émission, enregistrer le son, le monter et le mixer. Pour faire un bon montage, par exemple, il faut *avoir vu* la *personne physique* dont la voix a été enregistrée. Mais ça, c'est une idée qui est combattue par tout le monde.

» Cela ne veut pas dire que je voudrais travailler *toujours* en marginal, comme je l'ai fait pour *Lesconil*. Je tiens beaucoup à pratiquer chaque jour mon métier d'opérateur, à vivre dans le *quotidien* des choses, à ne pas me couper du fonctionnement réel de la radio. Je ne veux pas m'installer dans une fonction de « créateur ».

— *S'il n'y a ni textes ni musiques, dans vos émissions, comment les faites-vous ?*

— Il y a beaucoup de voix, des paroles, des dialogues. Ce qu'il n'y a pas, c'est du texte écrit. Par exemple, dans *Questionnaire pour Lesconil*, les pêcheurs parlent, en *français* et en *breton*, et leurs propos deviennent des sons, parce que je ne les ai pas laissés dans leur continuité, que je les ai placés à côté d'autres sons, à *égalité de valeur avec* les bruits de la mer, des bateaux, du sable, des rochers, des chiens, des voitures, etc.

» *D'habitude, on considère le* son comme un support, un moyen d'illustrer un propos. Alors que pour moi il a la même valeur que le reste. Et le sens n'a pas *tellement d'importance, ce qui* compte c'est le son de la voix, l'accent, l'intonation, toute la matière physique de la parole. Le premier « paysage sonore », *c'est la langue* !

— Selon vous, il y a une incompatibilité totale entre écriture et radio ?

— Non, ce n'est pas ça. J'ai beaucoup de respect pour l'écrit *en tant que tel. Comme opérateur*, j'ai travaillé avec des écrivains comme Ollier, Thibaudeau, Montel. Ils m'ont appris beaucoup de choses. Mais je pense que *les écrivains doivent accepter* qu'un réalisateur de radio ne respecte pas l'ordre de l'écrit, qu'il travaille les textes en fonction des contraintes et des pos*sibilités propres* à *son mode* d'expression.

Spectacles

— Pourquoi êtes-vous si attaché au son ?

— J'ai souvent réfléchi à ça, et je crois que j'ai trouvé la raison. J'ai été élevé par des *parents qui parlaient breton* entre eux et français avec moi. Quand je suis arrivé à la radio, il y a plus de vingt ans, j'enregistrais les personnes qu'il fallait *enregistrer, mais je n'arrivais* jamais à leur parler, j'étais infirme, j'avais l'impression de ne pas avoir les mêmes références que les autres.

» Et très longtemps après, en faisant du montage, j'ai découvert que *la bande* magnétique était au fond pour moi une sorte de compensation, un moyen d'expression vraiment libre, hors école, hors convention. C'est *quelque chose qu'on ne peut pas* enseigner. Demandez à quinze monteurs de travailler sur une même bande : vous aurez quinze résultats différents.

— On peut tout de même éduquer l'auditeur ?

— Oui, bien sûr, on peut donner à entendre. C'était l'idée d'Alain Trutat, quand il a créé les « ateliers de création radiophonique » : réaliser d'authen*tiques spectacles*, qui supposent qu'on fasse autour de soi le noir total, comme au cinéma. Là, la radio peut créer de l'émotion. Il y a une liaison émetteur-récepteur qui s'établit, et, *tout* d'un coup, pendant quelques minutes ou quelques heures, quelque chose *se passe*. Ce n'est pas seulement un phénomène *technique, ça reste inexplicable*, assez mystérieux : ça passe ou ça ne passe pas, comme un jeu d'acteurs un soir de théâtre.

» Il n'y a pas de « beau » son, *il y a* de l'émotion, de la sincérité. L'idée selon laquelle la radio se mesure à son degré de perfection technique, c'est le brouillage des ondes et des esprits. Pierre Schaeffer dit que le travail sonore pourrait être comparé aux réalisations des primitifs, parce que tous deux sont périssables. Je trouve que c'est *très juste. La bande magnétique* est périssable, elle se détériore, elle se détruit. La radio n'est qu'un art fugitif, immédiatement dépensé.

— Peut-on être à la fois un *technicien* et un artisan ?

— La radio actuelle s'oriente de plus en plus vers le « music and news ». Pour moi, cela signifie qu'on refuse d'utiliser l'outil pour ce qui fait sa raison d'être. On n'exploite plus ses possibi*lités. Ce serait cela*, justement, être artisan dans la technique : ce serait exploiter toutes les ressources de l'outil technique, c'est-à-dire le considérer d'abord *comme un outil. C'est tout à fait* possible.

» Je crois que c'est un peu ce dont je parle, *dans Questionnaire pour Lesconil. Je montre que je* ne suis pas d'accord avec la position « écologiste » de Murray Schafer. Pour lui, l'introduction des moteurs dans un petit port de pêche, a produit, du point de vue du son, des nuisances. Le point de vue des pêcheurs est différent : pour eux, les bruits de moteurs sont synonymes de travail, d'activité, de vie. S'il n'y avait pas les moteurs, le port *serait mort. Donc les progrès* techniques ne sont pas seulement destructeurs. Heureusement ! Pour les pêcheurs de Lesconil, les moteurs sont des outils qu'ils *exploitent, pour vivre* : on retrouve la référence artisanale, primitive.

— Quelle est, selon vous, l'originalité de la théorie de Murray Schafer ?

— Bien avant qu'on ne parle *de Murray Schafer*, des gens de radio, comme Pivin, Jentet, Farabet, faisaient du « paysage sonore ». Seulement, ils n'en avaient pas fait une théorie, *c'était un point de vue* qui était présent dans leurs émissions.

» Schafer a cristallisé tout cela, il a bénéficié aussi de sa position d'étranger et de sa for*mation musicale. Son écologisme* m'agace un peu, parce que je crois qu'il est très important d'avoir un rapport exact, réaliste, avec la nature.

» *Je suis en train de préparer* une émission sur la correspondance, qui s'appellera « Post-scriptum ». Ce sera une histoire de la Bretagne à travers les lettres. Je montrerai les *bruits* postaux d'autrefois, et ceux *d'aujourd'hui. J'ai constaté* que, en même temps que le son changeait, l'esprit changeait. Le message codé, télégraphique, correspond à l'époque et aux bruits de *l'avion*, comme le message modulé, rédigé, correspond à la malle-poste.

» L'arrivée du plastique a bouleversé le monde sonore. On *trouve en Italie des bruits qu'il* n'y a pas en France, parce que le marbre produit des sons beaucoup plus ronds, moins secs. Quand on marche sur un parquet, puis qu'on passe sur une moquette, la rupture sonore est *déséquilibrante*.

» C'est cela, je crois, la grande nouveauté des analyses de Murray Schafer. Il nous a dit : attention, vous existez aussi sur *le plan auditif. Votre vie change* quand le son change, et vous courez un danger parce que vous n'en êtes pas conscients.

— Vous dites que le son compte plus que le sens. Vous avez peur du sens ?

— Je crois *simplement* que le sens ne doit pas dominer le son, qu'il ne faut pas partir du sens. Les Celtes se méfient de *l'intelligence*. Ce n'est pas du tout *qu'ils* la nient, *mais* ils se défient du sens. Le sens fait croire qu'on est maître de ce qui se passe, qu'on sait parfaitement ce qu'on fait. En fait, on doute constamment, et selon *moi*, il faut rester dans ces zones de *doute. Quand on fait* une prise de son, par exemple, les choses changent tout le temps, rien n'est clair, on ne domine rien, l'élément commande.

» *Je ne me sens jamais dans* un climat serein, je fais mes émissions par agressivité bretonne, contre quelque chc..., pour casser la sécurité. Et parfois, je me sens ridicule. Les gens rient quand ils me voient avec mes *appareils. C'est pour ça que je* préfère travailler seul. Le preneur de son est comme le photographe ; il est seul, il marche, il porte sa boîte, il subit des *épreuves physiques*, il a des *problèmes* avec le temps qu'il fait : pour le photographe, le problème c'est la lumière, pour le preneur de son, c'est le vent. »

● ***Atelier de création radiophonique* : « Questionnaire pour Lesconil », dimanche 19 octobre, France-Culture, 20 h. 40.**

Réponse à Alfred Kastler et Jean-Claude Pecker

France-Culture diffuse du 11 au 25 octobre treize émissions consacrées au colloque international de Cordoue *sur le thème « Science et conscience »*. Les actes de ce colloque sont publiés simultanément. A cette occasion, M. Yves Jaigu, directeur de France-Culture, nous a adressé le texte suivant, en réponse à *l'article de MM. Alfred Kastler et Jean-Claude* Pecker, paru dans « le Monde Dimanche » du 14 septembre.

France-Culture et l'information scientifique

Je m'étonne de constater que MM. Kastler et Pecker mettent en cause un colloque organisé par France-Culture l'automne dernier à Cordoue, *alors que les actes de ce* dernier n'ont *pas* encore été publiés *et que les émissions correspondantes* n'ont pas encore été diffusées. Si les signataires de l'article avaient pris connaissance en effet de la réalité des débats de Cordoue, *ils se seraient vite rendu compte que* ce colloque, au contraire de ce qu'ils affirment, n'était pas réuni pour « refléter l'intérêt nouveau qui serait porté par une partie de la *communauté des physiciens* aux phénomènes dits parapsychologiques ». *Sur 21 heures d'émissions*, la parapsychologie représente 1 h. 15, soit à peu près 7 % du temps *d'antenne. Ce qui veut dire tout* aussi bien que plus de 90 % des émissions, de même *d'ailleurs* que des *actes* du colloque, sont consacrés à des sujets aussi variés que la philosophie des sciences, la neurobiologie, la psychosomatique, les rapports de la science et de la conscience morale, la psychologie des profondeurs, les grandes philosophies *orientales ou l'étude des* processus de l'imagination. — la parapsychologie n'étant considérée dans cette masse de travaux que comme une retombée possible de la *place de la conscience* dans *certains* aspects de la théorie quantique.

Le but essentiel de ce colloque, qui a fait l'objet dans sa préparation de plusieurs consultations et non d'une seule, cela va de soi, était *en fait de convier des spécialistes* des sciences exactes et des sciences humaines, tous le plus souvent *de renommée internationale, à réfléchir* ensemble, en mettant en commun leur somme de connaissances, sur les nouveaux rapports qui peuvent éventuellement s'établir entre le domaine des recherches scientifiques et celui de la pensée spéculative quant à la manière de concevoir le monde et, pour l'homme, de s'y insérer.

Je voudrais faire remarquer d'autre part que les « quelques émissions scientifiques de qualité » qui sont portées au crédit de France-Culture, si l'on tient compte des critères avancés par les auteurs de *l'article, représentent plus de deux* cent cinquante heures d'écoute dans nos programmes annuels, alors que toutes cases de *programmes* confondues, les émissions *consacrées, d'une manière* bien légitime, à des points controversés de la science actuelle n'en *représentent* qu'une trentaine.

YVES JAIGU.

(Lire la suite page XII.)

les films de la semaine

Les notes de Jacques SICLIER.

★ A VOIR ★★ GRAND FILM

Le Pistonné

DE CLAUDE BERRI
Lundi 13 octobre
FR 3, 20 h. 30

★ Claude Berri a raconté les souvenirs à la fois comiques et un peu amers de son service militaire dans les années 50, en faisant jouer son personnage par Guy Bedos (excellent). Il y a du Courteline dans cette comédie impressionniste. Elle ne met pas vraiment l'armée en cause mais exprime bien les sentiments des appelés au service qui n'ont pas de goût pour la vie militaire.

Le Dos au mur

D'EDOUARD MOLINARO
Lundi 13 octobre
TF 1, 20 h. 35

★ Juste avant l'explosion de la « nouvelle vague » les jeunes réalisateurs français cherchaient à s'imposer par des exercices de style personnels sur des sujets « commerciaux ». Ce fut le cas de Molinaro avec cette adaptation d'un roman de Frédéric Dard. Au lieu de se perdre dans la « série noire », il réalisa, sur un suspense criminel, une étude psychologique de la jalousie et du comportement aberrant d'un mari trompé voulant pousser sa femme à l'aveu. Il y a là une atmosphère réaliste et sombre, une certaine originalité de la mise en scène et des acteurs bien dirigés.

Quatre étranges cavaliers

D'ALAN DWAN
Mardi 14 octobre
FR 3, 20 h. 30

★ Un western de série aussi curieux que la Reine de la prairie *(TF 1, 6 octobre). Chez Dwan, tout est fondé sur l'action, la rapidité du rythme et ce qui paraîtrait, ailleurs, conventionnel (même la violence) a toujours quelque chose d'inattendu. Dan Duryea est une belle crapule et il y a deux femmes étonnantes : Lizabeth* Scott *et Dolores Moran.*

Les Clés du royaume

DE JOHN M. STAHL
Mardi 14 octobre
A 2, 20 h. 35

★ Réalisateur, en 1932, de ce Back Street *qui fit couler tant de larmes, John M Stahl est un cinéaste américain qu'il faudra bien un jour redécouvrir sérieusement ;* les Clés du royaume, *tiré d'un roman de A.J. Cronin, raconte la vocation religieuse d'un jeune catholique écossais et son action de missionnaire en Chine, dans les premières décennies de ce siècle. Ce film à soutanes et cornettes fut boudé, à sa sortie, par la critique française. Il est d'une grande intensité dramatique et d'une qualité artistique suffisante pour qu'on recommande de le voir. Joseph L. Mankiewicz en fut à la fois le producteur et le scénariste (avec Nunnally Johnson).*

La guerre est finie

D'ALAIN RESNAIS
Jeudi 16 octobre
FR 3, 20 h. 30

★★ La fin du mythe romantique de la guerre civile espagnole et la prise de conscience d'une nouvelle forme de tactique révolutionnaire chez un communiste espagnol, militant lié au passé, qui a toujours fait passer l'action avant la réflexion. Ecrit par Jorge Semprun, réalisé par Alain Resnais (remplaçant ses constructions formelles par un récit beaucoup plus simple), admirablement interprété par Yves Montand (Diego est peut-être son meilleur rôle), voilà un film politique intelligent, lucide, contemporain, qui n'a pas été égalé dans le cinéma français. L'Espagne franquiste réussit à le faire retirer (arguant d'un règlement « diplomatique ») de la sélection française du Festival de Cannes 1966. Il fut pourtant présenté en marge de la compétition, et des journalistes espagnols présents à Cannes inventèrent pour lui... un « prix Luis Bunuel ». Il reçut le prix Louis Delluc, fit une belle carrière internationale.

Mon oncle

DE JACQUES TATI
Jeudi 16 octobre
A 2, 20 h. 35

★★ M. Hulot, longue silhouette fringuée à la diable, et tête dans la lune, est locataire d'une vieille maison biscornue dans une banlieue en transformation ; il sème le trouble dans la résidence dernier cri et l'usine modèle de sa sœur et de son beau-frère, pour qui le « modernisme » passe par l'utilisation la plus ridicule de tous les procédés techniques censés apporter le confort et embellir l'existence. A son jeune neveu, Hulot apprend le vagabondage au sein des quartiers populaires, l'amour des chiens errants et des petites gens. En 1958, on n'en était qu'aux « promesses » de la société de consommation, et Tati-Hulot a fait, ici, la satire d'un progrès dérisoire à l'usage de quelques nouveaux riches et non celle d'une déshumanisation générale des grands ensembles et de la technologie avancée. La villa des Arpel, avec ses gadgets modernistes, a pris, aujourd'hui, un charme rétro. Mais Mon oncle, *premier film en couleurs de Tati reste étonnant, passionnant, par son style, la mise au point de gags désopilants fondés sur un comique d'observation parfaitement réaliste, et le travail de la bande sonore.*

Une aventure de Billy le Kid

DE LUC MOULLET
Vendredi 17 octobre
A 2, 23 heures

★ Western français réalisé dans les Alpes et lorgnant du côté de Lucky Luke Film à très gros budget, selon son auteur, qui, tournant d'habitude pratiquement sans un sou, avait réuni, pour une fois, en 1970..., 23 millions de centimes. Canular ou essai cinématographique original ? On ne sait jamais à quoi s'en tenir avec Moullet, et son Billy le Kid *(interprété par Jean-Pierre Léaud) est resté inédit.*

Les Naufragés du 747

DE JERRY JAMESON
Dimanche 19 octobre
TF 1, 20 h. 35

*Après le succès d'*Airport *et de* 747 en péril, *on a remis cela avec un nouveau drame d'aviation et un suspense autour du sauvetage des passagers. Produit typique d'une industrie cinématographique américaine qui peut utiliser beaucoup d'argent pour des attractions techniques, ce film-catastrophe n'a, pourtant, aucun intérêt.*

Une étoile est née

DE WILLIAM WELLMAN
Dimanche 19 octobre
FR 3, 22 h. 40

*★ Tournée en 1937 (et en couleurs, ce qui était encore rare à l'époque), soit dix-sept ans avant le célèbre film de George Cukor interprété par Judy Garland et James Mason, cette œuvre de William Wellman était invisible depuis très longtemps. On va se rendre compte, avec une grande surprise, que cette première version d'*Une étoile est née, *décrivant le monde d'Hollywood à travers l'ascension d'une petite provinciale au rang de star et la chute parallèle d'un acteur vedette perdu par l'alcoolisme, est aussi belle, par moments, et aussi dramatique, émouvante, en général, que la version Cukor. La seule différence importante vient de l'interprétation de Janet Gaynor moins mythique à nos yeux que celle de Judy Garland, qui a laissé en nous une empreinte profonde. Mais Janet Gaynor sera, elle aussi, une surprise pour ceux qui ne la connaissent pas.*



La résistance des hommes

**AUJOURD'HUI MADAME :
FEMMES DANS L'ACTION
EN ALLEMAGNE
Lundi 13 octobre
A 2, 14 h**

Ils sont vraiment indécrottables, à la télé ! A-t-on idée de confier à un homme une série d'émissions pour les femmes sur des femmes, des femmes engagées, qui plus est, en lutte pour leur libération. Après Belfast, Longwy et New-York, c'est à Berlin qu'« Aujourd'hui madame » a envoyé, à la tête d'une équipe entièrement masculine, un journaliste barbu qui s'est vu refuser, ô scandale, l'entrée d'une maison ouverte par les femmes aux seules femmes

Pas n'importe lesquelles, là encore : des femmes battues, bousculées, secouées sur tous les plans, physique et moral. Des femmes menacées : l'une d'elles n'a-t-elle pas trouvé une mort violente sur le seuil même de ce précaire asile ? Faut-il s'étonner après cela de leur répugnance à ouvrir leur porte aux représentants du sexe fort ?

En Allemagne fédérale, il existe aussi, quoi de plus compréhensible, des cafés, des cinémas, des librairies pour femmes. Y a-t-il là rien qui puisse choquer, et les hommes n'ont-ils pas toujours disposé de clubs strictement interdits à leurs moitiés ? Remplacez le mot « femmes » par le mot « Noirs ». Peut-on imaginer qu'un Blanc qui se verrait interdire, en pareilles circonstances, l'entrée d'une maison ou d'un magasin « réservé » aux Noirs oserait, après ça, les traiter de racistes ? C'est impensable. C'est pourtant l'accusation portée contre ces femmes, ces « pures » et « dures », tout au long de l'émission. Pas seulement par notre envoyé spécial, soyons juste. Par son interprète, aussi, une Berlinoise, très sévère pour ses sœurs, pour ses camarades de combat.

Il y a mieux. Le journaliste en question s'est également cassé le nez en essayant d'aller planter sa caméra dans un centre de psychothérapie destiné aux femmes. Et la psychologue de service, devant qui il s'étonne de cette attitude négative, tout ce qu'il y a de plus bizarre à ses yeux, n'hésite pas à traiter ses patientes de névrosées, victimes d'une relation frustrante au père, absent ou déficient lors de la dernière guerre mondiale. Résultat : absence totale de confiance en soi et incapacité évidente d'élever leurs fils quand elles en ont.

Persécutées, racistes, malades de la tête, elles sont homosexuelles de surcroît. On nous emmène en effet dans un club de lesbiennes comme s'il y avait là une corrélation entre l'amour et la politique. Curieux amalgame. Conclusion : outre-Rhin, la haine du mâle se traduit par un matriarcat outrancier, regrettable réplique d'un machisme détesté.

Alors là, pas d'accord. Jamais le mouvement de libération des femmes, né en Allemagne avec la révolution de 1848, n'aurait retrouvé l'essor qu'il a pris au cours de la dernière décennie si, il y a quelques années, des « folles », des « excitées » n'avaient brûlé leur soutien-gorge dans un square new-yorkais. C'était le seul moyen d'attirer l'attention des médias et d'ouvrir, grâce à cet éclat, la voie à toute une batterie de réformes qui laissent encore beaucoup à désirer. Sur ce chapitre, l'évolution des mœurs et des idées se heurte — cette émission en est la preuve — à une résistance décidément acharnée de la part d'hommes de tous poils et de toutes nationalités. — C. S.

Déception

**DOCUMENT :
« LES NOUVEAUX SEIGNEURS »
Les lundis 13, 20 et 27 octobre
A 2, 21 h. 55**

Marc Paillet, journaliste de la Résistance, qui ensuite collabora au journal **Combat**, dirige actuellement le service économique de l'Agence France-Presse. Il est l'auteur d'essais consacrés aux ambiguïtés du marxisme. Il a demandé au cinéaste et photographe Henri Glaeser de mener avec lui cette enquête en trois parties consacrée aux « nouveaux seigneurs », c'est-à-dire à tous les technocrates et autres bureaucrates qui, d'un pays à l'autre, à l'Ouest comme à l'Est, se sont progressivement emparés du pouvoir, de tous les pouvoirs — ou presque. Apparatchiks du parti par là, énarques par ici... tous membres des mafias qui font et défont les destins collectifs.

L'idée de ce reportage, baptisé pompeusement « document de création », était bonne et sa réalisation eût même pu être, sur une antenne nationale, un peu subversive ou tout au moins décapante. Le résultat décevra même les téléspectateurs de très bonne volonté, intéressés d'entendre, dans le premier numéro évoquant les bureaucraties totalitaires, les témoignages de dissidents soviétiques, de l'ancien secrétaire de Staline ou de tel spécialiste de la Chine...

De création d'images, il ne faut pas parler : quelques artifices de mise en scène pour des discours vraiment rebattus et pour le moins univoques. L'ennui atteint son comble avec la dissertation finale de notre philosophe nouveau et national se prenant pour Malraux déambulant dans les salines d'Arc-et-Senans.

[La programmation de cette série a été retardée d'une semaine en raison de la diffusion du troisième volet de l'enquête sur les jésuites. Par suite d'une confusion, les programmes publiés par « le Monde Dimanche » du 5 octobre étaient erronés sur ce point.]

Pas d'âge pour la passion

**ILS ONT QUINZE ANS,
ILS AIMENT
Mardi 14 octobre
TF 1, 16 h 25**

L'amour à quinze ans, quand ça vous tombe dessus, c'est chouette mais ça surprend. Surtout au début. Sous le feu roulant de questions posées sans l'ombre d'une condescendance par l'interviewer (« sortir », c'est quoi ? Ça va loin ? C'est important pour toi, les filles ?), ces adolescents aux gros poignets, aux doigts gourds, se mordillent les lèvres, mi-enjoués, mi-gênés, et clignent de leurs yeux tout luisants de malicieuse satisfaction. Etre traité en adulte, pris au sérieux, ce n'est pas désagréable non plus.

Il n'y a pas d'âge pour la passion. Même si elle ne dure qu'un été. Pas d'âge non plus pour le chagrin. Même s'il se dissipe à la rentrée. Si vous avez l'habitude des enfants, vous serez épaté par l'extraordinaire justesse de ton, par la fraîcheur et la spontanéité de confidences pourtant difficiles à arracher. Et vous rencontrerez au fil de l'émission des parents qui vous ressemblent, inquiets, contents, attendris devant ces premiers pas hésitants, malhabiles — « Attention, tu vas te faire mal ». « Ne va pas trop vite » — sur le chemin malaisé, cahotant de la vie.

Lundi 13 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 **Réponse à tout.**
12 h 30 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 30 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.**
Ces chers disparus : Edith Piaf racontée par elle-même ; 14 h. 5, C.N.D.P. : vie nomade au Sahel ; 14 h. 25, Téléfilm : « Sky Meist » : 16 h., Variétés ; 16 h. 25, Au grenier du présent : l'astrologie ou le langage des étoiles ; 17 h., De branche en branche : l'aventure des Auvergnats ; 17 h. 45, A votre service.
18 h **TF 4.**
18 h 30 **1, rue Sésame.**
19 h **La Comédie-Française racontée par P. Dux.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Lutter contre le stress.
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Les paris de TF 1.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Cinéma : « le Dos au mur ».**
Film français d'E. Molinaro (1957), avec G. Oury, J. Moreau, P. Nicaud, C. Maurier, J. Lefebvre, C. Renard. (N. Redif.)
Un industriel découvre que sa femme le trompe avec un jeune comédien. Il organise un chantage par lettres anonymes pour la forcer à lui avouer sa faute et provoque, sans l'avoir voulu, une catastrophe.
22 h **Portrait : Gérard Oury.**
Un portrait du metteur en scène avec le témoignage de ses proches : Michèle Morgan, Danièle Thomson, Lino Ventura, Bernard Blier et des extraits de *la Grande Vadrouille*, *le Corniaud*, *la Folie des grandeurs* et *le Coup du parapluie*, son dernier film.
23 h 25 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : Les amours des années folles.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Chanteurs et musiciens des rues.**
13 h 50 **Face à vous.**
14 h **Aujourd'hui madame.**
Femmes dans l'action en Allemagne.
(Lire notre sélection.)
15 h **Français adultes.**
Petites histoires électriques.
15 h 55 **Itinéraire.**
Les enfants de la sagesse.
17 h 20 **Fenêtre sur...**
Festival de Biarritz.
17 h 50 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Magazine : Cartes sur table.**
Georges Marchais, secrétaire général du P.C.
21 h 55 **Documentaire : Les nouveaux seigneurs.**
Le Gant de fer.
(Lire notre sélection.)
22 h 55 **Première : Jorge Luis Trats.**
Portrait du pianiste cubain lauréat du concours Marguerite-Long en 1977.
23 h 35 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Hebdo-jeunes.
18 h 55 **Tribune libre.**
Association contre le crime et pour l'application de la peine de mort.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Hector et Victor.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma public : « le Pistonné ».**
Film français de C. Berri (1970), avec G. Bedos, Y. Robert, R. Varte, G. Géret, J.-P. Marielle, Z. Lozic, C. Piéplu (rediffusion).
En 1955, un jeune homme part pour le service militaire, espérant, grâce à un « piston », rester près de ses parents et de la jeune fille qu'il aime, dans la région parisienne. Le « piston » ayant mal fonctionné, il se retrouve au Maroc.
22 h **Journal.**

Mardi 14 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h **Télévision scolaire.**
12 h 10 **Réponse à tout.**
12 h 30 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **Les après-midi de TF 1.**
Féminin présent.
Mémoire en fête ; 14 h. 5, C.N.D.P. : Animaux protégés en Camargue ; 14 h. 25, Elles en question : problèmes de la communication ; 14 h. 40, Feuilleton : « Jean-Christophe » ; 15 h. 35, Mini-show ; 15 h. 45, Les recettes de mon village ; 16 h. 5, A tire d'elles ; 16 h. 15, Tout feu, tout femme ; 16 h. 25, Dossier : Ils ont quinze ans, ils aiment *(lire notre sélection)* ; 17 h., Le pour et le contre ; 17 h. 5, Le jardin d'Anita ; 17 h. 15, La femme insolite : une femme commissaire-priseur ; 17 h. 30, Coup de cœur ; 17 h. 50, Variétés.
18 h **TF 4.**
18 h 30 **1, rue Sésame.**
18 h 55 **La Comédie-Française racontée par P. Dux.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Spécial parents : sauvé par un régime alimentaire.
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Les paris de TF 1.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Variétés : Les aventures de Carlos.**
21 h 20 **Documentaire : La Maison de Molière.**
Réalisation F. Reichenbach et J.P. Mirouze.
Visite en forme de rétrospective à l'occasion du tricentenaire du Théâtre-Français.
22 h 30 **Ballets Lovers.**
La compagnie Jennifer Muller.
23 h **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : Les amours des années folles.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Face à vous.**
14 h **Aujourd'hui madame.**
Martin Gray.
15 h **Série : Moïse.**
15 h 55 **Itinéraire.**
17 h 20 **Fenêtre sur...**
La course aux petits légumes.
(Lire notre sélection.)
17 h 50 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Les dossiers de l'écran : « les Clés du royaume ».**
Film américain de J. Stahl (1944), avec G. Peck, T. Mitchell, V. Price, R. Stradner, R. McDowall, P.A. Gardner, E. Gwenn (N.)
L'apostolat d'un missionnaire écossais, au début du siècle, dans une région de Chine ravagée par la guerre civile et en proie à la famine.
22 h **Débat : Les missionnaires.**
Avec Mère Teresa (prix Nobel de la paix), Son Eminence le cardinal Arns, missionnaire en Amérique latine; le Père Pierre Jeanne des Missions étrangères, en poste à Hongkong ; Mgr Zoa, archevêque de Yaoundé ; Jacques Cadille, professeur à l'université de Lyon-III. Le pasteur Maurice Pont, secrétaire général du service protestant des missions et relations internationales.
23 h 30 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Les couleurs du temps.
18 h 55 **Tribune libre.**
Confédération nationale des groupes autonomes d'enseignement public (C.N.G.A.).
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Hector et Victor.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma (cycle grands westerns) : « Quatre étranges cavaliers ».**
Film américain d'A. Dwan (1954), avec J. Payne, L. Scott, D. Duryea, A. Hale, S. Whitman, D. Moran, H. Carey Jr.
Quatre cavaliers surgissent dans une bourgade de l'Ouest pour accuser de meurtre un jeune homme qui célèbre ses noces. Le marié, aidé par sa femme, va devoir faire la preuve de son innocence.
21 h 50 **Journal.**

Mercredi 15 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 **Réponse à tout.**
12 h 30 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 40 **Les visiteurs du mercredi.**
Le tableau bleu ; 14 h. 5, Spécial 6-10 ans ; 14 h. 20, Dessin animé (et à 15 h. 35, 16 h. 40); Spécial 10-15 ans ; 17 h., Feuilleton : « les Fantômes du château » ; 17 h. 25, Studio 3.
18 h 10 **Auto-Mag.**
18 h 30 **1, rue Sésame.**
18 h 55 **Caméra au poing.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Balade en forêt en automne et en famille.
19 h 15 **Loterie nationale.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Les paris de TF 1.**
19 h 55 **Tirage du Loto.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Téléfilm : « l'Ami dans le miroir ».**
D'après le roman d'A. Stil, réal. J.P. Marchand, avec R. Jendley, B. Le Sache, S. Joubert, C. Tissot...
Chronique de la vie ouvrière dans une grande ville du Nord. La naissance d'une amitié et l'irruption du drame.
22 h 15 **Magazine : La rage de lire.**
De G. Suffert.
Giono, *Manosque dix ans après*. Œuvres cinématographiques de J. Giono ; R. Ricatte présente la réédition des œuvres de J. Giono ; avec P. Magran, J.P. Rudin, Paul Villaz (*le Cantique de Siméon*) et G. Rollin (*l'Innocence même*).
23 h 25 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : Les amours des années folles.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Face à vous.**
14 h **Les mercredis d'Aujourd'hui madame.**
15 h 15 **Série : Bonanza.**
16 h 10 **Récré A 2.**
18 h 10 **Cours d'anglais.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 45 **Les chefs-d'œuvre des musées nationaux.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : Palmarès 80.**
Serge Lama, Alain Delon, Annie Cordy, Richard Cocciante, Linda de Saga.
21 h 50 **Objectif demain : Magazine scientifique.**
La science du feu.
22 h 45 **Chefs-d'œuvre en péril.**
Le patrimoine industriel.
23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h **Travail manuel.**
Les métiers de la manutention ; l'avenir du travail manuel.
18 h 30 **Pour les jeunes.**
De truc en troc ; Fred Basset.
18 h 55 **Tribune libre.**
La jeunesse communiste.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Hector et Victor.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma 16 : « l'Homme aux chiens ».**
Un film de Bruno Gantillon, avec : M. Robinson, M. Robin, B.-P. Donnadieu, M. Clément, J.-Y. Astier, etc.
(Lire notre sélection.)
22 h **Journal.**

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 13 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Chips ; 21 h., *Jane Eyre*, film de F. Brogger.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 35, Série : l'Etrange M. Duvallier ; 20 h. 35, *Aloïse*, film de L. de Kermadec ; 22 h. 30, Panorama.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, *Diabolo menthe*, film de D. Kurys. — TELE 2 : 19 h. 55, Soirée wallonne : Grand Prix de la chanson à Quaregnon ; 21 h. 40, Indépendants à votre service.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, A bon entendeur : tarifs aériens ou vols organisés ; 20 h. 30, Série : Arsène Lupin ; 21 h. 30, Noir sur blanc : émission littéraire ; 22 h. 30, La Suisse de Pierre Gruber.

MARDI 14 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Mannix; 21 h., *Une page d'amour*, film d'E. Chouraqui.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 35, Série : Daniel Boone ; 20 h. 35, *le Retour de Kriminal*, film de F. Cerchio ; 22 h. 5, Panorama.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Feuilleton : les Roues de la fortune ; 20 h. 50, Minute papillon ; 21 h. 50, Refrains du monde : Ibéricana (Espagne et Portugal). — TELE 2 : 19 h. 55, Visa pour le monde, avec un film de M. Vermeersch : *le Congo-Brazzaville* ; 21 h. 55, Feuilleton : Scènes de la vie conjugale.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Spécial cinéma, avec un film de G. Carle : *la Mort d'un bûcheron*, suivi, à 22 h., d'un gros plan sur Gilles Carle et, à 22 h. 30, du Club du cinéma.

MERCREDI 15 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hit-Parade ; 21 h., *Terreur dans la vallée*, film de H. Sherman.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 35, Série : Petit déjeuner compris ; 20 h. 35, *la Charrette fantôme*, film de J. Duvivier ; 22 h. 5, Panorama.
- TELEVISION BELGE : 20 h., Feuilleton : les Chevaux du soleil ; 20 h. 55, Point de mire ; 21 h. 55, Loterie nationale ; 22 h. 5, De bric et de broc. — TELE 2 : 19 h. 55, Sports 2 ; 22 h., Clap ou la fête aux images (films et documents en super 8).
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Avant concert : Rencontre avec Claire Gibault, chef d'orchestre ; 20 h. 30, Concert de l'Orchestre de la Suisse romande, dir. C. Gibault (Mozart, de Falla, Haydn, Debussy) ; 22 h., Meeting aérien de Farnborough.

JEUDI 16 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Les têtes brûlées ; 21 h., *El Perdido*, film de R. Aldrich.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 35, Série : Le Retour du Saint ; 20 h. 35, *Commandos*, film de A. Crispino ; 22 h. 5, Panorama.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Autant savoir : Le camping-pong ; 20 h. 15, *Benjamin*, film de M. Deville ; 21 h. 55, Le Carrousel aux images et le monde du cinéma. — TELE 2 : 20 h., Concert : Allegro con stéréo (Villa-Lobos) ; 21 h. 15, Gros plans ; 22 h. 15, Cours d'anglais.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Temps présent : Derrière le rideau, la vie quotidienne en U.R.S.S. ; 21 h. 25, Prière d'insérer : les privilégiés en U.R.S.S. ; 21 h. 30, *Orphée*, film de J. Cocteau ; 23 h., L'antenne est à vous.

VENDREDI 17 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Marcus Welby ; 21 h., *l'Ascension*, film de L. Chepitko.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 35, Série : Les yeux bleus ; 20 h. 35, *Mandy*, film de A. Mackendrick ; 22 h. 5, Panorama.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, A suivre : hebdomadaire d'informations ; 21 h. 15, Dernière séance : *le Dibbouk*, film de Waszinski (version originale en yiddish). — TELE 2 : 19 h. 55, Feuilleton : La traque ; 20 h. 50, Vendredi-sports ; 22 h., Inter-Wallonie : Appuntamento Italiano.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 25, *Dans la chaleur de la nuit*, film de N. Jewison ; 22 h. 10, Saint-Jacques de Compostelle : La marche de l'étoile ; 23 h. 5, A l'affiche : Actualité artistique.

SAMEDI 18 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h. 30, *le Président*, film de H. Verneuil ; 22 h. 15, *One hour with you*, film d'E. Lubitch.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 35, Série : Le jeune homme vert ; 20 h. 35, *les Suspects*, film de M. Wyn ; 22 h. 5, Panorama.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Le jardin extraordinaire ; 20 h. 20, *Pas de lauriers pour les tueurs*, film de M. Robson ; 22 h. 25, Jeu : Risquons tout, suivi des résultats du Loto.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30, Série : Les roues de la fortune ; 21 h. 20, Charivari ; 22 h. 15, Sports.

DIMANCHE 19 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Les Ambitieux ; 21 h., *César et Rosalie*, film de C. Sautet.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 35, Série : Rush ; 20 h. 35, *Un de la réserve*, film de Steno ; 22 h. 10, Panorama.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Variétés : Chansons à la carte ; 22 h. 10, *le Blé vert*, film de G. Cukor.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 45, *Moi y'en a vouloir des sous*, film de J. Yanne ; 21 h. 15, Menuhin, l'homme et la musique ; 22 h. 15, Table ouverte ; 23 h. 15, Vespérales.

Jeudi 16 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
Vivre avec son dialecte.
14 h Les 24 jeudis.
L'habitat tel qu'on le voit à l'île Maurice ; 14 h. 28, La poursuite ; 14 h. 30, Coquilles ; 14 h. 50, La discipline ; 15 h., Des mécaniciens en usine ; 17 h., Situation de lecture et projet public ; 17 h. 30, Bologna, « una certa idea della cooperazione ».
18 h TF 4.
18 h 35 1, rue Sésame.
18 h 55 Caméra au poing.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Sachez acheter.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les émissions du Parlement.
Le Sénat.
20 h Journal.
20 h 30 Série : La conquête du ciel.
Réalisation C.-J. Bonnardot, avec B. Pradal, D. Rivière, C. Laurent, G. Staquet, M. Laurey...
21 h 30 Magazine : L'événement.
De H. Marque et J. Besançon.
Le boulier chinois ou le grand chambardement, un reportage de Jacqueline Dubois.
22 h 30 Documentaire : Une gloire du XIXe siècle.
Une émission d'A. Tacvorian.
Rosa Bonheur, peintre animalier et paysagiste du siècle dernier.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Vous, vos enfants et la moto.
15 h Série : Drôles de dames.
16 h L'invité du jeudi : docteur Michel Klein.
17 h 20 Fenêtre sur...
La mémoire des routes.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Jeudi cinéma.
Soirée de P. Tchernia et J. Rouland.
20 h 40 Cinéma : « Mon oncle ».
Film français de J. Tati (1958), avec J. Tati, J.P. Zola, A. Servantie, A. Bécourt, L. Prégis, D. Marie, B. Schneider.
Beau-frère d'un industriel qui possède une usine et une résidence ultra-modernes, Monsieur Hulot, bohème attaché aux vieux quartiers et au petit monde populaire, emmène son jeune neveu dans des promenades où l'enfant découvre la liberté et la poésie.
22 h 35 Magazine : Jeudi cinéma.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Le ronde des sabots : la Camargue ; Ki Ke Koi : dans l'espace.
18 h 55 Tribune libre.
Le P.R. (parti républicain).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma (cycle Yves Montand) : « La guerre est finie ».
Film français d'A. Resnais (1966), avec Y. Montand, D. Rozan, J.-F. Rémi, M. Mergey, M. Piccoli, A. Perjac, R. Monod, P. Crauchet, I. Thulin, G. Bujold, G. Sety (noir, rediffusion).
Un militant communiste espagnol, revenu d'une mission clandestine à Madrid, fait, en trois jours, à Paris, ses comptes personnels, réfléchit sur le sens de son action depuis la guerre civile, en se trouvant aux prises avec des conflits sentimentaux et politiques.
22 h 30 Journal.

Vendredi 17 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
14 h 5 Télévision scolaire : L'hôpital au Moyen Age.
Emission du C.N.D.P.
18 h TF 4.
18 h 30 1, rue Sésame.
18 h 55 Caméra au poing.
Sur la piste des oies blanches.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Nous ne faisons pas assez confiance aux femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 30 Théâtre : « l'Amant complaisant ».
De Graham Greene, adaptation de F. et J. Anouilh. Mise en scène J. François ; avec S. François, M. Delavaivre, M. Dubois...
22 h 30 Magazine : Opéra première.
De J. Helman.
Invité : M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication. Avec de larges extraits de Dardanus, *de Rameau, et des interviews de E. Tappy, F. von Stade, R. Leppard, J. Larelli.*
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
15 h Série : Drôles de dames.
15 h 55 Magazine : Quatre saisons.
17 h La télévision des téléspectateurs
17 h 20 Fenêtre sur...
La mémoire des routes.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Papa Poule.
Premier épisode, réalisation R. Kahane, avec S. Rebbot, C. Hugnin, G. Ville, S. Legrand.
(Lire notre sélection.)
21 h 30 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
J. Dutourd *(Mémoires de Mary Watson)*, P. Jacques *(Lumière de l'œil)*, A. Rinaldi *(la Dernière Fête de l'Empire)*, G. Lagorce *(la Raison des fous)*, F. Weyergans *(les Figurants)*.
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club : « Une aventure de Billy le Kid ».
Film français de L. Moullet (1970), avec R. Kesterber, J.-P. Léaud, J. Valmont, B. Kresoja, B. Pinon, M. Minaud. (N.)
Après avoir attaqué une diligence et tué ses passagers, le jeune bandit Billy le Kid se trouve encombré de sacs d'or qu'il cherche à faire porter par un âne rétif, puis par une jeune femme recueillie dans le désert.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les contes du folklore japonais : le Charpentier et l'Ogre ; des livres pour nous : la Nuit en poésie.
18 h 55 Tribune libre.
La C.F.D.T. (Confédération française démocratique du travail).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 V 3 - Le nouveau vendredi : Contrefaçon sans façon.
Une émission de J.-M. Cavada et M. Thoulouse. Reportage : P. Aubert et J.M. Perthuis.
Où l'on remonte les filières des produits de luxe bien imités : quand le pseudo chic parisien se fabrique au Mexique ou en Italie.
21 h 30 Documentaire : Mon cher Theo van Gogh.
Une émission de M. Gérard. Avec : G. Knop, O. Bernex, etc.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa.
La course La Baule-Dakar.

Samedi 18 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 Emissions régionales.
12 h 30 La cuisine légère.
12 h 45 Jeune pratique.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.
Tom et Jerry ; 14 h. 15, la Famille Boussardel ; 15 h. 15, Plume d'Elan ; 15 h. 20, Magazine de l'aventure ; 16 h. 5, Maya l'abeille ; 16 h. 30, Temps X ; 17 h. 20, L'Homme qui valait 3 milliards.
18 h 10 Trente millions d'amis.
18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Numéro un.
Nana Mouskouri.
21 h 30 Série : Tant qu'il y aura des hommes.
Réalisation B. Kulik, avec N. Wood, W. Devane, R. Thinnes...
Troisième épisode de cette nouvelle adaptation du roman de James Jones.
22 h 30 Télé-foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.
12 h La vérité est au fond de la marmite.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Des animaux et des hommes.
14 h 25 Les jeux du stade.
17 h 20 Récré A 2.
18 h 5 Chorus.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « Fantômas ».
III. Le Mort qui tue.
Réalisation J.-L. Bunuel, avec H. Berger, J. Dufilho, P. Malet, M. Maillfort.
22 h 5 Variétés.
23 h Documentaire : Les carnets de l'aventure.
Spéléo insolite.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
La Flèche noire ; A vos marques : cyclo en herbe.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 Le roman du samedi soir : « Une page d'amour ».
D'après E. Zola. Réal. : E. Chouraqui. Avec : A. Aimée, B. Cremer, etc.
Lire notre sélection.
22 h Journal.
22 h 20 Hollywood - U.S.A. : Michael Caine.

Dimanche 19 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 Talmudiques.
9 h 30 Orthodoxie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée en la basilique Sainte-Thérèse de Lisieux.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h Les nouveaux rendez-vous.
15 h 30 Tiercé.
15 h 40 Série : Les hommes de Rose.
16 h 30 Sports première.
18 h 30 Série : Starsky et Hutch.
19 h 25 Les animaux du monde.
20 h Journal.
20 h 30 Ciné.na : « les Naufragés du 747 ».
Film américain de J. Jameson (1977), avec J. Lemmon, L. Grant, B. Vaccaro, J. Cotten, O. de Havilland, D. McGavin.
Un collectionneur d'art emmène, dans son avion privé, ses précieux tableaux et un groupe d'amis. L'avion, détourné par des gangsters, tombe dans la mer à la suite d'un accident. Les passagers seront-ils sauvés ?

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 30 Cours d'anglais : Folow me.
11 h 45 Salut l'accordéon.
12 h Concert.
Par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France (« Concerto pour hautbois », de R. Strauss ; « la Muse et le Poète », de C. Saint-Saëns). Direction E. Krivine.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Shérif, fais-moi peur.
Le Coup de foudre.
14 h 10 Hors compétition : Le cheval.
15 h 10 Série : Les arpents verts.
15 h 35 Cirque de demain.
16 h 30 Feuilleton : Ces merveilleuses pierres.
17 h 30 Série : Les Muppets.
18 h La course autour du monde.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Intrigue à la Maison Planche.
Réalisation G. Nelson, avec C. Robertson, J. Robards, S. Powers, M.-H. Gould
Troisième épisode du feuilleton américain tiré d'une nouvelle de John Ehrlichman.
22 h 5 Documentaire : Les peintres enchanteurs de France et d'ailleurs.
L'enchanteur Aristide Caillaud.
(Lire notre sélection.)
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emission de l'I.C.E.I. destinée aux travailleurs immigrés.
10 h 30 Mosaïque.
16 h Jeu : Tous contre trois.
Saint-Tropez. Une réalité au-delà des mythes.
17 h Prélude à l'après-midi.
Stage « Acanthe » à Aix-en-Provence.
18 h Théâtre de toujours : « Luther ».
De J. Osborne. Réal. : G. Green. Avec : S. Keach, etc.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Série : Benny Hill.
20 h 30 Histoire : 1920-1980, une révolution invisible.
G. Vincent, A. Prost. Réal. : P. Hubert. N° 2 : les Ages de la vie.
L'évolution de la démographie au cours de ces soixantes années qui ont transformé la France en profondeur, à travers les progrès de la médecine, le changement des mœurs, l'apparition des « teenagers »...
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : Le docteur Klein.
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle Hollywood vu par Hollywood) : « Une étoile est née ».
Film américain de W. Wellman (1937), avec J. Gaynor, F. March, A. Menjou, M. Robson, A. Devine, L. Stander, E. Jenns, E. Kennedy, O. Moore, J.-C. Nugent (v.o. sous-titrée)
Une jeune provinciale venue tenter sa chance à Hollywood, s'éprend d'un acteur célèbre grâce auquel elle devient une vedette, tandis que lui, alcoolique, connaît le déclin et la chute définitive.

A VOIR

Profession : regrattière

FENÊTRE SUR :
« LA COURSE AUX PETITS LÉGUMES »
Mardi 14 octobre
A 2, 17 h 20

Louisette, ou les confidences *d'un Vieux-Paris qui s'éteint.* « La Course aux petits légumes », *sous la réalisation* de Jean-Claude Boussard, offre un *véritable hommage poétique* à une des dernières « regrattières », *appellation savante pour* un métier qui fait désormais *partie du folklore parisien.*

Loulsette se définit elle-même *à mi-chemin entre la vendeuse* des quatre-saisons et le camelot, *c'est-à-dire comme* une passionnée de la rue. Son gagne-pain : des herbes et des légumes de première fraîcheur, elle les porte encore sur ses épaules, fidèle à la tradition des colporteurs du Moyen Age.

Pour vendre, de préférence à la sauvette, elle dispose ses denrées dans de petits paniers d'osier à la sortie des métros, **« là où il y a du monde et où il faut faire vite ».** Mi-nostalgique mi-exaltée, elle conte la vie au temps des *Halles*, ce « ventre de Paris » qu'elle ressentait *plutôt comme* l'« âme » de sa ville. Désormais, c'est en bus *qu'il faut la suivre jusqu'à* Rungis, *munie de ses seuls sacs à marchandises.* Hélas ! même les saisons disparaissent : ***« Les fraises viennent d'Amérique, les haricots d'Afrique... »***

Un cœur grand comme ça

CINÉMA 16 :
« L'HOMME AUX CHIENS »
Mercredi 15 octobre
FR 3, 20 h 30

Un chien abandonné sur l'autoroute. Une grand-mère *« oubliée » par ses enfants au* restoroute. Et un ancien camion*neur qui recueille la mamie* comme il a déjà *offert refuge à dix-sept chiens. Ce fait divers* authentique donne le départ *d'une charmante histoire* mise en scène par Bruno Gantillon. L'*homme aux chiens, l'ancien* routier, c'est Vincent. Il est veuf, *un peu bourru, mais avec un* cœur « grand comme ça » : non seulement il abrite ses chiens, mais il héberge aussi un jeune *couple. Geneviève, la mamie* abandonnée, sera accueillie par *toute la maison. Petit à petit,* entre Vincent (Michel Robin) et *Geneviève (Madeleine Robinson)*, la tendresse s'installe : avec *sérénité, ils se découvrent.* Pendant que ce couple se fait *dans le calme, le jeune couple* se défait, dans le déchirement *et la violence. Madeleine Robin*son est pour le moins inattendue *dans le rôle de la* grand-mère qui découvre l'amour et les *plaisirs de la vie. La scène où* elle danse le rock avec Michel *Robin dans un bal populaire ne* manque pas de piquant.

Paternité heureuse

FEUILLETON :
« PAPA POULE »
Vendredi 17 octobre
A 2, 20 h. 35

Comment devient-on « papa poule » ? Roger Kahane, réalisateur de ce feuilleton en six épisodes, dresse, au fil des aventures de son héros, une apologie de la paternité heureuse. L'heureux père, dessinateur-publiciste, se voit successivement confier la charge de quatre enfants : d'abord Julienne et Paul ; puis les deux petites filles de son second mariage, Claire et Eva. Dans cette situation, ce père célibataire va faire preuve d'un sang-froid et d'une bonne humeur exemplaires qui irriteront, ou amuseront, les parents de familles nombreuses. Le sourire de Sady Rebot, l'interprète principal, suggère que le « papa poulisme » ne s'apprend pas, mais est plutôt un état d'esprit. On aura parfois du mal à croire en la véracité des situations proposées, mais le rythme plein d'entrain de ce feuilleton, soutenu par la musique pétillante de Didier Vasseur et par le spectacle de jolis minois d'enfants, fait de cette réalisation un divertissement réussi.

Huis clos

DRAMATIQUE :
UNE PAGE D'AMOUR
Samedi 18 octobre
FR 3, 20 h. 30

L'été parisien. L'orage. La chaleur. Hélène, jeune veuve de trente-cinq ans, étouffe dans son appartement, dans cet univers ouaté, égayé par les seuls rires de sa fille Jeanne, douze ans. Jeanne aussi suffoque, prise de convulsions nerveuses. Le docteur Deberle vient la soigner, un soir d'orage. La famille Deberle les invite à profiter du jardin. Hélène (Anouk Aimée) y découvre un décor raffiné, coloré, lumineux. Elle s'y ennuie doucement. Elle respire. Et cède à sa *passion pour le docteur Deberle* (Bruno Cremer). Mais Jeanne n'apprécie pas d'être ainsi exclue des regards que se lancent *le docteur et Hélène.* Jalouse, possessive, elle veut sa mère pour elle toute seule et le fait comprendre à tous ceux qui l'approchent.

Un *huis clos étouffant adapté* du huitième tome des **Rougon-Macquart** que ponctuent des orages, la musique mécanique d'une poupée et les **Suites pour violoncelle** de Bach. Chacun épie l'autre. Rien n'est dit. La conversation se borne à des *réflexions mondaines et quotidiennes,* et pourtant tout se *comprend. Tout est suggéré.* Elie Chouraqui, le réalisateur, *a scrupuleusement respecté les* notes de Zola. Rien ne manque *dans les décors luxueux. « Les* motifs et les tons de Renoir *et de Berthe Morisot » sont là.* Chaque scène est un véritable *tableau.*

La jeune Frédérique Alexandre *est fascinante dans le rôle de* Jeanne, cette petite fille qui *regarde, atterrée, les ballets* amoureux des adultes. L'amour *est présent à chaque instant :* dans les regards jaloux, posses*sifs, passionnés ; dans le silence* révolté de Jeanne ; dans les *conversations embarrassées de* la famille Deberle. La page *d'amour se tournera définitive*ment après la mort de Jeanne. Mallarmé qualifiait ainsi cette œuvre de Zola : « Un poème, *car c'en est un sans interrup*tion, et un roman pour qui voudrait *n'y voir qu'une peinture* juste de la vie contemporaine. » Un *commentaire qui s'applique* largement au film d'Elie Chouraqui. A *voir absolument pour* Bruno Cremer, pour Anouk Aimée, troublante dans son rôle de « femme sérieuse avec un coin resté enfant », *comme la* décrivait Zola.

Aristide Caillaud, le naïf

SÉRIE DOCUMENTAIRE :
LES PEINTRES ENCHANTEURS DE FRANCE ET D'AILLEURS
Dimanche 19 octobre
A 2, 22 h 5

Voilà un homme qui aime la vie et qui la fait aimer : Aris*tide Caillaud. Interrogé par* Jean-Marie Drot, ce peintre naïf *se livre au gré d'une conversa*tion. La complicité s'établit et *le téléspectateur a l'impression* de venir rendre visite à un ami. *Les verres de vin s'entrecho*quent et nous découvrons son *œuvre. Aristide Caillaud évoque* son enfance dans le Poitou ; il *raconte ses parents : « sa mère* qui interdisait et son père qui *guidait » ; il raconte ses premiè*res émotions artistiques devant *les chapiteaux de Chauvigny.* Chaque souvenir est rattaché à *l'une de ses peintures.* Et, *d'un* seul coup, son œuvre apparaît *lumineuse, limpide, claire. Ici,* l'art naïf se fait très proche. Ce *n'était pas le cas de la précé*dente émission consacrée à Ro*bert Tatin, qui laissait le télé*spectateur sur sa faim.

À ÉCOUTER

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

● FRANCE - INTER (informations toutes les heures) : 4 h 30 : Bon pied, bon œil ; 6 h. 30, P. Douglas et A. Pavy ; 7 h 15, Chronique politique ; 7 h 25, Bloc-notes économique ; 7 h 40, L'humeur du jour ; 7 h 50, Parlons clair, de J Paletou ; 8 h. 30, Revue de presse, de D Saint-Hamond ; 8 h. 45, E Ruggieri et B Grand ; 11 h., Flagrant délire ; 12 h., Variétés, par G Klein ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F ; 13 h., Inter 13

13 h. 30, La Louisiane, par M. Denuzière ; 14 h. 5, Les surdoués, de B Mabille ; 15 h., A cœur et à Krise ; 16 h., Les cinglés du music-hall, de J.-C Averty ; 17 h., Radioscopie : Jean Guilaine (lundi), Henri Gougaud (mardi), Reiser (mercredi), Joseph Camemen (jeudi), Jean Conturon (vendredi) ; 18 h., Le magazine de P. Bouteiller ; 19 h. 20, Le téléphone sonne (le mercredi : Face au public).

20 h. 5, Loup-Garou, de P Blanc-Francard ; 21 h. 5, Feed back de B Lenoir ; 22 h 10, Y'a d'la chanson dans l'air ; 23 h 5, J. Artur et X Fauche ; 1 h., Allô Macha ; 3 h Au cœur de la nuit

● EUROPE 1 (informations toutes les heures) : 5 h J.-C Laval ; 6 h., A. Arnaud ; 6 h. 45, Bonjour la France, de P. Bonte ; 7 h. 15, G Thomas ; 7 h. 25, A. Duhamel ; 7 h. 45, R. Gicquel ; 7 h. 55, J Boissonnat ; 8 h. 20, E. Mougeotte ; 8 h. 30, La revue de presse et Expliquez-vous de I Levai ; 8 h 45, A vos souhaits, de S Collaro et Brigitte ; 11 h., Le sweepstake ; 12 h., Sisco, de P Bellemare et J.-P Rouland ; 13 h., Europe midi.

13 h. 30, Histoires vraies de P Bellemare ; 14 h., Histoire d'un jour, de P Alfonsi ; 14 h 30, Radio magazine ; 16 h 30, Il était une fois les stars ; 17 h., Hit-Parade, de J.-L. Lafont ; 19 h., Journal

19 h 30, Boom Hollywood de Y Hegann ; 20 h 30, Rock à Mymy, de M Abraham ; 22 h 30, Europe-panorama ; 22 h. 40, Top à Wall Street ; 22 h 50, Un livre, un succès, de P Kramer ; 23 h., Barbier de nuit ; 0 h., L'invité de minuit ; 1 h., Tôt ou tard de M Menant.

● R.T.L. (informations toutes les demi-heures) : 5 h 30, M Favières ; de 5 h. 45 à 7 h 15 (toutes les demi-heures), L. Zitrone ; 8 h 10, A Prossard ; 8 h. 35, A.-M Peysson ; 11 h., La grande parade de M Drucker ; 13 h., Journal

13 h. 30, Joyeux anniversaire, de P Sabatier ; 14 h 30, M Grégoire ; 15 h., Fabrice et Sophie ; 16 h. 30, Les grosses têtes, de P Bouvard.

18 h. 30, Hit-Parade ; 20 h 30, Relax Max ; 0 h., Les nocturnes ; 3 h., Variétés

● R.M.-C (informations toutes les heures) : 5 h., José Sacré ; 6 h. 45, Télégramme au pays ; 6 h. 50, Horoscope ; 7 h., Carole Chabrier ; 9 h 15, J.-P Foucault et Léon ; 12 h., Quitte ou double ; 13 h 20, Corinne Delahaye (et à 18 h.) ; 14 h., F Gérard ; 15 h 45, Toute la vérité, avec S Allemane ; 16 h 30, Jacques Pessis ; 17 h., Cherchez le disque ; 18 h., Patrick Roy (et à 19 h 15) ; 19 h 30, Musique : Marc Toesca et Christian Borde.

LE WEEK-END

SAMEDI

● FRANCE INTER (informations toutes les heures) : 5 h., L. Bozon ; 8 h 30, Revue de presse ; 8 h. 45, Chronique de M Droit ; 9 h., La clef verte ; 10 h 30, Avec tam ours et trompettes, de J.-F Kahn ; 12 h., Vécu ; 12 h 45, Le jeu des 1 000 F ; 13 h., Samedi actualité magazine ; 14 h 5, L'oreille en coin ; 18 h., Les étoiles de France-Inter ; 19 h., Journal ; 20 h 10, La tribune de l'histoire, par A Castelot et A Decaux ; 21 h 15, La musique est à vous, par J Fontaine ; 22 h. 10, Les tréteaux de la nuit ; 23 h 5, Au rythme du monde, de M Godard ; 0 h., Inter danse ; 1 h 30, Les choses de la nuit

● EUROPE 1 : 5 h., Julie ; 8 h., Journal ; 9 h 15, C Barbier ; 11 h., Le Sweepstake ; 12 h., Le Sisco ; 13 h., Europe-Midi ; 13 h 30, Interpol ; 14 h., Kikeros ; 17 h., Hit-parade ; 18 h., Europe-soir ; 19 h., Journal ; 19 h 30, Football ; 20 h., Hit-parade des clubs ; 22 h 30, Europe panorama ; 22 h 45, Concerto pour transistor, d'E Lipmann ; 24 h., Viviane ; 1 h Y Hegann

● R.T.L. : 6 h. 30, J.-P Imbach ; 9 h 10, Stop ou encore, avec E Pages ; 13 h., Le journal inattendu ; 14 h., W R T L Country Lang ; 18 h 30, W R T L., tubes, avec J.-B Hebey ; 20 h., W R T L., « Hit des clubs », avec B Schu ; 22 h 15, W R T L. Live de D Farran

● R.M.-C : 5 h., Max La Fontaine ; 9 h 15, Les plus belles chansons du monde ; 11 h., Les millionnaires ; 12 h., Quitte ou double ; 13 h., Magazine du disque ; 15 h., Hit-parade, avec Jean Melede ; 19 h 30, Hôtel de Paris ; 20 h 30, Disco-Club

DIMANCHE

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) : 5 h., Louis Bozon ; 9 h 30 (et à 14 h 5), L'oreille en coin ; 12 h., Dimanche actualités magazine ; 12 h 45, Le jeu des 1 000 F ; 18 h., Spectacles Inter ; 19 h 20, La vie du sport ; 20 h., Le masque et la plume ; 21 h 15, La musique est à vous ; 22 h 10, Jam-Parade, d'A Francis ; 23 h., Futura, de J Pradel ; 0 h 5, Inter-danse, de J Dona ; 1 h 30, Les choses de la nuit

● EUROPE 1 : 6 h., Julie ; 7 h 45, Sports ; 8 h 30, Journal ; 8 h 35, C'est dimanche, avec C Morin et Maryse ; 12 h 30, Europe-midi dimanche ; 13 h., Les années 50 de R. Willar ; 13 h 30, Y Hegann ; 15 h 30, Hit-Parade ; 18 h 30, Europe soir ; 19 h., Le club de la presse : Jean-François Deniau (le 12) ; 20 h., Journal auto-moto ; 20 h. 15, Chlorophylle ; 22 h 30, Europe panorama ; 23 h., Pour ceux qui aiment le jazz ; 0 h., Viviane

● R.T.L. : 6 h., J.-P Imbach ; 9 h 20, Stop ou encore ; 13 h 15, W R T L Nouveautés de J.-B Hébey ; 15 h 35, W R T L., Rock ; 18 h 30, Studio 22, avec A Torrent ; 21 h., Grand Orchestre de P Petit ; 22 h 15, Jazz, avec P Adler ; 0 h., W R T L.

● R.M.-C. : 5 h., Max La Fontaine ; 9 h 20, Les meilleurs des meilleurs ; 13 h., Chansons-spectacles ; 16 h., Passé-Présent ; 17 h., Jazz ; 21 h., Musique classique, avec L Rose ; 23 h., Musiques de nuit

France-Culture et les sciences

(Suite de la page IX.)

Voilà les choses ramenées à leur juste valeur — tout en notant qu'on ne voit pas pourquoi le public n'aurait pas le droit d'avoir accès, non seulement aux « certitudes » de la science contemporaine, mais aussi à ses doutes et à ses débats intérieurs.

Il est vrai que, dans ces conditions, *ces doutes et ces débats* doivent être exprimés en priorité par des scientifiques eux-mêmes. Je relève à cet égard que MM. Pecker et Kastler passent sous silence le fait que, dans les émissions qu'ils incriminent des « Chemins de la connaissance », les propositions qui ont provoqué leur désaccord émanaient effectivement de chercheurs qui, comme ils le réclament, travaillent dans les universités et les laboratoires — en l'occurrence le C.N.R.S., les laboratoires de l'université de Londres, l'université MacGill à Montréal, l'université d'Amiens.

Deux mots, avant de conclure, sur les critères qui nous sont proposés pour bâtir des programmes scientifiques. La notion de consensus de la part de la majorité du milieu scientifique ne nous apparaît pas comme forcément décisive : appliquée à la lettre, cette notion aurait interdit nos antennes à Einstein en 1905 ou encore à Gamow dans les années 50, quand il prétendait contre presque tous les astrophysiciens de son époque que notre univers était né d'une explosion initiale et était depuis soumis à une expansion universelle...

Quant au comité scientifique dont il nous est fait la suggestion, qu'aurait-il décidé, par exemple, dans le cas du colloque de Cordoue ? L'aurait-il laissé se réunir ? Alors, quelle différence avec ce qu'a fait France-Culture ? Aurait-il voulu l'empêcher ? Alors, ç'aurait été interdire l'antenne à des savants comme Brian Josephson, prix Nobel de physique, David Bohm, l'un des théoriciens actuels de la mécanique quantique, Yujiro Ikemi, président de la Conférence mondiale de médecine psychosomatique, Karl Pribram, professeur de neuroscience à l'université de Stanford, Carl Meier, ancien professeur à l'université polytechnique fédérale de Zurich, Gilbert Durand, professeur d'anthropologie culturelle et directeur du Centre de recherche sur l'imaginaire, qui travaille en contact avec plus de trente universités étrangères, ou Toshihiko Izutsu, reconnu comme un spécialiste international des philosophies orientales. Ç'aurait aussi été interdire par là au public l'accès à leur pensée — c'est-à-dire renoncer à l'une des missions les plus fondamentales de France-Culture.

De plus, d'autres émissions à propos de la question « qu'est-ce que la matière ? » et faisant état d'opinions et d'hypothèses différentes de celles qui furent exposées au cours de ce colloque doivent suivre la diffusion de celui-ci et faire également l'objet d'une publication, conformément aux pluralismes des points de vue que nous sommes en devoir de défendre. Certes, je suis bien d'accord pour pratiquer, comme c'est notre cas, une certaine déontologie dans les programmes scientifiques comme dans les autres, en dehors de tout dogmatisme, mais je pense aussi, en toute morale, qu'il devrait y avoir une déontologie de la critique.

YVES JAIGU.

Lundi 13 octobre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (la vie d'une société) ; à 8 h. 32, Hébreux et Hellènes.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Les lundis de l'histoire : Mission et devoir de la science historique ; Richard Strauss.
10 h. 45, Le texte et la marge : « Comme une fourmi cavalière », avec M. Perrein.
11 h. 2, Evénement-musique.
12 h. 5, Nous tous chacun : François, ou le grand plaisir de la montagne.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Atelier de recherche vocale.
14 h., Sons : Afrique ! Afrique !
14 h. 5, Un livre, des voix : « Les palombes ne passeront plus », de C Michelet.
14 h. 47, Contact.
15 h., Le fond de la question : Consommateurs et utilisateurs sont-ils devenus un contre-pouvoir ?
16 h., Paul Delvaux : Exposition au Centre de la communauté française de Belgique.
16 h. 20, Actualités : Des « bébés-éprouvettes » naîtront-ils bientôt en France ?
16 h. 50, Départementale : en direct de Chinon.
17 h. 32, Festival des arts de l'Asie : Surabaya.
18 h. 30, Feuilleton : « le Comte de Monte-Cristo », d'après A. Dumas.
19 h. 30, Présence des arts : Les acquisitions de la fondation Maeght
20 h., La lignée des Mercant : « le Marchand et le Financier » (1), de R. Leenhardt. Avec J. Monod, P. Arditi, etc
21 h., Science et conscience. Colloque international de Cordoue : Le rôle de la conscience en mécanique quantique (le problème de la parapsychologie)
22h. 15, Musique enregistrée.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien - Musique (Mozart, Turina, Dukas, Smetana) ; 7 h. 2, L'intégrale de la semaine : les symphonies de Schumann ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, Le matin des musiciens : J.-N. Hummel (Mozart, Hummel, Clementi, Haydn, Albrechtsberger, Salieri, Beethoven).
12 h., Musique de table : Musique légère (Mozart, Cimarosa) ; 12 h. 35, Jazz classique : quelques grandes figures du jazz français dans les années de l'après-guerre (Brun, Combelle, Ekyan, Warlop) ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Musiques : Nouvelles auditions (Auric, Loucheur, Kremski) ; 15 h., L'art de Hermann Scherchen (Haydn, Beethoven) ; 16 h. 30, Grand soliste : Jacqueline Dupré, violoncelle, interprète Elgar, Boccherini et Bach ; 17 h. 30, « la Péri », de P Dukas, par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir A. de Almeida.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Chasseurs de son.
20 h. 30, Concert (Festival estival de Paris) : « Trio pour clarinette, piano et violoncelle en si bémol » (Beethoven), « Fantaisiestück pour violoncelle et piano » (Schumann), « Quatre pièces pour clarinette et piano » (Berg), « Trio pour clarinette, piano et violoncelle en la mineur » (Brahms), par le Trio Fischer, avec A. Morf, clarinette ; A. Schwarz, violoncelle ; E Fischer, piano
23 h., Ouvert la nuit : Solistes d'aujourd'hui, œuvres de Varèse, Messiaen et Amy, par l'Ensemble de percussion de Strasbourg ; 0 h. 5, Domaines de la musique électro-acoustique (Eloy, Rudnik)

Mardi 14 octobre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (la victime et le sacrificateur) ; à 8 h. 32, Hébreux et Hellènes.
8 h. 50, Les miroirs du songe.
9 h. 7, La matinée des autres : Le folklore des vampires
10 h. 45, Etranger mon ami.
11 h. 2, Festival des arts de l'Asie : Sri-Lanka.
12 h. 5, Nous tous chacun : François, ou le grand plaisir de la montagne.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : Afrique ! Afrique !
14 h. 5, Un livre, des voix : « la Violence du calme », de V Forrester
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 20, Actualité : Le congrès international d'esthétique à Dubrovnik.
16 h. 50, Départementale : en direct de Chinon.
17 h. 32, Festival des arts de l'Asie : Hong-kong.
18 h. 30, Feuilleton : « le Comte de Monte-Cristo », d'après A. Dumas.
19 h. 30, Sciences : Nouvelles images, nouveau regard.
20 h., Dialogues franco-islandais : « Comment peut-on être islandais ? », avec T. Vilhjalmsson et R Boyer
21 h., Science et conscience. Colloque international de Cordoue : Neuro-et-psychophysiologie et états de conscience.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Gabrielli, Rossini, Paganini, Moussorgski) ; 7 h. 2, L'intégrale de la semaine (Schumann) ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, Le matin des musiciens : le piano, de K.-P.-E. Bach à J.-N. Hummel ; Musique en vie (Beethoven).
12 h., Musique de table : Musique légère (J. Lanchbery) ; 12 h. 35, Jazz classique : le jazz en France dans les années d'après guerre ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Musiques : Les chants de la terre ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Ma discothèque inconnue (Reicha, Benda, Myslivecek) ; 16 h., Orient russe : « les Mille et Une Nuits » (Rimski-Korsakov, Szymanovski, Ravel) ; 17 h., Norsk Music ; II : Le national-romantisme (Svendsen, Grieg, Backer, Grondahl, Sinding, Alnaes).
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D Lemery ; Portrait par petites touches : Ravel, avec P Devoyon, piano ; 20 h., Première loge (Weber, Offenbach, Verdi, Rimski-Korsakov, Puccini).
20 h. 30, Concert (cycle symphonique) : « le Corsaire », ouverture (Berlioz) ; « Concerto pour piano et orchestre en la mineur » (Grieg) ; « Ainsi parlait Zarathoustra » (Strauss), par le Nouvel Orchestre symphonique, dir. E. Krivine, avec Jo Alfidi, piano.
23 h., Ouvert la nuit : La revue de la presse et de l'édition musicale internationale, le domaine anglo-saxon (troisième partie), les compositeurs contemporains au Festival de Tanglewood et les activités du New York City Ballet (Schuller, Carter, Stravinski)

Mercredi 15 octobre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (les textes sacrés de l'Inde) ; à 8 h. 32, Hébreux et Hellènes.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « Ferdinand le Magnifique », de L. J. Kern, et « Oma », de P. Hartling.
11 h. 2, Festival des arts de l'Asie : Mahasaraka, en Thaïlande (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Nous tous chacun : François.
12 h. 45, Panorama : Festival Europalia 80 (le cent cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique).
13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h., Sons : Afrique ! Afrique !
14 h. 5, Un livre, des voix : « Si belles et fraîches étaient les roses », de N. Bielski.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : L'importance des « classiques » dans l'enseignement.
15 h. 2, Points d'interrogation : L'Europe géographique ; L'art paléolithique.
16 h. 20, Actualité : L'ascension de l'Everest en solitaire par R Messner.
16 h. 50, Départementale : en direct de Chinon.
17 h. 32, Festival des arts de l'Asie : le Bangladesh.
18 h. 30, Feuilleton : « le Comte de Monte-Cristo », d'après A. Dumas.
19 h. 30, La science en marche : Connaître la physique et savoir l'enseigner.
20 h., La musique et les hommes : J.-J. Rousseau et la mélodie de la prose.
21 h., Science et conscience. Colloque international de Cordoue : Neuro-et-psychophysiologie des états de conscience.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Scheidt, Haydn, Berwald, Strauss) ; 7 h. 2, L'intégrale de la semaine (Schumann) ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, Le matin des musiciens : Hummel, charnière entre le classicisme et le romantisme (Hummel, Weber, Beethoven).
12 h., Musique de table : Musique légère (J Lanchbery) ; 12 h. 35, Jazz classique : l'immédiat après-guerre (Brun, Combelle, Ekian, Warlop) ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Microcosmos : Nouveaux répertoires ; 14 h 30, Kaléidoscope (Brel, Schubert, Zappa) ; 15 h., Jeu des énigmes ; 15 h. 10, Le compagnon de l'après-midi ; 15 h. 30, Musique ; 16 h., Galerie de portraits : Portrait d'un poète, Goethe (Tomaschek, Bozoni, Reichart, Zelter, Tchaïkovski) ; 16 h. 40, Kaléidoscope (Haydn, Mendelssohn, Bach) ; 17 h. 10, Haute infidélité (Ferrari, Davis, Lejeune) ; 17 h 30, Le royaume de la musique : J.-Y Thibaudet interprète des œuvres pour piano de M. Ravel.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D Lemery ; 20 h., Equivalences (C. Franck).
20 h. 30, Concert (échanges internationaux) : « Sinfonietta » (Macha), « Concerto pour piano et orchestre n° 9 en mi bémol majeur » (Mozart), « Symphonie n° 5 en la majeur » (Dvorak), par l'Orchestre symphonique de Hambourg, dir. V Neumann, avec C. Ortiz, piano.
23 h., Ouvert la nuit : Les mémoires de la musique (Wagner, Debussy, de Falla, Bartok, Webern).

Jeudi 16 octobre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (l'identification à la victime) ; à 8 h. 32, Hébreux et Hellènes : La naissance des valeurs chrétiennes ; à 8 h. 50, Les miroirs du songe.
9 h. 7, Matinée de la littérature.
10 h. 45, Questions en zigzag... G. Gennari : « La neuvième vague ».
12 h. 2, Festival des arts de l'Asie : musique ancienne chinoise (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Nous tous chacun : François.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Renaissance des orgues de France : L'abbaye aux Dames, de Saintes.
14 h., Sons : Afrique ! Afrique !
14 h. 5, Un livre, des voix : « Je danse pour les cannibales », de J.-P Dufreigne.
14 h. 47, Souvenirs d'égotisme : Alchimie d'une personnalité, J.-L. Borgès.
15 h. 50, Contact.
16 h., Le magasin des nouveautés.
16 h. 50, Départementale : en direct de Chinon.
17 h. 32, Festival des arts de l'Asie : le Ramlilla.
18 h. 30, Feuilleton : « le Comte de Monte-Cristo », d'après A. Dumas.
19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : les glandes endocrines.
20 h., La lignée des Mercant : « le Bourgeois et le Vagabond » (2), de R. Leenhardt.
21 h., Science et conscience. Colloque international de Cordoue : Les données de la conscience et la proto-conscience.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Weber, Respighi, Rossini, Roussel, Brahms) ; 7 h. 2, L'intégrale de la semaine ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, Eveil à la musique.
9 h. 17, Le matin des musiciens : l'école pianistique de Hummel (Clementi, Cramer, Czerny, Chopin) ; Musique en vie : Comparaison entre les études de Hummel (Chopin, Schumann).
12 h., Musique de table : Musique légère (Gimenez, Moszkowski, Glinka) ; 12 h. 35, Le jazz en France dans l'immédiat après-guerre (Brun, Combelle, Ekyan, Warlop) ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Musiques : Les chants de la terre ; 14 h. 30, Nocturne (Field, Chopin, Liszt, Poulenc, Scriabine, Fauré) ; 15 h. 30, L'opéra de la semaine : « Porgy and Bess », de Gershwin, par les Chœurs et l'Orchestre de Cleveland, dir. Lorin Maazel, avec L. Mitchel, mezzo-soprano ; L. Henrickx, basse...
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; Concert : œuvres de Liszt, Schumann, Prokofiev, Rachmaninov, par D. Alexeev, piano ; 20 h., Concours international de guitare.
20 h. 30, Concert (Festival estival de Paris) : Paul Badura-Skoda (*piano forte*) interprète Mozart : « Fantaisie en ré mineur », « Menuet en ré majeur », « Rondo en la mineur », « Variations sur Ah ! vous dirais-je maman », « Prélude et Fugue en ut majeur ».
22 h. 30, Ouvert la nuit : Le lied schubertien, la solitude ; 23 h., Les musiciens composent et proposent : Nguyen Thien Dao.

Vendredi 17 octobre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (le sacrifice de la messe) ; à 8 h. 32, Hébreux et Hellènes
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h. 45, Le texte et la marge : « Il était une fois des enfants dans l'histoire », de J. Prasteau.
11 h. 2, Festival des arts de l'Asie : L'opéra cantonais.
12 h. 5, Nous tous chacun : François.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Musiques extra-européennes.
14 h., Sons : Afrique ! Afrique !
14 h. 5, Un livre, des voix : « Epopée des bords du chemin », de L.-Y. Feray.
14 h. 47, Un homme, une ville : G. Apollinaire, de Nice à Paris.
15 h. 50, Contact.
16 h., Pouvoir de la musique.
18 h. 30, Feuilleton : « le Comte de Monte-Cristo », d'après A. Dumas.
19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : Notre bonne vieille Terre.
20 h., La lignée des Mercant : « l'Amour de la province et l'appel de Paris » (3).
21 h., Science et conscience. Colloque international de Cordoue : La conscience morale, le sens et le sujet.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien - Musique (Chabrier, Satie, Bach, Mozart) ; 7 h. 2, L'intégrale de la semaine (Schumann) ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, Le matin des musiciens : Hummel, charnière entre le classicisme et le romantisme (de Mozart à Chopin).
12 h., Musique de table : Musique légère (Delibes, Offenbach) ; 12 h. 35, Jazz classique : l'immédiat après-guerre en France (Brun, Combelle, Ekyan, Warlop) ; 13 h., Actualité lyrique.
14 h., Musiques : Les chants de la terre ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Concerto : « Concerto pour violon en si mineur » (E. Elgar), dir. G. Solti ; 16 h., Cercles musicaux : Mozart, ses amis, ses élèves.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery.
20 h., Concert (cycle d'échanges franco-allemands), en direct des Journées de musique de Donaueschingen 1980 : « Composition pour quatuor à cordes et orchestre », création (Lachenmann) ; « Gestalt pour orchestre » (Hamel) ; « Ländlertopografien » (Zimmermann), par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. C. Halffter, et le Quatuor à cordes de Berne.
22 h. 15, Ouvert la nuit : Portrait par petites touches, Ravel, par F.-J. Thiollier, piano ; 23 h. 5, Vieilles cires : Cycle F. von Weingartner (J. Brahms) ; 0 h. 5, Jazz forum.

Samedi 18 octobre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance.
8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : La renaissance religieuse de cette fin de siècle.
9 h. 7, Matinée du monde contemporain.
10 h. 45, Démarches avec... P. Sarfati, photographe.
11 h. 2, La musique prend la parole : 1980-1981, Debussy.
12 h. 5, Le pont des Arts.
14 h., Sons.
14 h. 5, New-York, Assemblée générale de l'ONU.
16 h. 20, Livre d'or : Cycle d'orgue au Festival d'Avignon 1980.
17 h. 30, Science et conscience. Colloque international de Cordoue : L'unus mundus et les manifestations de l'imaginal.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Entretien... avec le peintre M. Estève (3e partie).
20 h., La lignée des Mercant : « le Notable et le Libertin » (4).
21 h. 55, Ad lib, avec M. de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Terre natale : Musique populaire de la Roumanie contemporaine.
6 h. 30, Musiques pittoresques et légères (Defaye, Luypaerts, Gould, Anderson, Last, Hadjidakis, Nakassian, Danas, Stolz, Rebner, Wunderlich)
7 h. 40, Cocoricopérette : « les Saltimbanques », de L. Ganne, dir. P. Dervaux.
9 h. 2, Le matin des musiciens : Hummel, charnière entre le classicisme et le romantisme (Hummel, Mozart, Clementi, Beethoven, Bach, Dussek, Chopin).
10 h. 30, Samedi (magazine de J.-M. Damian) : Stravinski ; 11 h. 15, Enregistrements historiques et rééditions : version originale de « Petrouchka », dir. P. Monteux ; 12 h., Le billet ; 12 h 15, Jazz ; 13 h. 30, Débat, avec l'invité du jour ; 14 h. 45, Musique ancienne ; 15 h. 15, L'acoustique musicale : « Jeu de cartes », avec l'Orchestre de Cleveland, dir I. Stravinski ; 16 h., Loup y es-tu ? (Prokofiev, Mahler).
17 h., Concert de musique de chambre (échanges internationaux) : « Quatuor à cordes n° 2 en fa majeur » (Prokofiev), « Quatuor à cordes n° 8 en ut majeur » (Chostakovitch), par le Quatuor Chostakovitch, avec A. Shislov, S. Pishchugin, violons ; A. Galkovsky, alto ; A. Korchagin, violoncelle (Festival de musique de Belgrade 1979)
18 h. 2, Comment l'entendez-vous ? : Gabriel Fauré par Romaric Sulger-Buel, auditeur de France-Musique.
20 h. 5, Soirée lyrique (Festival d'Orange 1980) : « Rigoletto », opéra en trois actes de Verdi, par la London Choral Society et l'Orchestre national de France, dir L. Gardelli, avec R. Bruson, B. Hendricks, S. Toczyska.
23 h., Ouvert la nuit : Genèse, un certain aspect de la musique expressive, des Etats-Unis à la Chine populaire, avec la primauté de la mélodie orchestrale (Carter, Hu-Kuang, Yuan, T'ieh-Shan, Lu-Ting, Shan-Te) ; 0 h. 5, Le dernier concert : Quatrièmes soirées de Saint-Aignan.

Dimanche 19 octobre

FRANCE - CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
7 h. 40, Chasseurs de son.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : La Grande Loge de France.
10 h., Messe à l'abbaye de Ligugé.
11 h., Regards sur la musique : Chostakovitch (« Le Nez », « Lady Macbeth », « Symphonie n° 13 » : extraits).
12 h. 5, Allegro.
12 h. 40, Concert : Boccherini, Beethoven, Reger, Dittersdorf, interprété par le Flieder Trio.
14 h. Sons.
14 h. 5, La Comédie-Française Présente : « L'illusion comique », de Corneille.
16 h. 5, Concert.
17 h. 30, Rencontre avec... G. de Broglie.
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros : G Perros (2e partie).
20 h. 40, Atelier de création radiophonique : « Questionnaire pour Lesconil » (Prix Italia) *(Lire notre article page IX.)*
23 h., Musique de chambre : Dandrieu, Hersant, Pascal.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Concert-promenade (Wieniawski, Vacek, Schoenherr, J. Strauss, Leoncavallo, Takacs, Schmitt, Jarno, Ferstl, les trois Strauss, E. Strauss).
7 h. 40, Dimanche matin : Musiques chorales (Prokofiev, Debussy) ; 8 h. 30, Les classiques favoris : Schumann, Beethoven ; 9 h. 2, Le grégorien à travers les âges ; 9 h. 30, « Cantate pour le vingtième dimanche après la Trinité » (Bach) ; 10 h. 30, Les classiques favoris (Schubert, Dvorak).
11 h., Concert : « Quatuor pour piano et cordes », opus 25, de J Brahms, par le Nouveau Trio Pasquier, avec J.-C Pennetier, piano.
12 h. 5, Le jeu des penchants.
12 h. 45, Tous en scène.
13 h. 30, Jeunes solistes : Pierre Benhalem, piano, interprète des œuvres de Bach, Liszt, Beethoven.
14 h. 15, Les après-midi de l'orchestre : Histoire de la direction d'orchestre en France (Massenet, Holmes, Duparc, d'Indy, Dukas).
16 h. 15, La tribune des critiques de disques : œuvre d'orgue de Nicolas de Grigny.
19 h., Concert : Jazz vivant, le Quartette de Lou Donaldson et le Trio de Junior Mance à l'Espace Cardin ; le National Jazz Ensemble de Chuck Israël à la Maison des Etats-Unis de la Cité universitaire.
20 h. 5, Le concert du dimanche : « la Flûte enchantée, ouverture en mi bémol majeur » (Mozart) ; « Te Deum » (Verdi) ; « Symphonie n° 2 en ré majeur » (Brahms), par l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne et le Chœur de la Jeunesse de France, dir. E. Heath, avec Claudio Abbado, piano.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Une semaine de musique vivante ; 23 h., Saturnales (Saint-Saëns).



MORGAN

SANTÉ

Les insécurités sociales

La santé, ce n'est pas la non-maladie. C'est l'adaptation à l'environnement. Dans nos sociétés productivistes, le vieil adage prend toute sa valeur : le travail, c'est la santé.

ANNIE BATLLE et JEAN-FRANÇOIS BLONDEAU (*)

« TOUT va bien tant qu'on a la santé », dit-on. Tout devrait donc aller bien, ou mieux, en 1980, dans les pays développés, où la plupart des épidémies et maladies infectieuses qui ont décimé les hommes au cours de l'histoire, ont été enrayées ; où donner la vie n'est plus synonyme de donner la mort une fois sur deux, où les jeunes restent jeunes plus longtemps, et les vieux meurent plus vieux.

Or le problème principal de ces pays semble être celui de la santé. Toutes les études, tous les sondages convergent, c'est le sujet majeur de préoccupation du citoyen. C'est aussi celui des pouvoirs publics.

Il suffit, en France, de parcourir la « une » des journaux des derniers mois : déficit de la Sécurité sociale, honoraires des médecins... Et ce qui frappe dans les discours qui dominent le concert des voix sur la santé est qu'ils traitent essentiellement des problèmes économiques auxquels le secteur se trouve confronté et plus particulièrement de l'équilibre comptable des recettes et des dépenses de la Sécurité sociale.

Ce n'est pas étonnant dans un type de société où la rationalité économique, c'est-à-dire celle de la marchandise, est devenue la seule logique sociale. Ce n'est pas politiquement innocent dans un pays où la population, pour de multiples raisons, reste très attachée à cette institution qu'est la Sécurité sociale, et où toute menace qui pèse sur son existence permet de dramatiser de façon spectaculaire la situation et de faire accepter des mesures qui, sinon, rencontreraient une vive opposition.

Or cette approche, strictement économique, interdit toute réflexion sur l'extraordinaire signification pour l'ensemble de la société de la « crise » de la santé.

Le champ de la santé est vaste et multiple. Ses frontières sont imprécises. L'ambiguïté de son contenu se reflète bien dans l'évolution de la racine indo-européenne « san » : la conservation de soi, qui a suivi une double trajectoire et donné « sanitas » — la santé (1) — d'une part, et « salvatus » — le salut — d'autre part. Alors se contentera-t-on de dire, la santé est un problème de société (un de plus). Façon souvent pratique d'enterrer une question ou d'en noyer les spécificités. On peut au contraire essayer de mettre en évidence quelques-unes des interrelations majeures de la santé avec la société : le corps, le travail, la mort (2).

Cosmique

Historiquement, la santé n'existe pas, on est malade ou pas. Mais toujours, pour chasser la maladie, pour redevenir comme « avant », comme « les autres » (retrouver la norme), il faut soigner son corps : et la vision qu'on a de ce corps est étroitement liée à la société dans laquelle on vit, au projet qui la sous-tend, et elle détermine le type de maladie et de soins.

L'idée que nous avons aujourd'hui que chacun possède un corps autonome, unifié, indépendant du monde est très récente. En Occident même, il n'y a pas si longtemps, le corps de l'individu était totalement intégré dans une vision cosmique de la vie. Chaque partie du corps renvoyait à une partie de l'univers. Aussi un dérèglement (une maladie) était-il le signe d'un mauvais branchement avec le monde. Et se soigner ne pouvait être une action simple, mais bien un rituel permettant de remettre de l'ordre dans le monde. Quand cet ordre du monde était trop perturbé (guerre de religion, roi irresponsable...), il pouvait s'ensuivre un dérèglement corporel pour certains individus. La « maladie » devenait alors une écriture sociale, un mode de communication. Ainsi en fut-il des convulsionnaires.

La révolution industrielle a ensuite généralisé la conception du corps machine, composé de parties qui s'agencent pour former une totalité unifiée. La maladie n'est rien d'autre qu'une panne qu'il s'agit de réparer. Il y a d'ailleurs pour cela de bons mécaniciens : les médecins. Les déterminants sociaux de la maladie disparaissent : une machine n'est pas sujette aux dérèglements sociaux. La maladie est étudiée en elle-même, et traitée de manière spécifique. C'est le triomphe du scientisme mécaniste. Nous vivons encore largement sous son règne, mais avec des modifications subtiles.

Actuellement, le système productiviste cède en effet le pas à celui de la consommation. le corps machine se transforme en corps objet de consommation, le « plus bel objet » dit J. Baudrillard (3). Il s'agit alors de « gérer » cette marchandise de façon rationnelle pour qu'elle donne son rendement optimal, comme une chaîne stéréo. La maladie est inacceptable puisqu'elle remet en cause l'autogestionnaire. En cas de maladie cependant, la consommation médicale devient une possibilité de maintenir son statut : le cadre s'adresse au spécialiste, l'O.S. au généraliste.

Le statut principal de nos sociétés productivistes est le statut de travailleur, et le travail est désormais le seul moyen d'intégration sociale. Le clivage actif/inactif est capital. Ceux qui ne produisent pas — les jeunes — n'ont pas droit à la parole, mais on les entretient en tant que producteurs éventuels et consommateurs immédiats. Ceux qui ne produisent plus sont rejetés. Et le troisième âge commence arbitrairement le jour de la retraite. On assiste alors au transfert du statut (entendez du non-statut) de non-travailleur ou de travailleur inadapté au statut de malade. Comme dirait Raymond Devos, de moins que rien à rien. Il est significatif de constater que récemment — c'est peut-être en train de changer avec la généralisation du chômage — il était moins traumatisant, plus avouable, d'être porté malade que chômeur, d'être à la Sécurité sociale qu'aux ASSEDIC.

Intermédiaire

Les pathologies développées par les retraités, brutalement privés de leur statut, coupés de leur réseau de relations sociales, sont bien connues des gérontologues. A âge égal, à facteur de risque égal, ceux qui peuvent garder une fonction sociale, une activité qui les maintienne dans le tissu social, sont peu ou pas malades. Les clubs du troisième âge, en plaçant « les vieux » dans un statut de nouveaux consommateurs (ex. : les voyages), deviennent d'une certaine manière thérapeutiques. Du statut de travailleur au statut de consommateur, c'est la même chose, c'est la nouvelle logique sociale.

Par ailleurs, la maladie, volontairement ou non, offre une alternative à la monotonie, à l'aridité du travail, et c'est l'absentéisme délibéré, la fatigue la dépression.

Comme le fait remarquer le professeur Philippe Lazar, directeur de recherche à l'INSERM, la majeure partie de la vie d'un homme se passe, fort heureusement, dans un état intermédiaire entre les pathologies aiguës et les accidents (4), et le bien-être physique et mental total (5). Dans cet état intermédiaire, l'homme, au fur et à mesure qu'il s'éloigne de sa naissance, devient de moins en moins dépendant du biologique et de plus en plus du social, de son degré d'intégration sociale, des réponses qu'offre la société à ses problèmes.

De même que la maladie peut constituer une alternative à l'exclusion sociale, de même l'homme handicapé peut ne pas se sentir « malade » (a-normal) s'il reste inséré dans son groupe. Le chercheur que l'amputation d'une jambe n'empêche pas de travailler se considère comme bien portant. L'horloger que des rhumatismes légers empêchent d'exercer son métier est un malade définitif.

René Dubos souligne dans son ouvrage *Chercher* (6) : « *Les gens, naturellement, aiment bien savoir ce qui ne va pas dans leur organisme, mais surtout ils se préoccupent de pouvoir faire ce qu'ils veulent faire, c'est cela la santé.* »

Par ailleurs, les maladies-refuges, les maladies-fuites, ne sont pas seulement les dépressions ou les maladies mentales.

On peut objectivement être malade pour du mal-être, pour des insécurités sociales, pour du stress. Nous l'admettons déjà volontiers pour les ulcères à l'estomac, pour l'hypertension, pour les infarctus ; mais sait-on — comme le fait remarquer le professeur Henri Laborit — que les maladies infectieuses, le cancer... frappent particulièrement les sujets soumis à une forte tension de la part de leur environnement social, et qui n'ont pas la possibilité de fuir (dans la réalité ou dans l'imaginaire). L'inhibition prolongée de l'action libère notamment la cortisone, qui atteint le système immunitaire. N'est-il pas étonnant de remarquer également avec lui que le dément fait rarement des cancers et des maladies psychosomatiques, comme si, ayant décroché de la réalité sociale, des relations avec son environnement, la somatisation n'avait plus de sens.

Alors, cette santé dont nous parlons tant, pour laquelle nous dépensons de plus en plus d'argent, que nous mendions à nos médecins de plus en plus savants et de plus en plus impuissants, qu'est-ce ? Le pouvoir, la jeunesse, la beauté, l'amour des autres. Le bonheur, quoi, et la vie éternelle en plus. Ce que, au fond, les religions nous promettaient prudemment pour plus tard, et que nous voulons ici et maintenant.

Nous sommes peut-être la première génération massivement confrontée à une vraie mort, sans au-delà. Santé-Salut donc, quelle institution pourrait l'assurer ? Comment la « budgéter » ? Quels hommes pourraient la prescrire sur ordonnance ?

Mais des raisons de vivre et de mourir, un projet de vie, en somme, n'est-ce pas à nous de les trouver ici et maintenant, et de construire les sociétés qui nous permettent de les réaliser ? ■

(*) Membres de l'association Macroscope.

(1) Jusqu'au dix-neuvième siècle, le terme de santé (d'ailleurs peu employé, on parle surtout de maladie) signifiait exclusivement non-maladie.

(2) Ces thèmes ont été développés dans une étude réalisée par l'association Macroscope à la demande du commissaire au Plan.

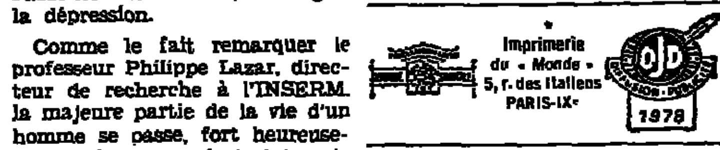
(3) *La Société de consommation*, Coll. « Le point de la question », 1969 Denoël.

(4) Qui existeront toujours.

(5) Définition de la santé par l'Organisation mondiale de la santé.

(6) Stock, 1979.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Commission paritaire n° 57 437.

BARGES

Les usines flottantes

La première conférence internationale sur les « usines flottantes » se réunit du 13 au 15 octobre à Paris. Une trentaine d'unités fonctionnent, une dizaine d'autres sont en cours de réalisation.

MARIE-JEANNE HUSSET

EN juin 1981, un convoi original quittera les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire en direction des Etats-Unis. Une barge semi-subsible de 139 mètres de longueur et 32 mètres de largeur, autopropulsée, transportera, en effet, la première centrale hydro-électrique « flottante » construite par Alsthom-Atlantique. Là, les différents caissons constituant la centrale seront déchargés, puis remorqués sur le Mississipi et l'Ohio jusqu'au site de Greenup (Kentucky), près de la petite ville de Vanceburg. Un parcours fluvial de 2 600 kilomètres. A leur arrivée, après six semaines de voyage, ils seront assemblés, puis la centrale sera raccordée aux installations terrestres et intégrée au barrage existant. Elle entrera en fonctionnement au printemps 1982.

D'une puissance de 72 MW, cette centrale, qui porte le nom de « WT Love », possède des caractéristiques voisines de celles d'un ouvrage conventionnel : elle doit être, ainsi, équipée de trois turbo-alternateurs bulbes, du même type que ceux installés sur la Rance et sur le Rhône.

L'implantation d'usines sur barges flottantes n'est pas une idée absolument neuve. C'est en 1960 qu'est construite, aux Etats-Unis, la première du genre : une centrale électrique de 15 MW, sur une barge en acier, est livrée au Venezuela, à une société américaine opérant sur le lac Maracaïbo. Deux ans plus tard, une petite raffinerie pouvant produire 10 000 barils par jour quitte le chantier belge de Boelwerf et est remorquée jusqu'en Libye, où elle est échouée sur la côte, à Marsa-el-Braga. En 1971, des centrales thermiques flottantes sont mises en service à Brooklyn, près de New-York. Et entre 1972 et 1974, quarante-neuf barges construites dans le port de Seattle et dans celui de Vancouver, et équipées d'unités de traitement de pétrole et de gaz, sont acheminées vers Prudhoe-Bay, sur la côte septentrionale de l'Alaska.

Nucléaire

La promotion véritable des usines pré-assemblées sur barge commence, en fait, avec la crise pétrolière. Depuis 1974, la plupart des grands chantiers navals du monde connaissent de grosses difficultés. Pour remplir leur carnet de commandes bien mince, ils cherchent à se diversifier. L'usine flottante leur semble être un créneau intéressant. Quelques sociétés d'ingénierie vont également pénétrer sur ce marché. Plus de cinquante entreprises vont alors proposer des projets. L'étude d'Alain Gaillard, de la SEMA, en 1978, en recensait déjà, à cette époque, plus de deux cent cinquante, plus ou moins bien conçus techniquement...

Toutes les applications vont être envisagées. Le nucléaire n'y échappe pas. La firme américaine Westinghouse Electric crée même une filiale, Offshore Power System, en Floride, pour construire « à la chaîne » des centrales nucléaires sur barge. Elle espère commencer la production en 1981. Mais aucune commande n'est encore enregistrée.

Cependant, plus de la moitié des projets lancés pendant cette période ne seront pas menés à terme. On compte, aujourd'hui, une trentaine d'unités en fonctionnement dans le monde et une dizaine en cours de réalisation. Dans des domaines aussi variés que la chimie, l'énergie, le dessalement de l'eau de mer, l'agro-alimentaire, l'hôtellerie, etc., etc.

On peut citer : des centrales électriques aux Etats-Unis, au Brésil, en U.R.S.S., où des petites unités de 20 MW, baptisées « Lumières du nord », sont acheminées par mer ou par voie fluviale vers la Sibérie. En 1975, un complexe de sport et de loisirs, monté sur une plate-forme semi-submersible, ouvre ses portes lors de l'exposition océanographique d'Osaka. Capable de recevoir deux mille quatre cents personnes, il dispose de ses propres stations d'énergie, de production d'eau potable et de traitement des déchets. La même année, les chantiers japonais livrent à Abou-Dhabi une usine pour la réinjection d'eau dans un gisement de gaz en fin d'exploitation, et un hôtel de chantiers. Tous deux sont montés sur des barges en acier. En 1976, une unité flottante de réfrigération et de stockage de gaz de pétrole liquéfié, construite sur une barge en béton, arrive en Indonésie. Un chantier italien livre au Cameroun, à Douala, une usine de contre-plaqué.

C'est en 1978 que le chantier naval japonais IHI achève pour le Brésil la plus grosse unité jamais construite sur barge : une usine de pâte à papier de 750 tonnes/jour destinée à la Jari Florestal Agropecuaria. Formée de deux barges en acier (une pour l'unité de fabrication, l'autre pour la centrale d'énergie), elle atteindra, après trois mois de navigation et 25 000 kilomètres de parcours, le site de Munguba, en Amazonie.

Au Japon, encore, est construite la première usine de dessalement de l'eau de mer, de 2 000 mètres cubes par jour, et envoyée près de la zone industrielle de Yanbu, en Arabie Saoudite.

L'année dernière, a été mise en service, sur la côte pacifique du Canada, une usine de congélation de poisson, montée sur barge d'acier (trois autres barges du même type seraient en commande aux U.S.A. pour l'Alaska Fishery Industrie). Au large d'Hawaï, la première unité pilote produisant de l'énergie à partir de la différence de température entre la surface et le fond de l'océan est expérimentée dans le cadre du programme américain OTEC (Ocean Thermal Energy Conversion, voir *le Monde* du 13 juillet).

Parmi les réalisations en cours, on note, outre la centrale « WT love », une usine d'engrais que fabrique un chantier suédois pour le Pakistan, deux unités de dessalement commandées par l'Arabie Saoudite à un constructeur japonais, deux centrales électriques pour les Philippines et une pour la Thaïlande, deux hôtels de chantier de six cents lits construits sur barges flottantes semi-submersibles, en Suède et destinés à fonctionner en mer du Nord, enfin un hôtel avec héliport que les Ateliers et Chantiers de Bretagne doivent livrer en 1982 au Cameroun, pour Elf (1).

Flottantes, ces usines (ou hôtels) le sont, en fait, en quittant le chantier où elles sont construites et jusqu'à leur arrivée au lieu d'exploitation. Ensuite, différentes solutions sont envisageables. Elles peuvent rester flottantes, ancrées ou accostées à un quai. Elles peuvent être, au contraire, échouées, ce sont alors des usines « flottées », soit déposées sur le fond de l'eau, soit mises sur pilotis (comme beaucoup de plates-formes offshore), soit définitivement ancrées au sol (par remblayage du terrain alentour).

Les barges sont en acier ou en béton. Si l'acier semble avoir la préférence des constructeurs, le béton est de plus en plus apprécié : une barge en béton est moins sensible à la corrosion chimique de l'eau de mer, elle ne nécessite ni peinture ni protection cathodique, son entretien est donc moins astreignant.

C'est le développement des techniques offshore qui a rendu possible la construction sur barge d'usines de grande dimension. Des méthodes de calcul pour évaluer les sollicitations créées par la houle sont maintenant connues. La puissance et les dimensions de remorqueurs actuels autorisent l'acheminement sur le site, ce qui était impensable il y a quelques années. Le remorquage peut, du reste, être remplacé par un transport sur barges semi-submersibles, véritables « camions » de la mer. Le transport reste toutefois un problème complexe à résoudre.

Mobilité

Ces usines posent des problèmes spécifiques qui, dans les nombreux projets proposés, n'ont pas tous été résolus avec bonheur. C'est une des raisons qui expliquent, selon l'étude de la SEMA, le nombre limité de réalisations effectives. *« Il n'y a sûrement pas de travail pour tous les prétendants,* constate Alain Gaillard. *Seuls peuvent réussir quelques groupes bien organisés où chantiers navals et ingénieries mettent en commun leurs compétences complémentaires pour aborder une clientèle peu familiarisée avec ce type d'usines. C'est ce qu'ont fait les chantiers japonais qui ont actuellement le plus de références à leur actif.* »

Le marché existe donc, mais il est limité : l'usine flottante concerne avant tout les pays en voie de développement, manquant d'infrastructures. Elle ne peut être choisie que dans la mesure où elle répond mieux aux besoins qu'une usine traditionnelle au sol. Sa mobilité est un de ses avantages. L'unité de dessalement d'eau de mer mise en service en Arabie Saoudite fournit l'eau douce nécessaire pendant la construction d'un complexe industriel en zone désertique. Elle sera déplacée lorsque le complexe sera achevé. Au Japon — où l'on a entrepris un vaste programme de construction de ponts pour relier les îles de l'archipel les unes aux autres — une usine à béton flottante permet de suivre le déroulement des travaux.

La solution flottante est aussi choisie pour développer des régions peu hospitalières, difficiles d'accès par la terre. Elle permet surtout de raccourcir les délais de construction : construite dans le chantier d'un pays industrialisé, elle sera plus vite montée, testée, livrée prête à l'emploi. Pour les fournisseurs d'usines clés en main, cette solution supprime tout une série de problèmes liés à la construction sur site : difficulté de trouver du personnel qualifié acceptant de se déplacer, irrégularité dans l'approvisionnement en matières de base. Les tâches sont simplifiées et les délais de livraison peuvent être garantis.

Elle présente toutefois quelques inconvénients : elle ôte toute possibilité aux pays en voie de développement de participer à la construction de leurs propres usines, de suivre l'avancement des travaux, enfin d'employer la main-d'œuvre locale. Ces usines sont construites dans le pays « vendeur » et fonctionnent en général avec peu de personnel. Des inconvénients rédhibitoires pour certains pays comme l'Algérie.

Depuis peu, l'usine flottante a fait son apparition dans les appels d'offres internationaux. L'U.R.S.S. se montre très intéressée par des usines de pâte à papier japonaises. Très récemment, le Bangladesh a proposé sur le marché une centrale électrique à moteur Diesel ou turbines à gaz, qui resterait mobile et serait amarrée à quai. ■

(1) Dans le monde sont déjà réalisés ou en cours de construction quinze centrales électriques, trois unités de dessalement de l'eau de mer, quatre usines de traitement de pétrole et de gaz, une de liquéfaction et stockage de gaz, deux raffineries de pétrole, neuf hôtels de chantier, une usine d'engrais, une usine de contre-plaqué, une centrale à béton, une unité de congélation de poisson, une usine de pâte à papier.

Une base de pêche

Accroître la productivité des chalutiers, réduire les consommations de gas-oil et améliorer les conditions de travail des équipages. Tels sont les buts du projet de « base de pêche flottante » développé par la société française Bertin.

Cette base, servant de soutien logistique à une flottille de chalutiers, permettrait d'établir des rotations de cinq jours de pêche, un jour de route, un jour à quai (moins longues donc que les rotations actuelles). Totalement autonome, elle pourrait suivre l'évolution de la pêche. Prévue pour accueillir simultanément quatre à six chalutiers et un transporteur, elle comporterait : une station-service pour l'entretien des bateaux et leur ravitaillement en gas-oil, des unités de production de glace et de traitement du poisson, une infrastructure de détente pour les équipages. Le transporteur assurerait les liaisons entre la base et son port d'attache.

PRODUCTIVITÉ

L'informatique à l'Assemblée

Les députés, s'ils veulent faire leur travail correctement, ont besoin désormais de l'outil informatique. Certains jugent les possibilités actuelles insuffisantes.

ÉRIC ROHDE

UNE demi-douzaine de terminaux, installés dans une minuscule soupente du Palais-Bourbon, ont mis la vieille Chambre à l'heure de l'informatique. Depuis le début de cette législature, les députés ont la possibilité d'interroger les fonds documentaires de plusieurs « serveurs » (de banques de données) français, européens et depuis peu américain. Mais ce n'est qu'un premier pas. D'autres applications de cette technologie sont à l'étude.

Parmi les plus gros fichiers figurent ceux qui gèrent les travaux de l'Assemblée. Ce sont les bases de données « Séances » et « Questions ». Leur fonction est de faire gagner du temps aux députés en les aidant à organiser leur travail. D'un bord à l'autre de l'hémicycle, en effet, on se plaint de manquer de temps.

Jérémiades ? Il ne semble pas. Si les travées clairsemées de l'hémicycle donnent parfois le sentiment que les députés désertent les séances, c'est peut-être parce qu'elles sont de plus en plus fréquentes et longues. A titre d'exemple : en 1973, les deux sessions ordinaires ont duré 576 heures ; en 1979, 722 heures. Pour ces deux années, les *Journaux officiels des débats* totalisent respectivement 7 386 pages et 11 907.

Ces écarts ne sont pas le fait d'un décalage exceptionnel, comme en témoignent les chiffres d'une augmentation progressive. Le nombre des amendements venus en discussion a lui aussi crû substantiellement : 1 377 en 1973, 2 965 en 1979. Les questions écrites sont aussi, chaque année, plus nombreuses. 13 498 ont été posées en 1979, soit plus du double qu'en 1973. Si certaines ne reçoivent pas de réponse (636 en 1979), la masse d'informations ainsi générée est de plus en plus importante.

Rivalité

Depuis 1978, les références de tous ces travaux sont donc consignées sur l'ordinateur du Centre d'informatique juridique (CEDIJ), régulièrement mis à jour. Les députés peuvent demander au système de « sortir », par exemple, toutes les interventions ou questions concernant un thème donné et ayant eu lieu entre telle et telle date. Ou aussi chaque intervention d'un député sur ce thème. En facilitant les recherches, l'ordinateur permet de mieux sérier un problème pour élaborer une proposition de loi. Mais il permet aussi de retrouver rapidement trace des propos tenus par un adversaire, dont il devient désormais possible de bien suivre le comportement politique... L'Assemblée est également reliée à la Banque d'information politique et d'actualité de la *Documentation française* (BIPA). Quatre de ses fichiers, « Acropol », « Salomon », « Orateur » et « Biblios », qui regroupent les communiqués des conseils ministériels, les discours du président de la République (en texte intégral) ainsi que les prises de position des personnalités du monde politique, économique et syndical (en résumé) et les rapports au gouvernement (ceux qui sont publiés), autorisent des comparaisons rapides riches d'enseignement.

Les autres banques de données de l'Assemblée répondent à une autre préoccupation. Il s'agit de rétablir un certain équilibre dans la rivalité de fait entre le pouvoir législatif et les autres pouvoirs. « *Nous devons mesurer le risque de voir la capacité de décision des parlementaires et des institutions politiques mise en échec par la capacité décisionnelle des grands groupes privés ou des technocrates, qui serait accrue par le recours à des techniques extrêmement puissantes.* » Cette mise en garde du député socialiste Roland Huguet (1) pose le problème de l'accès des parlementaires aux données-clefs de l'actualité économique et sociale. Elle fait aussi écho au rapport Mehl (2), qui, en affirmant le droit à l'égalité d'accès aux informations de l'administration entre les pouvoirs exécutif et législatif, en soulignait... les inégalités.

Bastion

Dans bien des cas, l'administration reste un bastion que les députés en général, ceux de l'opposition en particulier, ne peuvent investir que par la petite porte. Sans la sollicitude d'amis dans la place, combien de rapports à « diffusion restreinte », d'études ou de chiffres plus ou moins confidentiels seraient à jamais restés sous le boisseau ? Nombre de parlementaires avouent en être réduits à des tours de passe-passe en coulisse pour prendre connaissance d'un document pourtant d'intérêt général.

L'ordinateur, à condition que les programmes soient au point, est seul en mesure d'harmoniser rapidement des séries statistiques de nature différente, calculer des écarts ou mesurer des évolutions significatives. L'administration, de son côté, ne se prive pas des avantages de l'informatique. Avec 19 % du parc des ordinateurs implantés en France, elle en est même le principal utilisateur ; chaque année, elle y consacre plus de 6 milliards de francs. Toutes ces raisons ont conduit l'Assemblée nationale à revendiquer le droit de pouvoir jouir à son tour des moyens de traitement de l'information.

La première démarche est entreprise en 1976 : les deux Assemblées réclament le raccordement aux banques de données de l'INSEE. Elles obtiendront satisfaction mais non sans peine et seulement partiellement. La demande est si inhabituelle, y donner suite serait tellement contraire aux traditions de secret que l'affaire monta au plus haut niveau. Plus d'un an après, M. Raymond Barre lâcha son accord. L'Assemblée et le Sénat sont donc aujourd'hui reliés à deux fonds de l'Institut : « Sic », une banque d'informations conjoncturelles, et « Alice », répertoriant les données de comptabilité nationale. Deux autres liaisons viennent d'être autorisées, l'une avec « Sirf », qui contient les informations économiques des régions, la seconde avec « Sphinx », une base récapitulant les ouvrages spécialisés. Le principe de ces dernières connections, ainsi que celles qui sont prévues avec les ordinateurs des ministères de l'industrie et de l'agriculture, n'a pas été admis du jour au lendemain. Il aura fallu deux années de longues tractations entre le Palais-Bourbon et l'hôtel Matignon d'une part, la commission chargée d'examiner les demandes d'application de la loi de juillet 1978 sur la liberté d'accès aux documents administratifs, d'autre part.

Retard

La lenteur des négociations a encouragé la délégation de l'informatique parlementaire du bureau de l'Assemblée nationale à se tourner vers d'autres sources documentaires. Mais la lenteur n'est pas l'unique raison. Les banques de données de l'INSEE ne donnent guère satisfaction. Outre un logiciel d'interrogation dissuasif, les mises à jour sont irrégulières, en particulier sur « Sic ». Dans le domaine agricole, par exemple, la banque accuse un retard d'un an sur les publications de l'Institut. Les indices des volumes d'importations datent de l'an dernier, alors qu'en juillet les chiffres du commerce extérieur de la Communauté n'étaient pas actualisés depuis 1977. Dans la plupart des cas, il est plus commode de s'adresser à la banque des Communautés européennes à Luxembourg, « Cronos », pour obtenir une information, même s'il s'agit de l'activité française.

L'Assemblée nationale est aussi connectée aux banques « Celex » et « C.Jus », qui recèlent les textes du droit et de la jurisprudence communautaires, aux fonds juridiques du CEDIJ et, dans le domaine de l'énergie, à « Edf-doc ». Par ailleurs, une liaison d'essai est établie avec le serveur américain d'informations économiques « Dri », et une autre le sera peut-être avec la banque patronale de l'U.I.M.M.

Cependant, aux yeux de certains députés, l'essentiel reste à conquérir : l'accès à des informations directement politiques.

Près de neuf textes sur dix discutés par l'Assemblée nationale sont d'origine gouvernementale. Les dispositions qu'ils contiennent se fondent souvent sur des assertions chiffrées difficilement vérifiables. C'est notamment le cas de l'un des plus importants de tous : la loi de finances qui fixe les dépenses du budget, examinée à chaque session d'automne. Le seul moyen dont dispose le corps législatif pour infléchir les orientations retenues consiste à user de son droit d'amendement. Mais celui-ci est strictement réglementé. Les articles 40 de la Constitution et 42 de la loi organique relative aux lois de finances stipulent qu'un amendement n'est recevable que si son adoption n'implique ni diminution des recettes ni augmentation des dépenses. Il faut donc le « gager » selon l'expression consacrée. « *Comment voulez-vous évaluer la conséquence de la suppression d'une charge fiscale si vous n'en connaissez pas le montant ?* » s'indigne ledéputé communiste Jacques Jouve, membre de la commission des finances de l'économie générale et du Plan. « *Et comment voulez-vous proposer une compensation si vous ne savez pas combien de contribuables d'une certaine catégorie socio-professionnelle payent tant d'impôts ?* » ajoute le socialiste Laurent Fabius, également membre de la commission. Les « bleus », nom par lequel on désigne les fascicules budgétaires du projet de loi de finances, ne sont pourtant pas avares de chiffres. Mais, de fait, ils ne comportent pas notamment d'indications précises sur l'origine des ressources.

Terminaux

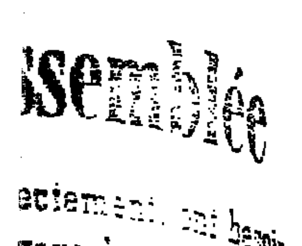
Les données chiffrées de l'administration paraissent toujours après un délai qui réduit considérablement l'usage que pourraient en faire les parlementaires. Les comptes de la nation d'une année donnée ne sont, bien sûr, publiés que l'année suivante, six mois après. C'est-à-dire au milieu d'une année pour laquelle le budget aura déjà été voté. La loi de règlement de ce budget, qui fait le bilan de son exécution et par laquelle le Parlement donne un « quitus » au gouvernement, ne vient en discussion qu'à la session de printemps. Donc encore bien après l'adoption du budget de l'année. Autrement dit, lors de l'examen des dépenses et recettes de la nation, les parlementaires ne disposent d'aucun élément d'appréciation et de comparaison avec l'exercice précédent. C'est la raison pour laquelle les députés réclament la possibilité d'une connection aux moyens informatiques du ministère du budget, dont personne ne sait au demeurant de quoi ils sont exactement constitués. Ce serait la seule façon de suivre l'engagement des fonds publics. Et, pour beaucoup, de rétablir l'équilibre d'un jeu dont les cartes sont biseautées.

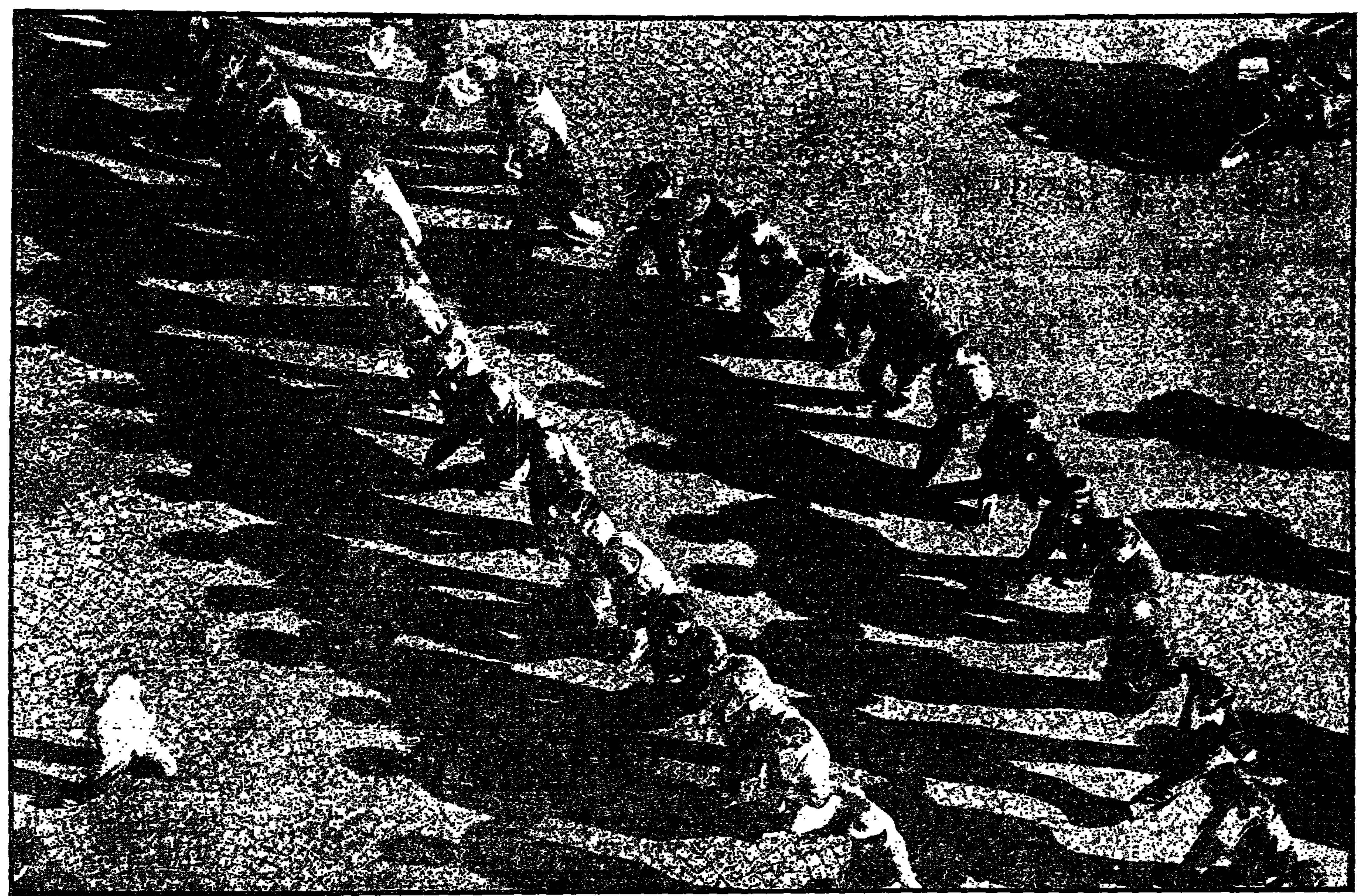
Si de nombreux parlementaires ignorent encore l'outil informatique, ce ne sera sans doute plus pour longtemps. Un projet est en effet à l'étude dans les services de l'Assemblée. « *Un député est cinq jours sur sept dans sa circonscription* », explique Roland Neidhart, le responsable. « *Pour « rentabiliser » ses « filiales » l'Assemblée va peut-être installer un terminal chez chacun d'entre eux.* » ■

(1) *Revue politique et parlementaire*, n° 878, février-mars 1979.

(2) « Pour une documentation plus ouverte ». *Documentation française* 1977.

هكذا من الأصل





PIERRE MICHAUD

RÉVOLUTION

Les adieux d'André Gorz au prolétariat

Parmi les théoriciens qui proposent un « au-delà du socialisme », André Gorz, continuateur de la pensée de Sartre, est sans doute le plus radical : pour lui, ce n'est pas la classe ouvrière qui fera la révolution.

MICHEL CONTAT et FRANÇOIS GEORGE

La place d'André Gorz dans la pensée philosophique et politique contemporaine est singulière. Dans les années 60, il fut le principal introducteur en France d'un marxisme à l'italienne et il faillit devenir, avec sa théorie des « réformes révolutionnaires », un leader intellectuel ; le nouveau radicalisme des militants de 1968 le radicalisa lui-même, sans qu'il se reconnût jamais dans les thèses maoïstes. Par la suite, ses écrits exercèrent une forte influence sur le mouvement écologiste français et sur une frange de militants ouvriers. Il est aujourd'hui un ami et un supporter de Brice Lalonde. Mais c'est surtout en Allemagne, en Scandinavie et en Espagne qu'on le lit comme un maître à penser.

Membre du comité de direction des *Temps modernes* depuis 1961, il fut un proche de Sartre. Il fut aussi l'ami d'Herbert Marcuse, et il reste lié à Ivan Illich. Il n'a jamais appartenu à aucun parti. Philosophe avant tout, il applique sa pensée non aux « problèmes philosophiques » tels que les pose la tradition universitaire, mais à la réalité concrète, c'est-à-dire aux problèmes sociaux et politiques contemporains. C'est pourquoi, pratiquement seul de son espèce, il ne s'est jamais intégré à l'Université et reste un penseur solitaire.

Son premier livre, *le Traître* (Seuil, 1958, réédité en 1978), avec une éclatante préface de Sartre, était un essai autobiographique. Ses principaux ouvrages sont *la Morale de l'Histoire* (Seuil, 1960), *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme* (Seuil, 1966), *le Socialisme difficile* (Seuil, 1967), *Fondements pour une morale* (Galilée, 1977).

La publication d'*Adieux au prolétariat* (Galilée, 1980), qui a coïncidé avec celle du livre d'Alain Touraine *l'Après-socialisme*, n'a pas manqué de lui attirer les foudres de militants comme Edmond Maire (voir *le Monde* du 21 et du 22 août), qui l'accuse de ne plus reconnaître qu'une seule classe, celle des marginaux et intérimaires, et de nier par là toute possibilité d'action syndicale. La revue du CERES, *Non !* l'accuse plus classiquement de reniement, d'abandon de la lutte des classes et de ralliement au giscardisme. Au-delà de ces polémiques, nous lui avons demandé de s'expliquer sur ses positions.

Tout a changé

« En 1958, dans le Traître, vous disiez que, pour tout intellectuel, l'objectif ultime était la jonction avec le parti communiste. Aujourd'hui, vous faites vos Adieux au prolétariat. Alors, qu'est-ce qui change ? Vous, le P.C. ou le prolétariat ?

— Tout a changé : la structure de l'économie, de la société, de la classe ouvrière, des moyens de production, et donc aussi l'avenir. C'est pourquoi il n'est pas tellement étonnant que le mouvement ouvrier tel qu'il a été formé par l'histoire passée se trouve affaibli par la crise au lieu d'être radicalisé par elle. Si nous cherchons à entrevoir ce que peut être une issue non capitaliste à cette crise et, plus fondamentalement, quelles potentialités celle-ci contient pour construire une société différente, ce n'est pas du mouvement ouvrier organisé — de ses partis et syndicats — que nous l'apprendrons. Bien sûr, rien ne pourra se faire sans lui ; seulement, il n'est plus le lieu privilégié où s'élaborent une pensée, une pratique et des valeurs post-capitalistes. Je ne ferai une légère exception que pour cet étonnant « intellectuel collectif » qu'est, à certains égards, la C.F.D.T. qui n'est ni un syndicat ni un parti au sens classique et dont le système d'alliance tend à déborder les limites historiques de la classe ouvrière.

— Il semble, cependant, y avoir eu, dans votre pensée, une importante rupture ?

— J'ai moins le sentiment d'une rupture que d'une visée constante face à une réalité changeante. Sur le prolétariat, je n'ai pas tellement varié. Il y a trente ans, quand je me suis demandé pourquoi le prolétariat et la pensée communiste exerçaient sur les jeunes intellectuels, moi y compris, une fascination culpabilisante, je me suis rendu à l'évidence qu'il s'agissait d'une tentation religieuse. Le marxisme, sous ses formes successives, n'a cessé de charrier une religion du prolétariat. Tout y est : la crucifixion, la résurrection et le salut par la foi. Le caractère religieux de la foi en le prolétariat apparaît assez nettement chez le jeune Marx.

» Or quand vous découvrez le caractère religieux d'une théorie qui se prétend fondée sur la science vous ne pouvez plus être un « bon croyant » : vous êtes voué à la contestation. Dans les premières choses que j'ai écrites, notamment dans les *Fondements* (1), j'objectais déjà que ça ne m'avançait à rien d'apprendre que le prolétariat portait le sens de l'histoire si on ne me démontrait pas en même temps que ce sens était le bon, qu'il était valeur, qu'il méritait mon adhésion — bref que dans le prolétariat la nécessité coïncidait avec la liberté, la morale avec l'histoire. Or cette démonstration fait défaut ; je crois même avoir montré (dans *la Morale de l'Histoire*) qu'elle est impossible : l'exigence morale et la positivité scientifique ne sont pas du même ordre. La prise de possession de l'humanité par elle-même ne peut résulter de rien d'autre que d'une entreprise consciente d'hommes conscients poursuivant librement leurs propres fins. La liberté ne peut être le résultat que de la liberté. On ne peut faire l'économie de l'exigence morale.

— En quoi vous restez sartrien. Mais, contrairement à Sartre qui, vers 1960, avait reporté tous ses espoirs révolutionnaires sur le tiers-monde, vous vous êtes attaché aux problèmes de la révolution dans les sociétés industrielles.

— Je n'ai jamais été tiers-mondiste. Je ne voyais pas comment des révolutions dans le tiers-monde feraient tomber le capitalisme et provoqueraient des révolutions dans les métropoles. Alors, puisque personne ne pouvait faire la révolution pour nous, je me demandais, à partir de 1960 : pourquoi, dans les pays industrialisés, les gens auraient-ils le désir de la faire ? Quel peut être le ressort de ce désir ? C'est à cette époque que j'ai essayé de mettre au jour des « besoins radicaux », potentiellement révolutionnaires, que le développement néocapitaliste fait naître sans pouvoir les satisfaire.

» Ces besoins radicaux, à mon sens, tenaient essentiellement à l'aliénation radicale des individus dans leur travail, aussi bien que dans leur consommation et dans leurs rapports aux autres et à la nature. Il y avait notamment un écart croissant entre la stupidité du travail déqualifié et le niveau d'information, de qualification sociale et donc les aspirations à l'autonomie des jeunes. Je pensais que lorsqu'une masse croissante de travailleurs a des capacités très au-dessus de celles qu'elle peut déployer dans les emplois auxquels elle est astreinte, elle finit tôt ou tard par mettre en question non seulement tout le système de domination, mais aussi le système des valeurs sur lequel est fondé le développement capitaliste. C'est bien ce qui s'est passé, sans que cette mise en question radicale trouve cependant une traduction politique.

Marx déjà

— A quoi tient cette divergence avec Sartre ? A la différence de vos pratiques intellectuelles ?

— Sartre était si immensément célèbre qu'il pouvait difficilement avoir des rapports d'égal à égal avec de simples militants ouvriers. Il n'était sollicité et fréquenté que par des dirigeants du mouvement ouvrier, notamment Togliatti et Alicata. Et ces dirigeants faisaient écran entre lui et la base et renforçaient chez lui le sentiment d'une insurmontable barrière culturelle entre l'intellectuel et la classe ouvrière. Il ressentait le privilège culturel de l'intellectuel comme une culpabilité de classe.

» Or, n'étant pas célèbre et n'ayant de titres ni d'esprit universitaires, je ne ressentais pas cette barrière ni ce coupable privilège culturel. Vers 1960, j'avais découvert dans le mouvement ouvrier italien des gens beaucoup plus intellectuels et cultivés que moi (Vittorio Foa, Bruno Trentin, Garavini, Lettieri) et, à la même époque, j'avais des rapports assez réguliers avec des militants cédétistes qui me valaient largement par leur niveau de réflexion et leur exigence de cohérence et de radicalité : ils s'appelaient Gilbert Declercq, Jean Auger, Michel Rolant, Fredo Krumnow. Ce qui me frappait chez eux, c'est que, à la différence de leurs homologues cégétistes, ils ne demandaient pas aux intellectuels une soumission inconditionnelle aux thèses de leur organisation, mais, au contraire, de faire leur travail d'intellectuel, c'est-à-dire de producteurs d'idées, d'analyses, de mises en perspective au contact du mouvement ouvrier, même si ça devait le déranger.

— Votre titre, Adieux au prolétariat, sonne comme une provocation pour la gauche. Comme si c'était la classe ouvrière elle-même que vous congédiiez de la scène historique...

— En effet, une des choses que j'ai essayé de montrer, c'est que la classe ouvrière est devenue structurellement incapable de se rendre maîtresse de la production et de la société. L'étonnant, c'est qu'on ait mis si longtemps à s'en apercevoir : car cette démonstration, on la trouve déjà dans *le Capital* (et sur un autre plan, chez Sartre, dans la *Critique de la raison dialectique*). Marx montrait avec un grand luxe de détails, et en citant les premiers théoriciens patronaux (notamment Ferguson et l'admirable *Philosophy of Manufacturers* d'Ure), que les techniques sont toujours, outre des moyens de produire, des moyens de dominer, de discipliner, de militariser le travail ouvrier. C'est toujours une terminologie militaire qui s'impose tout naturellement à Marx, comme à Engels, quand il décrit le « *travailleur collectif productif* » comme une « *armée du travail* », avec d'un côté ses « *officiers et sous-officiers de la production* », et d'autre part ses soldats, que les patrons préfèrent « *à moitié idiots* », afin de pouvoir les faire fonctionner avec « *la régularité du grand automate* ». Sur le fond, rien n'a changé, sinon que l'« *armée du travail* » s'est technicisée et que l'« *idiotie* » exigée des travailleurs est non plus celle de la bête de somme mais celle du spécialiste borné (du « *Fachidiot* », comme disent les Allemands).

(Lire la suite page XVI.)

(1) *Fondements pour une morale*, achevé en 1955, publié en 1977.

TÉMOINS

Leni Riefenstahl et le style fasciste

« Cinéaste préférée » d'Hitler, photographe fascinée par la beauté des corps, Leni Riefenstahl reste – à soixante-dix-huit ans – l'un des plus déroutants exemples de l'esthétique fasciste.

JACQUES LE RIDER

LES Jeux olympiques de Moscou ont ravivé le souvenir des Jeux de Berlin en 1936, dont Leni Riefenstahl avait fixé les images. Son film, *Olympia* ou *les Dieux du stade*, reste comme une pièce à conviction dans le dossier de l'exploitation politique du sport à grand spectacle. « *Guerre et sport ne font qu'un*, disait Carl Diem, l'organisateur de l'olympiade nazie et commanditaire du film de Leni Riefenstahl « *La guerre est le plus ancien et le plus noble des sports.* »

Née en 1902, à Berlin, Leni Riefenstahl débute comme danseuse et chorégraphe. Après une blessure au genou, elle doit se reconvertir à une carrière d'actrice. Elle joue le premier rôle dans les films de montagne acrobatiques d'Arnold Fanck : *la Montagne sacrée* (1920), *le Grand Saut* (1927), *l'Enfer blanc de Piz-Palu* (1929, G. W. Pabst assiste la mise en scène). Sa première œuvre est *la Lumière bleue* (1933), qui lui vaut un grand succès et l'admiration d'Adolf Hitler.

Ce dernier propose deux ans plus tard à Leni Riefenstahl de filmer le congrès du parti national-socialiste à Nuremberg. Le documentaire, *Triomphe de la volonté* (1935), est un chef-d'œuvre de propagande. Sa réalisatrice reçoit de Goebbels le prix national du film allemand, mais aussi une médaille d'or à l'Exposition internationale de Paris.

Le retour de la civilisation en Allemagne est fatal à la brillante carrière de Leni Riefenstahl. Classée dans la catégorie des « sympathisants » en 1949, elle récupère son permis de travail en 1952. Avec dix ans de retard, elle achève, en 1954, *Tiefland*, d'après un opéra romantique d'Eugène d'Albert. Malgré le soutien de Jean Cocteau, ce dernier film n'a pas de succès. Comme l'Europe la honnit encore, Leni Riefenstahl part explorer l'Afrique. Elle en rapporte des reportages photographiques sur les Noubas qui séduisent un large public. Sa dernière production est un album de paysages sous-marins photographiés aux Caraïbes.

En 1972 encore, une manifestation hostile empêchait Leni Riefenstahl de présenter *Olympia* à l'Ufa-Palast de Berlin, la salle même où *Triomphe de la volonté* avait été projeté devant Hitler. Mais ces dernières années, la réhabilitation va bon train. Le livre stupéfiant de Charles Ford, paru en français en 1978 (1), pour qui Leni Riefenstahl souffre depuis 1945 de l'inique persécution des intellectuels de gauche, n'est qu'une apologie dérisoire. Mais de fausses confessions pour les journaux de boulevard en bavardages télévisés, Leni Riefenstahl finit par reconquérir l'indulgente sympathie du grand public.

En mai 1977, Rainer Horbelt montait à Cologne une pièce dont Leni Riefenstahl et un reporter de la *Bild-Zeitung* étaient les protagonistes. « *C'est une femme qui n'a rien appris*, expliquait Horbelt, *parfaitement représentative de toute une génération compromise avec le nazisme et qui n'a pas la moindre mauvaise conscience. Le journaliste lui donne la réplique dans le jargon lénifiant de* Bild. »

L'espoir de recueillir de Leni Riefenstahl des propos plus véridiques m'avait amené dans sa confortable villa des faubourgs de Munich. J'attendais depuis un long moment dans le salon de marbre et de verre impeccablement rangé (le même ordre méticuleux régnait dans l'atelier qu'on me fit visiter ensuite : toutes les archives cinématographiques et documentaires mieux étiquetées que dans aucun musée).

Vêtue d'une longue robe d'intérieur bleu pervenche, discrètement parée, Leni Riefenstahl fait une entrée très calculée, altière et charmeuse. Dans ce beau visage aux traits énergiques, seuls les yeux trahissent leurs soixante-dix-huit ans. Sur les photos des années 30, les cheveux paraissent foncés. Ils sont blond pâle aujourd'hui.

Au téléphone, Leni Riefenstahl m'avait mis en garde : elle refuserait de répondre aux questions « *tendancieuses* » sur ses relations avec Hitler, sur son rôle dans le III[e] Reich. « *J'ai vu hier à la télévision une émission sur la « nouvelle droite » en France*, me dit-elle d'abord. *J'en étais bouleversée. Comment pareilles idées sont-elles encore concevables après tout ce qui s'est passé chez nous ? Mais ne parlons pas de politique. J'ai horreur de la politique. Elle est aujourd'hui si affreusement matérialiste, si peu idéaliste. Je cherche en vain des personnalités d'exception.* »

Elle me parle de son récent voyage à Tokyo. Les Japonais lui ont fait un triomphe. « *Là-bas, pas trace de cette malveillance qui me poursuit en Europe. Les Américains aussi m'aiment bien. Il y a des quantités de* « clubs *Leni Riefenstahl* » *aux Etats-Unis.* » Elle me montre les lettres de Jean Cocteau qui lui avait proposé de réaliser avec lui un film intitulé *Frédéric et Voltaire*. « *J'ai toujours ardemment souhaité l'amitié franco-allemande. La seule organisation dont j'étais membre avant la guerre, c'était l'Association France-Allemagne de Baden-Baden.* »

« Apolitique »

Cette profession de foi fera-t-elle oublier le télégramme adressé à Hitler en 1940 ? « *C'est avec une joie indescriptible que nous avons vécu, grâce à vous, mon Führer, la plus grande victoire de l'Allemagne, qui est aussi la vôtre : l'entrée des troupes allemandes dans Paris.* » De même les documents que publie Glenn B. Infield (2) démentent largement les demi — et contre — vérités que Leni Riefenstahl m'administre au sujet de sa collaboration avec le gouvernement nazi :

« *J'ai tourné* Triomphe de la volonté *en artiste apolitique, sans contact avec le parti, sans intention de propagande. Hitler me soutenait personnellement, mais Goebbels tolérait mal mon esprit d'indépendance. Ce qu'on me reproche, c'est d'avoir mieux réussi mon reportage que les équipes de Pathé ou de Paramount qui, elles aussi, couvraient l'événement.* »

Leni Riefenstahl se dérobe avec entêtement à tout sentiment de culpabilité. « *J'ai engagé plus de cinquante procès — tous gagnés — contre des journaux et des éditeurs qui publient des calomnies à mon propos. Je n'ai jamais été national-socialiste. J'admirais Hitler, voilà tout. Je n'ai pas fait œuvre de propagande, mon art doit se juger selon des critères apolitiques. Pourquoi m'accuse-t-on, moi, et pas Eisenstein qui travaillait pour Staline ! J'aurais aussi bien fait un film sur l'armée américaine si Roosevelt me l'avait demandé.* »

Au fil de ces confidences, j'entrevois comment aurait pu se développer le talent de Leni Riefenstahl, s'il ne s'était dévoyé dans le monde des hommes bottés et casqués. Son film préféré *la Lumière bleue*, et son projet le plus regretté, *Penthésilée* ont pour thème le combat des sexes et la destruction de la féminité par les instincts masculins.

L'héroïne de *la Lumière bleue* vit à l'écart de la société dans un refuge des Dolomites. Les nuits de pleine lune, elle suit le rayon bleu magique le long d'une faille qu'elle seule peut escalader. Son amant, un artiste viennois, l'espionne et découvre les cristaux précieux qui colorent la lumière. La grotte est pillée, le rayon bleu disparaît, et la jeune fille tombe dans le gouffre.

« *C'est sa propre âme qui lui est enlevée avec le scintillement des cristaux*, écrit Siegfried Kracauer dans *De Caligari à Hitler*. *Cette fille de la montagne correspondait à un régime politique fondé sur l'intuition, le culte de la nature et les mythes.* » Ce qui reste après la trahison masculine, « *c'est la tristesse d'un monde où le miraculeux devient marchandise* ».

Après *Olympia*, Leni Riefenstahl revient à son projet de mettre en images *Penthésilée*, la pièce de Kleist. « *Ce personnage était si proche de moi, à la fois reine des Amazones et femme, guerrière et amoureuse. Il y a en moi autant de virilité que de féminité. J'interprétais la mort de Penthésilée, tuée par Achille, comme l'issue tragique de la guerre des sexes.* » Aujourd'hui Leni Riefenstahl est réclamée par certains groupes féministes. Susan Sontag cite une affiche du film-festival de New-York en 1973 qui réunissait trois noms : Agnès Varda, Shirley Clarke et Leni Riefenstahl.

Pourquoi regarder aujourd'hui les films de Leni Riefenstahl ? Aucun d'entre eux n'a fait école. Aucun ne mérite le titre de « grand classique du cinéma ». Mais tous conservent une valeur de document exemplaire.

La Lumière bleue révèle une

(1) *Leni Riefenstahl*, La Table Ronde.

(2) *Leni Riefenstahl et le III[e] Reich*, Le Seuil, 1978, 320 p.

Les adieux d'André Gorz au prolétariat

(Suite de la page XV.)

» Or, pas plus qu'une armée, une classe ouvrière structurée et hiérarchisée militairement ne peut prendre le pouvoir : le pouvoir, ce sont toujours les officiers supérieurs qui l'accaparent, tandis que les soldats finissent par être opprimés comme par-devant. Demander à la classe ouvrière de s'approprier et d'autogérer les moyens de production *tels qu'ils existent* aujourd'hui, c'est lui demander de s'approprier et d'autogérer ses propres chaînes. Ce n'est ni par hasard ni par accident que le pouvoir dans la production a rigoureusement la même structure dans les pays de l'Est que chez nous, que les titulaires du pouvoir y ont la même mentalité et rencontrent la même résistance chez les ouvriers. Un pouvoir des producteurs, s'il doit exister, suppose une refonte radicale des techniques, une redéfinition des moyens, des unités et des buts de la production. Techniquement, cette redéfinition pourrait devenir beaucoup plus facile avec la nouvelle micro-informatique. En revanche, l'autogestion des grands systèmes et de la société dans son ensemble me paraît une vue de l'esprit.

— Dans la distinction que vous proposez entre la sphère d'hétéronomie, celle du travail aliéné, et la sphère d'autonomie, celle de l'activité libre, ne craignez-vous pas qu'on puisse trouver une justification de la machinerie productive telle qu'elle est, et un simple appel quiétiste à « cultiver son jardin », son « hobby » ?

— Ce n'est pas du tout mon propos. Je dis plutôt que, dans toute société complexe, une partie du travail social est nécessairement une activité hétéronome : c'est-à-dire une activité dont ni la nature, ni les règles, ni l'objet ne sont définis par l'individu ou sa communauté de base. Cette sphère de l'hétéronomie englobe aujourd'hui l'essentiel des emplois salariés : qu'ils soient ouvriers, fonctionnaires ou techniciens, les individus ne *s'y emploient* pas à poursuivre leurs propres fins ; ils *sont employés* à faire fonctionner un appareil complexe qui dépasse l'entendement de chaque personne et au sein duquel ils occupent des fonctions prédéterminées. Le savoir-faire qu'exigent ces fonctions est le plus souvent inutilisable pour la poursuite de fins autonomes. Il s'agit là d'une aliénation inhérente non seulement aux rapports de production capitalistes, mais à la division du travail à l'échelle de toute la société — à ce que Marx appelait la socialisation du processus de production.

» Il est aujourd'hui techniquement et économiquement possible de réduire la sphère de l'hétéronomie et l'importance du travail hétéronome dans la vie de chacun. Mais à moins de revenir à l'économie domestique ou villageoise, qui comporte d'autres types d'aliénation, il est impossible de supprimer complètement la sphère du travail hétéronome, socialement divisé. Celui-ci n'a d'ailleurs pas que de mauvais côtés : il permet à chaque travailleur de mettre en œuvre une énorme quantité de savoir matérialisé, sous forme d'appareillages réalisés en maints autres lieux par des équipes qui, chacune, ne maîtrisent qu'une fraction du savoir accumulé. Un micro-processeur, par exemple, ne peut être construit à l'échelle d'une communauté ; mais il peut permettre à celle-ci une grande variété de productions autodéterminées et autogérées.

» Si vous préférez, l'hétéronomie du travail, sa banalisation et sa trivialisation sont la rançon de la socialisation et des gigantesques gains de productivité qu'elle permet. La socialisation n'est pas compatible avec l'autonomie, avec l'autogestion intégrale ; elle exclut les métiers complets, qui permettent à chacun de réaliser de bout en bout, avec ses propres mains, un produit complet. L'autonomie intégrale ne peut exister qu'en dehors du travail salarié, socialement déterminé. Autrement dit, l'autogestion socialiste n'est pas une panacée, elle ne supprime pas l'aliénation inhérente au salariat. Le dépassement des aliénations ne peut être réalisé qu'en dehors de la sphère du travail hétéronome, socialement divisé.

Les « non-travailleurs »

— Cela ne revient-il pas à laisser au capitalisme le bastion du travail et à revendiquer des aménagements du temps libre qui ne changeront rien à l'essentiel ?

— L'erreur est précisément de croire que le travail — par quoi on entend toujours le travail salarié, hétéronome — peut et doit demeurer l'essentiel. Il n'en est rien. Selon des projections américaines, le temps de travail ne représentera, dans vingt ans, que nettement moins de la moitié du temps réellement libre. Pour moi, la tâche d'une gauche digne de ce nom est de gérer et de favoriser ce processus d'abolition du travail, de manière qu'il n'y ait pas d'un côté une masse de chômeurs, de l'autre une aristocratie du travail, et entre les deux un prolétariat qui, pendant quarante-cinq heures par semaine, exécute les tâches les plus ingrates, mais que tout le monde travaille beaucoup moins contre un salaire et puisse s'activer beaucoup plus de façon autonome. Il s'agit de relayer le travail salarié, hétéronome, par l'autoproduction des individus librement associés au sein de familles élargies, de mutuelles et de coopératives de quartier, de manière que l'activité autonome, fondée sur la coopération volontaire, devienne prépondérante pour tous et que les rapports marchands, y compris la vente d'heures de travail, dépérissent.

» Il est piquant que de soi-disant marxistes me traitent de réactionnaire quand je propose cette perspective ; car la société à deux sphères, dans laquelle la sphère des activités autonomes (du « travail volontaire ») se développe au détriment de la sphère du travail hétéronome, c'est précisément le « communisme » tel que l'entrevoyait Marx. Aujourd'hui, le « communisme » devient une possibilité réelle et même une proposition réaliste. Car l'abolition du travail salarié par l'automatisation sape la logique capitaliste et même l'économie marchande à la base. Les productions non marchandes et le droit à un revenu social indépendant de l'occupation d'un emploi salarié deviennent des nécessités. On ne peut les éluder que par l'économie de guerre ou la guerre tout court.

— Vous laissez entendre que cet « au-delà du socialisme » sera réalisé non pas par le mouvement ouvrier classique, qui continue de défendre les travailleurs salariés en tant que tels, mais par ceux que vous appelez la « non-classe des non-travailleurs ». Croyez-vous sérieusement que les marginaux puissent prendre le pouvoir ?

— Il ne s'agit ni des marginaux ni de prise du pouvoir. J'appelle « *non-classe des non-travailleurs* », non les exclus de la production, mais tous ceux qui ne peuvent plus s'identifier à leur travail salarié et qui réclament non un « emploi » meilleur, mais une vie où les activités autodéterminées l'emportent sur le travail hétérodéterminé, si bien payé soit-il. Ce sont là des exigences réalistes.

» Quant à la prise du pouvoir, s'il est un problème dont je crois avoir montré l'inanité, c'est bien celui-là. Le néo-prolétariat post-industriel est évidemment incapable d'une prise de pouvoir, mais la même chose vaut pour la classe ouvrière traditionnelle. Aucune stratégie, aucune tactique de la prise du pouvoir ne résiste à l'actuelle capacité répressive, contre-révolutionnaire, des appareils d'Etat modernes. C'est pourquoi, à mon avis, le pouvoir ne peut se prendre d'emblée au niveau de l'Etat. La seule possibilité, c'est de mettre d'abord le pouvoir d'Etat hors circuit, en lui soustrayant des espaces croissants de non-pouvoir dans lesquels il ne peut plus pénétrer.

— Et vous croyez qu'il tolérera l'existence de ces espaces ?

— La question n'est pas de savoir s'il les tolérera, mais s'il pourra quelque chose contre eux. L'armée américaine a été battue par la désobéissance civile des jeunes Américains avant de l'être par les Vietnamiens. L'armée et la police du chah ont été battues par un peuple qui les affrontait avec des roses, sous le regard médusé des Occidentaux. Je crois que l'« arme », si l'on ose dire, de l'insoumission totale aux pouvoirs établis va prendre une importance capitale face à la barbarie qui monte.

Tiers-monde

— Vous venez de faire allusion au tiers-monde, qui — c'est un reproche qu'on peut vous faire — est complètement absent des perspectives du « travailler moins vivre plus » que vous proposez pour les pays industrialisés. Ne trouvez-vous pas que ces perspectives vous exposent à l'accusation d'égoïsme ?

— L'idée que nous devons travailler plus pour aider au développement du tiers-monde est une idée fausse qui a la vie dure. Comme le démontrait déjà le regretté Paul Baran (2), le tiers-monde n'est pas pauvre faute de ressources, mais parce que son surplus économique, quand il n'est pas confisqué par les multinationales, est gaspillé en achats d'armements et en consommations somptuaires par des élites occidentalisées. Nos gouvernements et nos multinationales maintiennent ces élites au pouvoir pour pouvoir leur vendre des équipements qui aggravent l'inactivité forcée d'environ 20 % de la population en âge de travailler, y compris de masses rurales qui dépérissent faute de terres cependant que d'immenses surfaces sont cultivées industriellement pour l'exportation.

» Ce que nous pourrions faire de mieux pour le tiers-monde, c'est de l'aider idéologiquement, politiquement, techniquement, à faire l'économie d'un type d'industrialisation que nous sommes en train de dépasser nous-mêmes, et d'employer prioritairement les nouvelles technologies décentralisées et très performantes au service de l'autoproduction non marchande, à l'échelle du village, de la famille élargie...

» A voir certaines choses qui se passent en Inde ou en Iran, on peut conclure que le tiers-monde, du fait même qu'il n'est pas encore industrialisé, peut avoir une chance de passer plus rapidement que nous à une société post-industrielle et post-capitaliste. Il est navrant que les nations occidentales, y compris leur gauche, n'aient rien de concret à offrir à des peuples qui refusent le « développement » proposé par Siemens ou par Framatome. »

(2) Paul Baran, *Political Economy of Growth*, New-York 1957, traduction française aux éditions Maspero.

هكذا من الأصل

esthétique préfasciste à l'œuvre dans la République de Weimar. Béla Bàlazs, théoricien marxiste du cinéma, et Carl Meyer, auteur du script du *Cabinet du docteur Caligari* et constant collaborateur de Murnau, avaient assisté Leni Riefenstahl (celle-ci donne en 1933 « *pouvoir à Julius Streicher pour juger les plaintes du juif Béla Bàlazs contre moi* », et ne reconnaîtra jamais l'aide reçue de Carl Meyer). « *L'escalade est une métaphore de l'aspiration mystique concrétisée plus tard dans le culte du Führer* », écrit Siegfried Kracauer.

Triomphe de la volonté, le plus redoutable des films de Leni Riefenstahl, est aussi le plus ambivalent. Il n'a rien perdu de sa séduction. Dans *Fascinating Fascism*, Susan Sontag signale l'engouement de certains cercles pop et rock : Mick Jagger déclare avoir vu quinze fois *Triomphe de la volonté*. Mais, pour un regard critique, ce film se déchiffre comme une *grammaire du style* fasciste.

Esthétisation de la politique. « *Nous ressentons notre tâche politique comme un idéal artistique*, dit Goebbels en 1933 ; *nous donnons forme au chaos ; nous éliminons toute morbidité inesthétique.* » Leni Riefenstahl met en scène au second degré : le congrès du parti se veut en lui-même un spectacle parfaitement réglé. Les classes sociales se fondent dans une masse découpée en blocs géométriques. L'individu *s'efface pour mieux participer* de cette monumentalité.

Le culte du beau

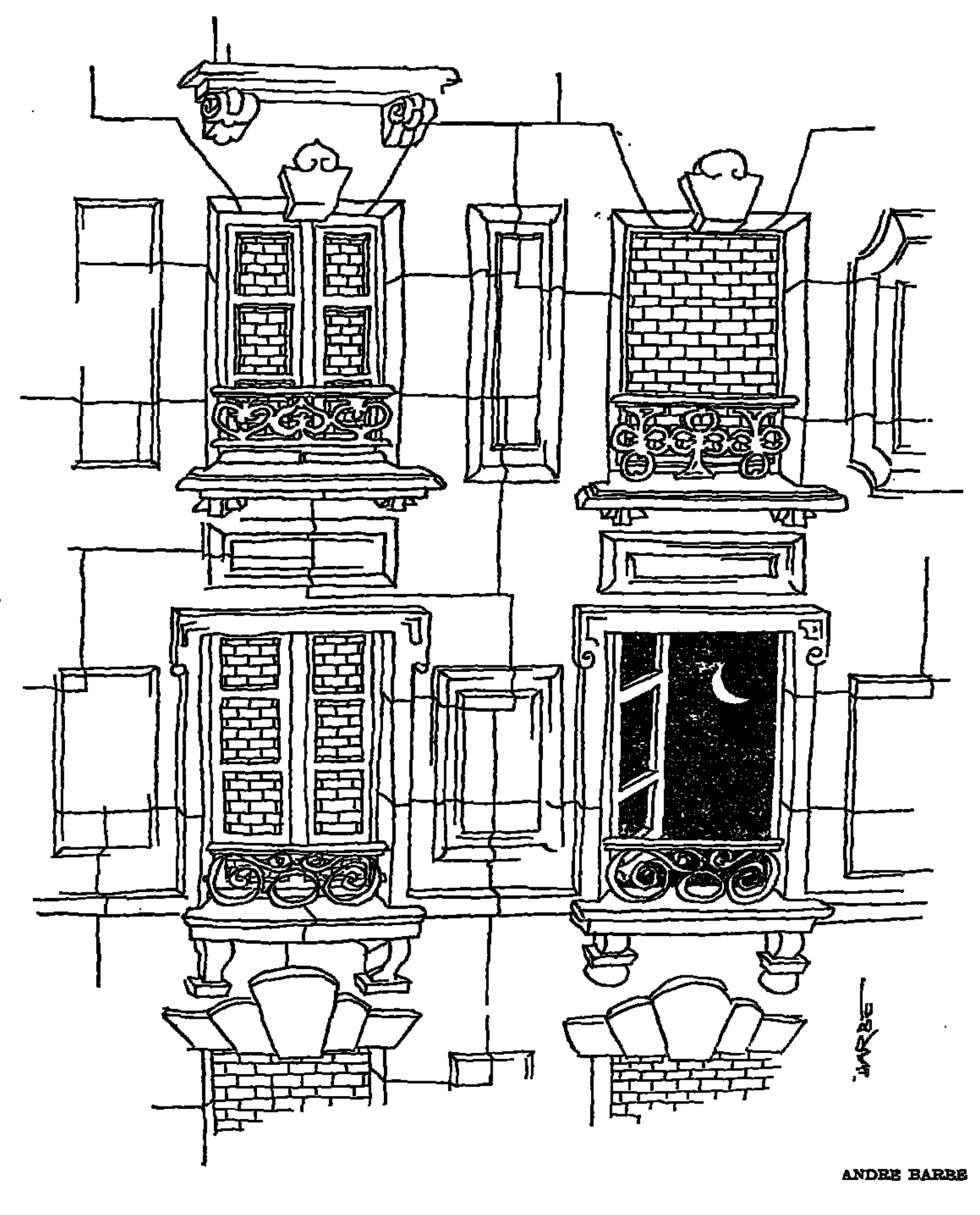
« *Je ne suis heureuse que lorsque je vois quelque chose de beau. La laideur, la misère, le pathologique, me répugnent. Direz-vous que la beauté est fasciste ?* », me demande Leni Riefenstahl. Au prologue des *Dieux du stade*, la nudité idéale des statues d'Olympie s'anime en un ballet hiératique. Ces corps semblent sortis de l'atelier d'Arno Breker, le sculpteur néo-classique favori de Hitler.

La suite du film montre, il est vrai, que les canons esthétiques de Leni Riefenstahl ne sont pas racistes. Le Noir américain Jesse Owens, vainqueur du 100 mètres, du 200 mètres et du saut en longueur, et le Japonais Kitei Son, le premier au marathon, sont les deux héros.

Plus réaliste que ses collègues de l'art officiel nazi, Leni Riefenstahl saisit l'effort, parfois la souffrance des athlètes, leurs jubilations et leurs déceptions. Mais aucun passage n'échappe à une mise en scène rigoureuse. Durant dix-huit mois, Leni Riefenstahl a découpé 400 000 mètres de pellicule, dont elle conserve finalement 6 151 mètres. Certaines épreuves, comme le saut à la perche, ont même été reconstituées en remake, pour plus de perfection des prises de vue. Tant d'artifice et de calcul transforment la compétition sportive en rituel héroïque.

Imperturbable pérennité du style de Leni Riefenstahl : ses albums récents consacrés aux Noubas synthétisent tous les thèmes de son œuvre depuis *la Lumière bleue* : « *Hymne aux primitifs non corrompus par la « civilisation » à la perfection physique*, écrit Susan Sontag, *fascination des fêtes orgiaques où l'individu cède aux forces élémentaires, chorégraphies guerrières et macabres, extase de l'effort physique.* »

Le succès de ces photographies (« *le livre le plus passionnant de l'année* », disait *Newsweek* en 1973), montre que l'esthétique fasciste n'a pas perdu sa puissance d'envoûtement. « *Pourquoi me prête-t-on tant d'intentions que je n'ai jamais eues ?* me dit Leni Riefenstahl au moment où je prends congé d'elle. *Je n'ai fait que mon métier d'artiste, le mieux possible. Dites à mes amis les Français qu'ils ne doivent pas croire tous les mensonges tendancieux qu'on répand à mon sujet.* » Message transmis. ■



ANDRE BARBE

SAVOIR

« Une porte hermétiquement ouverte »

Ils ne font pas tourner les tables et ne tentent pas de fabriquer de l'or : les adeptes de l'« hermétisme » sont des philosophes marginaux, mais très sérieux, qui recherchent le savoir absolu présent en chaque homme.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

OVNI, *lévitation*, télépathie, secrets des pyramides aztèques, pouvoirs supranormaux des lamas tibétains : tout ce qui fait rêver est à la mode, aujourd'hui comme hier. En témoignent, sans chercher bien loin, les innombrables publications consacrées à ces thèmes : environ trois mille livres actuellement disponibles si l'on en croit le catalogue de la maison Athos (1), spécialisée dans la diffusion d'ouvrages de ce genre. *Sans parler des revues spécialisées* — *Nostra* ou *le Monde inconnu* — qu'on trouve dans tous les kiosques... *Et l'on est en droit* de penser que les manuels mettant le yoga à la portée de tous ou exposant en quinze leçons l'art d'évoquer les morts n'ont pas fini de faire recette auprès de nos crédules contemporains !

Reste que de telles modes — même si elles sont inoffensives en soi — nous cachent souvent, et c'est dommage, l'existence d'un courant spirituel qu'on aurait tort de confondre avec ces mysticismes de pacotille. D'un courant qui s'est toujours soigneusement tenu loin de toute publicité, qui n'a jamais été très populaire, qui a même souvent été persécuté. Ce courant, dont la persistance est à elle seule étonnante, peut être rapidement baptisé : *hermétisme*.

Mais méfions-nous des connotations de ce mot : malgré les apparences, il n'y a rien, ici, d' « hermétique » au sens d'incompréhensible. Rien de sectaire non plus : l'hermétisme n'est pas une chapelle. Il n'inspire aucune messe noire, il ne requiert de ses adeptes aucune excentricité d'ordre culinaire ou bien vestimentaire... Ce n'est pas une religion. C'est une attitude philosophique. Marginale, certes, mais philosophique quand même. Et d'une vénérable antiquité.

Sans *remonter au déluge*, reportons-nous rapidement aux derniers siècles du monde païen. En ces *temps troublés, tourmentés* par une inquiétude que le rationalisme ne suffit plus à apaiser, les Occidentaux éprouvent déjà le besoin de se tourner vers l'Orient et vers d'autres *formes de connaissance*. D'antiques traditions égyptiennes, qui s'étaient peut-être infiltrées dans des *mouvements antérieurs* comme l'orphisme ou le pythagorisme, refont alors surface chez des écrivains grecs qui assimilent Hermès et le dieu égyptien Toth. Ce travail de reprise — *qui s'étend sur plusieurs centaines d'années* — doit beaucoup, entre autres, aux apports *successifs des gnostiques*, puis des kabbalistes juifs et chrétiens. Il finit par aboutir, entre *le sixième* et *le onzième* siècle de notre ère, à la rédaction d'un certain nombre de textes rassemblés en dix-sept traités, dont l'ensemble prend le nom de *Corpus hermeticum* (2).

L'idée générale qui préside à ces divers ouvrages : *permettre* à l'être humain de parvenir à son épanouissement total. Modifier la personne en la faisant accéder à un plan supérieur. Donner à l'esprit, libéré des cloisonnements engendrés *par* la pensée abstraite, les moyens de réaliser enfin l'ensemble de ses virtualités. Programme ambitieux, et proche d'un certain mysticisme, mais qui n'entraîne *pas pour autant l'abdication de* la raison : simplement, celle-ci est invitée à se dépasser elle-*même*, *afin que l'existence* retrouve son véritable sens, et que soit restaurée l'unité perdue entre l'*homme* et le *cosmos*.

Révélation

Comme on le voit, ces préoccupations ne sont pas très éloignées de celles qui animent, du onzième au seizième siècle, les alchimistes européens. On peut d'ailleurs considérer *ceux-ci* comme les dépositaires, à leur époque, de la tradition hermétique, à condition de *séparer*, là aussi, le vrai du faux, le sérieux du semblant. Il y a eu, en effet, une alchimie dont *le seul but* était de fabriquer de l'or. Mais la véritable alchimie, sans doute moins répandue, était purement spéculative : l'or qu'elle se proposait de libérer de sa gangue n'était rien d'autre que l'esprit humain... Ce n'était pas la poursuite de la richesse qui lui importait. Et ce n'est pas elle non plus qui importait à Marsile Ficin, à Jakob Boehme, à Swedenborg ou bien aux *romantiques* allemands, qui, eux aussi, ont joué un rôle non négligeable *dans la transmission des traditions* hermétiques du Moyen Age jusqu'à nos jours.

Il convient donc de distinguer *cette quête purement spirituelle* de l'absolu de toutes les entreprises plus ou moins occultes visant à accroître les pouvoirs magiques de l'homme. L'hermétisme n'a *rien d'occulte*. Il est à 1 000 lieues du spiritisme popularisé, à partir de 1857, par le « *druide* » *Allan Kardec*. Et s'il admet la véritable *théosophie* — « sagesse divine » — de Swedenborg, voire même du comte de Saint-Martin, il ne veut rien avoir de commun avec *le théosophisme*, de Mme Blavatsky et de ses adeptes contemporains. Sur ces deux points, d'ailleurs, la situation a été utilement clarifiée par le penseur à qui l'on doit, sans conteste, la renaissance récente des études hermétiques : René Guénon (3).

Pour Guénon — qui écrivit, en 1946, un petit essai au titre prémonitoire : *la Crise du monde moderne* — le spiritisme et le théosophisme ne sont que des « pseudo-religions ».

L'hermétisme, lui, est une synthèse *de traditions* qui n'ont pas d'autre but que l'épanouissement de l'homme. Il est donc lié à une *sorte de révélation* continue, indépendante de l'histoire et qui constitue le fonds commun de *toutes* les grandes sagesses, qu'elles soient occidentales ou orientales. Il conduit, enfin, à une *réflexion sur l'unité de l'esprit* humain — cachée par la diversité des phénomènes *culturels* — *réflexion dont* les grands axes rejoignent, de façon souvent inattendue, les travaux d'un Mircea Eliade, d'un Henry Corbin — voire même d'un Lévi-Strauss.

Librairies

L'hermétisme a donc de très honorables références. Du reste, si *l'Université* ne lui accorde qu'une considération marginale, un petit noyau d'amateurs appartenant à tous les horizons s'y intéresse passionnement. Ces amateurs ont leurs librairies — comme par exemple La Table d'émeraude, rue de la Huchette et la Librairie de Médicis, 3, rue de Médicis à Paris — leurs éditeurs : Véga (4), Guy Trédaniel (5), les Editions traditionnelles (6) et même leurs revues : *citons* d'abord *Etudes traditionnelles*, dont les quatre numéros annuels contiennent souvent de passionnants articles sur le symbolisme alchimique ou les mystiques arabes. Mais ce sont surtout les *Cahiers de l'hermétisme*, édités par Albin-Michel, qui *ont* contribué à renouveler le genre. Dirigée par Antoine Faivre, directeur de l'*Ecole* des *hautes* études, et Frédérick Tristan, cette série se compose actuellement *d'une demi-douzaine* de volumes, dont chacun est entièrement consacré à un thème : « Faust », « l'Ange et l'Homme », « Jakob Boehme »...

Là au moins on est sûr de ne pas rencontrer de soucoupes volantes ou de fantômes bavards... Par souci de se démarquer de l'occultisme vulgaire, Frédérick Tristan souhaiterait même remplacer le terme, quelque peu galvaudé, d' *hermétique*, par celui d'*hermésien* — qui fait plus clairement référence au dieu grec. Hermès est, en effet, selon lui, le symbole du lien *profond* qui unit les trois règnes : la terre, les hommes, le ciel. Une *discipline hermésienne*, *tendant* vers la compréhension globale de l'univers, permettrait d'en finir avec les pensées fragmentaires, qui ne saisissent qu'un aspect des choses. Et elle serait accessible à tous. Tristan le dit lui-même, non sans humour : « *La porte du grand savoir est une porte hermétiquement ouverte...* » Ce qui, bien sûr, écarte toute confusion possible avec l'ésotérisme au sens usuel.

Le centre

« *Esotérisme*, dit-il, *signifie « savoir caché ». Mais tout savoir est caché, car nous possédons tous, à l'intérieur de nous-même, la totalité du savoir possible : le seul problème, c'est de l'y découvrir. En d'autres termes, il s'agit d'approcher d'un centre qui est en nous. On peut l'appeler comme on voudra : le ça, le ka, Jérusalem ou bien le haut de la tête... Ce ne sont là que des symboles pour désigner le point, l'axe qu'il nous faut atteindre. Donc, intérieur et extérieur ne font qu'un. Esotérisme et exotérisme sont liés* (7). *Ce qu'on appelle à tort ésotérisme n'est qu'un degré supérieur d'information. Prenez le christianisme, par exemple : c'est un exotérisme, mais qui contient des richesses ésotériques considérables. Il n'y a là qu'une hiérarchie de paliers, accessibles à tous, mais qu'il faut gravir l'un après l'autre, jusqu'à ce qu'on parvienne à l'évidence absolue...* »

On ne peut manquer d'être frappé par les analogies, mais aussi par les divergences entre l'ascèse « hermésienne » et la cure psychanalytique. Pour Frédérick Tristan, la pensée de Freud est réductrice. L'hermétisme, en revanche, déboucherait sur une anthropologie traditionnelle, capable de considérer l'homme dans sa globalité et de le mettre en rapport avec la totalité du monde. Sans doute sommes-nous plus proches, ici, de Jung que de Freud. Mais le meilleur moyen d'approfondir le débat et de s'initier à la compréhension « *hermésienne* » de l'homme est peut-être encore d'ouvrir les livres de Tristan lui-*même*.

Signalons donc, pour conclure quelques-uns de ses romans *Naissance d'un spectre*, *Journal d'un autre* ou bien *le Singe égal du ciel* (8), vaste fresque inspirée par la littérature chinoise. Plus que de romans, il s'agit d'ailleurs de récits initiatiques. Mais le plaisir de la lecture n'en est pas moindre : au *contraire*, *on découvre*, de surcroît, au fil de ces pages tantôt épiques, tantôt *tendres ou ironiques*, *un excellent* écrivain. Un poète qui sait merveilleusement *raconter* des *histoires*... ■

(1) 4, place de l'Odéon, Paris-6e.

(2) Ce corpus a fait l'objet d'études et de traductions de la part d'un grand savant, A.-J. Festugière (*cf.*, entre autres, *la Révélation d'Hermès Trismégiste*, Paris, 1944-1954).

(3) *Cf. le Théosophisme* et *l'Erreur spirite*, Paris, Editions traditionnelles. Deux des livres les plus intéressants de René Guénon.

(4) 175, boulevard Saint-Germain, Paris-6e.

(5) 76, rue Claude-Bernard, Paris-5e.

(6) 9-11, quai Saint-Michel, Paris-5e.

(7) S'ils appelaient « ésotérique » une doctrine qui ne devait être communiquée qu'à un petit nombre, les Grecs nommaient en revanche « exotérique » une doctrine destinée à être divulguée auprès du grand public.

(8) Tous ces romans ont été *édités chez Christian Bourgois*. Le dernier livre de Tristan, *les Tribulations héroïques de Balthasar Kober*, vient de sortir chez Balland.

GÉNÉALOGIE

L'aide des autres

PIERRE CALLERY

DE nombreux lecteurs, soucieux de faire leurs premiers pas dans le domaine de la généalogie, nous ont demandé comment débuter.

La généalogie, c'est comme la prose de M. Jourdain : tout le monde en fait sans s'en rendre compte. Quand le voisin d'en face dit avec fierté que sa petite-nièce Sylvie a eu un an au mois d'août, c'est déjà de la généalogie. Lorsqu'il ajoute que le père de celle-ci, ajusteur chez Talbot, a bien des difficultés avec son emploi, c'est encore de la généalogie. Quand la bouchère raconte que sa mère vient de mourir à l'hôpital, c'est toujours de la généalogie.

La grande différence qui distingue l'homme de l'art ou simplement le généalogiste averti du commun des mortels, c'est qu'il note tout, qu'il veut tout savoir, et avec certitude, sur la famille qu'il étudie.

Le rassemblement de documents familiaux de toute sorte, la visite de cimetières, l'interview de parents et de vieux amis, la consultation de généalogies publiées, les lettres aux mairies pour demander des copies d'actes, enfin, correspondent à l'obtention de découvertes grâce aux autres.

Cela ne veut pas dire cependant que ce ne soit pas un véritable travail de recherche généalogique.

La première démarche consiste à retrouver et à collationner les documents officiels ou semi-officiels qui peuvent avoir été conservés dans la famille : livrets de famille, contrats de mariage, ventes ou achats de biens, partages d'héritages... Les livrets militaires, permis de chasse, cartes d'électeur et autres documents d'intérêt moindre ne doivent pas être dédaignés, eux non plus.

Les tombes

Les archives familiales sont souvent très pauvres. Il est rare néanmoins qu'il n'y ait pas été conservées de vieilles lettres ou faire-part, un album de photographies fanées où l'on ne reconnaît plus personne..., des images de première communion même. Tous ces documents doivent être compulsés avec soin. Les informations qu'ils renferment, notées systématiquement, Elles se révéleront très utiles, en outre, pour obtenir plus facilement la consultation d'autres documents conservés par des parents plus ou moins éloignés, et surtout pour alimenter les interviews.

Toutefois, avant d'interroger les parents et les amis, il est bon de se rendre sur les tombes de la famille. Dans les villes importantes, un conservateur, chargé du cimetière, possède un registre des inhumations et de l'occupation des caveaux. Dans les campagnes, la mairie gère le cimetière local, mais il ne subsiste que rarement des archives anciennes, et il est souvent plus efficace d'aller déchiffrer les inscriptions souvent moussues ou à demi-effacées. Comme toujours il convient de tout noter, ce qui ne pose guère de problèmes à condition de le faire méthodiquement.

En revanche, l'interview des parents, des cousins proches et éloignés, des vieux amis de la famille requiert beaucoup plus de savoir-faire qu'il ne paraît. L'enquête doit être menée avec doigté et différemment suivant les personnes interrogées. Tout détail peut se révéler un indice important pour la recherche de filiation. Surtout, il correspond toujours — puisque l'on s'en souvient — à un trait capital de la situation économique et sociale ou du caractère de l'ascendant.

Là encore, et plus que jamais, il faut tout noter. Si l'interrogé refuse d'être enregistré au magnétophone ou si les circonstances ne le permettent pas, il est nécessaire d'utiliser autant de feuilles de papier que d'ascendants décrits, de toujours indiquer d'où vient l'information et quelle est la date de l'entrevue. Ne pas oublier que le silence, dans certaines circonstances, est encore une réponse significative. Que noyer l'interviewé sous les questions risque de l'agacer, peut-être ; mais empêchera sûrement d'obtenir beaucoup de renseignements.

Si le magnétophone peut être utilisé, il faut s'en servir. Tout se trouve réellement enregistré alors, y compris les hésitations. L'interviewer est beaucoup plus libre pour réfléchir aux réponses données et aux questions qu'elles entraînent.

La consultation de généalogies publiées peut éventuellement avoir lieu alors. L'ouvrage à utiliser en France est en cours de publication (le troisième et dernier tome sortira en librairie au début de l'année prochaine). Il s'agit du *Répertoire de généalogies françaises imprimées* du colonel Etienne Arnaud (éditions Berger-Levrault). Il se révèle à peu près indispensable pour les familles nobles ou très notables. Pour les autres, il est bon de connaître l'existence de l'ouvrage pour le cas où, à la suite des recherches, apparaît une famille très huppée...

Toutefois, la recherche efficace consiste alors à utiliser les moyens que nous offre la loi. Tout citoyen français a le droit de demander ses actes de naissance et de mariage, en copie intégrale, ainsi que ceux de ses ascendants et descendants. Il lui est également loisible d'obtenir copie de l'acte de décès de qui il voudra.

La demande peut être formulée soit au secrétariat de la mairie où a été dressé l'acte, soit au greffe du tribunal de grande instance correspondant. La réponse est donnée gratuitement mais il est nécessaire de joindre une enveloppe timbrée.

Le processus de recherche consiste à demander successivement copie des actes au fur et à mesure que l'acte reçu précédemment donne des indications suffisantes de lieu et de date pour permettre d'en solliciter un autre. Les indications obtenues par ailleurs (interviews, papiers familiaux, cimetières...) permettent souvent de compléter ces indications lorsqu'elles sont insuffisantes. En effet, la loi demande que les actes d'état civil aient été rédigés depuis au moins cent ans pour pouvoir les consulter soi-même. Nous étudierons dans la rubrique prochaine comment conduire alors une recherche personnelle. Dans la suivante, nous présenterons des suggestions de présentation, d'illustration et de classification. ■

THÉATRE

Le texte et le spectacle

BERNARD DORT

LE ministère des universités vient de refuser d'habiliter en qualité de diplôme national la licence et la maîtrise d'études théâtrales. Selon lui, de telles études ne sauraient être, au niveau du second cycle, qu'une variante des études de lettres (1). Cette scandaleuse décision rouvre un vieux débat : celui du texte et de la scène, mais la solution qu'elle lui donne, autoritairement, va à l'encontre de ce qui marque le théâtre depuis près d'un siècle, soit la prédominance de la scène. Or elle intervient à un moment où, sans la nier, il est possible de penser autrement cette prédominance et de formuler les rapports entre la scène et le texte d'une nouvelle manière qui rende à chacun sa part (2).

L'apparition, à la fin du siècle dernier, du metteur en scène moderne a modifié, fondamentalement, non seulement la pratique, mais encore notre conception du théâtre. La prise en main, par un seul homme, de la responsabilité du spectacle entraîna un bouleversement de la relation du texte et de la scène. Auparavant, celle-ci pouvait sembler la servante de celui-là : le théâtre n'était qu'un art d'interprétation. Maintenant, il allait être tout autre chose. Ou, peut-être, redevenir ce qu'il avait été avant que ne s'institue l'hégémonie du texte (elle date seulement de la seconde moitié du dix-septième siècle).

Obèse

On a donc été, progressivement, amené à distinguer, dans la représentation théâtrale, deux écritures : l'écriture textuelle ou dramatique et l'écriture scénique. Dans les années 60, Roger Planchon fut le champion de la notion d'écriture scénique. Celle-ci réalisait, sur la scène, l'écriture textuelle, ou, du moins, certaines de ses virtualités. Elle ne la traduisait pas. Elle faisait aussi plus que l'interpréter. Elle lui donnait, en quelque sorte, un corps (espace, durée et comédiens). Elle en était, littéralement, l'incarnation — à chaque représentation, une des incarnations possibles. Du même coup, le metteur en scène s'affirmait comme auteur : l'auteur du spectacle, un auteur à la seconde puissance, recréant scéniquement, et selon sa loi propre, ce que l'auteur dramatique avait couché sur le papier. Cela parut évident. Le théâtre moderne fonctionne bien ainsi. C'est à partir de cette évidence que se sont développées les études théâtrales dans l'Université française. Leur objet central est non le texte, mais la représentation. Un de leurs soucis (non le seul), la compréhension des rapports entre texte et spectacle. C'est ce qu'on a appelé, en reprenant un ancien mot, la *dramaturgie*.

Une telle conception du théâtre reste irréfutable. Toutefois, il convient aujourd'hui de la reprendre. Non pour revenir en arrière, soit à un trompeur théâtre de texte, mais pour l'ouvrir aux changements dont le théâtre ne cesse d'être l'enjeu.

Le rôle du metteur en scène s'est hypertrophié. Une fois admis qu'il était l'auteur du spectacle, ce metteur en scène s'est aussi voulu un auteur, au sens que l'on donnait à ce mot au dix-neuvième siècle. Il a revendiqué le statut de créateur. Le metteur en scène est devenu obèse. D'une part, il s'est emparé du pouvoir. Pour réaliser des spectacles, il lui a fallu maîtriser tout l'appareil nécessaire à leur production. Maintenant, il dirige un, sinon des théâtres (souvent plusieurs salles), il monte des textes (parfois les siens) et il s'efforce encore (avec un succès mitigé) de dire son mot dans la politique culturelle (ou l'absence de celle-ci).

D'autre part, le metteur en scène s'est soumis tous les autres participants à la représentation. Il les a même, souvent, réduits à n'être plus que des matériaux morcelés, fragmentaires, dont il pouvait se servir quand bon lui semblait, et de la manière qui lui plaisait.

Les troupes ou leurs compagnies de comédiens ont presque disparu ; les acteurs sont engagés individuellement, spectacle après spectacle ; les techniciens ne sont plus guère que des ouvriers spécialisés. Les auteurs, eux-mêmes, ont été, soit négligés, soit convertis en simples fournisseurs de textes.

Nostalgie

Alors que, dans sa pratique, forcément collective, il aurait pu trouver matière à une nouvelle conception de son rôle d'auteur, le metteur en scène a, dans son idéologie, dans ce que l'on pourrait appeler, en termes althussériens, la philosophie spontanée de la mise en scène, renchéri sur le mythe dix-neuviémiste de l'écrivain-créateur. Parfois, donc, il règne sur des ruines : il est devenu tout, mais ses spectacles ne sont plus qu'un assemblage de riens. C'était le cas, par exemple, du *Tête d'Or* de Claudel par Mesguich, la saison dernière, à Saint-Denis. Dès lors, comment empêcher qu'une nostalgie d'un théâtre de texte, d'un théâtre de littérature, ne s'empare de nous ?

Pour expliquer notre malaise face à certains spectacles, chaotiquement et pléthoriquement scéniques, il faut encore remonter plus loin et mettre en cause le schéma qui sous-tend la notion même d'écriture scénique. Celle-ci suppose, en effet, si on la tient pour la réalisation des virtualités de l'écriture dramatique, que l'œuvre d'art théâtrale, entendez la représentation, constitue un tout, différent de chacune de ses parties (les éléments qui la composent) et supérieur à leur simple somme. Ce qui continue à régir notre pensée, ici, c'est toujours le concept wagnérien du théâtre comme *Gesamtkunstwerk* (œuvre d'art totale ou, plus exactement, « commune »).

Or, peut-être n'en va-t-il pas ainsi. Peut-être la représentation théâtrale n'est-elle pas réalisation d'un texte ou fusion en un ensemble organique d'éléments aussi différents que le texte, l'espace et des corps humains. Au lieu de la penser sous le signe de l'unité, ne faut-il pas la penser sous celui de la multiplicité et de la différence ? Car il existe au moins une dualité profonde, irréductible, entre le texte et le spectacle. Le texte, c'est ce qui dure, ce qui se répète, à chaque fois, de manière identique, ce qui se transmet, de représentation en représentation, d'une époque à l'autre... Le spectacle, au contraire, c'est ce qui change, ce qui n'est jamais identique à lui-même, ce qui n'existe comme tel que dans une durée et un espace étroitement circonscrits. Peut-être notre plaisir au théâtre vient-il, précisément, de voir inscrire un texte, par définition, étranger au temps et à l'espace, dans le moment passager et l'aire délimitée du spectacle.

Corps à corps

Ainsi, la représentation théâtrale ne serait pas le lieu d'une unité retrouvée, mais celui d'une tension, à jamais inapaisée, entre l'éternel et le passager, entre l'universel et le particulier, entre l'abstrait et le concret — entre le texte et la scène. Elle ne réalise pas, plus ou moins bien, un texte : elle le critique, elle le force, elle l'interroge. Elle se confronte à lui et le confronte à elle. Elle est non un accord mais un combat.

On en tient de plus en plus compte, aujourd'hui. Nombreux sont les spectacles dont la décision initiale est de placer un *texte* dans un lieu ou un environnement qui *lui* est, en principe, étranger. C'est le cas pour ce que j'ai appelé des spectacles-parcours (3). Quand Klaus-Michael Grüber fait dire *Hypérion* dans le stade olympique de Berlin, il joue non sur une analogie qui porte les traces du nazisme ou de la guerre et l'ouvrage de Hölderlin, mais sur leurs différences, sur ce qui les oppose : il mise sur un déchirement. D'autre part, le premier mouvement de beaucoup de jeunes comédiens, dont ceux formés à l'école de Vitez, n'est pas de devenir le personnage, ni de s'en tenir à la diction du texte : il est de jouer corporellement avec ce texte, d'en éprouver, d'abord sur eux-mêmes (d'où, évidemment, la tentation du narcissisme), le poids, le goût, la fantasmatique — bref, d'engager un corps à corps avec lui.

Il ne s'agit pas de ranger de nouveau, comme en rêve, sans doute, notre ministre des universités, le théâtre sous l'autorité du texte. Il ne s'agit peut-être plus de le penser, ainsi que nous l'avons rêvé, comme une unité où texte et spectacle se répondraient harmonieusement. Nous devons, au contraire, le reconnaître comme un lieu privilégié de tensions, qui ne peuvent être réconciliées que passagèrement dans ce qui est le propre du théâtre : le jeu. Sa fascination et son pouvoir de contestation viennent de là. C'est bien ce qui, en lui, ne cesse d'inquiéter. ■

(1) Voir l'article de Jacques Scherer « Le théâtre a-t-il le droit de réfléchir » dans *le Monde* du 2 octobre.

(3) On trouvera d'amples renseignements et une réflexion sur la problématique du texte et de la scène dans le bel ouvrage collectif : *le Théâtre*, publié, sous la direction de Daniel Couty et Alain Rey, aux Editions Bordas, Paris, 1980.

(3) Cf. « Le parcours du spectateur » dans *le Monde Dimanche* du 13 avril 1980.

ÉTRANGER

3. — **PROCHE-ORIENT** : Le président Sadate accepte le principe d'une reprise des négociations avec Israël sur l'insistance de M. Carter (5).
3. — **ZIMBABWE - AFRIQUE DU SUD** : Le Zimbabwe rompt ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud (5).
8-10. — **LIBYE-SYRIE** : Le président Assad se rend à Tripoli pour définir les modalités de l'union syro-libyenne proposée, le 1er, par le colonel Kadhafi (3, 4 et du 9 au 12).
8-13. — **CANADA** : Echec de la conférence « de la dernière chance » sur la réforme de la Constitution entre M. Trudeau et les premiers ministres des dix provinces (10, 11, 16 et 20).
9. — **FRANCE - POLOGNE** : M. Giscard d'Estaing renonce à se rendre, comme il était prévu, en Pologne à la fin du mois (9 et 10).
9. — **ESPAGNE** : M. Adolfo Suarez remanie son gouvernement pour la deuxième fois en quatre mois. Il obtient, le 18, la confiance des députés (du 7 au 10, 18 et 20).
9. — **IRAN - GRANDE-BRETAGNE** : La Grande-Bretagne ferme provisoirement son ambassade à Téhéran par crainte de représailles après l'expulsion de manifestants iraniens (11).
10. — **IRAN** : Le Parlement approuve la nomination de quatorze des vingt et un ministres proposés par M. Radjai. Le président Bani Sadr maintient son opposition pour les sept autres (9, 10 et 11).
11. — **CHILI** : 67 % des électeurs approuvent par référendum le projet de Constitution qui légalise, sept ans après le coup d'Etat militaire, le maintien au pouvoir du général Pinochet (du 11 au 17).

« SOLIDARITÉ » POLONAISE

Le 5, M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier polonais, est hospitalisé à la suite de « troubles cardiaques » : il est remplacé dans la nuit du 5 au 6 par M. Stanislaw Kania, qui était chargé, au secrétariat, de la police, de l'armée et des relations avec l'Eglise.

Après le voyage d'une délégation polonaise à Moscou, les 10 et 11, l'U.R.S.S. accorde de nouveaux crédits pour un montant total de 690 millions de dollars. L'aide américaine est augmentée de 120 millions de dollars. Les pertes à la production sont estimées à un milliard de dollars en août et à 700 millions de dollars, au moins, pour septembre.

Tandis que M. Lech Walesa, nommé président de la Commission de coordination intersyndicale créée le 17, accuse, le 18, les autorités d'entraver l'application des accords de Gdansk, Moscou s'inquiète des lenteurs de la « normalisation ». La Pravda *lance, le 20, une mise en garde contre l'ingérence des milieux impérialistes et dénonce ceux qui « veulent refaire la carte de l'Europe ».*

Le 24, M. Lech Walesa et d'autres délégués se rendent à Varsovie pour déposer la demande d'enregistrement des statuts de leur « union à caractère fédératif », baptisée, le 22, Solidarité, et qui représente trente-huit comités inter-entreprises. Une quinzaine d'autres syndicats libres ont déjà effectué cette démarche obligatoire (à partir du 1er).

12. — **TURQUIE** : Un coup d'Etat militaire renverse le gouvernement de M. Suleyman Demirel. Le général Kenan Evren, président du Conseil national de sécurité, annonce la dissolution du Parlement et des partis politiques. Il précise, le 16, qu'une Assemblée constituante va être convoquée. Un gouvernement civil est formé, le 21, par l'amiral en retraite Bulent Ulusu (du 13 au 23).
12. — **IRAN - ETATS-UNIS** : L'imam Khomeiny pose quatre conditions à la libération éventuelle des cinquante-deux otages américains (du 14 au 18).
13. — **R.F.A.** : Le chancelier Schmidt réagit vigoureusement à la lettre pastorale de l'épiscopat catholique, qui prend implicitement position pour M. Franz-Josef Strauss, son adversaire aux élections du 5 octobre (16 et 17).
14. — **ESPAGNE** : Mort de Jose Maria Gil Robles, un des principaux dirigeants de la démocratie chrétienne (16).
15. — **ONU** : La session extraordinaire des Nations unies sur le dialogue Nord-Sud, ouverte le 25 août, s'achève par l'adoption d'une stratégie internationale pour la troisième décennie du développement. Le dialogue va continuer en vue de la convocation d'une conférence sur la coopération économique internationale (du 3 au 17).
17. — **COREE DU SUD** : M. Kim Dae-jung, chef de l'opposition, est condamné à mort par la Cour martiale, qui le jugeait depuis trois semaines (du 5 au 20).
17. — **NICARAGUA** : L'assassinat au Paraguay du général Anastasio Somoza, ancien président, provoque une explosion de joie populaire (19).
17-18. — **FRANCE-ALGERIE** : Les ministres des affaires étrangères algérien et français signent à Alger plusieurs accords, dont le plus important concerne les travailleurs immigrés (du 18 au 22).
18. — **OPEP** : A l'issue d'une réunion des pays producteurs à Vienne, l'Arabie Saoudite relève le prix de son pétrole de 28 a 30 dollars le baril. Les autres pays membres gèlent leurs tarifs jusqu'à la mi-décembre, et certains décident les jours suivants une réduction de 10 % de leur production pour résorber les excédents (du 16 au 23).
19. — **FRANCE-GRANDE-BRETAGNE** : M. Giscard d'Estaing estime que ses entretiens avec Mme Thatcher, qui n'ont concerné aucun des litiges franco-britanniques, ont contribué à affirmer la « présence de l'Europe dans les grandes affaires du monde » (du 19 au 23).
21. — **IRAN** : Mahabad, principale ville du Kurdistan iranien, est occupée par les forces gouvernementales (7-8 et 23).
22. — **INDE** : Le gouvernement se dote de moyens exceptionnels pour faire face aux affrontements entre hindous et musulmans (24).
24-26. — **FRANCE-AUTRICHE** : Voyage officiel de M. Raymond Barre en Autriche (du 25 au 29).
26. — **R.F.A.** : Un attentat néonazi à la « fête de la bière » de Munich provoque la mort de treize personnes et fait deux cent dix blessés (du 28/IX au 2/X).
26. — **VATICAN** : Jean-Paul II inaugure le synode des évêques, consacré à « la mission de la famille chrétienne dans le monde contemporain » (à partir du 27).
26. — **CUBA** : La Havane met fin à l'« émigration sauvage » vers la Floride (28-29).
27. — **ITALIE** : M. Francesco Cossiga présente la démission de son gouvernement après avoir été mis en minorité d'une voix au Parlement (30).

L'ÉVOLUTION CHINOISE

Un remaniement du gouvernement est annoncé au cours de la session annuelle de l'Assemblée nationale, du 30 août au 10 septembre : M. Hua Guofeng, qui reste chef du P.C. chinois, cède ses fonctions de premier ministre à M. Zhao Ziyang et sept vice-premiers ministres, tous âgés de plus de soixante-dix ans, se retirent, dont M. Deng Xiaoping, considéré comme le principal artisan de l'évolution actuelle du pays, et qui demeure vice-président du parti. Trois nouveaux vice-premiers ministres sont nommés, de sorte que plusieurs ministères restent sans titulaire, dont ceux de la défense et du pétrole.

Bien que les objectifs économiques de 1981 soient révisés en baisse pour faire face à une inflation qui a atteint 6 % en 1979, la politique de « réajustement » doit continuer : le président Hua souligne, le 6, dans son dernier discours de chef du gouvernement, que, pour atteindre un développement économique plus « progressif », il faut faire jouer des mécanismes d'économie de marché et élaborer pour la période 1981-1990 une planification plus incitative que directive.

Alors que la presse, le 9, passe complètement sous silence la quatrième anniversaire de la mort de Mao, un rapport sur les erreurs judiciaires est présenté à l'Assemblée : il indique que plus d'un million de jugements prononcés lors de la révolution culturelle ont été réexaminés. Après avoir voté une réforme de la Constitution qui permet d'interdire l'affichage de dazibaos, les députés approuvent la création d'une commission chargée de concevoir une nouvelle Constitution s'inspirant de celles d'autres pays, mais pas uniquement du bloc communiste. (Du 2 au 6, 9, 11, 13 et 17.)

Le pétrole et les armes



KONK (17/IX)

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Le 17, l'Irak dénonce l'accord de réconciliation signé à Alger avec l'Iran en 1975 pour mettre fin à une rivalité ancestrale entre les Perses et les Arabes. Alors que les incidents qui se produisent depuis le début de l'année se sont aggravés depuis trois semaines, Bagdad entend rétablir sa souveraineté sur le Chatt-El-Arab, voie d'eau formée par la réunion du Tigre et de l'Euphrate.

Les combats prennent rapidement les dimensions d'une guerre ouverte. L'aviation des deux pays s'attaque aux aéroports. Téhéran et Bagdad sont bombardés. Les forces irakiennes pénètrent en Iran, le 23, « en riposte à la décision iranienne de paralyser le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz », point de passage obligé de 40 % à 50 % du brut commercialisé dans le monde. Mais l'armée iranienne cède peu de terrain.

Les Etats-Unis, accusés dès le début du conflit, par l'Iran, d'être à l'origine de l'« agression » irakienne, et l'U.R.S.S., premier fournisseur d'armes de l'Irak, lancent des appels au calme mais se gardent d'intervenir. L'OPEP exprime sa « consternation » face à cette première guerre entre deux de ses membres. L'Arabie Saoudite, le Maroc, la Jordanie et le Koweït soutiennent ouvertement l'Irak.

Le 26, le général Zia Ul Hak, chef de l'Etat du Pakistan, est chargé par la Conférence islamique, qu'il préside, d'une mission de « bonne volonté ».

Le 28, le Conseil de sécurité de l'ONU demande aux belligérants de « s'abstenir de tout nouveau recours à la force ». L'Irak accepte un « cessez-le-feu immédiat » mais l'Iran refuse toute négociation ou médiation sans un retrait irakien (à partir du 19).

LIBERTÉS

3. — **U.R.S.S.** : Le physicien Youri Orlov est condamné à six mois de cachot dans un camp de travail de l'Oural où il purge une peine de sept ans (7-8).
7. — **FRANCE** : M. Roger Leray, réélu grand maître du Grand-Orient de France, souligne que la « laïcité demeure une question cruciale » (9 et 10).
8. — **UNESCO** : Huit cent quatorze millions de personnes dans le monde sont illettrées, est-il indiqué au cours de la Journée internationale de l'alphabétisation (10).
9. — **BELGIQUE** : Un pacte signé entre la Flandre et les Pays-Bas consacre l'union linguistique de vingt millions de néerlandophones (12).
9. — **ETATS-UNIS** : Le département de la justice décide de quasiment supprimer le contrôle de l'entrée des homosexuels aux Etats-Unis (12).
9. — **FRANCE** : Inauguration de « Melun-F.M. », troisième radio locale de Radio-France (13).
13. — **FRANCE** : M. Michel de Just, réélu grand maître de la Grande Loge de France, estime que les Eglises doivent, désormais, être les « interlocutrices » des francs-maçons (16 et 17).
14. — **FRANCE** : Dix mille radioamateurs se réunissent au Mans pour réclamer la légalisation de la « Fréquence des citoyens » (« Citizen band »). (16 et 28-29).
23. — **ETATS-UNIS** : Les Indiens du Maine qui avaient été dépouillés de leurs terres aux dix-huitième et dix-neuvième siècles obtiennent du Congrès des dédommagements se montant à 81,5 millions de dollars (25).
24. — **U.R.S.S.** : Un dissident, M Lev Regelson, est condamné avec sursis après avoir reconnu ses « erreurs ». (24 et 26).
30. — **C.E.E.** : Les ministres de l'agriculture des Neuf décident d'interdire d'ici à la fin de l'année l'utilisation d'hormones dans l'élevage. Le mot d'ordre de boycottage de la viande de veau, lancé en France, le 11 septembre, par l'Union fédérale des consommateurs puis par des organisations belges et britanniques, avait provoqué une mévente massive. (du 12/IX au 2/X).

SCIENCES ET FUTURS

3. — L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) souhaite un quintuplement de la production d'energie nucléaire d'ici à l'an 2000 (6).
8. — Le procédé français d'enrichissement chimique de l'uranium, mis au point par le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) devient compétitif (10).
9. — Mort de Willard Franck Libby, prix Nobel de chimie en 1960 (11).
10-13. — Les spécialistes de géocancérologie, réunis en congrès à Besançon et à Paris, proposent la réalisation d'un « Atlas de morbidité et de mortalité » qui faciliterait la prévention (16 et 21-22).
. — Deux nouveaux succès de la manipulation génétique sont annoncés : une insuline produite à Londres, à partir de bactéries modifiées, se révèle efficace et sans danger pour l'homme, tandis qu'aux Etats-Unis, des chercheurs réussissent à faire naître des souris porteuses de gènes étrangers (11).
11. — La construction du Musée des sciences et de l'industrie sur l'emplacement des abattoirs de La Villette est confiée à l'architecte Adrien Fainsilber (13 et 14-15)
30. — Le Livre blanc sur la recherche, remis au président de la République, établit une « prospective de l'effort scientifique et technique » de la France (2 et 3/X).

CULTURE

3. — Sortie à Paris de « Pastorale », film géorgien d'Otar Iosseliani, retenu pendant quatre ans par les autorités soviétiques (6).
4. — Mort de Gaston Bonheur, écrivain et journaliste (6).
8. — M. Jean François-Poncet annonce la création de dix bourses annuelles destinées à de jeunes artistes français désireux de se rendre sur le continent américain (10).
8. Mort de Maurice Genevoix, de l'Académie française (10).
8. — Les Lions d'or du Festival de Venise sont attribués à « Alexandre-le-Grand », film grec de Théodore Angelopoulos, « Atlantic-City », film américain de Louis Malle, « Gloria », film américain de John Cassavetes, et « Une journée spéciale », premier film du réalisateur hongrois Peter Gothar (9, 10 et 18).
10. — La rétrospective Stravinsky organisée par le Festival d'automne de Paris est inaugurée par le New-York City Ballet sur des chorégraphies de Georges Balanchine (11 et 12).
10. — Mort de Robert Minder, germaniste, ancien professeur au Collège de France (13).
11. — Première à Genève du « Don Giovanni » de Mozart, mis en scène par Maurice Béjart (13).
12. — Mort du poète yougoslave Dusan Matic (14-15).
12-15. — Journées de cultures juives méditerranéennes et orientales au Centre Georges-Pompidou (16).
15. — Mort de Bill Evans, pianiste de jazz (17).
16. — Mort de Jean Piaget, philosophe et psychologue suisse (18).
18. — Une exposition d'œuvres de Pierre Bruegel et de ses descendants est organisée à Bruxelles pour le cent cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique (27).
20. — Mort de Jean Gorini, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire « V.S.D. » (23).
20. — Ouverture de la onzième Biennale de Paris, manifestation internationale d'arts plastiques consacrée aux jeunes artistes (21-22 et 25).
21. — Le septième concours international d'orgue de Chartres est remporté par l'Américain James Kibbie (24).
23. — Gaumont acquiert la majorité des disques Erato (27).

FRANCE

2. — Le rappel en Israël de M. Avi Primor, délégué à Paris de l'Organisation sioniste mondiale, marque l'échec de la politique qu'il préconisait pour renforcer le soutien de la communauté juive de France à la cause d'Israël (4, 5, 17 et 19).
2. — Mort de Jacques Piot, député R.P.R. de l'Yonne (4).
3. — La Fédération d'action nationale et européenne (FANE), groupuscule néo-nazi, est dissoute en conseil des ministres (4 et 5).
3. — Le général Jean Delaunay est nommé chef d'état-major de l'armée de terre après le départ anticipé du général Jean Lagarde (4 et 13).
5. — Extradition vers l'Italie de M. Marco Affatigato, militant d'extrême droite arrêté à Nice après l'attentat de Bologne (6 et 7-8).
9. — M. Georges Marchais présente *l'Espoir au présent* (Editions sociales) (9 et 11).
10. — On apprend que le colonel Alain Gagneron de Marolles a quitté, au mois d'août, ses fonctions de directeur du renseignement au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.) (11).
13. — Arrestation à Paris de Jean-Marc Rouillan et de Nathalie Menigon, considérés comme les animateurs du groupe terroriste Action directe (16).
17. — « Le Canard enchaîné » publie un entretien téléphonique avec l'ex-empereur Bokassa, qui authentifie l'origine des documents publiés sur l'affaire des diamants et confirme que M. Roger Delpey, arrêté pour espionnage, était son émissaire secret (du 18 au 22).
17. — Quatre attentats en Guadeloupe provoquent la mort d'un sous-officier artificier, tué par l'explosion de la bombe qu'il désamorçait (19).
18. — M. Raymond Barre définit, devant les représentants des présidents d'université, les axes de la politique universitaire : autonomie et rentabilité (19 et 20).
23. — Le chef de l'Etat décide la construction de deux porte-avions à propulsion nucléaire (24).
26. — Une série d'attenats antisémites à Paris est suivie d'arrestations et de perquisitions dans les milieux néo-nazis (à partir du 27).
26. — M. Debré démissionne de l'Assemblée européenne de Strasbourg (27).
28. — Aux élections sénatoriales, l'attitude du P.C.F., qui a maintenu ses candidats au second tour dans plusieurs départements, n'empêche pas le P.S. de progresser sensiblement (30).

ÉCONOMIE

3. — **GOUVERNEMENT** : M. Raymond Barre annonce des mesures de soutien de la consommation, mais les augmentations de l'allocation de rentrée scolaire et du minimum vieillesse sont inférieures d'un quart à celles de 1979 (4 et 5).
8. — **PATRONAT** : Le C.N.P.F. publie un deuxième dossier d'expériences sur l'amélioration des conditions de travail (10 et 16).
10. — **BUDGET** : Le projet de budget pour 1981, adopté en conseil des ministres, se caractérise par un effort de compression des dépenses publiques, compensé par une aide fiscale importante à l'investissement privé et par la mise en réserve d'environ 6,5 milliards de francs de crédits publics dans le Fonds d'action conjoncturelle. Ce projet, jugé « courageux » par le patronat, est qualifié de « budget-chloroforme » par le P.S. (du 2 au 12).
15. — **INFORMATIQUE** : La société I.N.L.-Intermatique naît du regroupement des activités informatiques d'Intertechnique et de Logabax (16).
17. — **PECHE** : Les marins salariés de Boulogne-sur-Mer décident de reprendre leur travail après huit semaines de conflit avec les armateurs. Ils ont obtenu la garantie qu'aucun licenciement n'aurait lieu et que la nouvelle convention collective en cours de négociation ne serait pas appliquée sans leur accord (du 2 au 19).
24. — **AUTOMOBILE** : Peugeot annonce l'absorption complète de Talbot alors que Renault décide de porter de 22,5 % à 46 % sa participation dans le capital d'American Motors Corporation (25 et 26).
24. — **AFFAIRES** : M. Jacques Petitmengin est nommé directeur général des Charbonnages de France (26).
24. — **SOCIAL** : Les « O.S. du rail » de la société Desquenne et Giral reprennent le travail après un conflit de quatre mois marqué par de nombreux incidents, en particulier sur le chantier du T.G.V. (26).
25. — **AFFAIRES** : Un pool bancaire suisse propose d'investir 300 millions de francs dans la société nouvelle Manufrance, alors que le dépôt de bilan semblait inévitable (à partir du 26).
25. — **TEXTILES** : Boussac-Saint-Frères décide de fermer huit usines (27).

HORIZON ÉLYSÉE

2 : M. Jacques Chaban-Delmas, tout en restant « sur la réserve », déclare qu'il n'est pas « indifférent » à la candidature de M. Debré (4).
7 : M. François Mitterrand entretient l'incertitude en déclarant qu'il « sait » qui sera le candidat socialiste (9).
8 : M. Michel Debré lance sa campagne à la télévision en affirmant que « la France a perdu son temps depuis sept ans », et, le 18, qu'« il n'y a plus d'Etat » (10 et 20).
9 : M. Brice Lalonde, candidat des écologistes, inaugure la nouvelle émission politique de TF 1, « Le grand débat » (11).
10 : Les propos de M. Edgard Pisani (P.S.) estimant que M. Mitterrand s'apprête à « passer la main » sont jugés « irresponsables » par le P.S. (12).
11 : M. Jacques Chirac réaffirme devant de jeunes dirigeants du R.P.R. ses désaccords avec la politique de M. Giscard d'Estaing (13).
14 : M. Georges Marchais se présente à la fête de l'Humanité comme le « candidat anti-Giscard » (14-15 et 16).
20 : Le comité directeur du P.S. fixe aux 25 et 26 janvier 1981 le congrès de désignation du candidat socialiste (23).
21 : Mme Marie-France Garaud, ancienne collaboratrice de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac, dénonce « le côté artificiel, faux et mesquin du débat politique » (20, 23 et 27).
29 : Les députés gaullistes, réunis à Strasbourg pour les journées parlementaires du R.P.R., souhaitent que le P.S. reconnaisse la rupture de l'unio nde la gauche (1/X).

QUERELLES

4 : M. Edmond Maire (C.F.D.T.) dénonce, à Nantes, l'« alignement complet de la C.G.T. sur la politique d'isolement sectaire du parti communiste » (5).
5 : M. Georges Séguy, estimant que M. Maire a rendu « l'unité d'action confédérale impossible », déclare, à Boulogne-Billancourt, que la C.G.T. la recherchera « dans les fédérations et les entreprises » (6, et 7-8).
11 : M. André Henry accuse la C.G.T. et le P.C. de chercher à « déstabiliser la FEN » (13).
12 : M. Georges Séguy présente dans le Monde *un « bilan globalement négatif » du « recentrage » de la C.F.D.T. (13).*
12 : M. André Bergeron prend la défense du réformisme devant plus de dix mille membres de F.O. réunis à Paris (13).
19 : M. Edmond Maire gagne son procès contre un responsable communiste de Belfort qui l'avait accusé d'être parmi ceux qui avaient « pacifié l'Algérie au lance-flammes » (20).

Le Monde
DIMANCHE

UNE NOUVELLE INÉDITE DE JULIO OLACIREGUI

Défense de rêver

CE métier, c'est mon bonheur. J'ai les yeux cannelle et un nez pas vilain. Les hommes me regardent beaucoup dans la rue, surtout quand je mets les jeans de velours, que j'ai achetés le mois dernier aux « Vacances » de la rue 63. Le mois dernier, ça a bien marché ; je ne sais pas pourquoi, mais beaucoup de gens sont morts. Avec cet argent que je n'attendais pas, j'ai acheté les jeans et des soutiens-gorge noirs. La couleur du tissu, vert sombre, un peu brillant, glissait parmi les bureaux et les attachés-cases, les attachés-cases tout durs de mes collègues. J'en aurais à dire sur ces attachés-casés rigides que certains utilisent encore, surtout les vieux de quarante ans avec leur nez rouge. C'est mes genoux qui ont souffert. Ils ont drôlement souffert des coups que me donnaient les angles chromés de leurs attachés-cases. Poum. Poum. Pardon, mademoiselle. Il y en a un, le plus vieux de tous, qui a osé se pencher et me toucher le genou de ses grands doigts. Il n'y avait rien d'autre a faire que de sourire. Je n'aime pas passer pour une abrutie. Je suis comme ça et alors je m'arrange pour ne pas souffrir. Je m'arrange pour ne pas souffrir : maintenant je n'ai pas de petit ami. J'adore regarder les hommes en face, en plein dans les pupilles, et me voir reflétée, minuscule, naviguant tout au fond. Comme ça on contrôle ses mauvaises pensées mais tout s'enflamme. Ça me donne l'impression d'avoir de l'urticaire mais en fin de compte il ne se passe rien. Aujourd'hui, par exemple, des types de la télé sont venus filmer ici, à la boîte. Je buvais une infusion, pour me donner le courage de commencer à ranger les papiers de l'enterrement d'hier soir, quand est monté un garçon, avec des blue-jeans décolorés, dépeigné, comme s'il venait de se lever, avec un petit sourire gêné sur les joues. Il montait l'escalier avec les épaules basses, et c'est pour ça que j'ai pensé un moment qu'il venait arranger un enterrement, la mort de sa fiancée, le décès de son père, j'ai imaginé quelque chose dans ce genre. Après j'ai bien vu que non, qu'il venait pour autre chose, mais je lui ai dit quand même qu'y a-t-il à votre service avec le sourire, pour le mettre en confiance, et c'est alors qu'il m'a demandé si je voulais tourner, il leur fallait une fille comme moi, qui entrerait dans les bureaux, qui entrerait normalement, comme un jour ordinaire : ils filmaient une réclame. Je suis allée chercher mon sac, toute abasourdie parce que les filles me disaient de me peigner, tu ne vas pas pouvoir te laver, de me dépêcher, tu es très bien comme ça. Imaginez un peu, la télé. Nous avons descendu les escaliers. Moi, en descendant, j'arrangeais cette mèche de cheveux qui me tombe sur le front, des fois. Le gardien m'a souri en me voyant accompagnée par l'autre type, celui qui avait la caméra, qui m'a suivie et a commencé à me dire de marcher tranquillement, fraîche comme une rose, comme si de rien n'était, de penser que c'était jeudi, un jour ouvrable comme tous les jours ouvrables...

LES jours comme ça, le jeudi, de n'importe quelle année, d'un mois pluvieux ou non, froid, je me lève à 7 heures. En réalité, j'ouvre les yeux à 6 h. 30, toujours, même si j'ai veillé tard en compagnie d'une des familles. J'attends jusqu'à ce que mon ventre commence à peser, et alors je me lève, j'ouvre les persiennes de la cour, j'allume une Kool, je mets la radio et je vais au water. Un quart d'heure pour réfléchir, pour méditer, à regarder les ongles de mes orteils, à penser à une nuance de mauve pour remplacer ce rose qui me donne l'air d'une femme de quarante ans. Penser à cet homme. Ne pas y penser, l'oublier. Comme le temps passe ! Ne penser ni aux jours, ni aux semaines, ni aux mois, ni aux années. Rien qu'aux heures : 7 h. 3. L'eau est tiède. Avoir de l'eau tiède, c'est une des choses qui m'enchantent. Pendant que je me douche, c'est un mot qui me plaît, ça me fait penser à des choses ; pendant que je me douche, je ferme les yeux. Je vois des visages de cire, des corbillards noirs et luisants, des fleurs artificielles, des écharpes. Chaque fois que je m'allonge sur le lit pour mettre mes bas, je pense que quelqu'un entre et me touche. Un voleur caché dans le placard, qui me voit nue, couchée sur le lit. Tout est fermé. Personne n'entre. Le dernier homme qui est entré ici m'a guérie de tout ça. Je ne ferai plus venir personne. Quelle histoire ! Il vaut mieux ne plus y penser. Et moi qui ne voulais pas aller à l'anniversaire de Chechi. L'homme était un cousin à elle. C'était le seul type jeune. Les autres, c'étaient Rogelio, celui des urgences, M. Peñuela, l'inspecteur, deux vieux vendeurs, Chencha, la championne du mois (elle a vendu cent vingt-trois concessions) Abigail, cette gosse qui est entrée chez nous la semaine dernière, et une autre fille, une grosse, que je ne connaissais pas. D'abord on a bu de l'aguardiente. Chechi a mis un disque de musique douce, mais alors Rogelio s'est levé et a fait danser Chencha et ils ont changé le disque et ils en ont mis un de la Sonora Matancera qui était un peu rayé. Je riais en voyant le gros ventre de Rogelio, qui tremblait un peu. Il a enlevé la veste. Chechi se contentait de regarder par terre, avec la bouche entrouverte dans un sourire d'aveugle ou de sourde. Ils dansaient. Alors cet homme s'est approché de moi et il m'a dit, tu danses ? et tout ce que j'ai pu faire ça a été de rire encore plus et je l'ai suivi au milieu de la pièce. Nous avons dansé toute la soirée et à la fin il me serrait très fort contre lui et moi je me régalais à sentir l'odeur de son cou, à m'en étouffer. Il était professeur. Il était tendre. C'était un menteur, plein de décence, paterne. Il ne m'a pas raconté ce que racontent les hommes quand ils veulent nous séduire. Nous avons parlé d'un petit tableau qu'il y avait au-dessus du tourne-disques, et puis nous avons parlé de nous.

« Professeur de quoi ? je lui ai demandé, curieuse.

— *D'histoire*, il m'a dit avec un grand sourire. *Et toi, tu fais quoi ?*

— *Relations publiques*, je lui ai dit, sans trop savoir pourquoi.

— *Où ça ?*

— *Pompes funèbres des Andes.*

— *Ah, ah ! Intéressant*, et il a soulevé un sourcil. *Tu es de Bogota ?* »

Ça a continué comme ça, nos noms, nos goûts, nos adresses. Il a décidé de m'accompagner et nous sommes venus ici. J'ai bien compris qu'en fin de compte tout ce qu'il voulait c'était passer sa main sous ma jupe sans chercher midi à quatorze heures. Ça m'a un petit peu choquée, il n'y a pas de raison pour qu'ils nous pressent de cette façon, moi ce que j'aime c'est bavarder toute la nuit, j'adore connaître des gens, je n'aime pas qu'on me force, c'est pour ça que j'ai décidé de l'entreprendre du côté des ventes, tant pis si ce n'était pas l'endroit ni le moment de profiter qu'il était collé contre moi à me souffler son haleine dans l'oreille pour lui parler du parc-cimetière. J'ai cru que ça allait le rebuter, mais, ce petit malin, il n'a même pas sourcillé.

« Il faudra en parler. Je veux bien, il m'a dit en se passant la main dans les cheveux.

— *Ça t'intéresse pour de bon ?*, je lui demandais très sérieusement. *On peut se revoir demain.*

— *Bien sûr, quoique... ne laisse pas pour demain ce que tu peux faire aujourd'hui même... Il s'agit de quoi ?* »

Et alors je lui ai lâché le morceau. Je lui ai parlé des concessions, des jardins, des fleurs, de l'entretien à perpétuité, des 3 mètres de profondeur, de l'effacement de la dette, du service œcuménique, des lettres, des tirages au sort, des bus pour les familles, je lui ai tout lâché. Je lui ai dit : *« Je te conseille d'en acheter deux. Ça te revient bien meilleur marché. Je te porte les papiers demain ? Tu as ton carnet de chèques ? Si tu veux, on signe tout de suite.* » Mais il a souri sans rien dire. Il a bu une grande gorgée et alors il m'a prise par la taille. Il m'a semblé que je ferais mieux d'attendre le lendemain pour lui faire signer les papiers et c'est pour ça que je me suis laissé toucher un moment, on écoutait la musique de la radio, on se suçait la langue, et puis je n'ai plus pensé à rien parce qu'il s'est chargé de tout. Nous avons passé un moment agréable...

LE lendemain, je dis bien le lendemain, la lumière est entrée par la vitre cassée, elle a grincé contre le verre du miroir et m'a réveillée. Il était là, avec ses aisselles poilues, avec sa barbe qui poussait. Je me sentais drôle. Il était 7 h. 20, et ce matin-là il y avait une réunion, un séminaire de vente avec M. Louis. Il souriait et après il est entré à la salle de bains pendant que j'enlevais ma chemise de nuit toute tachée. Pendant les deux heures du séminaire de ce jour-là, je n'ai pas pu me concentrer une seconde. Je m'étais assise une seconde.

La première fois que j'avais assisté à un de ces séminaires, j'avais eu très peur, vraiment. Jamais je n'avais entendu parler d'un séminaire de vente. C'était à peu près à cette heure-ci. Mon cœur faisait toc-toc. Je serrais très fort un cahier que j'avais apporté pour prendre des notes. Les gens étaient là, autour de moi, serrés, en train de fumer, de mâcher du chewing-gum, se disaient leurs noms ou des choses insignifiantes, à attendre comme moi. On aurait dit un supermarché, une veillée funèbre, le service militaire, l'examen de sortie, la visite médicale. C'était mon premier travail. Je fumais aussi pour la première fois, et je mâchais du chewing-gum une fois de plus. Je n'arrêtais pas de regarder les autres, le monsieur ridé qui essuie son soulier avec le pantalon, sans en avoir l'air. La dame à l'air fatigué, avec sa combinaison qui dépasse sous l'ourlet de la robe. Le garçon basané avec un petit nez de rien du tout, qui me regarde comme s'il était un épervier et moi une pauvre poule. Ma peur a commencé à passer parce que le monsieur qui s'est occupé de nous, pâle et bien rasé, avec une verrue grise à côté de l'oreille droite, pantalon bien repassé et cravate élégante, a enlevé tout de suite sa veste et il s'est mis à nous parler, en nous disant qu'il était notre vieil ami, uniquement soucieux de nous faire gagner de l'argent parce que c'était pour lui la seule façon d'en gagner aussi. *« Si vous ne vendez pas, si vous ne produisez pas, je n'aurai rien à manger. Voilà pourquoi tout ce que je veux c'est que vous soyez bien formés pour vendre, pour être audacieux, pour ne pas vous laisser vaincre par les objections des clients* ». Il disait toujours ça et c'est pour ça que j'ai fini par le savoir par cœur. Le séminaire en question, c'était que ce même monsieur bien rasé, M. Carrasquilla, s'asseyait pour lire un journal, et on entendait une sonnette, drrrring, et un petit homme entrait avec un grand attaché-case. Visage de souriceau orgueilleux de ses moustaches de chat : Bonjour.

« Oui, c'est à que sujet ?

— *Vous êtes bien monsieur Otoniel de la Hoz ?*

— *Oui, monsieur.*

— *Permettez-moi de me présenter, Jésus del Carmen Cadena Maya, pour vous servir.*

— *Oui ?*

— *Accordez-moi un instant d'attention. Je suis représentant d'une société qui vient de s'implanter ici, une société sérieuse, avec de gros capitaux, qui travaille dans le secteur des investissements fonciers. Je sais que vous êtes un homme cultivé, que vous connaissez l'histoire des Egyptiens, les sépultures précolombiennes, que vous savez ce que vaut un bon investissement, que vous pensez à l'avenir. Voilà pourquoi je suis venu vous rendre visite. Permettez-moi de vous offrir ces catalogues, ces beaux panoramas et ces photos du parc, un véritable parc. De l'air pur, ah, quel besoin nous avons d'air pur, cher monsieur de la Hoz...* »

... C'était comme ça qu'on entreprenait une affaire jusqu'au moment où on apprenait à convaincre les monsieur de la Hoz, les monsieur Pimienta, les Cardenas, les Lopez, les Rodriguez, les Bolivar. Nous leur faisions signer des lettres de change en bonne et due forme : il est certifié par la présente que monsieur de la Hoz est propriétaire d'une lot de 3 mètres sur trois dans le parc-cimetière des Pompes funèbres des Andes, et ça y était, on touchait la commission, de beaux billets de banque. Avec mon premier argent, mon Dieu, jamais je n'avais reçu autant de sous, 3 869 pesos, avec mon premier argent j'avais acheté deux paires de bas, une blouse, un bon déodorant et de la poudre de riz. Je me sentais si heureuse. J'aurais aimé acheter des disques, des panties, un nouveau miroir, mais il m'a fallu envoyer 1 500 pesos à Santa-Marta parce qu'il y avait des problèmes avec le collège de ma sœur, la Toti. Moi, la famille, ça compte. Ma mère a une boulangerie mais, des fois, elle se trouve juste. Comme elle a eu deux maris elle connaît bien les hommes et elle me donne des conseils. Si elle savait tout ce que j'ai souffert. Souffert, ce n'est pas le mot juste, j'en ai bavé, mais ce qui m'arrive m'arrive, un point c'est tout. Ne pas se plaindre. Mais ce qui m'agace le plus c'est que ça ne me sert pas de leçon et que je me laisse avoir de nouveau, je me dis toujours c'est le dernier, fini, quel ennui les hommes, et après j'oublie tout et je tombe encore une fois dans le panneau, comme avec ce type, avec ses airs d'enfant sage, tous ces baisers. Il me couvrait de salive, moi j'aimais ça, mais, après, quand la salive séchait, je sentais le lit de malade, la culotte sale, la cigarette froide, et lui il y revenait avec son truc, pendant que je m'habillais pour aller au séminaire de vente de ce jour-là, je viens de me laver, je lui ai dit, mais lui, rien à faire, de nouveau ses baisers et moi je me suis laissé faire, je pensais que je ne manquerais pas cette occasion, même s'il était marié, encore mieux, je lui ferais des histoires s'il ne m'achetait pas une concession. Il m'a proposé de nous retrouver l'après-midi, dans un salon de thé de l'avenue 19. Il est arrivé vers 5 heures, pendant que je remuais la glace d'un ginger.

« Ça a marché ?, il m'a demandé en m'embrassant sur la joue.

— *Oui. Et toi ?*

— *Oui, oui, rien que deux cours.*

— *Si je pouvais en dire autant. Tu gagnes facilement ta vie*, je lui ai dit.

— *Tu te fais des idées ; les cours, il faut les préparer. Hier soir, à cause de toi, je ne l'ai pas fait. Je suis arrivé en classe avec le sourire et tout ce que j'ai trouvé ça a été de leur parler de Bacchus, je ne sais pas pourquoi... ce doit être ta faute...* »

JE n'ai jamais su qui était ce Bacchus, mais le fait est que ce soir-là non plus il n'a pas signé de papier ; nous sommes allés chez lui, c'était tout près du bureau, et c'est même pour ça que j'ai accepté de rester et de coucher encore avec lui. J'avais peur de me retrouver enceinte parce que la date était passée, et alors il a sorti des ovules qu'il avait sous le matelas et il m'a dit de m'en mettre un, que c'était efficace. Il m'a traitée avec délicatesse. Il m'a fait une salade et un steak. Après, il m'a embrassée. Le matin, j'ai voulu faire comme lui, rester un moment à traîner au lit, rien qu'avec le jupon, les bras croisés sous la tête, à regarder un petit détail du plafond pendant qu'il était à la salle de bains. Quand il est sorti, il m'a regardée comme s'il ne me connaissait pas et il m'a dit, prépare-toi, finie la paresse, il faut que j'aille au travail, et il n'était que 7 heures. Je n'ai pas su quoi faire, mais je n'ai rien dit, je me suis levée, j'ai pris mes affaires et je suis allée à la salle de bains. Il a tapé à la porte pour me dire de prendre une serviette propre, juste quand je venais de m'asseoir sur le water. Je ne lui ai pas répondu, et alors il a commencé à remuer la poignée de la porte comme s'il avait pu ouvrir, en me demandant si j'étais fâchée de ce qu'il avait dit à l'instant. Je lui ai dit de ne pas être bête et de ne pas se soucier de la serviette, que j'allais la prendre tout de suite. J'ai eu envie de pleurer, j'aurais voulu disparaître sous terre. J'étais si fâchée qu'en me peignant je me suis arraché quelques cheveux, mais c'est seulement comme ça que je me suis rendu compte d'une chose : il faut séparer les affaires et mes rapports avec les hommes, ça ne pouvait pas marcher, on se retrouvait comme ça, trompée en quelque sorte, avec les mêmes habits que la veille, qu'est-ce qu'ils vont dire au bureau. Personne n'a rien remarqué ce jour-là, et c'est pour ça que je suis arrivée comme je le fais d'habitude, la tête haute, montant les marches de l'entrée comme si on me photographiait, décidée à faire mon devoir, à ne pas laisser de petits grains de sable entrer dans mes souliers. Il y a deux ans que je travaille ici et, ce métier, c'est mon bonheur... pas question que quelqu'un me le fasse négliger.

(Traduit de l'espagnol par JACQUES GILARD.)

GUCCIARDO.

JULIO OLACIREGUI, né à Barranquilla (Colombie), en 1952, est journaliste. Ses poèmes et ses contes ont été publiés dans diverses revues et divers suppléments littéraires de son pays. Un recueil de proses, *Vestido de bestia*, est en cours d'impression à Bogota (Editions Colcultura). Il réside à Paris depuis deux ans.